

LE MONDE diplomatique Espagne : 70 pea.

ISLAM

ET POLITIQUE

Domination libération?

Magie

Publication mensuelle 5, me des Italiens, 75427 Paris Cedex 89

Par CLAUDE JULIEN

MPOSSIBLE d'imaginer un plus beau conte de fées : les relations numéricaus-israéliennes paraissaient irrémédiablement détériorées, en particulier depuis la prise de position du président Carter en faveur d'un foyer national pour les Palestiniens ; en Israël, le nouveau premier ministre dont le décident pour les Palestiniens : la prise de position du président Carter en faveur d'un foyer national pour les Palestiniens; en Israël, le nouveau premier ministre, dont le victoire électorale avait été accueillie evec apprébension par les Etats-Unis, promettait de rétablir un climat de compréhension et de configure; à coups de citotions bibliques, disait-il, il squrait convaincre M. James Carter du ben droit den Israéliens dans la définition qu'il en donnait lui-même; les deux hommes se rencontrent; en quelques heures de conversation, le miracle s'accomplit; coup de mogie, Washington semble souscrire aux vues de Jérusolem. En paroles seulement? Non : une importante aide militaire confirme que les Etats-Unis se raillent aux arguments du gouvernement israélien.

M. Menchem Begin a beau se féliciter de ses bonnes « relations personnelles » avec M. James Carter, le baromètre en Israél a beau être à l'optimisme et friser le triomphalisme, les rapports internationaux ne seront jamais aussi simples. On alors le moude pourrait, dès maintenant, se préparer à une nouvelle guerre en Proche-Orient. M. Begin a remporté à Washington un éclatant succès de relations publiques, il n'a pas gagné une bataille diplomatique.

DEUX questions qui ne se règlest pas à coups de discours et de sourires commandent, en offst, le comportement des protagonistes en Proche-Orient : le destin du peuple palestinien et la politique énergétique. Sur ces deux points, tout lexisme de la part des États-Unis favoriserait le jeu de l'Union soviétique dont la politique, toujours inapte à créer artificiellement des désordres, soit, an revenche, admirablement exploiter les maindresses de l'autre Super-Grand.

Les États-Unis et les Neuf de la Communauté européenne n'ont pas cédé à une lubie en reconnaissent — bien tardivement, hélas ! — le droit des Palestiniens à une potrie. Ce n'est pas là soulement, de la part des Occidentaux, une solennelle position de principe qu'il leur serait difficile d'aubier ou de renier : c'est une condition de paix dans une région dont ils ne peuvent se désintéresser. Le chorne déployé par M. Begin à Washington n'e change sien Washington n'y change rien.

La politique évergétique, de son côté, concerne sons doute la senté comique de l'Occident, mais aussi, à travers elle, sa stubilité sociale et

politique. Rien de colo ne peut être échoé par l'opération de séduction que M. Begin a parfaitement récusie sax Ents-Unie.

Alors? Alors, il faut bien en conclure, et nul ne l'ignore à Janualem, que M. Carter n'a pas cédé sur le fond. Il a simplement jagé inopportun de manifester d'emblée trop de riqueur et de raideur : le temps lai-même devra montrer à M. Begin que son « plan de poix » n'en est pue un: Dissipée l'emphorie, on en revisedeur bien vite sux dures réalités.

JEU dangereux? Peut-être, car les réactions de la Syrie et de la Jordanie na sufficent évidenment pas à désillationner les dirigeants invafilens. Une mauvaise appréciation des véritables repports de farces étant toujours mauvaise conseillère, le pire ne peut être exclu.

Israil aureit bien joué si M. Janues Carter était un aimable prédicateur beptiste plein de bonnes intentions, ignorant les dossiers, nourrissant sa diplomatie de ce que M. Raymond Aron, un peu méprisant et très désinvolte, appelle de l' « évangélisme ». Mois, ancien officier, ingénieur nucléaire, homme d'affaires, le chef de la Maison Blanche sait que l'autorité des Etats-Unix dans le monde et le salut du capitalisme américain especient Etats-Unis dans le monde et le salut du capitalisme américain app une sériesse révision des conceptions, des utilitudes, des habitudes qui trop longtemps ent modelé la politique de Washington.

En invoquant les droits de l'homme et le « morale », aurait-il dans entrepris une révolution ? Certainement pas. Voila plus de quarante ens, les milieux d'affaires considéraient F.D. Roosevelt comme un dangereux « socia-

milieux d'affaires considéraient F.D. Rossevelt comme un dangereux « socialiste », alors que, malgré eux, il souvait le capitalisme américain. C'est une sorte de New Deal à l'échelle mondiale que M. Carter s'afforce maintenant de mettre en œuvre : pour sauver l'essentiel, accarder quelques concessions, donner de soi une image meiar contradictoire de l'idéal proclamé.

De même que Rossevelt ne put résondre tous les problèmes, corriger toutes les injustices, et laisseit, à le vaille du la guerre, une dizaine de millions de chômeurs, de même M. Carter ne peut pas guérir toutes les misères du monde, mais attânuer le contraste entre le réve américain et la politique de puissance. Projet intelligenment conservateur, indispensable au maintien, sous de nouvelles formes, de l'hégémonie impériale. Projet qui suppose de ne pos jouer trop ouvertement avec les principes. M. Bogin ne tardera pas à le découvrir.

Une polémique autour du P. C. italien

SAUVER UN ETAT EN DÉCOMPOSITIO

Un peu plus d'un an après les élections législatives du 20 juin 1976, l'Italie est passée, des grandes espérances de changement suscitées par des résultats pourtant contradictoires, à un sentiment diffus de désillusion et de découragement.

Il n'y a pas eu de grands — ni même de petits — changements de cap. A la tête du pays se trouve toujours un gouvernement « monocolore » démocrate-chrétien, tout comme les autres qui « malgouvernent » depuis trente ans ; mais il dispose maintenant de l'appui que constitue l'abstention du parti

La situation économique et sociale n'a cesse de se dégrader, notamment celle-des jeunes, des étudiants et des grandes masses de chômeurs et de travailleurs

OCCASION de cette polémique a été fournie par un important fait divers. A Turin, devait se dérouler le procès de quelques membres des Brigades rouges accusés d'attentats crimineis et de délits politiques. L'organisation lance alors des menaces contre les juges et les avocats qui se préteront à l'instruction du procès. Le hâtonnier des avocats de Turin est assassiné. Seize citoyens, désignés par le sort pour constituer le jury, ont allégué un « syndroms dépressif » qui a été certifié par des médecins, probablement complaisants, et se sont, de cette manière, refusés à juger.

et se sont; de cette manière, refuses à juger.
L'écho de cette affaire est important : on parie de leur lâcheté, d'abdication devant leur rôle et leur devoir de citoyens, de désagrégation de l'Etat. Un journaliste du Corrière della Sera, le quotidien italien le plus répandu, interroge sur cette question Eugenio Montale, le plus grand poète italien vivant, prix Nobel, senateur à vie de la République, lequel affirme qu'à la place de ces citoyens il aurait eu peur, lui aussi, « une peur justifiée qu'à la place de ces citoyens il aurait eu peur, iu aussi, « une peur justifiée par le cours actuel des choses, dit-il, et nont par métaphysique ni existentiale ». Et cette peur est justifiée par la « défaite de l'Etat », une défaite qui, de l'avis de Montale, vieux libéral qui a montré une grande intégrité, même sous le fascisme, vient de loin, mais qui est désormais consommée.

consommée.

L'écrivain Italo Calvino réagit immédiatement par un article qui part d'Alessandro Manzoni et de Gide et se conclut par un appel à la responsabilité de chaque citoyen: « Les parts, dit-il, en ce moment, sont trop préoccupés et incertains pour poupoir dire quelque chose de précis. L'Etat, aujourd'hui, est constitué surtout par les citoyens démocrales qui ne se rendent pas, qui ne laissent pas tout s'en aller à vau-l'eau. »

sous-emplones, principalement méridionaux. Le pays il est rrai, ne s'est pas effondre, comme certains le prophétisaient. Mais les pays s'effondrent-ils? Cependant. la révolte. la violence politique, la désagrégation de l'Etat sautent aux yeux de tous.

Sur cette toile de jond s'est développée, au cours des derniers mois, une polémique de caractère moral, politique el culturel, dans laquelle ont été impliqués certains des plus importants représentants de la culture italienne et des dirigeants les plus écoutés du parti communiste. C'est une polémique qui, en raison de ses thèmes, de son ton et de son large retentisse-ment, est extrémement révélatrice de l'obscurilé, des difficultés et des dangers qui caractérisent la situation italienne, et des clivages qui divisent la

Par FERDINANDO SCIANNA*

C'est à ce point qu'intervient l'écrivain Leonardo Scinscia. a Je dois avouer que, n'était le devoir de ne pas avoir peur, j'aurais rejusé, moi aussi », déclare Sciasca. Et il s'explique ainsi : a Je ne voudrais pas jaire partie d'un jury — et en particulier d'un jury appelé pour juger ce que l'on a coutume d'appeler des délits contre les institutions, contre l'Elai. De même que je ne comprends pas ce que défendent les magistrals et la police — et je l'ai écrit ailleurs. — in-pomprends: encore moins que moi, moi précisément, je sois appele à servir de cariatide à cet écroulement ou à cette désagrégation dont je ne me sens, en aucune jaçon, responsable. Sauvèr la démocratie, déjendre la liberté, ne pas céder, ne pas se ren-Sauver la démocratie, défendre la liberté, ne pay céder, ne pas se rendre — et ainsi de suite, arec les titres que nous royons apparaître dans les journaux à chaque érénement tragique, — ce sont sculement des mois. Il y a une classe dirigeante qui ne change pas el qui ne changera pas, sauf en se suicidant. Je ne veux nullement la détourner de ce propos ou contribuer à la réconforter : ce qui reviendrait à choisir pour toujours, pour moi, ce que les médecins ont

diagnostiqué chez les jurés de Turin camme un « syndrome dépressij ».

Calvino réplique en accusant Sciascia de pessimisme, mais dans une acception nouvelle, paradoxale, celle qui a été donnée par le dissident russe Boukovski. Est pessimiste, selon Boukovski, celui qui pense que les choses ne peuvent alier plus mai qu'elles ne vont; optimiste celui qui répond : mais al! mais si! C'est au nom de cet optimisme amer que Calvino invite à défendre l'Etat. Sciascia se trompe lourdement, dit-il. s'il pense que les choses ne peuvent pas alier plus mai.

Presque simultanèment, dans la Stampa, Norberto Bobbio, prestigieux philosophe de tradition liberale progressiste, ècrit un article sous ce titre : « Le devoir d'être pessimiste. » Il y sontient qu'il oscille entre l'optimisme du désir et le pessimisme de la raison. A propos de la situation italienne, il ècrit : « Lorsque î y refléchis, c'est-à-dire que j'interroge l'histoire, que ie compare des situations différentes, que j'interroge les données que f'ai à ma disposition, il me parait impossible que la jin de la première république italienne puisse être évi-

La crainte du pire

MAIS le vrai tournant de la polé-mique, qui la fait sortir du milieu un peu académique des écrivains, c'est encore Sciascia qui l'a provoque, avec un bref article intitulé « De avec un bref article intitulé « De peur en peur » et qui, en guise de réponse à Calvino, élargit amplement le discours : « ... Il est vraiment difficile, dit Sclascia, et presque impossible d'étre optimiste en lace de la peur donl ce qui est — ou decruit être — la meilleure partie de notre pays est désormais la proie. » Et il poursuit : Quand on a peur, on ne bouge pas, ou bien on bouge mal. Il est impossible d'avoir peur et d'agir, d'avoir peur et de créer. La peur est mauraise conseillère et, en éfel, il y a des années qu'elle donne de maurais conseils. Depuis le cabinet Tambront (1968), la gauche italienne rit

dans la crainie du pire, et elle ne bouge que pour l'éviter. Les évene-ments du Chili ont ranimé cette peur, couge que pour l'eviter. Les evenments du Chill ont ranimé cette peur,
et l'ont démesurément agrandie. Et le
pire est renu quand même, d'unc
année à l'autre, d'un jour à l'autre.
La peur continuera à veuir, selon
l'optimisme de Calvino et selon mon
pesstinisme. Elle continuera à venir
jusqu'au moment où la gauche se libérera de la peur en disant fermement :
asser? Et c'est bien clair, je ne pense
pas à la révolution, et pour des raisons qui peuvent aussi bien réunir
Oriega et Berlinguer. Je pense simplement à l'opposition, à l'opposition la
plus constitutionnelle, à une opposition qui, si elle avait existé, aurait
encare en elle cette fraction qui se
sent désormais hors jeu. Et, au
contraire, elle se trouve dans la condition de devoir l'affronter : à commencer par les universités... >

(Lire la suite page 15.)

* Journaliste italien.

(Live la suite page 15.)

Faiblesse idéologique et erreurs tactiques

LE MALAISE DE LA GAUCHE JAPONAISE

ES resultats des élections sénatoriales du 10 juillet, qui ont permis, contre toute attente, au
parti libéral démocrate (PLD.), au
pouvoir depuis vingt-deux ans, de
meintenir sa majorité à la Chambre
haute posent une question fondamentale au Japon aujourd'nui : celle du
malaise de la gaucha. Em fait, il s'agit
moins, pour analyser la situation
politique japonaise actuelle, d'épiloguer une nouvelle fois sur l'habileté
avec laquelle les conservateurs réusavec laquelle les conservateurs réus-sissent à se maintenir au pouvoir, maigré scandales et rivalités de clans,

Dans ce numéro :

L'Albanie, un petit pays qui ne se pose pas en modèle

Au Kurdistan irakien : la fiction de l'autonomie (Pages 6 st 7)

La tentation du protectionnisme

(Page 30)

Par PHILIPPE PONS

que de s'interroger sur l'incapacité de la gauche à offrir une solution de rechange crédible.

la gauche à offrir une solution de rechange crédible.
Bien qu'au Japon, comme dans la piupart des autres pays industrialisés, le pouvoir en place soit impopulaire — comme le prouvent les sondages d'opinion, — les Japonais out tendance, lors des consultations électorales, à reconduire plus ou moins docilement (aux élections générales de décembre 1976, le P.L.D., qui a perdu quelques sièges, n'a dû qu'au ralliement de plusieurs indépendants de conserver sa suprématie à la Chambre basse) une majorité conservatrice.
Alors que l'on assiste en Enrope à une polarisation de la vie politique en deux camps presque égaux, le Japon apparait figé dans l'immobilisme. La tendance traditionnelle des Japonais à privilégier le pouvoir en place est loin d'expliquer totalement cette situation. La raison essentielle tient davantage à la peur du vide

cette struction. La raison essentielle tient devantage à la peur du vide qu'engendre le fractionnement de l'opposition. Si celui-ci se poursuit, il semble difficile de prévoir à hrève échèance une alternance au pouvoir. Différents facteurs expliquent la situation présente de la gauche japonaise. Des conditions historiques d'abord. L'idée socialiste est percue au Japon depuis l'origine comme une s'importation ». Bien qu'elle ait fait son apparition dans l'archipel à la fin du dix-neuvième siècle et que les recherches marxistes y alent été à l'époque rapidement plus poussées qu'en Chine par exemple, la pensée socialiste n'a jamais été vraiment

incorporée au corpus ideologique nuppon. Le marxisme est demeuré pour
les Japonais une explication du monde,
sans doute valable, mais qui ne
s'appliquerait pas à leur cas particulier.
Ce phénomène peut paraître paradoxal pour un pays qui, d'autre paraabsorbait avec une appétence immodérée toutes les doctrines, théories et
techniques de l'Occident. En fait,
celles-ci n'ont du leur « assimilation »
qu'au fait qu'elles étalent imposées
d' « en haut » par l'empereur Meiji.
Les Japonais, encore aujourd'hui, sont
apparemment beaucoup moins perméables sux réformes vennes d' « en
bas », de type démocratique. Ils sont
toujours sensibles en revanche, comme
le prouve la dernière carrpagne électorale, à la politique de séduction des
notables, mais peu intéressée par les
débats d'Idées.

Dans l'immédiat après-guerre, cependant, les Japonals, émergeant du
regime militaire, semblalent beaucoup
moins Inhibés à l'égard du socialisme :
c'est l'épôque de la montée du parti
communiste, de l'établissement en
1949 d'un cahinet de coalition. Mais
en cinq ans, d'Hiroshima à la guerre
de Corée, qui sera marquée au Japon
par les « purges rouges » l'ancées par
MacArthur contre les communistes,
les Japonais vont « découvrir », à la
remorque du vainqueur, que le socialisme, incarné par la « Chine rouge »,
est l'empent. Ils chercheront désormais
à exorciser leur défaite en se conlant
dans les rangs du plus fort et à
rouver chez ce dernier de nouveaux
rodés de lectaire de la réalité (démo-

trouver chez ce dernier de nouveaux codes de lecture de la réalité (démo-cratie, expansion économique).

(Lire la sutte page 4.)



littéraires.

scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D) Baccalaureats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.



3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/20 15 01

L'ALBANIE, UN PETIT PAYS QUI NE

A contre-courant du nouvel ordre international

Le journal du parti communiste albanais a donné, au début du mois de Le fournal du parti communiste albanais a donné, au début du mois de juillet, un grand retentiasement à un article théorique qui, mus elter directement la Chiné, critique in politique de Pékiu en iui reprochant, notaimment, d'avoir, au nom de la liktorie » des trois mondes », justifié un rapprochement avec l'impérialisme américain contre le social-impérialisme soviétique. Un refroidissement des relations entre Tirana et Pékin était perceptible dépuis quelques années. Pour Zeri i Populit, l'anaiyse de classe permet de distinguer seniement « deux mondes » qui s'affrontent dans « une lutte à mort ». Dans le même temps, de nouveaux documents du parti du travail albanais (parti communiste) sont rendus publies; ils éclairent divers aspects de la lutte des communistes albanais et permettent de mieux percevoir leurs conceptions.

I la République populaire d'Albanie pusse presque inaperçue, le
dolt-elle aux chiffres rèduits de
sa superficie (moins de 30 000 kilomètres carrés) et de sa population
(n'oins de trols millions d'habitants,
mais avec le taux de croissance le
plus élevé d'Europe) ? Ou bien faut-il
expliquer la rareté des informations
à son sujet par le caractère insolite
des réponses qu'elle apporte aux
grandes questions de ce temps ? grandes questions de ce temps?

grandes questions de ce temps?

Il est vrai qu'en relusant de participer à la conférence d'Hrisinki, qu'elle qualifie de « conférence de l'insécurité en Europe » — d'entretenir des relations avec les deux Super-Puissances aux conditions posées par celles-ci, — d'intégrer son économie, par le jeu des crédits et des investissements étrangers, aux rounges du système capitaliste mondial, l'Albanie semble aller à contre-courant de ce qu'il est convenu d'appeler la « déqu'il est convenu d'appeler la « dé-tente», la « coexistence pacifique» et la « coopération internationale». Ces refus, depuis se victoire dans la lutte de libération nationale antifasciste en 1944, se confondent avec les combats

Sans roubles ni dollars

I L n'en va plus de même, quelques an-nées plus tard, quand, à partir du vingtième congrès du P.C. soviétique (février 1956; Khruschtchev remet ouvertament en cause l'unité du mou-vement communiste international : il vement communiste international: il s'en prend à la mémoire et à l'œuvre de Stalline pour avancer des « propositions nouvelles » sur une série de questions fondamentales comme celles de le guerre et de la paix et des voies de passage au socialisme; il essaie d'isoler la Chine, qui ne partage pas ses vues, et réhabilite Tito, jusqu'alors dénoncé comme étant l'agent du révisionnisme moderne et le cheval de Trole de l'impérialisme américain.

Faute de pouvoir contraindre l'Al-banie à lui emboîter le pas, Khrou-chtchev lui applique, en 1961, les mêmes e sanctions a qu'à la Chine : retrait en quelques semaines de tous les spécialistes, suppression totale des crédits et des fournitures. En la sou-mettsur à ce ségisable bloous éconocrédits et des fournitures. En la sou-mettant à ce véritable blocus écono-mique — que ses successeurs vont maintenir, — il tente délibérément de saboter son troisième plan quin-quennal dont les prévisions tenaient compte de l'aide soviétique. Puis il rompt unilatéralement les relations diplomatiques, entrainant à sa suite

que, sous la direction de son parti (1). le peuple albanais mêne pour la sau-vegarde de son Indépendance et des acquis de sa révolution.

vegarde de son indépendance et des acquis de sa révolution.

Du fait de sa situation géographique dans les Balkans, l'Albanie fut de tout temps une terre d'occupation et de résistance à l'occupation. Elle était particulièrement bien préparée, par toutes les leçons de son histoire, à faire face aux impérialismes nouveaux qui, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, prennent la relève de l'Allemagne hitlérienne en cherchant à se partager le monde. Nul répit ne lui est d'ailleurs accordé. Elle vient à peine de chasser les occupants nazis, sans l'alde d'aucune armée étrangère, qu'elle doit affronter des tentatives d'annexion de la part des Yougoslaves et des actes de sabotage de groupes de rercenaires infiltrés par les Anglo-Américains, cependant que les harcèlements continuent sur sa frontière avec la Grèce, qui attaquera son territoire en août 1949. Mais, pendant toute cette période, l'UR.S.S. et les autres pays socialistes se tiennent fermement à ses côtés.

Cette politique achève de convaincre les Albanais que l'Union soviétique est en train de changer de nature, que le pouvoir y est passé des mains du prolétariat à celles d'une bourgeoisie de type nouveau qui, tout en continuant à se réclamer du léninisme et du socialisme, travaille en fait à la restauration du capitalisme (sous la forme monopoliste d'Etat) et poursuit des buts d'hégémonie mondale, en compétition avec les Etats-Unis. Ils savent qu'il leur faudra désormais compter avec ce nouvel ennemi de la révolution, ennemi d'autant plus dangereux qu'il ne s'avance pas à visage déconvert : le social-impéria-lisme (2).

Privée de roubles, l'Albanie ne se tourne pas pour autant vers les dollars. Avec l'aide de la Chine, elle relève le défi par un effort accru de production et l'intensification de la lutte de classes dans tous les domaines. « Notre politique est une politique ouverte, la politique des principes prolétariens », précise M. Enver Hodja dans un discours d'octobre 1974. Rejetant les méthodes de la diplomatie secrète, il affirme par là que la politique d'un Etat où le prolétariat est au pouvoir ne peut que se conformer à des attitudes de principe, former à des attitudes de principe qui répondent à ses propres intérêts

Par YVES LETOURNEUR *

nationaux en même temps qu'à ceux de la cause révolutionnaire de tous les

de la cause révolutionnaire de tous les peuples.

Blen que l'aggravation des contradictions du système capiteliste metté à l'ordre du jour le problème de la révolution, « la situation actuelle dans le monde, déclare M. Enver Rodja (3), est trouble et l'autosatisfaction, la quiétude ou l'emphorie n'y oni pas leur place a. Car cette crise du capitalisme s'accompagne du danger fesciste qui se précise dans certains pays de démocrate bourgeoise où le grand capital, tout en profitant des illusions réformistes et légalistes propagées par les révisionnistes et les sociaux-démocrates, se prépare au coup de force. A quoi s'ajoute le danger de guerre qui résulte de la rivalité accrue pour le partage des marchés et des sones d'influence. Les exemples abondant : le Proche-Orient, où les deux super-Pussances exploitent et enveniment les conflits entre les peuples afabes et Israël, ainsi qu'entre les peuples arabes et Israël, ainsi qu'entre les peuples arabes eux-mêmes, pour s'assurer la possession des gisements de pétrole; l'Angola, où elles se disputent les dépouilles du colonialisme portugais; l'Europe, où le Marché commun et le COMECON (4) leur servent à la fois d'instrument de domination et de champ de bataille économique. d'instrument de domination et de champ de bataille économique.

champ de balaille économique.

Il est toutefois possible de conjurer ces périls, pourvu que les peuples voient lucidement « quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir »; ils doivent savoir que, « contrairement à ce que cherche à leur faire crotre Moscou, les contradictions qui opposent les Etats-Unis et l'Union soviétique ne sont pas des contradictions entre le socialisme et l'impérialisme, mais des contradictions entre deux grandes puissances impérialistes ». Il importe de ne pas se laisser prendre au piège des discours sur le désarmennent, la détente, le non-recours à la force, etc., discours que les deux Super-Puissances ne cessent de démentir par leurs actes : militarisation croissante de leur économie, déploiement de leurs hases militaires et de leurs flottes de guerre dans toutes les régions du monde, manœuvres stratégiques répétées dens le cadre de l'OTAN et du pacte de Varsovie, dont les troupes d'occupation foulent en permanence la souveraineté des Etats.

Conscients que, « quand les Super-veraineté des Etats.

Consciente que, « quand les Super-Puissances se rupprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en jont les frais », les peuples ne seront pas tentés de « s'appuyer sur un impérialisme pour combatire l'autre ou pour lui échapper ». En tout état de cause, l'apparition du social-impérialisme ne doit détourner personne de la lutte contre l'impérialisme américain, qui

a demeure la citadelle politique et economique du système capitaliste d'exploitation, le grand défenseur du colonialisme et du néo-colonialisme, l'inspiraleur du racisme et le plus grand gendarme de la réaction taler-

rationale a.

Les peuples ne se laisseront pas non plus abuser par le slogan de « l'Europe unie », qui, sous préteite de tenir tête aux deux Super-Puissances, ne peut qu'aider « la bourgeoisie réactionnaire cosmopolite de ce continent » à « supprimer la personnalité des peuples et des Etais d'Europe occidentale nour les mettre sous sa coupe », et à réaliser ses visées néocolonialistes sur le dos des pays en voie de développement.

Is ne perdront pas de vue, enfin, qu'une lutte conséquente contre les Super-Puissances, contre les ronopoles des Etais impérialistes, contre les sociétés multinationales, passe néces-

sairement par le soutien à la lutte que les peuples opprimés mènent pour leur liberté et leur indépendance, et que ce soutien exige une opposition résolue à la bourgeoisie au pouvoir dans leur propre pays : « Les impériulistes et les acciaux-impérialistes ont pour intime allié la bourgeoisie réactionnaire de tout pays où ûs étendent leur influence (...). Aussi ne saurait on séparer les deux forces l'une de l'autre. Sans combattre l'une, on ne peut combattre l'autre; sans combattre l'autre i sans combattre l'autre i sans combattre l'ennemi extérieur, on ne peut combattre l'ennemi extérieur, on ne peut combattre la guerre. Il faut détruire toutes les sortes de bases dans tout pays où les Super-Puissances en ont établi et créé, parce qu'on affaibilt et détruit ainsi à l'échelle mondiale leur influence et leur force, qu'elles ont fondées sur l'esclavage des pauples et des pays. »

Appel à la vigilance des peuples

D'ANS cette perspective, les Albanais appellent à la vigilance les peuples de la Méditerranée et des Balkans, en particulier les peuples de Yougo-slavie, de Grèce, de Turquie et de Roumanie. Indépendamment de la différence de leurs règimes politiques, ils leur demandent de faire front pour exiger le départ des flottes des deux Super-Puissances et le démantélement de leurs bases. Pour sa part, l'Albanie a depuis longtemps interdit ses ports aux navires de guerre américains et soviétiques, empêchant ainsi que son territoire ne leur serve de point d'appur pour leurs menées agressives contre ses voisina.

Par la rigueur de ses choix et la

Par la rigueur de ses choix et la fermeté de ses refus, l'Albanie se condamnerait-elle à l'isolement et à l'impuissance, comme le disent et le souhaitent ses détracteurs? Elle est en relations diplomatiques, commer-

(i) Le parti communiste d'Albanie. fondé dans le ciandestinité le 8 novembre 1941 à Tirana, et qui en 1948 changes d'appellation pour devanir l'actuel Parti du travail albanais (P.T.A.).

(2) C'est Lénine qui a forgé ce concept pour caractériser la double nature des partis opportunistes de la II^a Internationale : « Socialistes en puroles, impérialistes dans les /cits. »

(3) Discours du 1º novembre 1976 au

tionale: « Socialism en paroles, imperiolistés dans les faits: »

(3) Discours du 1° novembre 1976 au VII° congrés du P.T.A. Les citations sulvantes sont entraltes de ce même texta que l'on peut se procurer en écrivant à l'Association des amistés france - albanaises. «L' rue La Bruyèra, 75005 Paris. (4) Qui obêt aussi à la loi de l'échange loègal, car l'Upion soviétique impose ses prix, fixe le volume des ventes de martières premières, etc.

(5) Page 220 de son rapport au VII° congrès du P.T.A., M. Enver Hodja les caractéries en ces termes : « La République populaire d'Albanie entretient avec le France des relations amisales qui se développent dans l'intérêt de nos deux pays. Nous éprouvons du respect pour le peuple français, pour son passé résolutionnaire et sa culture propressists.

ciales et culturelles avec plus de soivante-dix pays, dont la France (5). De surcroît, elle est le seul pays d'Europe qui ignore l'infiation (6) et le chômage et se montre capable de promouvoir simultanément, en comptant sur ses propres forces, le développement de sa production (7), la hausse continue des salaires et la réduction de leur éventail (qui n'est plus que de 1 à 2), de même que la baisse ou le maintien des prix à la consommation après avoir, depuis plusieurs années déjà, entièrement aboli le système des impôts.

Il est légitimement reconnu qu'il n'y

système des impots.

Il est légitimement reconnu qu'il n'y a pas de « modèle ». Encore peut-on admettre que l'Albanie fournit l'exemple d'un petit pays qui, sans se laisser intimider ni dominer par personne, assure la prospérité et l'indépendance de son pauple, en suivant une vote nationale et révolutionnaire indépendante.

de la culture et de l'art français sont les amis tincères de l'Albante. Nous en-tretenons unes l'Etat français des rap-porte normans, indépendamment du fait qu'il n'approuve pas notre régime, par plus que nous n'approuvons le sien. Mais nous coustaions que le gouvernement français n'intervient pas dans nos af-latres.

(6) La hausse spectaculaire des prix en Pologne a révélé au grand jour l'existence du phénomène de l'inflation dans les pays du bloc soviétique. A tière d'inflate, pour la période de 1965 à 1874, elle a atteint 11,2 % en Hongris et 11 % en Tebécoslovaque. En Duian soviétique, les hausses les plus importantes concernent les produits du marché kolkhozien, sans parier de ceuz qui sont écoule au marché noir.

(7) De 1955 à 1975, le taux de croissance de la production industrialle en Albanie

(7) De 1965 à 1975, is taux de croissance de la production industriale en Albanie a été de 19,8 %, contre 6,5 % en R.D.A., 6,7 % en Tchécoslovaquie, 6,2 % en R.D.A., grie, 7 % en Vougoslavie, 8,3 % en Grèce, 7,9 % en U.B.S.B., 3,4 % en R. F., d'Allemagne, 4,2 % en Italia, 5 % en France (seloz le rapport sur le VF Plan

-Kostas Vergopoulos et le «capitalisme difforme»

La rente foncière est-elle éternelle?

données sur le développement du capitalisme dans l'agriculture. Ce dénat est toujours ouvert. En France, il a été récemment relaucé à la suite des traraux de C. Servolin, G. Postel-Vinay. P.-P. Rey. etc.

Selon l'opinion la plus communément par-tagée, y compris par des économistes marxistes, la propriété familiale est une survivance ana-chronique, à terme condamnée par le déve-loppement de méthodes modernes utilisant massivement des machines et des engrais. Toumassivement des machines et des engrais. Toujours selon cette représentation commune, ces
techniques conduiront fatalement à la concentration des terres dans de grandes fermes
puissamment outillées et employant peu de
main-d'œuvre, comme on peut en voir aux
Etats-Unis on dans les grandes propriétés vouées
à la monoculture dans les pays tropicaux.
Bref, selon la terminologie marxiste. la petite
production marchande dans l'agriculture est
fatalement condamnée à disparaître an bénéfice de capitaux privés. fice de capitaux privés.

Le premier mérite des deux ouvrages de K. Verzoponios est de montrer, grâce à des analyses concrètes, empiriques, précises — chiffres à l'apput, — que la petite paysannerie, loin de disparaitre petit à petit en tant que survivance anachronique condamnée, non seulement résiste, mais encore se transforme dans le sens d'un certain développement. Et, l'ait plus paradoxal encore, ret essor bénéficie d'une politique délibérée, attentive et systématique de la part de l'État, politique de remembrement et de soutien qui contredit, sur le plan des appa-rences, le schema de développement du capita-

rences, le schéma de développement du capita-lisme industriel privé.

Dans son ouvrage le plus ancien, la Question paysonne et le Capitalisme, K. Vergopoulos établit ces faits pour l'ensemble des nations et des Etals de l'O.C.D.E. dans la période qui court après la deuxième guerre mondiale. Son nouveau livre restreint le champ de l'analyse au cas se la Grèce. Mals îl analyse l'histoire de ce nyas en existentant toutefois, nius précide ce pays en s'attachant, tontefois, plus préciqui invalide le célèbre schéma stalinien d'évo-lution historique en quatre stades. Ainsi, l'exis-tence de grands domaines fonclers au dix-neuvième siècle, appelés « tchiffliks », ne peut pas être interprétée comme la survivance de grandes propriétés féodales, mais comme le produit de la décadence de l'empire ottoman, soumis aux effets dissolvants du marché international à partir du six-septième siècle, et de l'inflation mondiale à la suite de la découverte des métaux précieux du Nouveau Monde, inflation aggravant le déficit de la balance con ciale de l'empire, puisque l'impôt était prélevé en argent (et non en nature).

La seconde rectification proposée par K. Vergopoulos a pour objet la forme et la fonction de la rente foncière capitaliste. Celle-ci est, en général, considérée comme un rapport social de distribution caractéristique du mode de production capitaliste. Pour Kostas Vergopoulos,

Par JEAN POUTGE

sément à la période contemporaine, qui corres-pond à la naissance, pais à la consolidation de la domination du capitalisme dans cette société. L'insurrection de 1821 marque le début de la révolution nationale, qui algulfie, comme dans beaucoup de pays d'Europe, la prise de pouvoir politique de la bourgeoisle et la création d'un Etat moderne adéquat au développement du capitalisme.

CES analyses historiques et empiriques sont C rigoureuses et riches. Il serait trop long de les résumer. Elles résultent principalement de deux rectifications par rapport aux conceptions marxistes traditionnelles.

La première réctification consiste à montrer que le féodalisme n'a jamais constitué, en Grèce, une étape de transition entre l'Antiquité et le capitalisme. Ni l'empire byzantin ni l'empire ottoman, en effet, n'ont connu de grosse proottoman, en effet, n'ont connu de grosse pro-prièté l'oncière privée: «La !erre appartient, en général, à l'Etat. Les paysans ont la posses-sion des lots de terre l'amiliaux qu'ils cultivent, a Le surplus était prélevé sons forme d'impôt collectif et ne risait ni la concentration ni l'accumulation des richesses, mais la simple reproduction, quasiment à l'identique, de l'admi-nistration des villes. Le paysan n'est donc ni un serf lié personnellement à un seigneur, ni un esclave, mais un propriétaire de facto un sert he personnellement a un seigneur, ni un esclave, mais un proprietaire de facto exploité collectivement et anonymement par l'appareil d'Etat central. Selon la terminologie de Samir Amin. il s'agit donc là d'un « mode de production tributaire centralisée » pius proche de ce qu'on appelle un « mode de production assatique » que de la féodalité de l'Europe nocidentale.

occidentale. Marx avait deja remarque cette difference (3), l'appropriation privée de cette rente foncière ne serait caractéristique que d'un stade particulier du capitalisme, celui qui snit la phase d'accumulation primitive et qui précède le stade qu'on peut caractériser anssi blen comme celui des monopoles que celui de l'impérialisme. A ce dernier stade, la rente foncière ne serait pas appropriée par une classe particulière de propriétaires fonciers capitalistes mais serait socialisée par l'internédiaire de l'Etsat et trunsférée par ce dernier an capital industriet privé : « Le capitalisme a déjà nationalisé l'agriculture sans le dire. Les paysons travaillant sur les champs doivent être considérés comme des salariés aux pièces ou à domicile non pas de tel ou tel patron particulier mais de l'ensemble impersonnel du système capitaliste en tant que tel. » Cela ne signific pas que l'Etat n'intervienne que lors de la troisième étape, loin de là. Mais les formes et les effets de son intervention sont chaque fois caracteristiques. Une même apparence, la présence massive de la pelite production marchande, renvoie donc en fait, suivant les périodes historiques considérées, à des rapports sociaux de natures extrêmement différentes.

Le Capitalisme difforme et la Nouvelle Ques-

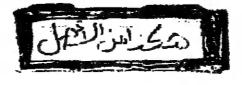
Le Capitalisme difforme et la Nouvelle Ques-tion agraire propose une lecture de l'histoire moderne de la Grèce à travers ces deux rectifimoderae de la Grèce à travers ces deux rectifi-cations et montre comment les autres inter-prétations qui ont été proposées sont fanssées par un point de vue occidentalo-centrique, parce qu'elles vonisient à tont prix retrouver une féodalité en Grèce (première rectification) on bien faire de la paysannerie une classe réactionnaire, parce qu'anachronique et condam-née (deuxième rectification). C'est dire que cet convigue ne manuers uns de proponer des ouvrage ne manquera pas de provoquer des critiques passionnées.

Leur enjeu sera vraisemblablement. l'interprétation à donner à la rente foncière capitaliste. En effet, dans oertaines formulations, peut-ètre un peu rapides, K. Vergopoulos est azuené à dire que le nouveau statut de l'agriculture familiale permet au capital industriel de supprimer l'amputation du profit que constitue la rente foncière. Peut-on dire pour autant que le rapport social de distribution appelé rente foncière a dispara? La terre continue, en effet, à avoir un prix, ce qui, suivant une formule célèbre, est aussi irrationnel que pour un logarithme d'avoir une couleur jaune. Quantitativement, le profit capitaliste se partage en profit d'entreprise intérêt et rente foncière capitaliste. Mais, de même que le tanx d'intérêt peut être très falble et, à la limité, s'annuler sans que le rapport social du capital porteur d'Intérêt disparaisez, de même on peut imaginer que, dans le rapport les avendétaties et les à là limité, s'annuler sans que le rapport social du capital porteur d'Intérêt disparaisse, de même on peut imaginer que, dans le rapport de forces entre les propriétaires fonciers et les industriels, ces derniers prennent le dessas sans que disparaisse pour autant le monopole privé du sol. Le passage d'un stade du capitalisme à l'autre ne consiste alors pas en une suppression de la rente foncière mais en une suppression de la rente foncière mais en une changement de la forme de son appropriation, qui, de privée, deviendrait collective. Dans le premier stade du capitalisme, les mécanismes des prix de production et des monopoles permettent à une branche particulière, l'agriculture, d'échappet à la péréquation des taux de profit et de rétenir par devers elle une part substantielle de la plus-value sous forms de rente foncière capitaliste. Dans le second stade, c'est l'impôt, le crédit et la politique publique des prix et de la commercialisation qui assurent non pas une rétention de plus-value mais, au contraire, son transfert aux autres branches industrielles (et en particulier aux industries agro-alimentaires).

E moindre paradoxe n'est sans doute pas que, à propos d'une question qui, apparemment, est aussi ancienne, technique et particulière que la question agraire, Kosias Vergopoulos solt idult à aborder des problèmes aussi brilants, politiques et généraux que la nature et le rôle de l'Esat dans les sociétés contemporaines. La transition au deuxième stade du capitalisme met en place une machine sociale capitaliste de caractère impersonnel ». Ce mécanisme n'est pas doté d'une dynamique d'homogénéisation. Il reproduit et approfondit la tension de ses hétérogénéstés et de ses différences, pour en faire le moteur de son autodéveloppement.

(1) Kostas Vergopoulos, le Capitalisme difforme et la Nouvelle Question agraire: l'exemple de la Grèce maderne; présentation de Samir Amin; Fran-cois Maspero, « Economia et socialisme ». 31. Paris, 1877, 305 pages, 58 P

(2) Amin S., Vergopoulos E., la Question paysanne et le Capitalisme. Anthropos, Idep, Paris, 1977, 295 pages, 45 F. (3) Ct. la lettre de Marz à Engels du 2 Juin 1853,





a Seption Apple

1. 1857 Ab 1. 1 Add 1850

ा हिरा अवद्येश स्कृते (स्केट्स

The state of the last

er reserve

saffering and

- アルイの様々で乗り機構

The second second second



mal

PRÉTEND PAS SE POSER EN MODÈLE

Indépendance nationale et souveraineté économique

EPUIS le VII° congrès du Parti du travail, en novembre 1976; la Répu-blique populaire socialiste d'Albanie (R.P.S.A.) a'est engagés dans la réalisation de son sixième plan quinquennal (1976-

Les grandes orientations visent = à poursulvre à des rythmes rapides l'édification accialiste du paye en vue d'en faire un pays industriel-agricole, doté d'une indus-trie et d'une agriculture avancées, confor-mément aux principes de l'appui aur ses propres forces et du renforcement de l'indépositance. l'indépendance économique du pays ». D'autre part, les rapports de production devront être améliorés, et les différences entre la ville et la campagne réduites « par le développement de la lutte de classe et la mobilisation du peuple sous la direction du parti» la direction du parti ».

Toutefois, le contexte international de crise áconomique et politique n'est pas publié, et, depuis quelques mois, le Parti du travail mène une intense campagne d'explication, auprès des travailleurs, à propos du « brutal encerclement Impéria-liste et révisionniste, et de la pression de la crise économique et financière du monde capitaliste et révisionniste ».

De fait, cette crise a lourdement pesé eur le commerce extérieur de la R.P.S.A., par la nette dévalorisation des termes de l'échange qui s'en ensuit (1). Il convient, d'autre part, d'y ajouter les effets du ratus des Etats-Unis, puis du gouverna-ment soviétique (depuis que ca demier, a rompu avec l'Albanie socialiste), d'autoriser le commerce avec l'Albanie. Les effets de ce blocus cont, aujourd'hui encore, très récis : en retirant, du jour au lendemain, son aide économique et financière à Tirana en novembre 1961, l'U.R.S.S. a délibérément retardé de dix ens la réalisation des grands projets d'industrialisation, à commercer par le

combinat métallurgique d'Elbasan, un des plus grands combinats actuellement en service en Europe, qui doit permettre, dans les cinq ans à venir, à l'Albanie de produire la fonte, le nickel, le cobalt et les aciers de haute qualité nécessaires

Avjourd'hui, les communistes albanais font du principe « compter sur ses propres torces - l'axe d'una politique visant à sauvegarder l'indépendance économique et politique du pays. Ce qui n'implique pas l'autarcie et « n'exclut pas l'aide internationaliste du proiétariat, des révolutionnaires at des pays socialistes. Toutefola, en dépit de sa grande impor-tance, le tacteur extérieur — la solidarité et l'alde internationaliste — est un élément auxilialre et non le facteur déter-

Fondement du nouveau plan quinquennal, ce principe est pialnement observé, aux yeux des dirigeants albanais, « lorsqu'un collectif ou una personne en particulier accomplit ou suraccomplit les tâches qui lui sont easignées, sans de-mander de moyens supplémentaires à l'Etat et à la société ». Le P.T.A. considère qu'il y a donc nécessité, pour les masses, de comprendre clairement la situation créée par le blocus impérialiste et révisionniste, afin que cessent les tendances, apparues fors du V° plan quinquennal, è plantier la production su-dessous des possibilités réelles, à réclamer des inves-Ussements et dez produits à importer audelà des possibilités du pays, à courir dans la réalisation des normes après la quantité aux dépens de la qualité ou à oaspiller carburanta et matières premièras =. D'autre part, le P.T.A. entend développer le plus possible l'initiative populaire et le contrôle ouvrier et paysan dans les entre-prises. Les dirigeants albanais se sont attachés à souligner, au demier congrès

Par ERIC VIGNE

du parti, les diverses insuffisances qui avaient marqué la réalisation du plan précèdent « Insuffisances et faiblesses dans la direction, attitudés et prátiques bureaucratiques et libérales, conceptions technocratiques el intellectualistes = (3). Le P.T.A., décidé à combattre politique boration de l'actuel plan, la centralisation. nécessaire à la détermination à l'écheion national des grandes orientations prés-lables, et la démocratie de base dans chaque unité de production : là, les collectifs ouvriers et paysans ont discuté les propositions centrales qui leur étaient taites puis, sur la base de leur propre

les cinq ans à venir. Il s'agira, dans le domaine agricole, d'assurer la satisfaction définitive des besoins nationaux en céréales panifiables objectif réaliste, puisqu'il a été atteint pour la première fois en 1976. D'autre part, l'élevage et les grandes cultures industrielles devralent connaître des hausses de production sensibles (30 à 40 % en moyenne selon les produits ou les cheptels). Par ailleurs, les grands axes de développement de l'agriculture nouvelle demeurent : mécanisation poussée de l'agriculture et augmentation des surfaces irriguées et de la consommation nationale d'engrais chimiques.

leurs normes productives annuelles pour

Pour leur part, les industries d'extraction et de transformation conneitront un déve-loppement prioritaire et combiné afin d'autoriser un rééquilibrage des exportations : en 1980, ces demières devralent être assurées à 80 % par des matières premières enrichles ou traitées en Albanie même. Entre-temps, les importations de

produits mécaniques et de certains biens da production pourraient-être sensiblement réduites avec l'objectif de produire dans le pays plus de 90 % des pièces détachées nécessaires aux grands équipements en cours d'aménagement (5).

Le développement des forces productricas devrait s'accompagner d'une amé-lioration des rapports de production. En appelant ouvriers el paysans à suivre les meilleurs exemples de production et de productivité, le P.T.A: les incite, en fait, à renforcer leur contrôle sur la gestion des entreprises et à développer leur lutte contre le taylorisme par la multiplication de leurs propres innovations qui, dans liorer les processus de production tout en économisant les matières premières (6). Ce renforcement du rôle de direction politique de la classe ouvrière dans les usines au niveau de la gestion et de la production est aux yeux des dirigeants

(1) L'augmentation générale des prix à l'importation (et notamment des biens de production) a fortement affecté la répartition du revenu national atbanéis: pour maintenir sa politique de stabilité des prix intérieurs à la production et à la consommation, la R.P.S.A. a du consacrer à l'équilibre de sa balance des comptes des revenus primitivement destinés à la reproduction élargie.

rines à la reproduction étargle.

(2) La R.P.S.A. hénéficie d'une aide importante de la Chine sous forme de crédits à long terme sans intérèts, ou de participation commune à la réalisation de grands complexes, comme celui d'Elbasan. D'autre part, elle exporte vers une quarantaine de pays (dont la France) des minerals (culvre, chrome, ferro-nickel), des produits finis, textiles et alimentaires, de l'hydro-électricité (uniquement vers la Yougoslavie voisine).

(3) Ces insuffisances expliquent, avec lo poids de la crise internationale, que l'augmentation du produit social n'ait été que de 17 % au lieu de 54 %. Toutefois le revenu réel par habitant a progressé, comme prévu, de 14.5 %.

albanais. la condition indispensable à la réalisation du VIº plan (7).

On dit en Albania que la politique est t' « expression concentrée de l'économie » : il semble bien en tout cas qu'une réelle unanimité populaire se soit manifestée dans les usines, les coopératives et les fermes d'Etat, lors de la discussion de l'article 28 de la nouvelle Constitution stipulant qu'en R.P.S.A., = l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et tinan-cières étrangères ou en participation avec révisionnistes, et l'acceptation de crédit de ces derniers sont Interdits ». Pour le Parti du travail d'Albanie, cette volonté de sauvegarder l'indépendance nationale en préservant la souveraineté économique est, aujourd'hul, une des raisons du développement de ses liens avec les pays en

(4) Le Monde diplomatique de décem-bre 1976.

(4) Le Monde diplomatique de décembre 1976.

15) Il s'azit essentiellement de la rafinerie ultra-moderne de Ballah et de l'hydrocentrale de Fierza.

(6) Une des réalisations récentes de ce type est la construction, par les ouvriers de l'usine de microprécision de Korè, d'une presse dont la conception nouvelle permet une fabrication améliorée d'instruments de haute précision almsi qu'une rentabilité supérieure du processus de production.

(7) L'augmentation de la production nationale devra répondre à une poussée démographique qui demeure parmi les plus importantes d'Europe (le taux de natalité est de trente pour mille). El l'Albanie a pu. jusqu'alors, maintenir une politique nataliste (population de 2.4 millions d'habitanta) grâce à une croissance annuelle du revenu national de 2 à 9 C, elle devra néammoins créer, d'ici à 1980, deux cent vingt-cinq mille nouveaux emplois pour les jeunes travailleurs (Agence télégraphique albanaire, bulletin quotidien du 20 mai 1977.)

LE P.T.A. **OUVRE** SES **ARCHIVES**

A celébration, vollà quelques mois, du trante-cinquième anniversaire de la tondation du Parti communiste d'Albanie, le 8 novembre 1941, a été l'occasion pour les dirigeants albanais de rappeler l'importance qu'ils attachent, aujourd'hui encore, à la lutte antifasolste de libération nationale qu'ils menèrent de 1941 à 1944. Catte lutte, en affet, e ne fut pas seulement une lutte contre les occupants pour la libération, mais aussi une véritable révo-lution populaire qu'organise et conduisit le parti commu-

Dès sa création, le parti communiste (aujourd'hui parti du travali) a sapuyalt sur l'esprit de résistance populaire à la politique de fascisation de l'occupant italien, pour orga-niser l'union des ouvriere, paysans et éléments patriotes sur te mot d'ordre : « Une Albanie libre, indivisible, indépendante et démocratique. = Pour concrétéer cette union, le Front. de libération nationale constitueix des conseils de libération dans les zones qu'il contrôleit. Ces conseils détruisirent l'appareil d'Etal structuré par l'occupant, qui reposait sur la collaboration des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore. Parce que « la réaction n'était qu'une partie du front hitiérien, maintenue sur pied principalement grâce au concours des occupants », en dirigeant jeurs coups contre l'occupant fasciste Italien, puis allemend, les partisens albanais frappaient Indirectement les classes

La chance du P.G.A. fut l'incapacité de la bourgeoisie albanaise à organiser une torce politique autonome. Aussi lement populaire à la base, sans autre parti que le P.C. qui a forgé et dirigé cetta union ». Toutefois, l'occupant nazi tenta d'opposer au P.C.A. d'autions comme la Balli Kombătar d'abord, puis le Legalitati — organisation mise sur pied en collaboration avec les services secrets britanniques, Churchill voyant dès 1943 dans l'Albanie une marche-trontière de la Grèce. Ces tentatives échouèrem devent la tactique adoptée par le P.C. à l'égerd de ces organisations : non pas l'attaque frontale, mais la négociation publique, afin de les amener à sa démasquer par leur refus de combattre l'occupant : tactique payante à lire les archives de cette époque du comité central du P.C. (2). Les communistes albanais lurent donc les seuls, en Europe, à libérer sens aucune torce étrangère leur pays De plus, ils aidèrent les partisans yougoslaves à libérer le

A catte époque, les repports entre le P.C.A. et le perti A communiate yougoslave, qui avait servi de relais, en 1941, pour établir les liens entre le P.C.A. et le Komintern,

étaient bons. Les premières divergences apparurent à la lin de 1944. Divergences politiques d'abord, en 1948 : à la différence du P.C.Y., les communistes albanais relusalent de se fondre dans le Front de libération nationale et tenaient a affirmer, dans les alliances de classes, la primauté politique du proléteriet, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation. Divergences nationales ensuite : l'Albanie relusait son annexion à la Yougoslavie, sous prétexte d'unification des plans quinquennaux, de fusion des états-majors ou d'édification de trusts mixtes. La rupture intervenue en 1948 ne se III pas sans problèmes : les Yougoslaves avaient organisé, au nii pas sans problemes: lea rougosiaves avaient organise, su sein du P.C.A., une pulsaante iraction Isvorable à leurs thèses. Pour sa pari, Tito se heuria à l'opposition — non signalée par M. Dillas quand II explique, dans ses Conversations aveo Stalline, cette politique d'annexion — des quelques cadres du P.C.Y ayant combattu auprès des partisans albarais au lout début de la résistance.

albanais au lout début de la résistance Douze and plus tard, Khrouchichey recourals aux mêmes pressions (constitution au sein du parti d'une fraction khrouchtchèvienne, appei à la subversion de l'armée alba-naise, chantage à la cessation des livraisons militaires et économiques). Il s'agissait alors de faire céder le P.T.A. qui refusalt de condemner les communistes chinois à la conté-rence de Bucarest (juin 1960), en même temps qu'il rejetait les propositions soviétiques visant à taire de l'Albanie le verger • du Comecon, dépendent de l'U.R.S.S. pour tous ses bezoins industriéls. Dans le discours (publié par Tirana seulement dix ens plus tard) qu'il prononça à la conférence des P.C. de Moscou, en novembre 1986 M. Enver Horis révélait ces pressions soviétiques, afin de « mettre un terme aux manifestations négatives qui affaiblissent le mouv communiste international » el dans l'espoir que les Soviétiques prendraient - nos critiques dans leur véritable sens : elles sont sévères mais franches et cordiales - (3) Le P.T.A. sepérait préserver la cohésion des P.C européens les textes officiels da cette époque célèbrent l'unité du mouvement communiste international, alors que l'analyse de la politique khrouchtchévienne, pour l'essentiel, est déjà laite (une politique « révisionniste ») dans les messages et siénogrammes secrets qu'échangent les dirigeants albanais (4) Le rupture viendre des Soviétiques, en actobre 1961, quend

lis déclencheront la polémique ouverte avec le P.C.A. A l'occasion de ces deux ruptures, le P.T.A. avait affirmé sa volonté de s'en tenir au principe : « Compter sur ess propres lorces » Aujourd'hui encore, ce principe est appliqué. D'autent qu'il s'egit d'édifier le socialisme (donc, aux yeux des dirigeants albaneis, une économie à prix stables) dans le contexte de l'initation mondiale des aconomies capitalistes de l'Ouest et de l'Est (5). Toutelois, ce principe n'est pas seulement un principe économique Fon-

dement de l'édification socialiste, il est aussi l'élément moteur de la politique de la santé, comme le soulignent M. et A. Béhar. Dans la prélace à leur ouvrage (6), le prolesseur Milliez délinit ce principe : « Le peuple albanais est le seul au monde, que je connaisse personnellement, capable, sans aucun esprit partisan, de se délendre de toutes les influences étrangères et auscaptible, par silleurs, d'accepter et d'intégrar toutes les découvertes scientifiques

L A politique de la santé repose, en Albanie, sur la L prophylexie, sur une véritable politique alimentaire (7) et sur une ergonomie qui est l'œuvre des travailleurs des ergonomie, se déroule une importante lutte contre le taylorisme el ses rapporta au travall, ses rapports au savoir ou son usage du temps. Particulièrement intéressantes à ce titre sont les pages que les euteurs consacrent à l'instauration de rapports nouveaux entre l'ouvrier et la machine dans le procès de production, tels qu'on peut les voir en Albanie dans les différentes usines (rotation des postes de travail, coopération, innovations technologiques des tra-vailleurs...). Il y a lá incontestablement, pour M. at A. Béhar, - une médecine propre, exercée per des médecins pure sous tous les plans, aidés par les travailleurs eux-mêmes, ce qui explique l'étornante rapidité avec laquelle une médecine moderne et neuve a pu sa développer dans un pays si longtemes contraint à lutter pour sa almole auvie ».

(1) Conjérence nationale sur la lutte antijasciste de libération nationale du peuple albanais. - Textes et contributions, Thana. 1876, 210 pages, 10 F.

(2) La Lutte antijasciste de libération nationale. - Documents principaux. Tirana. 1876, 559 pages, 28 F.

(3) Enver Hodja, Gurres choises, 1841-1950, deux volumes, Tirana. 1876, 806 pages et 925 pages, 28 F. chaque.

(4) La Grande Divergence. Nouveau Bureau d'édition, B.P. 57, 7562; Paris Cedex 14, 1875, 309 pages, 37 F. Les textes du P.T.A de 1861 viennent d'autre part, de faire l'objet d'un numéro spécial de la revue du C.C. DUPTA. Albanie cujour-d'un i en langue françaisel.

(5) Enver Hodja, Rapport au septième congrès du P.T.A., N.B.E., 1976, 282 pages, 13 F: Mehimet Shehu, Rapport sur le surième plan quinquennal. 1976-1980, Paris, 1976, 5 F; Anziotel Pano. l'injiation, maladie chronique du monde capitaliste, CEDAS, Paris, 1976, 60 pages, 6 F. Ces deux derniems ouvrages sont diffusés par les éditions N. Béthune, 76, bd Saint-Michel. 7500 Paris.

(6) Docteuré M. et A. Béhar, Sante publique et médecine préventire en Afbanie, AFA, Nouveau Bureau d'édition, Paris, 1976, 19 pages, 21 F.

(7) C. Régnault-Rogar, la Politique alimentaire de la B.P.A., publications de l'université de Paris-I — IEDES, Paris, 1976, 208 pages — exemplaire dectylographié.





Après un an et demi de combats

E = sommet = de l'O.U.A., qui s'est tenu à Libreville au début de juillet, n'a règlé aucun des conflits qui opposent plusieurs Etats africains. En revanche, il a souligné le nombre croissant des différends frontallers dont l'existence porte attainte à l'Intangibilité des frontières héritées de la colonisation, principe constitutif de l'organisation. C'est à travers les modalités de la déco-Ionisation du Sahara - espagnol » que, pour la première fois en 1975, deux Etats. le Maroc et la Mauritanie, ont réussi à exprimer et à salisfaire des revendications territoriales eur la base d'arguments a historiques ».

Ce règlement de fait, refusé par les populations concernées, générateur d'un conflit laurd de répercussions politiques dans la région, apparaît désormais comme la première des opérations de remise en cause généralisée des trontières africaines. En annonçant pour le met - extraordinaire réservé à l'examen de la question du Sahara occidental, les Etats africains, dans leur majorité, montrent qu'ils en sont désurmals conscients.

A l'origine, la départ de la puissance coloniale administrante, l'Espagne, ne sou-levait pas de difficultés majeures dans son principe. Elle avait été invitée, des 1866, à quitter le territoire et régulière-ment conviée, depuis lors, à s'exécuter, à la fois par l'ONU (1) et par l'O.U.A. (2). La procédure retenue était celle de l'autodétermination des populations sous contrôle de l'ONU. Sur cette base anticolonialiste, existait une unanimité dans les instances internationales et chez les pays voisins : Maroc, Mauritanie, Algérie, au moins jusqu'à la fin de l'année 1973 (3). Certes, l'Espagne ne se montrait guere pressée, ni toujours de très bonne volonté : Franco s'attachait à garantir les intérêts espagnols dans la région par le bials d'un néo-colonialisme judicieux : octrol d'un statut d'autonomie interne en septembre 1973, aménagement progres-sil d'une autodétermination qui préserve-

rait l'influence de la métropole. Il y avait là une ligne de conduite éprouvée, et le colonialisme européen finlesant n'en connaissalt pas d'autres. Mais cette procédure ne sera pas menée à terme. En 1974. le Maroc rompt le front anticolonialiste, entame seul et pour son propre compte une campagne diplomatique contre l'Espagne, dévollant ainsi ses

Ce changement d'attitude signifie que, désormais, l'ancien colonisateur espagnol n'est plus le défenseur privilégié des intérêts occidentaux dans la région (4), et qu'il ast remplacé, dans ce rôle, par un Etat chériflen pulssant et étendu. Cette nouvelle stratégie a été partiellement révélée par les déclarations de M. Klasinger au Congrès, en février 1976, transmises par une indiscrétion au New York Times (5).

En juillet 1974, Hassan II adresse un message au général Franco pour le met-tre en garde contre - toute action unilatérele entreprise par l'Espagne au Sahara qu'elle administre », allusion à l'application du statut Interne au Sahara occidental. Mals il s'agit vraisemblable ment d'un prétexte, car le statut a été annoncé en septembre 1973 et se réfère explicitement au droit à l'autodéterminetion des habitants du territoire (6). En réalité, déçu par les résolutions du consell des ministres de l'O.U.A. réunis à Mogadiscio un mols plus tôt (7), le souverain marocain eaisit l'occasion de la maladie de Franco, qu'il croit mourant, pour engager l'action. Hassan II appelle, d'une part, à la guerre : « Quand il s'agit du territoire national et de son intégrité, tous las Maruceins se dressent comme un seul homme pour libérer leur territoire » (8) et, de l'autre, à la conciliation, en rappelant les propositions qu'il avait feites au général Franco de concéder des bases militaires à l'Espagne et de créer avec elle des sociétés mixtes d'exploitation en commun des richesses - du soi ei de la mer ».

Les initiatives de Rabat

CETTE action diplomatique est complé-tée par de nombreuses missions d'information auprès de l'Egypte (9), de la Tunisie, de l'O.L.P., du Sénégal et des pays européens (Allemagne de l'Ouest. Belgique, Paye-Bas, Italie)... Dans toutes les conversations, les émissaires marocain se plaisant à souligner l'importance du soutien que la France accorde à la position de leur pays et à l'action décisive qu'il entreprend « pour libérer son ter-

En effet, dès le 26 juillet, le premier ministre marocain, M. Osman, a été reçu à l'Elvade. Il fait état d'une parfaite compréhension par la France des revendication marocaines. - ...M. Giscard d'Estaing connaît bien le dossier. Pendant notre entretien, nous avons déployé une cerie et nous avons examiné le probième sous tous ses angles », dira-t-il au cours de sa conférence de presse. Il renforcent les liens et que s'élargises la coopération entre les deux pays. Nous sommes en plain décollage. Nous considérons que la France est un partenaire privilégié. Après les entretiens que j'ai eus aujourd'hui avec la président de la République (10) et la premier ministre français (11), je pense que ces espoirs sont partagés par la France. Cette coopération ne devrait pas se limiter aux problèmes économiques mais aussi à la concertation internationale.

Le 1er août sulvant, la visite de M. Sauvagnargues, en principe motivés par le règlement de l'indemnisation par le Marge des agriculteurs français nationalisés, scelle une entente sur tous les plans, comme le montrent les propos du ministre français des affaires étrangères ; Les préoccupations d'une nation amie comme le Maroc sont prises en très propos merocalna sur le Sahara occidental avec beaucoup de compréhension et mesure d'intervenir directement mais tout dépend de co que le Maroc attend

Le Maroc poursuit sa stratègie, récla-

principalement auprès de la nation arabe (12), multipliant les déclarations beil]queuses (13) contre l'Espagne, toujours présentée comme le principal soutien des intérêts étrangers dans la région, alors que tout Indique que le Marac en assume désormais la défense. En fait, le chantage à la guerre na spécule que sur la mort de Franco, auquel devrait succèder une équipe plus compréhensive pour le rôle dévolu au Maroc.

Mais Franco ne disparaîtra que l'année suivante, et, lui vivant, l'Espagne ne modifie en den sa position eur le Sahara occidental, qui demeure : - Autodétermination du peuple sahraoul suivent la décision des Nations unies. - Hassan II ne peut véritablement engager la guerre, qu'il a pourtant annoncée à grand fraces ; il lui faut trouver une solution d'attente honorable. Ce retournament va s'effectuer en trois étapes : l'appel à la Cour 15 septembte ; une entente durable avec la Mauritanie, début octobre, le - sommet - arabe, à la fin du même mois.

L'appel à la Cour de La Haye récu-

sait l'organisme le plus compétent, l'Assemblée de l'ONU, et les décisions déjà prises. Quant au résultat de la consultation et à son application, il ne falsalt aucun doute, après l'affirmation par le roi Hassan II, des le 20 août 1974, qu'il rejetterait la principe même de l'autodétermination sauf al le choix proposé au peuple sahraoui était entre le maintien sous la tutelle espagnole et le retour à la mère patrie. Le rapprochement avec la Mauritanie, effectué officiellement après les déclarations marocaines à l'ONU au mois de septembre, incluait un plan de partage du Sahara occidental dont les modalités étalent maintenues secrètes, peut-être négocié par l'intermédiaire du président Mobutu, qualifié par le chel de la diplomatie mauritanienne de • tidéle alilé de la Mauritanie » lors de son voyage à Kinshasa, fin août. Les deux Elats, le Maroc et la Mauritanie, étalent désormais lies.

Au - sommet - araba, le sentiment do-mnant fut le soulagement d'avoir évité la création d'un foyer de tension créé et

LA STRATÉGIE DU FRONT POLISARIO

alimenté par des intérêts extérieurs au Maghreb. L'Algérie y étalt particulièrement sensible. Jusque-là, elle avait peu réagi, se contentant de souligner que . le Sehara sous domination espagnole ne devrait, en aucune manière, constituer la pomme de discorde entre les Etats Ilmitrophes - (14). Avec cette attitude, l'Algérie s'engageait dans la voie périllense du « tout plutôt qu'une guerre dans

Par RAOUL WEEXSTEEN

le région », qui donnera pendant un temps un caractère confus à ses positions. Dans son discours au « sommet » arabe, le pré-eldent Boumediène affirmait d'abord son sentiment anticolonialiste (15) : « C'est un problème de sécurité, il y a la colonizilame aux frontières de mon pays. Comment pourrais-je parler du colonia-lieme en Angole, au Mozembique, en Guinée-Bissau, et me taire à propos du Sahara? - Il exprimalt ensuite con souch d'éviter un conflit dans la région : « Si une guerre venait à éclater entre le Maroc et l'Espagne, cette guerre aurait inèvitablement des répercussions aur toute la région »; et plus loin : « Ou'il solt clair, car ce point doit être clair et pour qu'il n'y ait plus aucuna ambiguité, car je tiens beaucoup à nos relations avec le Maroc, avec la Mauritanie et avec tous nos frères volsins de l'Algérie, car il ne nous est pas possible de progresser, de construire notre pays, de vaincre les probièmes du sous-développement sans la stabilité, sans la factour de paix dans la région, » Enfin, au prix de cette paix, il semblait accepter tout mode de règlement de la question, y compris un par-tage éventuel : « Si les trères présidents et roi consecrent cette formule pour l'entente entre les deux pays et en tout état de cause pour entamer la libération et la délimitation de ce qui sera la zone marocaine et ce qui sera la zone mauritanienne. le serai alors parmi ceux qui consacrent cette tormule. - En marge du sommet • et dans le souci de maintenir la question du Sahara - espagnoi - dans le cadre d'un problème régional de décoionisation, des solutions sont évoquées auxquelles l'Algérie aurait souscrit. Mais aucune ne recoit d'écho. Dans les conversations avec les conseillers d'Hassan II, ni ia possibilité d'un soutien du Maroc à la lutte des populations du Sahara occidental contre le colonialisme espagnol ni l'évantualité d'une négociation avec l'ensemble de la population sahraoule qui déboucherait sur le rattachement au Maroc ou sur la création d'un Etat indépendant sous influence marocaine ne soulèvent le moindre inté-

L'Algérie est vite convaincue que ses tentatives de conciliation (16) n'ont guère de sens face à un plan de remise en cause de l'ensemble des données géopolitiques au Maghreb.

C'est sans illusion que l'Algérie volt ensuite le Maroc répéter sa manœuvre diplomatique de 1974 dont, cette fois, l'agonie de Franco va permettre le succès en novembre 1975 (17). Certaine qu'elle ne pourra éviter la création d'un foyer tension dans la région, l'Algérie Joue ses cartes : la plaidoirie à La Haye, son influence en Espagne, ses relations étroites avec la Mauritanie, son poids à l'ONU, en Afrique, parmi les non-alignès...

Elle perd manifestement, sans avoir cédé sur le principe de l'autodétermination et sans avoir cessé de lutter pour maintenir la question et son règlement éventuel au plan régional, ce qui lui vaut toutes les accusations d'hégémonie. En décembre 1975, la petite phrase d'Hassan II (- J'attends que l'Algèrie me fesse la guerre -) montre que la totalité du plan prévu au départ n'est pas réalisée. La fin de l'année 1975 voit la mise en application de la politique du Maroc, de la Mauritanie et de l'Espagne au Sahara occidental. Elle va être confrontée à une force jusque-là sous-estimée : la volonté des Sahraouis et leur expression poli-

tique : le Front Polisano. Dès le début de l'Invasion du Sahara occidental, encore - espagnol -, en no-

des collectivités locales. La montée du

vembre 1975, les troupes marocaines se heurtalent à une résistance sériause. Leur manœuvre stratégique, qui consistait à occuper la Seguiet-El-Hamra d'ouest en est, n'empêchalt pas les habitants des villes et les nomades, pris à revers. de s'échapper par le sud à travers le désert. Le Front Polisario, en réussissant à encadrer et à discipliner cet exode, montrait que ses structures, jusque-là clandestines, étaient solides et qu'il détenait seul le contrôle de la population sahracula. Aussi la plupart des élus de la Diema, assemblée de notables mise en place par l'Espagne, se rallizient rapidement au Front Polisario pour ne pas perdre toute représentativité (18). Près d'un mois après le Maroc, la Mauritanie entralt en guerre, comme à regret, en attaquant la ville de la Guera le 10 de-

L'aide algérienne aux Sahraouis

I 'ALGERIE sortait lentement de l'expec-tative et n'avait encore fourni que queiques moyens logistiques à l'évacuation (carburant, véhicules, citernes, etc.), des secours d'urgence (couvertures, médicaments, produits d'allmentation), mais peu d'armement. Le convol de vivres et de munitions fournis par l'Algérie aux combattante du Polisario attaqué par les Marocains, le 28 janvier 1978, dans la région d'Amgala, ne constituait que l'un des premiers soutiens sérieux de l'Algérie aux Sahraouls. L'événement, présenté par les Marocains comme la preuve d'une agression caractérisée de la part de l'Algérie (20), montrait surtout l'énervement des militaires algériens et le refus catégorique du président Boumediène de cèder à la provocation en entraînant l'Aigérie dans un conflit (21).

(1) 20 décembre 1986 : l'Assemblés générale de l'ONU adopts la première résolution pertinente du comité des Vingt-Quatre après que l'Espagne eut donné son accord sur l'autodétermination. Elle « motte la puissence ediminétrante à arrêter la plus tôt poesible, en conjormité avec les aspirations de la population autochtons du Sahara espagnol et en consultation avec les gouvernements marocain et mauritanten et toute autre partie intéressée, les modalités d'organisation d'un référendum qui seru tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations untes afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination ».

(2) 31 octobre-4 novembre 1986 : au conseil des ministre de l'O.U.A. résolution CM/82, « Soutien à tout éfort de libération de tous les territoires africains sous domination espagnole ». 5 au 8 novembre 1986 : contérence des chafa d'Etat de l'O.U.A. « Accord sur l'autodétermination des populations concernées ».

(3) 24 juillet 1973, « sommet » d'Agadir. Aigerte-Maroc-Mauritanis : « Les trois chefs d'Etat ont consacré une attention particulière à l'évolution de la question du Sahara encore sous domination du colonisième espagnol. Ils ont réalitmé leur attachement indéfectible su principe de l'autodétermination et leur souci de veiller à l'application de ce principe de l'autodétermination de su principe de l'autodétermination et leur souci de veiller à l'application de ce principe dans un cadre qui garantit aux habitants du Sahara l'expression libre et authentique de leur volonté conformément aux décisions de l'ONU en ce domaine. »

(4) Ces intérêts sont : 1º stragétiques (les bases américaines des lles Canaries à Ténériffe. Les Paimes et une troisième au sud de la Grande-Canarie contrôlent tout le trafic naval de l'Afrique avec celles implantées au Maroc à Kénitra. Bidi. Yahla. Boukmadel): 2º économiques (les phosphates et les ressources halleutiquest ainsi que le pétrois, le fer et les autres minerais).

(5) On peut les résumer ainsi :

1º Il faut sauver le trône alsoute, ainon les répercussions seront considérables dans le monde arabe, su Maghreb et en Afrique :

et en Afrique:

2º Il taut soutenir Hassan II qui a
toujours soutenu les Elste-Unis;

3º Nos obligations internationales vont
au Maroc en cas de guerre avec l'Algérie.

(6) En décambre 1973, l'Espagne s'est
rangée à l'avis de l'ONU aur le é droit à
l'autodétermination des habitunts du territoire avec l'obligation au gouvernement
capagnol de créer un elimat politique
faborable pour que le référendum se déroule d'une mantère totalement libre ».

(7) Conseil des ministres de l'O.U.A.

cambre 1975. Guidée par le souci de ne pas être prise de vitesse dans l'occupation du Sahara occidental, elle ouvrait ainsi un second front qu'elle était incapable de tenir seule, sans l'aide des troupes marocaines qui, dès cette époque, commencent à s'installer sur son

Dans leur fuite (19), les Sahraouls avaient gagné en petit nombre la Mauritanie ou l'Algérie, mals la majorité de la population s'était ressemblée dans des camps de for-tune au Sahāra occidental, Leur bombardement au phosphore par l'aviation maro-caine fit des milliers de victimes et obliges les civils sahraouls à gagner progressivement la région de Tindout, en Algérie, entre décembre 1975 et février 1976, terme de la présence espagnole.

A partir de cette date, les conditions de la guerre sont désonnais fixées et, depuis, elles n'ont guère changé : l'Algérie conserveralt une attitude strictement défensive, accorderait une aide logistique importante aux combattants sahraouls et faciliteralit celle des autres pays, la Libye essentiellement. Elle accepterait de protéger les populations sahraoules civiles réfugiées sur son territoire et de subvenir à leurs besoins dans toute la mesure du possible. Le Sahara occidental devenalt, au sens propre, un « champ de bataille » où s'affronteraient les unités mobiles de l'Armée de libération du peuple sahraoui (A.L.P.S.), appuyées solidement sur quel-ques bastions inexpugnables (22) dont la vallée de la Seguiet el-Hamra, le massif du Rewa, le massif côtler de l'Aguerguer, et les forces marocaines et maurita-

date et M. Boucetia, ce dernisr, envoyé d'Hassan II, déclare que l'Egypts appute totalement la position du Marce et qu'elle utilisera tous les moyens afin de permettre à son pays d'atteindre ses

qu'elle utilisera tous les moyens afin de permettre à son pays d'atteindre ser objectifs.

(10) Rappelons en quels termes le roi Hassan II félicitait M. Cliscard d'Estaing pour son élection à la présidence de la République en avril 1975 : « Je compte sur vous comme vous dénét sans doute compter sur moi pour anticiper, bâtir et parisirs les rapports de nos deux pairies. » Comment ne pas évoquer l'affairs Eafroise, trois ans plus tard, en écho à de tels propos?

(11) A l'époque M. Chirac.

(12) M. Tasser Arafat, en risite à Rabet le 20 juillet 1974, déclars : « La révolution palestinienne qui a, en matière de guérille, une bonne expérience, la met à la disposition du Morce pour libéres con Sahara, partie de la nation srabe occupés per l'Espagne. »

(13) « Le Muroc, qui n'a jamais hésité à manifester une solidarité agissante à la nation arabe en général et aux Palestiniens en particulier, est aujourd'hui en droit d'attendre, de la part des pays l'rères, aussi bien du Machrek que du Maghreb, la mêms solidarité et le même déploisment de moyens afficaces car les colonialistes ne comprennent que le langage de la force. » (Le Matin, 1° août 1974.)

(14) Commentaire de l'agence Algérie Presse Service du 8 soût 1974.

(15) Les citations, rédigées dans un strie imparfatt, émanent d'une traduc-(15) Les citations, rédigées dans un style imparfait, émanent d'une traduc-tion non officielle. Elles sont extraites

marocain U.S.F.P. en février 1977. marocsin U.S.F.P. en févriér 1977.

(16) Une des dernières sers la proposition du F.L.N., en avril 1973, de réunir cartains parts politiques des trois pays (Algérie, Maroc, Mauritanis) pour dégager une position communs.

(17) 14 novembre 1975 : accord tripartite entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanis. Il consecre le partage entre le Maroc et la Mauritanie. La data limite du retrait de l'Espagne est finés au 28 février 1976.

(18) Décisiration de Guelta du 28 novembre 1973.

(18) Déciaration de Guelta du 28 no-rembre 1975.
(19) Dans de nombreux cas, la compli-cité espagnole a aidé les Sabraouls à s'enfuir. Ainsi à El-Ayoun, lusqu'eu 15 décembre 1975, date de la cession de ville aux Marocains.
(20) Les Marocains firent dix-neuf pri-sonniers aigériens dont certains, très jeunes, erfectualent ieur service natio-nal.

(21) Le président Boumediène se sersit randu en personne à Tindouf et aurait retusé de cèder aux pressions des mili-taires, tentés de livrer batallie. taires, tentés de livrer batallie.

(22) La thèse seion laquelle les combattants sahraouis effectient leurs e raids » à partir de l'Algérie et y rétourne ne semble guère fondée. La présence de bases militaires permanentes au Sahara occidental est connue. Le Polisario dispose d'une couverturs anti-aèrienne moderne : des SAM-7, en patit nombre, il est vrai, provenant peut-être des e surplus vietnamicos ». Estantissent la sécurité de ces bases contre les attaques aèriennes.

Faiblesse idéologique et erreurs tactiques

LE MALAISE DE LA GAUCHE JAPONAISE

(Suite de la première page.)

B.

Le préjugé défavorable qui est atta-ché a l'idée socialiste au Japon a été aggravé par la situation politique qui a prévalu depuis 1955, année de la création du P.L.D. Depuis, celui-ci n'a jamais été mis en minorité. L'ab-sence d'alternance au pouvoir péndent. sence d'alternance au pouvoir pendant près d'un quart de siecle n'est certes pas faite pour renforcer la conscience politique d'un peuple. L'exclusion du pouvoir, et même de toute chance de se faire entendre valablement (la Diète étant rédulte, par l'écrasante majorité libérale-démocrate, au rôle de chambre d'apprecistrement) de chambre d'enregistrement), a confiné la gauche dans une situation

oppositionnelle stérile. Alors que les libéraux-démocrates, orchestrant le similarde économique », pouraient se targuer d'être réalistes. la gauche apparaissait cantonnée dans les luttes abstraites. Les questions du traité de sécurité avec les États-Unis et de la lutte contre l'impérialisme, au demeurant problèmes importants, étaient l'apanage des partis de gauche au détriment d'une politique axée sur les questions intérieures, touchant directement la vie des Japonais.

Contrairement à ce qui s'est passe oppositionnelle stérile. Alors que les

Contrairement à ce qui s'est passe en Europe, et en particulier en France, les partis de gauche japonais n'ont jamais en l'expérience du pouvoir. Tout juste ont-ils été amenés à gérer

parti communiste au début de la décennie en cours apparaît comme une prime de bonne gestion pour la rigueur avec laquelle il administre les muniavec laquelle il administra les muni-cipalités dont il a le contrôle. Un phènomène analogue existe en Italie avec le P.C.I. à la différence près, qui est de taille, que ce dernier dispose d'une représentation importante au Parlement et est sans doute l'un des premiers P.C. de l'Europe bourgeoise à avoir les moyens de franchir léga-lement les portes du pouvoir. Les communistes japonals avaient ces der-nières années réussi à amener à eux nières années réussi à amener à eux une partie de la classe moyenne, éprouvée par la crise économique : petius commerçants, médecins indé-pendants, etc. Ces couches de la popu-ation sont néanmoins extrêmement sensibles aux campagnes anticommu-nistes. Et. aux deux dernières consuinistes. Et. aux deux dernières consul-tations électorales, elles se sont retour-nées vers des formations centristes, comme le Komeito, parti d'inspiration bouddhiste, qui, un peu à la manière du M.R.P. des années 1950, est un mouvement qui ne peut renier ses origines religieuses mais se veut ouvert, réformiste et déploie un e grande activité au niveau local pour l'amélioration des conditions de vie-

Apparemment, l'électorat japonais n'a guère été sensible à l'évolution importante du parti communiste depuis cinq à six ans. Ce dernier, et c'est un point de similitude avec ce qui se passe dans le communiste de passe dans le communiste de passe dans le communiste de passe dans le communication de similitude avec ce qui se passe dans le communication de l'étre passe dans le communication de la communica les pays européens, se situe aujourd'hui

clairement dans la ligne de ce qu'il est convenu d'appeler l' « eurocommunisme ». Par prudence, le P.C.J., contrairement à son homologue français, ne fait pas des nationalisations un remède miracle. Cette position, qui tendrait à le rapprocher du P.C.L., n'est pas dictée, comme c'est le cas en Italie, par l'existence d'un secteur nationalisé important, mais par un souci de modération. Malgré sa prudence et une évolution notable pour un parti qui, il n'y a pas si longtemps, faisait preuve d'une orthodoxie sévère, le P.C.J. a enregistré en décembre, comme le 10 juillet, un recui important : ayant perdu la moitié de ses sièges à la Chambre hasse (de trente-neuf, ils sont passés à dix-sept), il n'a plus aujourd'hui que quinze voix à la Chambre haute (où il disposait précèdemment de vingt sièges).

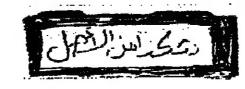
Désaffection de l'électorat

C'E recul des communistes confirme certes que les Japonais, s'ils les sou-tiennent au niveau local, ne sont pas disposés à leur faire confiance lors-qu'il s'agit d'un projet de société. Mais il semble aussi que le P.C. soit victime de la désaffection générale de l'électorat pour la gauche se récla-mant du marxisme, désaffection qui

n'est pas tant imputable aux communistes qu'à la déliquescence du parti socialiste. Tiraillé, depuis de longues années par ses querelles internes, le P.S., bien qu'il derreure le premier parti d'opposition, est en fait pratiquement paralysé. Sa suprématie dans l'opposition japonaise l'a conduit à penser que rien ne pouvait se faire sans lui (ce qui n'est plus qu'à moitié vrai depuis la progression des formations centristes). Cette conviction, liée à la situation marginale de fait que les socialistes occupent dans la vie politique nippone, monopolisée par les conservateurs, a sans doute accentué leur complaisance à faire de leur parti une arêne oû s'opposaient différents clans. S'il existait au Japon une possibilité d'aiternative à gauche, on peut penser que l'urgence aurait conduit le P.S. à sortir de son enlisement. Quoi qu'il en soit, la situation pour le moins confuse du P.S., dont sont parfaitement conscients les Japonais, a conduit ses derniers non seulement à n'avoir aucune confiance dans une union de la gauche même partielle (la seul candidat soutenu par le P.C. et le P.S. aux élections sénatoriales a été battu), mais encore à se détourner de la gauche en bloc, le P.C. subissant indirectement cette desaffection de l'électorat.

Il faut reconnaître que le comportement des Japonais lors de cer élec-

Il faut reconnaître que le comporte-ment des Japonais lors de cet élec-tions paraît justifié. A l'exception du P.C. qui avait présenté une analyse volumineuse, documentée et argurren-



E A SES ADVE

a - . 2 2-24 . : Mar mi - 2 The same of the sa THE 18 SECTION 1 المرافق المرافق المانية The second of the second THE PARTY THE The second secon and the second of the second The second second The state of the state of - 1000 The same of the same of こうし とはなり 二十年日 -- - - -Survey and the same speciality. produced to the second the same of the same of Land Control of the Control

ن المحمد المراجعة المساورة ال and the state of the state of the state of and the second second lines North American March and the same of the same

and the state of the state of the and a second consequence of the property of man Martinga aparasa ang The Property of South Thomas Bally America and the second second of the s and the second of the The second secon The second second second second لهجب فيعتدن الهائينيونان وا the transfer with the

and the second of the last to the production of the The second of the second of the second The spice of the spice The second second second second second and the second second and the second section of the property of the party of th er i n**eg**gior**tia**graument The State of the S e trop, James 😼

The state of the s

FACE A SES ADVERSAIRES DIRECTS ET A LEURS PROTECTEURS

niennes le plus souvent retranchés dans des postes dont certains intenables, furent rapidement abandonnés (23).

Les combattants sahraouls se réservalent le droit d'entreprendre des actions de diversion en territoire annemi ou des actes de sabotage pouvant atteindre son potendel économique et militaire, soutanus par la sympathie diffusa dont lis disposant dans la population locale aussi blen en Mauritanie que dens le Sud ma-

Après un an et demi de combats contre Marocains et Mauritaniens, tout montre que les Sahraouis ont l'initiative des opérations : publication régulière de bilans militaires, nombreux observateurs français et étrangers qui ont circulé au Sahara occidental, réalisation de films tournés en operation. lie se sont emperés d'un matéoperation. Ile se sont emperes d'un materiel militaire considérable (24) et de plus de cinq cents prisonniers dont plusieurs officiers marocains et un pilota, ils se montrent régulièrement capables d'attaquer profondément à l'intérieur de la Maurière de la la la la constant de la l ritanie (25) et dans tout le Sud marocain.

Le Maroc et le Mauritanie pareissent enlisés dans une « guerre du désert ». Pour eux, l'échec militaire tient soit au soutien considérable apporté par l'Aigérie aux combattants sahraouls, soit à l'insuffisance des moyens technologiques utilisés. Aussi, leur analyse de l'évolution du conflit porte qualquefola sur le prix qu'il faudrait payer sux Algériens pour qu'ils retirent leur appul aux Sahraoule, et toulours our la nécessité de « détruire » les bases arrière des combattants du Polisario en Algérie, impliquant une extension du conflit. Les autorités algériennes ne cachent pas qu'elles se eouclent d'une attaque aur Tindout, voirs d'une guerre générale, blen qu'elles s'inquiètent davantage en réalité d'une action directe soutenue par l'átranger contre le gouvernement algérien. En effet, les Marocains, aldés dans une certaine mesure par les Mauritaniens, n'ont que le choix entre l'attaque d'un camp de réfugiés eshraouls qui les placerait en mauvaise position aux yeux de l'opinion internationale; une opération aur Tindouf qui exigerait des moyens considérables et comporterait des pertes sériouses; une offensive plus au nord, vers Figuig par exemple, en prenant le prétexte de la neutralisation des bases de départ sahrabules. Dans tous les cas, de telles actions risquent de déboucher, au moins du côté aigérien, sur une guerre populaire (26) dont cella menée par les Sahrsoula donne déjà une idés. Aussi, sans être totalement exclu. l'exercice du droit de suite par les Maroceins et les Mauritaniens en territoira algárian est una dácision difficile à prendre.

La tentation demours sussi chez les

les gadgots technologiques nécessaires à l'anéantissement un par un des guérilleros sahraouis, insalaissables et tenaces dens un milleu que l'on croyait facile à contro-ler. Les combattants sahraouis étudient un matérial cophistiqué dont ils se sont emparés pour la première fois lors des dernières opérations contre les troupes metrocalnea à Bir-Lahlou, fin mai 1977. Mals aucune technique ne peut permettre la surveillance efficace des frontières sur des distances stiant du sud du Maroc Jusqu'au fond du Mali et toute infrastructura d'envergure ne donne des résultats qu'à des coûts prohibitifs.

Enfin les Sahraouls, en créant un gouvernament provisoire le 28 février 1976, combialent le vide constitutionnel qui attrait pu exister après le départ de l'Espagna. Le Polisario démontrait aussi sa maturité et sa maîtrise politique en proclament une Constitution en mai 1976 et en timant en août son troisième congrès qui fixait, pour deux ans, la ligne politique, créali des institutions et un nouveau gouvernement. L'ensemble de ia structure politique (le parti-Etat) (27) tradulsait une tentative de démocratie directe non sens analogia avac l'expérienca libyenne. Māme el les « références Idéologiques sont peu claires » et el les allusions au socialisme sont « rares et discrètes », cette formule politique constitue un effort de résistance à la conception d'un Elat - moderne - et centralisateur sur le modèle occidental (25).

Ainsi, à partir de 1976, la combativité aur le terrain, la représentativité popu-laira, la responsabilité politique du Polisario et du gouvernement en exil, vont redonner au problème se pleine dimension

Les responsables du Front Polisario ont, achématiquement, trois origines. Une partie vient d'un noyau de nationalistes du Sahara occidental (29), une autre est constituée d'étudiants sahraouis ayent fait leurs études à Rabat (30), enfin le reste est formé des opposants su régime mauritanien, issus solt de la Nahde (31), solt du mouvement lycéen des années 1971-1972 (32). Tous sont à la fuis nationalistes, anti-impérialistes, révolutionnaires, Ainsi le premier secrétaire général du Poliserio. El Ouali Mustapha Es Sayed, avait hu Frantz Fanon et - Che - Guevara dans leurs premières éditions en arabe. Chez lui, la tendance internationalists l'emportait ce qui pourrait expliquer sa parti-cipation à l'opération de Nouakchott en juin 1976, dans laquelle il trouva la mort. Le congrès d'acût 1976 semble avoir, au contraire, assuré la prééminence de responeables politiques - nationalistes - don! l'oblectif présiable est d'arrecher l'indépendance du Sahara occidental.

Des nationalistes réalistes

LS sont fiers d'avoir en si peu de tumps - reposé tous les problèmes de la région : celui de l'avenir du peuple mauritanien, du peuple marocain » et même d'avoir « redonné da la aubstance à la révolution elgérienne ». Mais ils connelssent parlaitement le danger qu'il y a pour tion du territoire du Sahara occidental. Face aux affirmations d'Hassan II, qui a toujours déclaré impossible une consulta tion de la population sahraoule, et à celles du président Mokhtar Ould Daddah, qui ne volt en eux que des - mercenaires à la soide de l'Algérie -, la revendication de l'autodétermination du peuple sahraoul sous contrôle international, après le départ officiel de l'Espagne, reste une exigence fondamentale (33). Cartes, une consultation devient chaque jour plus difficile quand on sait que, à l'occasion des opérations réalisées par les Sahraouis dans le Sud marocein, des familles no-mades de la région reviennent avec les combattants et rejoignent les camps de réfugiés de la région de Tindout. Cependant, les responsables du Front Polisario savent qu'ils doivent résister à la tentation da i' - embrasement général - qu'on leur tend comme un piège. Aussi sont-ils prudents dans l'analyse des régimes en place au Maroc et en Mauritanie. Du côté marocain, il leur semble évident que l'on se bat sans grand enthousiasme (34).

- En ce qui concerne la révolution sabreoule, Il n'y a pas de révolution qui, dans le monde, ait obtanu des résultats eussi rapides, par exemple par l'impor-tance du matériel pris et le nombre des prisonniers. S'Il existait una conviction profonde chez les combattants marquains ne cee mé impossibles. . Las troupes marocaines opposées aux Sahraouis ne sont d'ailleurs pas souvent les mellisures. En effet, le roi craint une armée victorieuse au Sahara, aussi les militaires ne reçoiventils sans doute pas tous les moyens dont ils pensant avoir besoin pour moner à bien leur tàche de « pacification ». Au Maroc même, l'exaltation nationaliste a attaint son comble, et les premiers signes de lassitude apparaissent dans la vie politique (35). Dans ces conditions, pour le Polisario, Hassan It ne peut sauver son régime qu'en se retournant contre l'opposition et contre l'armée qui n'aura pas réussi à « gagner le guerra », faule de quoi il encourrait des risques L'impérialisme a un capital de conflance essez important dans le régime marocein, vu l'empressement de celui-ci à le servir. Mais, «i la gituation dure, le rol risque de perdre l'initiative au Maroc, et ceux qui l'ont maintenu trouveront alors une solution de rechange. Le choix se porters vers une relève qui sera à la tois plus serville et plus doclie, plus modérée dans

ses propos et ses prétentions, plus modé-rée ausal dans l'attitude à adopter à l'égard de tel ou tel problème, -

Alnsi, le Front Polisario laisse à l'impérialisme le soin de mettre lui-même en question les régimes qu'il soutient et que qu'affaiblir. Si, dans ce processus, des possibilités de révolution au Maroc se faisaient jour, ce serail l'affaire du peuple macuellie des militants du mouvement marxiste-léniniste marocain illai-Ammam (36) à sas diverses commémora-tions, il ne saurait souscrire au rôle de = premier toyer révolutionnaire merocain = (en attendent que d'autres s'allument) que ce mouvement voudralt lui faire essumer. Le Front Politario considère seulement que leur position constitus une progresco qui est appelé indûment l'opposition

 De notre point de vue, les « opposi-tions » comme les mentalités ent aussi été colonisées. Il a'y a pas d'opposition, au Maroc : elle a démissionné de son rôle pour entrer su gouvernement; ce qui reste d'elle est soit clandestin, soit enrôlé dans l'armée pour être liquidé d'une manière ou d'une autre au Zeire, au Sahara

En définitive, al la luite des Sahraouls a des incidences sur la situation politique marocaine, il ne s'agira que de contrecoupe qui devraient provoquer un tel soulèvement populaire qu'aucun parti politique actuel ne serall en mesure de le contrôler ou de l'encadrer. Quant au régime mauritanien, il est pour la Front Polisario à la fois i' « otage » du Maroc et la « satellite » de la France. Ce sont done ces daux pays qui décideront de son sort : - Le régime mauritanien sur une carte politique très importante que détiant le Maroc qui, dans la phase actuelle, est attaché à la aurvie de la Meuritanie », mais le remplacement du régime de M. Ould Daddah « constitue

Ménager la Mauritanie

M EME s'il ne manque pas de révolu-tionnaires mauritaniens dans ses rangs, le souci du Front Polisario est cependent de ramener constamment la question du Sahara occidental aux limites d'un problème régional de décolonisation. Il se montre plus intéressé par un changement d'attitude de M. Ould Daddah que par son renversement. Pour le Front Polisario, la logique da la liquidation du régima mauritanien est du côté des Marocains qui disposant de quinza mille hommes dans pays, disposés tôt ou tard à installer à Nauskchoft avec l'appui de la France un groupe militaire à leur dévotion en attendant peut-être - un règlement plus large encore ». En effet, pour les Sahraquis : - Les arguments historiques et ethniques que la Mauritanie a utilisés pour revendiquer le Sahara occidental pauvent suasi être utilisés par le Sénégal, et las mêmes thèses reprises à son profit. La Mauritanie en tant qu'entité indépandante est menacée, et le projet de partage entra le Maroc et lé Sénégal existe... .. aux côtés du peuple sahraoui, car nous pensons qu'une partie du Meli set visée per les revendications maracelnes. Donc nous disons que la tentative du Maroc au Sahara occidental ne constitue qu'une première étape. Capendant, si l'impérialisme étend son agression, il rencontrera la résistance d'un peuple de plus : le peuple mallen. .

Aussi, face à l'extension possible du conflit, le rétablissement d'une relation avec la Mauritanie est essentielle pour les Sahraouis. C'est avec l'idée de rechercher une base de discussion avec les Mauritaniens qu'a étà conçue l'opération de Zouérate le 1er mai 1977. Les objectifs étalant de déplacer l'attention de l'opinion intamationale de l'opération franco-marocaine au Zaire vers la question originalla du Sehara occidentat, de donner un coup de samonce à l'économie mauritanienne en sebotant ses installations minières. Mais, aurtout, la décision de ramener six resportissants français en tant que priconniers devait constituer la moven d'obliger la Mauritable (en partie sous la pres-

sion da la France) à engager le dialogue en publiant la liste des prisonniers salraouis qu'elle détenait. Contrairement à l'opinion générale, cette opération (dans laquelle deux Français ont tout de même trouvé la mort) correspondait à un souci de désescalada dans la région, Dans les déclarations qui sulvirent cette coération. le Front Polisario ne mentionnait pas officiellement la capture des six ressortissants français, de façon à exclure nettement le gouvernement français de la négociation directe (ce dont li leignit de ne pas s'apercevoir) pour la mener avec la Mauritanie seule (37).

de toute évidence la solution finale dont l'application est seulement retardée. Nous

constatons seulement la manœuere qui

vers la Mauritanie en rentorçant massive-

ment la présence de troupes marocaines

dans ce pays ; nous répondrons en cher-

cham à atteindre encore davantage le

Au terme de cette analyse, les responsables du Front Polisario jugant sans indulgence l'attitude de la France : - Les

(23) Tel que le poste de Farsya.
occupé en décembre 1975, dont les
combattants ashraous font maintenant
visiter les casemates et dont la popuiation de deux mille personnes a voté sux
dernières élections municipales marocalues bien qu'il n'y ait âme qui vive
à cet endroit.

(24) Ainsi, ils déflient le 20 mai 1977. (24) Annsi, ils défilent le 20 mai 1977.
avec une cinquantaine de camions portant les immatriculations de l'armée
marocaine, des Land-Rover mauritaniennes et marocaines dont plusieurs
armées d'un canon de 106 millimètres
fabriqué en Espagne. Les véhicules et
les armes légères sont ansuite exposts
à la curiosité des journalistes.

à la curiosité des journalistés.

(25) Les opérations en Mauritanie sont fréquentes. La presse européenne ne retient que les plus spectaculaires : celle de Nouakchott en juin 1978 dans laquelle le premier secrétaire général El Qualitrouva la mort ; celles de Zouérate le 1º mai 1977 et de Nouakchott. à nouveau, le 5 juillet 1977.

(26) L'idée d'une guerre est certes mai supportée dans l'opinion algérienne. Mais, depuis un an, la réslité de la lutte des Sahraous et la situation des réfugiée ont impressionné la population. (27) Voir la série d'articles de D. Pou-chin dans le Monde des 25, 26 et 27 mai 1977.
(22) En d'autres termes : la légitimité du pouvoir vient du désert. Cette
tendance politique, qui n'a jamais été
absents au Maghreb, se renforce actuellement, estiment les spécialistes en

sciences politiques. (29) Dont le leader était Mohamed Basiri aujourd'hui disparu. Il fut sperçu

déclarations du gouvernement français sont tout à fait contradictoires : d'une pert reconneissance du droit à l'autodéternination du peuple sahraoul ; d'autre part, une alde militaire, des evions, des conseillers à ceux contre lesqueis II lutte, II y a donc des hommes et des armes poul la Mauritanie et des déclarations de neutralité pour les Sahreouis. - Quant à l'union de la gauche, son attitude est jugée un peu décevante, Plusieurs fais soilicitées de prendre nettement position en condamnant la politique menée par M Giscard d'Estaing, dont on volt mal quels intérêts français il défend dans la région, les organisations politiques de gauche sont restées très prudentes jus-

Les Sahraoula se plaisent à opposer cette attitude à celle de l'opposition espagnole, rappelant que le secré-taire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzales, n'a pas hésité à se rendre en personne su Sahara occidental en novembre 1976 et à engager sa formation dans un soutien au Front Polisario et i la guerre de libération qu'il y mêne. Apparemment, les intérêts espagnois au Maghreb ne semblent guers en souffrir.

RAOUL WEEKSTEEN.

pour la dernière fois en 1974, au bagne de Puerte-Ventura, aux îles Canaries. (30) Qui créent le M.L.S. (Mouvement pour la libération du Sabara) en 1988. (31) Farti d'opposition mauritanien. (32) Voir dans Politique aujourdiui, avril-mai 1973 : « Mauritanie, des illu-sions à la colère ».

(33) Rappelons que, pour l'ONU, l'Espagne est toujours puissance admi-nistrante.

nistrante.

(34) Les citations qui vont suivre sont extraites d'un entretien exclusif accordé au Bonde diplomatique par Mohamed Lamine Ouid Ahmed, président du ronseil des ministres de la R.A.S.D., le 21 mai 1977, dens un camp de réfugiés des environs de Tindouf. Le texte est traduit de l'arabe.

(25) De ce point de vue, les résultats des dernières élections législatives au Maroc, et en particulier l'échec de M. Bouabid, ne témoignent guére d'une adhésion enthousiaste à l'égard des thèses ultra-nationalistes.

uitra-nationalistes.

(35) Quel que soit le courage de ses militants, le mouvement fils Ammain rencoutre au Maroc de grandes difficultés tectiques. Elles l'obligent à infléchir sa position et à utiliser des formules ambigués telles que e le Sahern est marocain, mais il n'est pas pour es régime pourri s.

(37) Les viantions de la Nationaliste des la Nationaliste des la Nationaliste de la Nat

(37) Les réactions de la Mauritania n'ont pas été dans ce sens juaqu'ici. Seul siene d'assouplissement : le ne 881 de Jeune Afrique du 8 juillet 1377 contient, pour la première fois, des photos et des interviews de prisonniers ashraouis en Mauritanie, et donne un chiffre : 206.

tée de la situation économique du Japon, l'opposition a en général fait campagne sur des thèmes d'une effrayante banalité. L'échec des sociaeffrayante banalité. L'échec des socia-listes s'explique en grande partie par l'insistance avec laquelle ils ont fait du renversement de la majorité le seul enjeu des élections. Au lieu de présenter des programmes de gouver-nement on des formules de coalition crédibles, ils ont uniquement appelé les électeurs à voter contre le P.L.D. L'absence de débais sur des thèmes politiques a créé une sorte de peur dévant l'inconnu et favorisé le P.L.D., qui a mis l'accent sur son expérience dévant l'inconnu et favorisé le PLD, qui a mis l'accent sur son expérience du pouvoir. Le parti gouvernemental a également tiré profit, paradoxalement, des difficultés politiques, diplomatiques et économiques auxquelles le pays se trouve confronté. Le n'arasme de la conjoncture a conduit les électeurs à choisir la stabilité plutôt que l'accepture.

De plus en plus clairement, c'est une bonne partie de l' célectorat flottant n, mecontent de sa sination, éprouvé par la crise, irrité de l'étendue de la corruption révélée à la faveur de l'affaire Lockheed, qui échappe désormais à la gauche et se tourne, avec plus de résignation que d'enthousiasme, vers les partis centristes. Comment en est-on arrivé là ? En fait, le débat éternel qui secous la gauche nippone — doit-on ou non inclure le P.C. dans une union des forces progressistes ? — met le Japon

à l'écart des grands courants de pensée des sociétés industrielles avan-cées. C'est une question qui, en France, a été résolue depuis la signature du cess. C'est une question qui, en France, a été résolue depuis la signature du programme commun en 1972. Que l'aillance P.C.-P.S. mise à l'épreuve du pouvoir soit durable ou non est une autre affaire. Les forces progressistes nippones, en faisant de cette question un préalable à toutes discussions, se condamnent à l'immobilisme. Il ne paraît pas réaliste dans un pays comme le Japon de vouloir écarter les comme le Japon de vouloir écarter les comme les Japon de la vie politique. L'exclusive lancée contre le P.C. se conçoit dans le cas du parti social-démocrate qui, la dernière législature l'a prouvé, est de plus en plus proche du parti conservateur. Elle peut se justifier encore de la part du Komeito qui puise son électorat dans les mêmes couches sociales que le P.C. Elle paraît beaucoup plus difficilement compréhensible de la part des socialistes.

A la lumière de la situation française, le parti de M. Mitterrand ayant incontertablement tiré motif de l'union de

A la lumière de la situation française, le parti de M. Mitterrand ayant incontestablement tiré profit de l'union de la gauche, les socialistes japonais seront sans doute amenés à sortir de leur immobilisme et à voir dans le P.C. un interiocuteur valable. Ceci se fera peut-être au prix d'une scission du P.S. Celle-ci a déjà partiellement commencé avec la création de la Ligue des citoyens socialistes qui pourrait devenir un pôle pour les socialistes modérés, réformateurs et partisans des

e réformes de structures a L'incohè-rence actuelle du P.S. dessert en fait l'ensemble de la gauche japonaise : elle ramène les grands débats sur l'autogestion, l'alternance, etc. à des querelles idéologiques internes, voilant leur portée aux yeux du public.

Une crise latente

DERRIERE une situation apparemment stable, le Japon traverse en réalité une période de crise latente. Alors que se manifestent incontestablement des déde crise l'attente. Alors que se manifestent incontestablement des désirs de changements (effritement du pouvoir conservateur, progression des partis centristes), la gauche est apparemment incapable de canaliser vers elle une partie des courants de renouveau. Loin d'en être un catalyseur, elle en paraît même exclue. Sa paralysie est un phénomène politiquement maisain. Le Japon a certes mieux supporté que beaucoup de ses partenaires le « choc » de la crise mondiale. Le débat sur la stratégie du développement et sa finalité y est sans doute, de ce fait, moins vital qu'ailleurs. Dans un pays qui est encore la prote d'une industrialisation inconsidéree, les problèmes ne s'en posent pas moins, qu'il faudra afronter un jour. Le P.L.D., qui, du temps de la croissance accéléree, avait élevé l'empirisme au rang de doctrine, sera-t-il à même de les résoudre? Sa ges-tion du pouvoir, qui revient actuelle-ment à repousser les grands choix tout en évitant d'être place au pied du mur, n'incline guère à répondre par l'affir-

mative.

marve.

Au lendemain des élections du 5 décembre, on avait pu penser que le Japon s'orientait vers une situation proche de celle des pays scandinaves. L'affaiblissement de la gauche, parallèlement à une remontée des conserva-teurs, indique qu'apparemment cette évolution est temporalrement stoppée. Si les structures que le Japon a héritées du passé (paternalisme dans l'entreprise, attachement à ceux qui détiennent le pouvoir) garantissent sa stabilité politique et sociale, le risque d'une crise e importée a dans un pays dont l'économie est structurellement extravertie, n'en existe pas moins. On peut se demander si alors la vaculté à gauche ne favorisèra pas le recours à des solutions autoritaires. Gramsci, dans Ordine Nuovo (1921-1922), inscrivait la montée du fascisme en Italie dans le contexte suivant : éclatement de la gauche entre opportunistes, réformistes et dogmatiques. C'est actnellement, à bien des égards, la situation de l'opposition au Japon. Simplement, jusqu'à maintenant, aucune crise n'a éclaté.

PHILIPPE PONS. détiennent le pouvoir) garantissent sa

PHILIPPE PONS.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne, 1208 GENEVE (Suisse). LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse). Tél.: 022/76-17-76

Tél. 022/36-71-30. BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalaurént français. internot et externot pour filles et garçons. Sports d'été et d'hiver.



- Nous sommes des combattants kurdes nous voudrions bayarder quelques minutes avec vous, dit la chef du groupe. Pouvonsdemande-t-il en désignant le ceiller. - Nous voulons d'abord vous remercier d'avoir toujours eu une altitude très correcte à l'égard des Kurdes. Et nous vous essurons qu'en ce qui nous concerne vous n'avez rien à redouter ni pour vos biens ni pour la sécurité physique de votre tamille : nous vous considérons comme un ami des Kurdes. - Après une discussion d'une dizalne de minutes sur les objectifs de la résistance kurde, le chef du commando aloute:

villageols de la région.

- Si vous voulez nous alder linancièrement, votre alde sera la bienvenue, mais vous n'éles absolument pas obligés de contribuer. - L'antretien s'est déroulé sur un ton très courtols. - ils ont été d'une politesse, d'une correction parialles : ni pressions ni menaces », ajouta notre ami en concluant son récit, cans précises toutefola e'll a ou non - contribué -.

Deux ans après l'accord d'Aiger (6 mars 1975), alors que l'on pouvait croire, à la suite de l'effondrement du mouvement animé par le général Barzani, que le mouvement nationalists kurde était, pour longtemps, líquidé en Irak, la résistance est générale et les commandos de - pechmergas - opèrent à nouveau dans tout le

A la mi-novembre 1976, un commando kurda attaquait le campement des techni-ciens français de l'entreprise Barbot montent un village de payillons prélabriqués à Haj-Omran, près de la frontière franienne, bousculait quelque peu les tech-niciens français et les « séquestrait »

Début mars, un commando de cinquente - pechmerges », es déplaçant en jeep, surprenaît une équipe de techniciens français de la C.G.G. en train de faire des recherches sismiques à moins de 200 kilomètres de Bagdad, à côté de Kifri ; après avoir regroupé les techniciens. le chef du commando kurde prit la parole pour leur expliquer que, - en travaillant ainsi pour le gouvernement de Bagdad, ils travalilaient contre les Kurdes = ; il ajoutait, naît l'ordre à ses hommes de détruire le matériel, ce qui fut fait en quelques minutes ; après avoir salué les techniciens trançais, les - pechmergas - remontérent dans leurs jeeps at disparurent.

Le dimanche de Pâques, un camion militaire irakien tombalt dans une embuecada près de Dohok, et plusieurs soldats perdalent la vie dans cette affaire. En général, les - pechmergas - évitent de tuer et recherchent avant tout à créer un climat d'inquiétude et d'insécurité tout en s'efforçant de ne pas dresser contre eux l'opinion publique irakienne.

De Khanakin à Zakho, les incidents se multiplient : de nuit, les maquisards surprennent des postes isolés, désurment les soldets et disparaissent avec armes et munitions; sur la grande route Erbil-Chaklava, ils établissent des barrages volants, contrôlent l'identité des passagers des véhicules et conseillent aux fonctionnaires hassistes ainsi surpris de ne pas remettre les pieds au Kurdistan.

Les autorités de Bagdad font tout pour

23 Septembre / 3 Octobre 1977

étouffer cas incidents : souvent avec gères concernées, qui ne veulent pas « irriter » les autorités de Bagdad. Le 28 février dernier, daux techniciens français et un technicien algérien du groupe Barbot travaillant à Salaheddine, au nord d'Erbii. étalent enlevés par un commando kurde. A peu près au même moment, piusieure techniciens polonais travalilant dans la région de Souleimanis subissalent le mēma sort. Les autorités iraklennes exigerant un = black-out = total qui fut observé par les compagnies françaises et polonaises. Un mois plus tard, les Polonais furent relachés... en Iran, tandis que les Français et l'Algérien étalent relàchés dans la région de Chwarta, au vord de Soulelmania, après avoir parcouru plus de deux cents kilomètres à pied. Le récit que ces trois hommes firent traités par les « pechmergas », avec lesquels ils purent discuter longuement, le technicien algérien servant d'interprète, lis traversèrent la moitlé du Kurdistan Irakien. sans dormir une seule fois à la dure ; ils mois, dans des villages où lis furent reçus par les chefs locaux ; manifestement, les - pechmergas - évoluent dans la population kurde - comme des poissons dans

Mais le plus étonnant est qu'à la fin du mois de mars un agent de la sécurité iraklenne est allé chercher les Français el l'Algérien dans un petit village près de Chwaria : après avoir passé la null dans le village avec les = pechmergas - ; ne prirent même pas la pelne d'interroger. Ce qui aurait pu devenir une nouvelle

plus élevé - par MM. Saddam Hussein, vice-président (rekien, et Saadoun Chaker, le chef des services spéciaux, et le numéro deux du régime — et dans le plus grand secret : on confirme, dans les milieux français mělés à cette affaire, que les Kurdes obtingent satisfaction at qu'una transaction eut lieu, sans que l'on sache exactement ce que les Kurdes obtinotages: la libération d'un certain nombre de prisonniera kurdea ou, plus vraisemblablement, le retour dans le Nord de plusieurs dizaines de milliers de Kurdes « déplacés » vars le aud; mais tous les témolgnages concordent, fin mars-début avril, le gouvernement irakien ramena dans le Nord plusieurs milliers de Kurdes qui avalent été installés notamment dans la

région de Ramadi et de Karbala. On précise aussi dans les milieux fran-çais que, - sans le black-out (observé sur cette affaire), jamais l'échange n'aurait pu en effet, la situation est «normale» su Kurdislan. Quand, malgré la censure, un incident est connu de la colonie étran-gère de Bagdad, les autorités fraidennes tiennent qu'il s'agit de méfaits de - bandits - et de - hors-la-loi - ; leur refus de considérer la situation au Kurdistan comme un problème politique va jusqu'à refuset de faire jouer la - clause du risque spécial - avec les compagnies étrangères qui cherchent à se laire dédommager pour les pertes qu'elles ont pu subir.

Des figurants soumis

P OUR le gouvernement irakien, la question kurde a été définitivement résolue avec l'application de la loi du 11 mars 1974 sur l'autonomia du Kurdistan : depuis l'effondrement de la révolte de Barzani (avril 1975), les institutions prévues par le statut d'autonomie ont pu être mises en place dans tout le Kurdistan, et le Conseil exécutif de la région autonome, présidé par M. Hachem Akraoul, slège à Erbil, où se tiennent également les ses-sions du Consell législatif. Mais les Kurdes considérent ces institutions comme de simples facades, des trompe-l'œil.

Erbil, la « capitale » du Kurdistan autonome, est dans un état de misère écono-mique difficilement imaginable. La vieille ville, qui se dresse en plein oœur de la delle », n'est plus qu'un champ de ruines,

ses malsons de pisé s'écroulent les unes après les autres... Au pied de la cita-delle, les vieux quartiers autour du soulch misère.

Pourtant, M. Hachem Akraoul, président du Conseil exécutif — en fait le « pre-mier ministre » du Kurdietan autonome affirme : « Nous obtanons du gouvernement cantral plus que nous n'eurions besoin. » Le ministère du plan a attribué, en 1976, 211 millions de dinars à la région auto-nome : soft le dizième du budget d'investissement de 1977 pour tout l'irak : dans le cadre d'une répartition au prorate de la population, au moins le quart du budget aurait dit être affecté à la région autonome. Devançant la remarque, M. Hachem Akraoul déclare : « Nous ne disons pas que tel pourcentege du revenu pétrolier devreit être pour le région auto-nome l L'autonomie n'est pas basés sur la séparation. »

Cet ancien directeur d'école, agé aujourd'hui de cinquante ans, a fait carrière en raillent le Bass. Les explications qu'il peut fournir laissent perplexe : interrogé sur son budget, il déclare que « ces deux demières années nous n'avons pas pu taire notre budget nous-mêmes ». En fait, en matière de budget, il ne connaît que ce que lui donne le gouvernement can-tral, et, quand on lui demande des préciaiona sur les ressources locales de la région autonome, M. Hachem Akraoul déclare : « Ce budget n'est pas encore fini. » Trois sus après la mise en place

Les travaux du Conseil législatif laissent la même impression : l'Assemblée législative du Kurdistan autonome s'est réunte pour la première fois le 5 octobre 1974. En trois ans, le Consell téglalatif a simplement rédigé son règlement intérieur et désigné les membres des neuf commissions. Quand on demands à M. Mohammed Sald Abdoul Rahman, membre de l'Assemblée, dont en outre Il préside la bureau, d'indiquer quelle a été is loi la plus importante votés par le Conseil au cours de cette première législature, il reste silencieux.

La loi sur l'autonomie prévoyait que la

Consell législatif comporterait quatrevingts membres, mais solxante-quatre seulement ont été désignés par Bagdad. Quand on demende au président du bureau de l'Assemblée de práciser le nombre des membres du Consell appartenant aux divers partis légaux - le Baas, le parti témocratique du Kurdistan, le parti révolutionnaire kurde, le parti communiste il indique que le parti communiste a une dizaine de représentants au Consell, mais refuse de poursuivre la décompte, sans doute parce que tous les autres sont en

Le mandat de l'Assemblés actuelle expire en juillet : un nouveau Conseil doit alors être étu, avant octobre, data à laquelle s'ouvrira la nouvelle session train de préparer les élections? Savaz-vous quel sera le nombre des électeurs ? », svons-nous demandé à M. Mohammed Said Abdoul Rahman : « Je ne sais pas... ce sont les gouverneurs et la direction politique (du Baas, à Bagdad) qui vont les organiser », répond-il. A une demière question (« Y 2-i-il su des conflits entre les deux conselle? »), le directeur du bureau de l'Assemblée répond en lisant, en sulvant du doigt, la texte de la loi eur l'autonomie concernant les rapports entre l'exécutif et le législatif. Il ne nous restait plus qu'à prendre congé.

En fait, il n'est pas sûr que tout aille pour le mieux entre les dirigeants de Bagdad et ceux qu'ils ont placée à la tēte das institutions « autonomas ». Avant de rencontrer M. Babakar Pichdari, ancien président du conseil législatif d'Erbii, nommé ministre du travail et des affaires sociales à la fin de janvier demier, le fonctionnaire du ministère de l'information qui organisa le rendez-vous nous déclara, sur un ton péremptoire : « Vous voyez M. Pichdari en tant que ministre du travall, pes en tent qu'ancien président du Consell législatif. Yous avez compris ! »

Avant de nous recevoir dans son bureau, le ministre du travall et des sifaires sociales s'entretint pendent une dizaine de minutes avec un fonctionnaire qui dut le sermonner très énergiquement : le ministre était encore pramoisi quand il

Correspondance

Illinion des étudiants du Kurdistan en France nous adresse une longue lettre dont nous extrayons les passages les plus significatifs:

Le premier gouvernement bassiste, issu du coup d'Etat du 8 février 1963, et que présidait le général Hassan El Bakr — actuellement chaf de l'Etat, premier ministre, chef suprame des forces armées, etc. — a'est rendu coupable du reurtre d'au moins trois mille communistes irakiens, dont la quasi-totalité des membres du bureau quasi-totalité des membres du bureau politique et du comité central. Nous ne nous attarderors pas sur les bru-talités commises au cours de la campagne du Kurdistan, ni sur les pendalsons de juifa, ni sur les victimes des salles de torture de Qasr El Nihaya (le Palais de la Fin), ni même sur les procédés utilisés pour liquider certains hauts responsables beasistes en désaccord avec la direction du parti (Hardane Takriti, Nazim Kazar, etc.). Tout cela appartient au passé Restons-en à la situation actuelle, et plus spécialement à ce qui se passe au Kurdistan Irakien depuis deux ans. On sait qu'en mars 1975, à la suite On sait qu'en mars 1975, à la suite d'un accord intervenu entre le chah d'Iran et M. Saddam Hussein, vice-président Irakien, et de la défection de la direction corrompue du mou-vement kurde, la résistance arriée s'est effondrée au Kurdistan. Cette situation qu'elles n'avalent pu obtenir par quatorze années de guerre, les autorités irakiennes l'ont mise à profit pour procéder à de massives déportations des populations kurdes

Après l'accord entre Bagdad et Téhéran

habitant les sones contigués aux territoires kurdes de Turquie, d'Iran et de Syrie, ainsi que les zones kurdes présentant une importance stratégique ou riches en pétrole (Kirkouk, Kha-naqine). Les estimations relatives à l'ampieur de ces déportations varient, suivant les sources, de deux cent mille

a un demi-milion de personnes.

Les populations déportées ant été regroupées dans des camps d'internement installés dans les déserts de Diwaniya et de Nassiriya, où elles sont contraintes à des traveux forcés pour a jertiliser le désert ». Selon M. Tarek Axiz, ministre de l'information, les Kurdes déportés a ont commis un crime contre le peuple trakien et contre la souveraineté trakienne, ils doivent en payer le prix » (Financial doivent en payer le prix » (Financial Times, 14 juillet 1975).

A l'heure qu'il est, les déportations en masse se poursuivent à tel point que devant l'accroissement de la population pénitentiaire, les autorités ont tout récerrment aménagé deux nouveaux camps de concentration, l'un à Ei-Rifaï, dans la province d'Amara, l'autre à Souq-Ei-Coukh, près de Nassiriya.

Systématiquement vidé de ses habi-tants kurdes, le Kurdistan irakien est repeuplé de tribus arabes que le gou-rernement de Bagdad fait venir du sud de l'Irak et même d'Egypte. Les villes et villages kurdes sont débap-tisés pour recevoir des noms arabes.

Ainsi Kirkouk, l'une des plus vieilles Amsi Kurkouk, l'une des plus vielles cités kurdes, n'est plus appelée qu'El-Ta'amin dans le langage officiel. D'autres localités sont rehaptisées Haifa, Jaffa, El-Quda (Jérusalem), etc. Un peu partout, des a hameuux stratégiques » sont édifiés pour regrouper, quadriller et contrôler la

Au cours des deux dernières années ont eu lieu plusieurs centaines d'exè-cutions et de pendaisons sans qu'il soit possible d'avancer un chiffre global précis. Selon le rapport annuel d'Amnesty International de 1976, « l'Iruk demeure l'un des principaux violateurs des droits de l'homme au Proche-Orient ».

Proche-Orissit a.

A la fin de 1976, deux cent quarante-quatre Kurdes de la province de Souleimania ont été victimes d'un massacre collectif, leurs corps étant ensuite dissous dans des bains d'acide. Dans son numéro du 21 février 1977, le Times de Londres s'est fait l'écho de diverses versions de cette affaire, dont les circonstances demeurent encore largement mystérieures. Le 29 décembre 1976, les forces irakiennes encerclent le village de Sharesten, dans le district de Ranya, où la présence d'une unité de partisans kurdes est signalée, et elles abattent une centaine de civils pour « connicence auec des rebelles a. Parmi les victimes, brente-cinq écollers de six à quatorze ans.

En février dernier, c'est le tour de la communauté chitte — majoritaire en Irak — de se soulever en raison des persécutions religieuses dont elle des persécutions religiouses dont elle souffre. Des postes de police sont attaqués, plusieurs bâtiments administratifs sont saccagés par la foule en colère. Spécialement constitué pour juger les insurgés chiltes, un tribunal spécial, présidé par trois membres du C.C.R.I. (Conseil de commandement de la révolution irakienne) et de la direction régionale, prononce buit condamnations à mort et ouines. de la direction régionale, prononce huit condamnations à mort et quinze peines de réclusion à perpétuité. Verdict sévère, mais encore jugé insuffisant par les dirigeants de Bagdad, qui ont évincé leurs trois collègues du C.C.R.L. à leurs yeux coupables de « manque de fermeté répolutionnaire ».

coupanies de a manque de jermete révolutionnaire »

Autres exemples de ces meurtres en série : du 11 mars au 4 avril derniers, trente-neuf Kurdes ont été pendus. A l'issue d'un procès expéditif, six Kurdes originaires de Halabja sont condamnés à mort le 11 mars par un tribunal spécial de Mossoul et pendus le jour même. Dix jours plus tard, jour de la fête nationale kurde, quinze Kurdes sont pendus à Souleimania, bien qu'aucun fait précis n'ait pu être cité à l'appui de l'accusation — constitution de réseau terroriste — portée contre eux. Le 1 " avril, huit autres Kurdes, parmi lesquels un enfant de douze ans et une femme, tous deux accusés d'avoir fourni des vivres à des maquisards, sont pendus. Le 4 avril, un tribunal de Kirkouk condamne à mort dix jeunes Kurdes a coupables d'apoir conqu le projet d'assassiner le gouverneur de Souleimania », hai par la population. Ce gouverneur est toujours hiem vivant, le tribunal n'a pu fournir aucune preuve de la participation des dix condamnés à un qualconque attentat, mais ces jeunes gens ant été condamnés et exécutés pour « donner à réfléchir aux terroristes ».

Arrêtons là l'étant de Bogried venati

chir aux terroristes ...

Arrêtons là l'énumération de faits. Si le gouvernement de Bagdad venait à les contester, nous le mattrions au défi d'autoriser la visite en Irak, y compris au Kurdistan irakien, d'une mission d'information et d'enquête de la commission des droits de l'homme de l'ONU ou de tout autre organisme international comme Amnesty International ou la Fédération internationale des droits de l'homme. Pour notre part, nous sommes prêts à mettre à le disposition d'une telle mission toutes les informations en notre possession, afin que, devant l'opinion mondiale, la lumière soit faite sur le sort du peuple kurde.

COMMANDEZ DIRECTEMENT

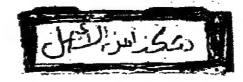
LIBRAIRIE DELAMAIN

TOUS YOS LIVRES FRANÇAIS

155, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin les Livres du mois ».

Découvrez de nouveaux marchés à la FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE, l'une des premières foires industrielles de France. Venez rencontrer 60 nations dont 9 d'Afrique associés à la C.E.E. Venez dialoguer avec les missions commerciales qui vous intéressent. Venez trouver de nouveaux fournisseurs, de nouveaux clients. Venez signer de nouveaux contrats. BETOUCONTACT: 53°FOIRE ERNATIONALE le bureau des Echanges Economiques **DE MARSEILLE** Carrefour mondial



des échanges économiques

LE 14 大河 樓子

to the same of the latest

And the second second

and the state of t

The William St.

war many of

AC STATE OF

فالمتحقق المعول المزارة الراري

化双环 的 海熱 持續

and the compression of

Commence of the Parket of the

aran and a

arriver on the Statement of

ميونين المراجع المعارض

The risk specifical in

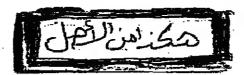
and the second second

Section of the state of

the State of 194 State

. ಕ್ಷಾಗತ್ರಚಿತ್ರಗಳು

ENCA



déplacements de populations

KURDISTAN IRAKIEN

nous recut — et nous évitêmes d'aborder la question kurde, avec l'impression pénible d'être revenus en 1971, époque à laquelle nous avions été reçus par un autre ministre kurde : après une éphémère lune de miel entre les bassistes et les Kurdes, les ministres kurdes étalent déjà

Quelle est la réalité de l'autono kurde ? Voulant aller à Galala et à Haj-Omran, l'ancien quartier général de Barzani, nous en demandames l'autorisation à M. Hachem Akraoul. « Volontiers, répon-dit-il, à condition que vous partiez demain

 Vous ne pourrez pas y aller. - Stupétaits, nous lui falsons remarquer que M. Hachem Akraoui est le chef de l'exécutif kurde. Sans se désemparer, le guide répète : « Oui, mais Hachem Akraoul ne commande pas l'armée... C'est un civil i - Effectivement, la parole du chef de l'exécutif kurde pesait moins lourd que celle d'un capi-taine des services de sécurité, et l'autorisation d'aller à Haj-Omran ne fut pas

L'omniprésence de l'armée

TOUT en mettant en place une fiction de « pouvoir kurde », les dirigeants de Bagdad poursulvent leur politique de déplacement des populations qu'ils regroupent dans des « hameaux stratégiques » : niant au début tout déplacement de population, les dirigeants kurdes que noue avons interrogés sur ce sujet — le gou-ve пеџг de Dohok, M. Yahya Mohammed Rachid El Jaf, et M. Hachem Akraoui ont du l'admettre quand nous avons rappelé que le vice-président Saddam Hus-sein lui-même avait fait état de la nécesà moins de vingt kilomètres des frontières pour empêcher les inflitrations » (discours prononcé par M. Saddam Husseln le 21 soût 1976, et publié par le ministère de l'information de Bagdad en 1977, sous le titre One common trench, or two oppo-

M. Hacham Akraoul, le chef de l'exécutif « autonome », a alors justifié les déplacements en affirmant que les Kurdes envoyès au sud de l'Irak étalent des « réfogiés que l'on ne savait pas où mettre à au Sud en attendant de jeur construire des villages au Nord .. Pour les autres, déplacés pour des raisons de sécurité, M. Hachem Akraoul affirme qu'il e'agit de parsonnes qui vivalent « dans des hameaux isolés, suxquals on ne pouvait fournir ni écoles, ni eau, ni routes... Leurs conditions de vie étaient très arriérées. Alors, nous avons construit des villages de cinq cents maisons modernes, avac des écoles.

à peine sortis du bureau du chef de

ils almeroni leurs nouvelles maisons car ila auront l'électricité, de l'eau pure, la télévision, des clubs ».

Prolixe sur le confort de ces villages, M. Hachem Akraoui devalt ee refuser à toute précision sur le nombre de parsonnes déplacées, se bornant à dire : Vous savez, nous ne meaurons pas les 20 kilomètres avec una règle, cela dépend des régions : en terrain plat, nous n'avons pas basoin de déplacer les gens.

Le douvemeur de Dohak avance le chiffre de deux mille personnes déplacées pour son secteur - mais il s'agit là d'une sous-estimation grossière : le nombre des personnes déplacées est-il de cent mille, estimation la plus modérée. ou de trois cent mille, chiffre avancé par les Kurdes ? On ne peut, aujourd'hui, tranchar le débat ; mais, ce qui est sûr, c'est que, dans chaque famille déplacée. Il y a un « pechmerga » en puissance.

Tandia que les institutions de l'autonomie sont vidées de leur substance et la population déplacée at regroupée, le gou-vernement de Bagdad procède à un déploiement militaire sans précédent au Kurdistan Iraklen. Depuis l'été damier, époque à laquelle eurent lieu les premiers rappels de classes, l'armée irakienne est sur pled de guerre au Kurdistan, comme nous edmes l'occasion de le voir au coure d'un voyage de plusieurs centaines de kliomètres, organisé par le ministère de l'information, depuis Zakho, près de la frontière syrienne, jusqu'à Souleimania, non loin de la frontière tranlanna

l'observateur qui ne connaît pas la région, le dispositif militaire irakien est impres sionnant dès que l'on pénètre dans montagne proprement dite : que ce soit dans la région de Zakho, à 120 km au nord-ouest de Mossoul, pres de la frontière turco-syrienne, ou dans le secteur de Cheikhan (Aîn-Slini), à 50 km au nord-est de Mossoul, chaque mamelon, chaque coiffé d'une casemate dans laquelle cinq manerice... Chaque bourgade d'une cer-taine importance est - jumelée - avec une base militaire et, çà et là, dans la montagne, des mamelons ont été aménagés route entre Zakho el Dohok -- route internationale par laquelle passe le trafic en provenance de l'Europe, - on n'observe pas moins de vingt casemates sur 50 km.

Fin avrii, Zakho donnalt l'impression diate d'un front : dans les rues de la ville, les militaires étalent plus nombreux que les civils, et la piupart des soldats, de jeunes recrues, avaient la vallae ou le baluchon à la main, comme s'ils partaient en première ligne avec les convols de camions stationnés dans la ville. A Dohok même, la présence militaire était moins importante, mais de nombreuses patrouilles la mitraillette à l'épaule, sillonnaient les de la route Dohok-Erbil-Kirkouk-Soulelma nia, on pouvait observer le même dispositif : une casemate tous les 2 à 3 km,

Comme les montagnes kurdes s'étendant au-delà d'Erbij. Rowandouz et Souleimania sont zones interdites aux journalistes étrangers, li est très difficile de eavoir si les effectifs déployés au Kurdistan sont aussi importants que l'affirment les chefs de la résistance kurde - cinq divisions, selon M. Jalai Tajabani. — mais il est ciair que, maigré les déclarations de M. Sad-dam Hussein sur la nécesaité de trouver une solution politique, l'heure est à nouveau à la solution militaire

On reste cependant contondu devant l'importance démesurée des effectifs déployés par l'armée irakienne pour venir à

Par CHRIS KUTSCHERA

cinq cents à six cents pour le Mouvement socialiste révolutionnaire de pour l' = organisation marxiste-léniniste du pechmergas - d'obédience barzaniste

L'armée irakienne a-t-elle lancé, courant avril, comme l'affirment les Kurdes de Bagdad, de gigantesques opérations de dans les montannes kurdes, mais l'on salt que début mai les services spéciaux iraklens sont allés charcher le frère de M. All Askari à Ramadi pour l'envoyer négocier avec son frère dans le Nord. Et l'on sait aussi que, des la tombée de la nuit, les

soldats irakiens se terrent dans leurs case mates et abandonnent le pays aux - pechseule patrouille militaire sur la route. Lancer sur un tel terrain des régiments à la poursuite de petits groupes de maqui-sards serait une absurdité. Les « pechgroupes importants, soucieux de ne pas rééditer les arreurs de Barzani en affrontant l'armés iraklenne sur un terrain conventionnel, ils veulent = entretenir la flamme -, persuadés qu'en fixant au Kurdistan une partie importante de l'armée irakienne lis affaiblissent le régime

La difficile position du parti communiste

L ONGTEMPS premier parti politique L irakien, le part communiste, quatre ans après son entrée dans le « front national - (17 Juliet 1973), est toujours une des pièces maîtresses sur l'échiquier politique. Le P.C.I. soutlent aujourd'hui le gouvernement du Bass comme en 1961, au début de la rébellion du général Barzani, il soutint le général Kassem contra

Les relations du parti communiste irakien avec le Baas sont pourtant loin d'âtre satisfalsantes. Comme l'admet un dirigeant du P.C.I.. « la persécution n'a pas cessé... il arrive ancore à nos militants d'être arrêtés ». Depuis la signature du pacte national, le Baas a insisté pour obtenir un monopole de fait dans les syndicals ouvriers, dans les unions de paysans. Fin 1975, il a également exigé le monopole de l'organisation des associations de jeu-nes, de fammes, etc. Le comité central toutes les activités du parti dans ces organisations Dans l'armée, être soupçonné de militer au parti communiste, c'est être promis à la mort

Mais, pour les dirigeants du P.C.I., la persécution du parti est « un virus avec lequel II nous laut vivre ». Et de souligner que, pour la première fois en quarante ans d'existence, le parti possède une existence légale : il a un siège, des branmadaire, un mensual. Et, même a'il dolt s'autocensurer, il peut divulguer see idées. De plus, le P.C.I. a deux ministres dans ment, et des représentants au plan, au Conseil supérieur de l'agriculture, etc.

Sur la question kurde en particulier. le P.C.I. n'approuve pas toutes les positions du Baas : estiment que les - bases d'une solution ont été jetées, mais que le statut actual n'est pas une solution », les dirigeants communistes irakiens soulignent que toute la région kurde ne bénéficie pas toulours de soumettre les institutions autonomes à l'autorité centrale. Ils condamnent aussi les déplacements de population : - Mais, si ce n'est pas là l'autonomie que nous voulons, il y a cependant un certain degré d'autonomie », disent-lis. En fait, la situation du parti communiste irakien est difficile : que ce soit sur la question palestinienne, sur la question kurde, sur le problème fondamental de la démocratie en Irak, beaucoup de choses le séparent du Bans. Mais ses dirigeants réalisent que, - si nous décidons de sortir du front national, cala yeut dire que nous devrons nous opposer à sa politique. Les Kurdes veulent former un front uni avec nous. Ils veulent nous dissocier du Bass. ils vaulant renverser la régime : nous sommes contre ». Pour des raisons de politique intérieure et de politique extérieure qui peuvent un jour disparaître...

Famine et héritage d'une pensée colonialiste

ENCADRER L'AGRICULTURE OU FORMER LES PAYSANS?

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN*

d'accroître les productions vivrières.

par des experts occidentaux, ont réagi

par la mise en chantier de grands projets agro-industriels de culture — souvent irriguée — ou d'élevage.

souvent irriguée — ou d'élevage.

Ces grands projets sont aussi de grandes illusions, limités qu'ils sont de toute façon par l'énormité des investissements monétaires qui seraient nécessaires pour assurer de cette manière une croissance suffisante de la production alimentaire. On devra hien un jour en rabattre devant l'évidence des faits et sous la pression des circonstances. Alors il faudra faire appel, pour le développement agricole et rural, base indispensable du développement économique, aux seules richesses qui existent en abondance : l'homme, l'investissement humain,

l'homme, l'investissement humain, l'initiative paysanne. Mais une telle moblisation paysanne, on encadrement de type classique est totalement incapable de la provoquer ou même

nents, encourage

 $\ll P_{ ext{poince}}^{ ext{AS d'élites, pas d'envais }} \sim$ les agricultures africaines, du moins peu de cadres, et moins encore de cadres nationaux. D'ailleurs, dans ces peu de cadres, et monts encire de cadres nationaux. D'ailleurs, dans ces pays souvent peu peuplés, où les problèmes alimentaires ne se posalent encore que de manière épisodique, on ne s'occupait guère en haut lieu d'agriculture au sens global du terme, préférant encourager les seules cultures d'exportation, au mépris de toute approche synthétique des systèmes agro-économiques. Il s'agissait avant tout de produire pour les métropoles le caié, le coton, le cacao, l'arachide, avec un outil pas cher : le paysan africain.
Sant pour queiques esprits libres comme Robert Delavignette (1), les résistances paysannes étaient mises au compte de la « torpeur nègre » ou du « intalisme islamique ». On employait — on emploie encore — le

an compte de la corpeut neyte s'on de a jutalisme islamique a. On employait — on emploie encore — le mot a iraditionnel » dans un sens péjoratif pour qualifier l'agriculture paysanne, par opposition à l'agriculture dite a moderne », à l'européenne, orientèe vers les marchés d'exportation. Pourtant, cette agriculture traditionnelle, réputée statique, a su, dans le passé, se montrer très évointive, puisqu'elle a adopté, et adapté aux systèmes de culture africains, beaucoup de plantes d'origine asiatique, comme le niébé (espèce voisine du haricot), ou américaine : mais, manioc, patate douce. L'histoire n'a retenu le nom d'aucun Parmentier africain, mais il y en eut sans doute beaucoup, car ces plantes se trouvaient dans des régions reculées blem avant la colonisation, dont un des principaux effets a êté de bloquer les évolutions spontanées.

la colonisation, dont un des principaux effets a été de bloquer les évolutions spontanées.

Un solide mépris des paysans était nécessaire à la justification idéologique de la colonisation. Il en est hélas aujourd'hui de beaux restes. D'allieurs, au lendemain des indépendances, on n'a guère changé les politiques agricoles. Bien au contraire, les premiers plans de développement poussent avant tout à la croissance des productions d'exportation ou encore des productions alimentaires à destination des villes en rapide expansion. Les ressources provenant de l'exportation, comme la croissance urbaine, sont indispensables à des économies qui doivent se développer, pense-t-on, selon des schémas occidentaux. Le paysan « traditionnel » ne peut être regardé que comme un obstacle à ce type de développement. Il faut « changer su mentalité » et, pour cela, l'inclure dans des structures suffisamment contraignantes, donc l' « encadrer ». Les plans et les programmes qui en découlent sont donc entgeants en cadres. Ils impliquent logiquement d'accroètre au maximum la capacité des institutions de formation de cadres

de terrain, d'en crèer là où elles n'existent pas ou seulement de re-nière ambryomaire. On crée aussi des instituts superieurs d'agriculture dans nombre de pays pour former des fonc-tionnaires responsables de projets de développement ou d'administration. Aujourd'hui que des cadres de « déve-loppement rural » ont été formés et sont en service dans beaucoup de pays africains, que penser des résultats ?

Avant de mettre en cause les poli-tiques de formation, il faut bien remarquer que les récents événements incitent à mettre en question les poli-tiques de développement, en parti-culier dans les pays qui n'ont guère d'antres ressources qu'agricoles. Leurs balances commerciales, lors même qu'elles étaient excédentaires, sont le plus souvent déficitaires depuis 1973, de fait de la hausse des matières du fait de la hausse des matières premières importées. Les devises sortent plus qu'elles ne rentrent, et on ne voit guère, à terme, comment le ne voit guere, a verme, comment se mouvement pourrait s'inverser. En même temps, dans la plupart des pays africains, on constate une stagnation, voire une décroissance, des quotas alimentaires dont on a mieux pris conscience depuis l'aggravation de la sécheresse du Sahel en 1973 et la conférence alimentaire mondiale de conférence alimentaire mondiale de Rome en 1974. Devant la nécessité

incapable de la provoquer di meme de l'accompagner : il ne saurait être présent partout à la fois. Et peut-on, en période de vaches maigres, accroitre la capacité d'accueil des écoles et instituts de façon à multiplier massivement le nombre des cadres de terrain ? Une petite révolution

A ce problème, il n'y a qu'une solu-A tion : c'est que le développe-ment agricole et rural soit pris ment agricole et rural soit pris en charge par les paysans enx-mêmes, qu'il devienne leur affaire. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudra pas de cadres: il en faudra sans doute, mais d'une espèce differente, non plus orientés vers le commandement mais capables d'aider les paysans à se former et à prendre en charge les affaires de leur village, de leur zone rurale. La conversation suivante, avec un étudiant en agronomie d'un pays sahéilen, permettra de juger que de telles perspectives ne sont pas absentes de l'esprit des jeunes Africains d'aujourd'hui, donc — peut-être — de cadres de demain:

« Qui est-ce qui fait la dévelop-pement rural ?

pement rural?

— C'est le monde paysan; le cadre est quelqu'un qui aide à améliorer les initiatives des paysans. Il lui faut une formation fondée sur la pratique; il lui faut apprendre des choses qu'il puisse matérialiser sur le terrain. Mais il faut aussi que cette formation soit adaptée au niveau actuel de notre agriculture, de façon que nous puissions partir de ce que les paysans connaissent. paysans connaissent.

- D'après vous, y e-t-il actuelle-

ment des cadres de développement rural qui ne servent à rien ? Out... Mais ce n'est pas telle-ment de leur jante. Une jois sur le terrain, on deprait pouvoir prendre une entière responsabilité, une entière une entière responsabilité, une entière initiative. Or voyez par exemple les forestiers: le mellieur forestier est celui qui rapporte le plus d'amendes! Et on incuique ainsi au payern l'idée que les arbres de ce pays sont au gouvernement! Si on leur faisait compreudre que ces arbres sont à eux, que leur conservation va dans le sens de leurs intérêts. Mais si, moi, fe veux faire cela, je serai mal vu par l'administration... Il joudrait, à l'articulation des paysans et de l'adminisculation des paysans et de l'adminis-tration, des cadres valables et qui jeraient une petits révolution... »

Pour cet étudiant, comme pour blen d'autres, il n'y a pas de développe-ment possible sans une réelle mobili-sation paysanne. Les cadres aideront celle-ci, si, au lieu de réprimer et de chercher à commander, ils aident l'initiative à s'exprimer et à se libérer. Ce qui ne serait pas qu'une « petite révolution » ! Ce serait là en effet

* Auteur du Nouvel Ordre de la jaim, Senii, 1977, at co-auteur avec René Dument de Nouveaux Voyages dans les campagnes françaises, Seuil, 1977.

répudier tout le système colonial et néo-colonial qui fait du paysan l'outil et la victime du développement d'un secteur « moderne » de l'économie suquel il n'a point de part. Ce sys-tème condamne à la famine; c'est pourquoi il est condamné à plus ou moins longue échéance selon les pays. Il résulte de prises de conscience anamons longue echeance seon les pays. Il résulte de prises de conscience analogues quelques orientations nouvelles dans la formation des cadres. Bien des institutions de formation s'orientent vers des réformes : le CESAO (2) a fermé son école de cadres pour se consacrer à la formation de groupes paysans et au recyclage d'agents d'encadrement; l'LPD. (3), l'IDEP (4), donnent une place de choix aux séminaires permettant les rencontres de cadres de développement expérimentés, à travers lesquelles certaines remises en question peuvent s'effectuer. On commence à se rendre compte qu'il est de plus en plus impensable d'assurer la formation de cadres efficaces si l'on n'aille à l'enseignement la recherche sur le terrain et la pratique d'actions de développement.

Certains instituts nationaux ont déjà pris cette voie. D'autres parais-sent s'y orienter actuellement. On se préoccupe enfin beaucoup plus d'une formation directe des ruraux, non senlement des agriculteurs mais aussi de ceux qui, comme les forgerons, ont une fonction importante dans le milieu rural : parfois, mais trop peu encore, des femmes. De telles formations se développent au Mall, en Haute-Volta, developpent au Mail, en Haute-Volta, au Niger..., sans parler des institutions déjà anciennes, trais bien vivantes que sont les maisons familiales, qui réalisent des formations de jeunes ruraux en alternance de séjours dans leur famille et dans des centres, en particulier au Sénégal.

Devant la réussite indéniable de certaines de ces expériences de formation à la bese, d'aucuns récusent la nécessité de -l'ormer des cadres, dont le nombre serait bien suffisant, disent-ils, si l'on se réfère à leur actuelle inefficacité... Il faut, selon cur former les neurons d'abord les eux, former les paysans, d'abord les paysans, voire les seuls paysans. Mais qui, leur dira-t-on, formera les payqui, leur dira-t-on, formera les paysens? D'autres paysans, ou des formateurs issus du milieu rural? Ce
serait en effet une excellente solution.
Encore faudrait-il qu'il n'y ait pas,
comme actuellement dans la plupart
des pays africains, une impossibilité
quasi totale pour un paysan, fût-il
lettré, d'avoir une responsabilité
importante dans un projet de développement rural. Les systèmes actuels
de promotion sont fermés, étroltement
codifiés par les règles de la fonction
publique; la moindre des difficultés
n'étant pas que les barrages de
concours ou d'examens, les hiérarchies,
les diplômes, sont considérés comme les signes d'une ascension sociale, admise par l'opinion, parce que sou-haitée par beaucoup, même si elle n'est possible que pour quelques-uns. On ne reviendra pas facilement de la coupure radicale qui existe entre le monde des cadres et celui des paysans, lors même que leurs origines sociales les rapprochent, et peut-être pour cette raison même.

Quant aux propositions de réforme des systèmes de formation de cadres ruraux, elles se heurtent souvent à des protestations contre ce qui est cité courme a formation au rabais s, à savoir une formation qui cherche à former le plus grand nombre, et non à sélectionner sur le savoir livresque, ou une formation fondée sur l'exerou une formation fondee sur l'exer-cice pratique et non à base de seuls cours théoriques. Les déformations infligées par les systèmes scolaires européens sont bien ancrées en Afri-que, mais là-bas leur nuisance est sans doute encore plus grande que dans les anciennes métropoles. Le jeune cadre ne trouve guère sur le terrain de personnes expérimentées susceptibles de l'aider ou de le conseiller. Des réformes de structures pour-ralent accroître l'efficacité de ces cadres, et certaines expériences de regroupement des services de dève-loppement rural sous une même autorité à l'échelle d'une petite région ont eu un heureux elfet.

Pourtant, on ne saurait se contenter de réformer les systèmes de formation, d'améliorer la qualité individuelle des cadres, de former les paysans ou de réaliser quelques réformes de structures. Tout cela ne peut avoir de sens s'il n'y a aussi un changement politique profond. Car la plupart des politiques économiques, loin de servir le développement des zones rurales, où se trouve la majeure partie, pour ne pas dire la quasi-totalité, de la population, se situent encore dans la ligne de l'économie coloniale, dont elles ont même souvent aggravé les effets (5). La réflexion sur la formation doit s'intégrer dans un processus global qui cherche à renouveler les pratiques, les politiques et donc la pensée sur le développement. Cette condition est nécessaire pour que les expériences originales réalisées aujour-d'hui dans le domaine de la formation pour le développement rural aboutés. Pourtant, on ne saurait se contenter pour le développement rural abou-tissent à des résultats concrets et puissent se diffuser.

(1) Cf. Paysans noirs, Stock, 1947.
(2) CESAO, Centre d'études sociales de l'Arrique de l'Ouest, Bobo-Dioulasso, Haute-Volta.
(3) I. P. D., Institut panairicain de développement. Douala, Cameroun.
(4) IDEP, Institut africain de développement économique et de planification, Dakar, Sénégal.
(5) Cl. le Nouvel Ordre de la faim - Révolutions paysannes, par A. Provent et F. de Ravignan, Seuil, 1977.



Ecrans arabes

ces arabes ga'elles détachent d'un empire ottoman putrescent, la France et la Grande - Breta-gne installent, au

neuvième siècle, un pouvoir colonial malaisé. Une fais terminée la a pacification » militaire et après avoir réussi quelques coups de force politiques, ces deux poys entreprennent de dompter les esprits en les fascinant, et en les intimidant, par l'étalage ordonné de la puissance de l'Occident; dans cette perspective, le cinématographe reçoit pour mission, des sa naissonce, de proposer, sur les écrans coloniaux, les images arrogantes des métropoles industrielles

Cette suporbe illustrée se heurte cependant à la vieille méfiance, par tradition islamique, à l'égard de l'image et des pièges de la représentation animée. En Egypte, les producteurs étrangers et leurs alliés contournent cotte suspicion, cette résistance, en s'appuyant sur une autre tradition : celle du conte oriental et de ses prestiges narratifs. Un cinéma égyptien, composite et mystificateur, s'élabore ainsi qui, peu à peu, recueille l'adhésion populaire et copnoît même, evec l'arrivée du parlant et l'introduction de chansons dans des fictions musicales, des succès considérables qui lui permettent de s'exporter et de gagner définitivement des marchés d'un bout à l'autre du monde islamique.

L'intérêt suscité par la nouvelle industrie égyptienne et un projet politique plus modorniste conduisent la banque Misr (le plus grand holding, à l'époque, du monde arabe et de l'Afrique) à prondre sérieusament en main la production cinématographique égyptienne. Cette banque, fondés par des « capitalistes nationaux » groupés autour de Taleat Harb, avait déjà favorisé la création du parti Wafd pour lutter coutre la collaboration avec l'Angleterre et contre le régime du roi Foued l'. L'abolition de la Constitution en 1930 et l'interdiction des partis poussent la banque Misr et le Wafd à accélèrer la réalisation de films nouveaux chargés de prendre la relève dans la diffusion des idées nationalistes et

Ce projet aboutit en 1939 lorsque Kamal Sálim réalise al Azima (la Volonté), chef-d'œuvre du cinéma social arabe, qui proposoit une vision réaliste des drames de l'Egypte en crise, les problèmes d'un cauple lui fournissant un prétexte pour évoquer les misères quotidiennes des gens humbles, le chômage, les conflits de Kamal Sélim (à l'êue de tranteles misères quotidiannes des gens humbles, le chomage, les contins de classes... La mort prématurée de Kamal Sélim (à l'âge de trente-deux ans) et la vigilance du la censure empêchent le prolongement de cette voie critique, et le cinéma égyption va de nouveau s'enliser dans ses farces mélodramatiques et ses opérattes triviales. Leur seul intérêt, indirectement politique, apparaître quelques années plus tard, lorsque l'on constatera que, grâce à leur impor-tante diffusion dans le monde arabe, ces films favorisent la compréhension de la langue cairote qu'utilise dans ses discours la chef des « officiers libres », Gamal Abdel Nasser. La propagation du nassérisme et des idées d'indépendance nationale et de renouveau arabe s'appuie danc sur un cinéma égyptien manifestement inadé-

Surgit cinsi une génération de cinéastes attentifs aux réalités sociales, préoccupés par les tares traditionnelles de l'Egypta : pouvoir discriminatoire des pachas, mépris de la paysannerie, soumission des femmes, etc. Salah Abou Séif, ancien assistant de Kamal Sélim, est le meilleur représentant de cette génération. Ses films (le Contreest la messeur representant de certa generation. Ses trius (le Contro-maître Hossan, le Costaud, Mort parmi les vivants, Le Caire 30, Procès 68...) séduisent par leur affabilité de ton et leur acuité critique. Comme il l'explique ci-dessous, Salah Abou Séif veille constamment, quelle que soit la nature de son réquisitoire, à conser-ver la maîtrise de la narration. Son influence, pour le meilleur et parfois pour le pire, dans tout le cinéme arabe est considérable.

Youssel Chahine, autre auteur prestigieux, incline davantage à l'allégarie et préfère aborder, sous couvert de métaphores, les thèmes que le nassérisme lui-même maintenait forclos et qui tou-chaient à la sexualité, la morale, la féodalité, et l'arabité. Quelquesuns de ses films (Gare centrale, la Terre, le Moineau) ont été

Hormis ces deux auteurs, les autres cinéastes égyptiens retombent vite dans les facilités des fictions dominantes : furces, mélodrames et « musicals ». Aussi, le centre d'intérêt du cinéma arabe se déplace, au début des annés 60, vers l'Algérie, qui vient de nationaliser son industrie cinématographique et qui favorise la réalisation de films

litiques, pour rappeler les circonstances de sa récepte guerre de libération et pour mobiliser le peuple autour des mots d'ordre socialistes du nouveau régime.

Aux films de guerre (le Vent des Aurès, la Voie, l'Oplum et le Baton...) succèdent des œuvres de sontien à la réforme agraire (le Charbonnier, Noua, Vent du Sud, les Dérocinés...) qui prouvent la vitulité et la diversité des ciuéaxtes algériens. Aujourd'hui encore, c'est d'Alger que parvient le renouveau, avec le film de Merzak Allowek, Omer Getlete, dent nous analysons ci-dessons quelquesun des éléments de rupture, qui constituent son originalité dans le

Autour de ces deux claématographies majeures, Autour de des deux cinemetrographies interester, et en contraste parfois, se constitue la constellation filmique arabe avec des cinemetres de très grande personnalité comme le Marocain Homid Bénani, auteur de Wachma, le Tunisien Sadok Ben Aïcha, auteur de Moktar, le Syrien Omer Amiralay, auteur de la Vie quotidienne dans un village syrien, le Kawaitian Khalid Saddik, auteur de Mer cruelle et des Noces de Zein, et la Libeneis Borhan Alaouie, auteur du meilleur film sur la question palestinienne, Kafr Kassem. Le conflit palestinien est, d'oilleurs, à l'origine d'une école arabe du cinéma militant dont les représentants les plus fins sont Mustapha Abou Ali et Hany Jawahariya, Leurs films débordent le codre Abou Au et l'any Jawandrya, leurs trims desorteur le coure strict du problème et traitent d'autres circonstances qui paralysent le progrèt social arabe, en porticulier le situation des femmes (dont Diane de Saint-Mathieu retrace ci-dessous le reflet cinématographique) que des réalisateurs arabes comme Heiny Srour et Jadallah Sulata dénoncent dans leurs films.

Multiple et fractionné, le cinéme araba possède, peut-être, en projet commun : celui de proposer sur son propre contexte social un même regerd critique, à l'égard surtout de la famille traditionnelle (mariages « arrangés », polygamie, « maternage » des enfunts, soumission au père, machisme...), des subsistunces féodales (népotisme, favoritisme, « caciquisme », corruption, dédain à l'égard des paysons, goût du pouvoir, bureaucratisme...) et des faiblesses des États (colonialisme culture), dépendance à l'égard des États-Unis, liquidation du projet d'unité arabe...). Sur ces trois critiques fondamentales, indispensables (que certains films comme le Retour du fils prodigue, de Youssef Chahine, tentant déjà d'articular entre alles) s'édifie le cinéma crabe d'aujourd'hui. IGNACIO RAMONET.

mation beration?

Mon expérience historique

Par SALAH ABOU SEIF

M ON expérience historique est le truit d'une longue traversée de crises... Je suis né en plein milleu de la Grande Guerre (1915) et j'al connu, enfant, les effets des révoltes populaires égyptiennes de 1919 ; ensuite, j'ai beaucoup ressenti l'écho du conflit voisin entre Turcs et Arméniens, sinsi que les conséquences de la dépression économique de 1929, de l'invasion de l'Ethiopie par les fascistes Italiens, de la seconde querre mondiale, de la révolution égyptienne de 1952 et de notre défaite militaire de 1967; sans compter les nombreuses petites crises nationales et mondiales qui m'ont toujours enormement affecté et qui auraient pu briser l'entrain de tout homme concerné par la via polltique. Car ma vocation première était de devantr un homme politique. Cependant, j'ai choisi le cinéma.

A mon sens, être réalisateur suppose cieux de blen raconter, semblable à la Shéhérazade des Mille et Une Nuits, dont la survie dépend de son talent de onteuse. Si ce qu'elle relate provoqualt l'ennuit ou le déstritérét de son auguste auditeur, elle serait condamnée à mort. Le réalisateur de cinéma se trouve dans une situation analogue; si un spectateur n'est guère intéressé par le film et quitte la salle avant la fin, c'est le signe d'un échec... Et c'est la pire déconvenue que puisse connaître un cinéaste... C'est une condamnation du film, Pour éviler cala, un authentique cinéaste devrait posséder les qualités suivantes : une sensibilité au service d'une idéologie politique définie (de droite, de gauche ou d'ailleurs); une intuition cinématographique lui permettant una connaissance suffisante des ficelles

Peu de réalisateurs, hélas, possèdent actuellement en Egypte de telles qualités : en fait, la plupart des cinéastes se retrouvent dans les deux types sulvants : l'évenescent, out fuit devent see responsabilités, prone la réconciliation des classes au détriment des exploités, enjolive la vie. fait tout pour endormir le public, pour qu'il ne se révolte pas contre ses misérables conditions de vie; et l'arriviste, qui change de parti en l'espace d'un instant, répète des slogans dont il ignore le sens, il est un jour avec le paysan et le lendemain avec la bourgeoisie; hier, il était avec la monarchie, aujourd'hul, il marche avec la révolution : ce type de réalisateur ne cesse de proliférer et, si demain le fascisme s'installait en Egypte. il deviendralt fasciste, Heureusement, face à ces deux sortes de cinézstes, on trouve encore des metteurs en scène positifs; pour ceux-là, l'art cinématographique n'est ni gratuit, ni irresponsable, ni d'inspiration mystique ». Les problèmes qu'ils abordent sont tirés de la vie quotidienne, concrète, des gens. Ces réalisateurs, s'ils se gardent parfois de proposer des solutions, savent cependant formular les problèmes avec leurs réelles dimensions. Dans les préoccupations qu'ils témpionent, nous pouvons percevoir leur souci d'un cinéma progressiste.

Į,

J'estime que, parler de la vie quotidienne des gens, c'est faire de la polisions entre les dirigeants et les masses en lutte pour un avenir meilleur fait de justice, de liberté et d'égalité. Le film poli-

(1) Dans ee film, Salah Abou Self enti-(1) Dans er film, Salah Abou Set erti-qualt la sclèrese du parti unique nassè-riez. Bien que bias sur une pièce d'un des membres les plus éminents de la commission idéologique de l'Union socia-jiste arabe, Lofti El Kholi, le film fut très critiqué et censuré de fait. (N.D.L.R.) moins à un premier niveau, une analyse objective des forces politiques et des classes sociales en présence dans un

M ON film, Procès 68 (1), est, à mes yeux, essentiellement politique, parce qu'il traite d'une instance très répandue : la cellule de quartier de l'Union socialiste arabe. J'analyse un almple échantillon pris dans un ensemble, et l'observe deux aspects particuliers : le problème du code napoléonien qui règle la vie quotidienne égyptienne, ainsi que celui des ambiguités de tout mouvement réformiste et ses différences par rapport à un mouvement authentiquement révolutionnaire. Le personnage de Hanaiy est caractéristique de la scône politique égyptienne ; en le retrouve dans n'importe quelle réunion militante.

D'aucuna, mesurant le mordant du tilm et s'effrayant de sa charge critique, s'opposèrent à sa diffusion : ils ont détruit la saile où il était projeté, m'ont attaqué, surpris car, en réalisant ce film, le savais que je faisais une manifestation et, lorsqu'on participe à une manifestation, on doit s'attendre à recevoir un coup de matraque ou une balle... Depuis, mon ilim n'est plus jamais ressorti ; mais il réapparaître certainement car il n'a pas été réalisé pour une situation conjoncturelle : il critique des comportements fondamentaux que seule une véritable révo-

lution parviendra à modifier. Il faut, je pense, représenter efficacement et objectivement, les événements sociaux que l'on souhaite analyser, en prenant soin de leur conférer une forme narrative sérée, séduisante, plaisante... Les films politiques étrangers ne possèdent pas, en général, cette esthétateur égyptien. Certes, tout film politique exige un certain délai pour être apprécié, mleix compris; même s'il rebute un moment une partie du public, nous devans persévérer.

A mes yeur, la film politique dans le monde arabe a besoin aujourd'hui de metteurs en scène audacleux, disposés à payer de leur liberté, et jusque de leur vie le droit d'affirmer à l'écran leur désir de justice sociale et leur goût de l'égalité.

Omar Gatlato: un «picaro» d'Alger

'AGACEMENT que l'on ressent à la vision de la plupart des films algériens a certainement pour origine l'écart établi entre le ton volontariste des scénarios et les défauts d'une réalisation laborieusement canonique, insensible au plaisir de filmes eu benhaut de parter.

s'adressalent, avec des propos mora-lisants, à toute la collectivité, Omar Gatlato oppose une parole confiden-tielle, adressée à chaque spectateur en particulier, pris à témoin, en dia-logue avec la caméra. Au cinéma de l'injonction succède ce film de compli-



« OMAR GATLATO » (1977), DE ALLOUACH MERZAK Un film de complicité contre la morale dominante.

C'est cette scolarité, de fond et de forme, que brise aujourd'hui *Omar* Gallato, illim qui dégène une cinématographie menacée par ses certifiades de commande. Le récit ne s'élabore pas en termes de pouvoir, ne progresse point en fonction d'une quel-conque incitation politique, mais, au contreire, il se construit en décrochements processifs en l'ottempns en ments successifs, en flottements, en incertitudes, en angoisses... Aux fictions précédentes qui

Omar raconte, à travers sa quotidienneté algéroise, ses pulsions et ses répulsions; mais aussi son indiffé-rence à l'égard du discours d'Etat officiel; même s'il accepte parfois de le détourner à son profit. Comme un personnage de roman picaresque, sa morale, ses principes s'établissent en contradiction, terme à terme, avec la morale dominante : c'est bien d'une contre-culture qu'il est le soutien et cela le public algérien, en se précipitant massivement pour voir ce film, A la musique andalouse, soutenus

A la musique andalouse, soutenus par la culture officielle, Omar Gatlato préfère la chanson « chaébi » qui s'épanouit dans les fêtes populaires et dont les enregistrements sur cassettes, d'amateurs, donnent lieu à des spéculations et à des échanges entre de nombreux collectionneurs; il se bat, comme tout le monde, pour voir des films hindous, musicaux, détestés et méprisés par les élites occidentalisées; ne regarde jamais les feuilletons à la télévision; se dispute au couteau contre des délinquants de la cashah, et achête au marché noir des apparells à transistors... apparells à transistors...

Le film accroche su grain du quo-tidien, aux micro-événements d'une vie « sans histoire », aux drames futiles d'un anti-héros; il dévoile ainsi brutalement un problème né-gligé, minimisé par l'avancée de la révolution algérienne : celui du corps et de son statut dans la culture arabe.

Coince au milieu de sa famille, dans un appartement trop petit, entre le corps impotent de son grand-père et celui pubescent de sa jeune sœur attentif à la maladie de sa mère attentif à la maladie de sa mère. Omar se réfugie auprès de ses amères où il retrouve aussi les mêmes problèmes d'appartement ou d'obésité. Effrayé et fasciné par ces corps qui débordent, se frôlent, se blessent, s'exhalent, il en vient à préférer, naturellement, les seules traces nobles du corps : l'image et le parole que lui promre le cinéma mais dont la jouissance est génée par l'encombrement de la masse des spectateurs. Il tombe sance est genée par l'encombrement de la masse des spectateurs. Il tombe amoureux d'une voix de jeune fille oubliée par hasard dans une cassette : la retrouver et lui parler au téléphone seront des entreprises faciles et plaisantes, mais s'approcher du corps réel de la jeune fille lui sera impossible. Tout son environnement, en effet, l'a conduit vers un jétichisme de la voix qu'il ne peut transpressar. de la volx qu'il ne peut transgresser.

Merzak Allouach a réussi dans ce derrar Allouach a réussi dans ce film à souligner une des censures dominantes dans le monde arabe (mais aussi du pourtour méditerra-néen; que l'on songe à Dante amou-reux de l'image de Béatrice, ou à Pétrarque de celle de Laure), celle des corps obligés d'investir, jusqu'à la per-version, dans les attoubements version, dans les attouchements impalpables, les regards et les volx.

Femmes: la fin des voiles

OMMENT appareit la lemme dans Ces cinémas arabes ? Ella y est représentée sous deux aspects : traditionnelle, sinsi que l'a délinie le Coran ; ou moderniste, comme elle s'essume aujourd'hut, Deux représenment lièes à l'histoire de l'islam arabe.

des siècles durant : la lemme constisup eupimoncoà neld elqmla nu tiaut et qui allait devenir une mère reproductrice de fils vigoureux. Peu ca droits lui étaient reconnus, bien que e Coran ait été soucieux d'assurér à la femme une situation convenable durant son mariage et après sa dissoqu'à la demande de l'époux : en cas d'adultère téminin, par exemple, ou de stérilité. Sévérités de la loi musulmane faite pour l'homme et lui eutorisant jusqu'à quatre épouses. Mahomet, qui evalt aboll la coutume pré-islemique d'enterrer, à leur naissance, les bébésfilles, n'ignorait probablement pas que! lourd héritage il léguait à ses descen-

de mort : « Je ne laisse point après moi de discorde plus terrible pour les hommes que les femmes (1). =

Dans la majorité des lilms arabes on retrouve la temme dans ses rôles reproductrice. Femme Ignorée, balouée, n'ayant jamais le droit pour elle, réalgnée à compter sur ses propres forces et usant de ruse et d'Intelligence de Selah Abou Self. Femme soumise vendue au plus offrant dans Mer cruelle (1971), du Koweitien Khaled Seddik, ou dans Sejnane (1974), du Tunislen Abdeltatif Benammar. Femme humiliée, répudiée, Impuissante mais allencieusement révoltée, dans El Chergul (1975), de til. Smihi. Images de femmes écrasées sous les traditions et sous les coutumes séculaires par une politique colonialiste soigneusoment entretenue,

(1) Cibé par Maurice Godefroy-Des-mombynes dans *Makomet* (page 559), ecilection e Evolution de l'humanité », Albin Michel, Paris, 1989.

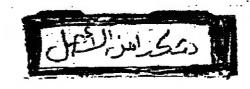
demiar des falbles : la temme. Cette lemme passive se situe à une époque istorique précise : calle d'event les

VEC la chute de la monarchie en A Egypte, l'indépendance des pays du combat palestinien, le rôle de la femme traditionnelle change, et evec lui son image filmique. Timidement dans certains films, Beyrouth ya Bey-routh (1975), da M. Baghdadi, et Kalr Kassem (1975), de B. Allaoul, où on commence à l'apercevoir autonome et concernée. Plus protondément dans les tilme de Yousset Chahine, le Moiprodigue (1976), où la famme montre la vole d'une prise de consolence et d'un engagement positique exem-piaires. Dans Omar Getiato (1977), de l'Algérien Allouech Merzek, elle apparaît enfla indépendante, libérés, syndiquée, alors que le héros ne l'est

Mais le changement radical ne

s'opère qu'avec la montée des cinéastes-temmes arabes; elles pro-posent soudein de leur vie, de leur corps, de leur parole et de leur lutte des Images différentes. Suitta Tadellah, plonnière du cinème palestinien, les Libanaises Heiny Srour, L'Heure de la libération a sonné (1974), et Jocelyne Seab, le Liban dans la tourmente (1976), ou les Algériennes Diorah Abouda, Ali au pays des merveliles (1976), et Assie Diebar, Noubs des femmes du mont Chenous (1977), estiment que la quasi-totalité des films de fiction réalisés par des hommes demeurent en retrait par rapport aux réalitée sociologiques supportées par les femmes dans le monde arabe ; elles souhaitent désormais faire evancer les images vers la type, de plus en plus tréquent, de la jeune lemme arabe consciente el active sur les plans conjugués de l'idéologie et de la politique.

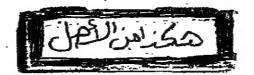
> DIANE DE SAINT-MATHIEU, chargés de cours à l'université Paris-III.





The second of th

AND RESIDENCE to milion Fra





Domination ou libération ?

Depuis la décolonisation et en dépit des expériences de type socialiste qui ont suivi, l'islam continue d'être subtilement utilisé par l'impérialisme. Naguère récupéré par les puissances coloniales, il l'est à son tour par les gou-

veruements en place, soit à des fins internes, soit à des fins internationales, comme en témoignent les rapports entre certaines capitales arabes et le continent africain.

Le carcan politique et la torpeur économique actuellement imposés à la majorité de s populations du monde arabe favorisent un notable regain de la ferveur religieuse : devant les épreuves, Pislam devient un refuge, un palliatif aux difficultés de chaque jour. Tantôt il se traduit alors par un fanatisme essentiellement religieux qu'entretien-

nent certaines sectes comme les Frères musulmans — ce qui n'exclut pas leurs visées politiques, — tantôt il suscite une opposition politique de plus en plus vive au régime en place, comme en Iran.

De même que le brutal contact avec l'Occident au dix-neuvième siècle donna lieu à un grand courant réformateur, de même aujourd'hui les contradictions internes du monde arabe sont arrivées à un point tel qu'on assiste à une nouvelle remise en question, enrichie par l'expérience historique et idéologique du siècle écoulé. De façon

Le jeu changeant des puissances coloniales

individuelle ou collective, beaucoup cherchent alors à repenser l'islam, avec la conviction que ceux qui s'en réclament ne pourront se libérer des divers jougs qui leur ont été imposés qu'en prenant en considération la réalité quotidienne telle qu'elle est vécue par le plus grand nombre.

Sans prétendre, certes, épuiser la question, les articles réunis ici voudraient au moins rendre perceptibles certains des principaux aspects de cette recherche.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

Exploitation du sentiment religieux au service des conquérants

A L'HEURE où l'Europe occi-dentale et l'islam entrent en contact direct, dans la pre-nière moitié du dix-nauvieme siècie, l'ignorance ou les préventions étaient grandes, d'un côté comme de l'autre.

Une longue histoire de rapports conflictuels conditionnait la vision européenne de l'isiam : en 1784 encore, la croisade — avec indul-gence plénière — était prêchée contre Alger. Par allieurs, le triste spectacle offert par les Etats musulmans au dix-neuvième siècle ne pouvait dou-ner une idée finiteuse de l'Islam, consé altre su cantre de Antiner une idée fiatteuse de l'islam, censé être au centre de toute la vie de ces Etats. Enfin, le besoin de justifier une certaine politique de conquête. longtemps impopulaire en Europe, fit le rèste pour que la religion musulmane devint aux yeux de l'Occidental — averti ou non — synonyme de « fanatisme », de « fatalisme », d' « ignorance », de « fatalisme », d' « ignorance », de « déchéance morale et matérielle » et autres aménités de même inspiration. « Pour comprendre, il faut miner », rappelait queiqu'un au contact des réalités coloniales algériennes, au début de ce siècle : une voix dans le désert — colonial i

De son côté, l'islam était rien moins que préparé à subir la domination européenne, confondue avec celle de l'ennemi de la religion. Signe de fin dest temps ou épreuve infligée par Dieu à son peuple, cette domination sortait de l'ordre natural des passes: elle ne rouvait étre. commanon sortait de l'ordre natu-rel des choses : elle ne pouvait être qu'apocalyptique (impression d'es débuts de la conquête) ou acciden-telle et passagère. D'où les « coupa-bles espérances » de libération nour-ries par les musulmans tout au long de leur histoire coloniale. D'où aussi,

pour le colonisateur, le choix d'une politique vigilante à l'égard de l'islam, alors que ses motivations profondes étaient ai peu religieuses (sanf pour les missionnaires, inévita-hies compagnons de toute entreprise coloniale, mais ils n'étaient pas les matrices du jieu).

Dans un premier temps, disons jusqu'aux années 80 ou 90 du aiécle dernier, le politique coloniale fut brutale, sans fard ni ménagement pour les vaincus.

La religion, considérée comme l'unique ressort de la résistance mu-sulmane à la domination chrétienne

Bien so, l'autre politique, calle de la diplomatie et des ménagements envers une partie des cadres reli-gieux, fut également pratiquée dès la première époque coloniale, mais elle ne devait l'emporter — au moins partiellement — sur la « thèorie de la matraque » que tard, vers la fin du siècle (1).

La « politique des égards »

A PARTIR de 1880, l'impérialisme colonial déchaîné entreprenait A PARTIR de 1880, l'impérialisme coloniai déchainé entreprenait le partage du monde à son profit : Tmisie, Exprte, Libre, Maroc, parmi les pays musulmans, tombalent sous la domination européenne. Bûre d'elle-même, forte de l'expérience passée, la politique coloniale s'affinait : en matière religieuse en particulter, elle se fit plus souple, plus habile, d'une habileté machiavé-

Lire pages 10 à 14 :

P. 10-11. - En Afrique noire : Pierre Alexandre. - Le nouvel élan des Frères musulmans, D' Abdel Axim Romadan. Iron : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique, Nikki Keddie. — Pacte isla-mique et impérialisme, Sami

P. 12-13. — Suite de l'article de Nikki Keddie. — Une nouvelle opproche de l'islom sunnite, Hasten Hanefi. — Pouvoir com-muniste et islam en Union soviétique, Hélène Carrère d'En-

P. 14. — Suite de l'article de Hasses Hanafi.

quée de mille et une façons. En Aigérie, les cadres de l'islam lettré et organisé furent dispersés ou réduite à une profonde misère matérièle et morale, ce qui faisait dire à Alexis de Tocqueville, dès 1847 : a Nous avons laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour de nous les lumières se sont étentes. » La farveur religieuse se replis alors sur ces formes plus populaires et plus élémentaires que représentaient confréries et marabouts. Ceux-el devinrent aussibit objet de suspicion, de surveillance et de tracasseries : leurs adeptes furent traliés de carbonari en gandoura ». C'était du fantasme!

lique parfois; l'islam entralt dans cette perspective comme instrument d'une politique, comme pièce dans le jeu de la domination coloniale.

le jeu de la domination coloniale.

On eut d'abord le souci de lever les scrupules des croyants à obéir à une domination « infidèle ». En 1841, comme en 1893, on exhibait une « fétous » (consultation juridique), approuvée par le Grand Chérif de La Mecque et qui déclarait licite l'obéissance à une pareille domination en cas de nécessité (vieil argument de la dharfra). Un nen rait licite l'obéissance à une parelle domination en cas de nécessité (viell argument de la dharâra). Un peu plus tard, pour les besoins de la poliilque de pénétration française su Sabara, on produisit des « fétouss » encore moins retenues, délivrées par certains marabouis des confins méridionaux du Maghreb. A la même veine appartenait l'opuscule rédigé par certains « ulémas » de Tunis en 1883, et distribué gratuitement aux notables de cette ville : La perie pure des bons desseins du gouvernament français » (2). Tout un programme. On chercha également à railier, ou du moins à nentraliser politiquement, les cadres religieux musulmans. En Algérie, un « clergé » musulman, nommé et rétribué par les autorités françaises, ne souleva que peu l'enthousiasme des croyanis, d'autant plus que le choix de ses membres était avant tout dicté par des considérations de docilité politique. Dans les protectorats tunissien, ésyptien, marocain, la tâche du colonisateur était plus aisée, puisque la nomination et la conduite du

Par H. CHERIF *

haut personnel religieux pouvaient être contrôlées par l'intermédiaire du chef musulman de l'Etat, maintenu en place, mais dans une étroite deen place, mais dans une étroite dé-pendance. Les marques extérieures de respect, les multiples avantages ma-tériels et moraux prodigués aux plus influents ou aux mieux disposés des chefs religieux, quelques mesures d'intimidation aussi, eurent tôt fait de désarmer les résistances ou les de desarmer les resistances ou les préventions et d'acquérir la majo-rité des « ulémas », sinen à une politique de franche collaboration (fait d'un petit nombre), du moins à une attitude de neutralité, fort compatible avec la domination colo-niale.

Confréries et marabouts don-naient encore plus de prise au jeu de la puissance coloniale, car le niveau de conscience morale était fort inégal au sein de cet islam « anarchique », et les rivalités quo-tidiennes. Par le simple jeu des autorisations ou des interdictions (de réunion de collecte etc.) par la disautorisations ou des interdictions (de réunion, de collecte, etc.), par la distribution des faveurs et des honneurs d'un côté, le recours aux mesures de rigueur de l'autre, on aboutit à la domestication d'un grand nombre de chefs confrériques et maraboutiques. L'on en vit qui mériterent même de la Légion d'honneur. terant même de la Légion d'honneur. En 1971, en tout cas, le gouverneur général d'Algérie jugeait les mara-bouts — coopératifs — comme « les plus sûrs et les plus utiles de nos auxiliaires ». Quitte à les user « à jorce d'en user », selon l'adage cou-rant dans les milieux administratifs

algeriens.

En tant que notables, une bonne
partie des représentants de l'islam
lettré ou populaire étaient sensibles
au maintien de leur position privilégiés, qui dépendait în bon vouloir
du pouvoir colonial : ils r'inclinèrent
souvent devant celui-ci, perdant du
coup une partie de leur influence
sur leur société, comme on le verra
plus loin.

Le rigle d'or de toute demination

plus loin.

Le règle d'or de toute domination imposés était de diviser pour règner : les puissances coloniales ne fallirent pas à cette règle. De longue date, on se complut à opposer Kabyles à Arabes, les premiers censés être plus réceptifs à la « civilisation », voire à la christianisation, que les seconds ; au Maroc, la politique berbère connut ausei de beaux jours. Cette politique de division trouva en Inde son terrain d'élection : le dominateur anglais jous sur la peur de la minorité musulmane d'être submergée par la majorité hindoue ; il devait en résulter la partition du pays en 1947 (3).

Plus subtil, peut-être plus sincère,

Phs subtil, peut-être pius sincère, était le jeu qui consistait à opposer les réformistes — religieux ou non — aux Vieux Croyants. Lord Cromer, en Egypte, se fit le protecteur du chefth 'Abdouh, un des pères de la renaissance islamique : il se flattait d'avoir l'appui d'un tiers parti de « musulmous intelligents » contre les « functiques » (4). Un peu partout, on encouragea la nouvelle élite occidentalisée, censée être gagnée à la cause du dominateur européen. Jus-

* Maitre-assistant à l'Ecole normale superieure de Tunia.

qu'au jour où elle réclams des droits politiques : toute sollicitude cessa alors, et certains ne virent plus, dans les « évolués » de Tunisle ou d'Algé-rie, qu'une « cohue de barbares dé-guisés en Français ». On se rappro-cha tout naturellement des conser-vateure et calle llement des conser-

vateurs, et cela dès avant 1914. La première guerre mondiale donna lieu à un jeu serré en ma-tière de religion. Forts de l'alliance turque, les Allemands misèrent sur turque, les Allemands misèrent sur le sentiment panislamique : depuis quelque temps, l'empereur Guiliaume II s'était solennellement proclamé « l'ami pour toujours de trois cent milions de croyants qui vénèrent le khalife ». À l'éclatement de la guerre, on fit proclamer au sultan ottoman la jihâd (guerre sainte), à l'intention des sujets musulmans soumts à la France et la Grande-Bretagne. Celles-ci répondirent en se plaçant d'abord sur le même terrain : e ulémas » et marabouts loyalistes furent abondamment mis à contri-bution; on agita le projet de créa-tion d'un califat arabe; on dé-nonça la manœuvre politique du « comité de guerre sainte made in Germany». Plus efficacement, on mirs sur le patienne lima arabe contre misa sur le nationalisme arabe contre l'oppresseur turc au Proche-Orient.

Au lendemain de la guerre, la Grande-Bretagne fut tentée de jouer la carte panislamique contre le lai-cisme militant de la Turquie kemaliste, sans beaucoup de succès d'ailleurs : vers 1921, l'ancien cheikh al-Islam d'Istanbul, exilé par Mustapha Kemal. était accueilli en grande pompe par les autorités britanniques à Alexandrie, mais consciencieusement consoué par la foule à l'instiment conspué par la foule à l'insti-gation des nationalistes. Indice de temps nouveaux que les autorités coloniales ne voulaient ou ne pou-vaient comprendre.

Alliance du courant conservateur et des autorités coloniales

L l'ordre des choses : les chefs tra-L'ordre des choses : les chefs tra-ditionnels de l'islam comme les mai-tres européens se sentaient menacés par les forces montantes apparues dans les sociétés musulmanes : bour-geoisies engagées dans les activités modernes, élites occidentalisées, pro-létariat organisé, etc. Le nationa-lisme, grandissant on affirmé, cap-tait à son profit, et pour les besoins de sa cause, le sentiment religieux nopulaire toujours vivace. Les puisde sa cause, le senument rengreux populaire toujours vivace. Les puis-sances coloniales s'acharpèrent à jouer les chefs religieux d'ancien style contre ce nationalisme. En 1933, les autorités françaises obte-1933, les autorités françaises obte-naient de certains « ulèmas » en renom de Tunis une « fétous » en vertu de laquelle un musulman pou-vait acquérir la nationalité française sans renier sa religion, soulevant un tollé général contre les « pon-tifes » complaisants. En Algérie, les « ulèmas » réformateurs firent cause commune avec les contesta-« ulemas » reiormateurs firent cause commune avec les contesta-taires de l'ordre colonial, alors que les représentants du « clergé » offi-ciel dénonçaient les « agitateurs » et les « prétendus ulémas sans titres ui diplômes ». Au Maroc, qui ne se souvient des fameuses algarades du

chérif Kittani, président de la fan-taisiste « Union des congrégations nord-africaines », contre le sultan Mohammed V, coupable à ses yeux de collusion avec les nationa-listes (5) ?

L'effondrement des régimes colo-niaux n'entraina pas la déconfiture de la religion musulmane, loin de là, mais celle d'une certaine classe de notables religieux, consolidée par ces régimes pour mieux s'appuyer sur elle : un islam de grand-papa que l'évolution de la société affaiblissait déjà et que ses compromissions avec le colonisateur achevèrent de décon-sidèrer aux yeux de l'opinion mu-

(1) Ch.-R. Ageron, les Algériens murulmans et la France (1871-1919),
P.U.F., 1968.
(2) A.-H. Green, The Tunirien 'ulamd,
1873-1915, thèse rouéotypée, université
de Californie, 1973.
(3) J. Dupuis, Histoire de l'Inde,
Payot. 1963.
(4) J. Berque, l'Egypte, Impérialisme
et révolution, Gallimand, 1961.
(5) Ch.-A. Julien, l'Afrique du Nord
en marche, nouv. éd., Juliard, 1972.

UNE AFFAIRE EXCEPTIONNELLE

comme placement d'argent pour un groupe financier international ou pour habitation de très heut standing

A VENDRE

CHATEAU HISTORIQUE DU XIII' SIÈCLE

aménagé en hôtel-restaurent 3 étoiles NN dans un parc de 3 Ha avec rivière ment en exploitation — en pleine nature — bel environnement. Bel appartement de direction et dépendances pour jardinier. (40 km de Paris par autoroute - Sortle à 1 km.)

55. ev. Joinville, 94130 NOGENT-SUR-MARNE, qui transmettro,

d' Vige

Un réseau de relations ambigues avec les autres groupes

'INCERTITUDE des recensements saharienne empêche de fournir des données vérliablement sérieuses concernant l'effectif global brut des diverses confessions, ceia d'autant plus que les critères d'inclusion varient aulvant les sources, au point qu'il vaut souvent mieux parier d'« islamisés » ou de christianisés - que de musulmans ou de chrétiens. On peut, avec les plus expresses réserves, hasarder une estimation relative : environ 50 % de pra-tiquants des religions traditionnelles, proportion qui tendrait à diminuer; quelque 25 % d'islamisés et de chris-tianisés, respectivement, l'effectif des premiers croissant sensiblement plus vite que celui des seconds. Encore cette demière observation dolt-elle être nuancée, si l'on tient compte de la progres-sion des cultes syncrétiques d'inspira-tion au moins partiellement chrétienne

L'islam est, historiquement, en Afrique dite noire, une religion des rivages : côte de l'océan Indien, littoral (sahil) méridlonai du Sahara. C'est dans ces régions que sont situés la plupart des Etats où l'islam est majoritaire (Mauritanie, Sáné-gal, Maii, Niger, Gambie, Somalie, Sou-dan, Comores...), de même que ce sont solt dans la savane coudanienne sèche, solt eur la côte orientale que sont instaliées les minorités musulmanes importantes des Elats religieusement mixtes (Côte-d'Ivoire, Togo, Dahomey, Nigérie, Tchad, Kenya, Tanzanie...). On a long-temps affirmé que les limites de l'islamisation étalent celles de la pénétration du cheval et du boutre. Ce n'est pas tout à fait exact, pulsqu'il y a, d'une part, un Islam « humide » non maritime sur la côle guinéenne (Guinée-Bissau, Sierra-Leone...), d'autre part, des civilisations cavalières (Mos) de Haute-

(par exemple, les prophétismes de la

basse Côte-d'Ivoire).

Volta) qui ont résisté à l'islamisation. Il n'en reste pas moins que l'islam n'a vraiment pénétré certaines zones forestières, le long des grandes voles de

européenne, que pendant la domination coloniale et à sa faveur. Encore ce mouvement n'a-t-il eu d'ampleur qu'au contact immédiat des zones d'implantazones (Angola, Mozambique, Zimbabwe, Zamble, Gabon, Guinée-Equatoriale...) les communautés musulmanes ne sont guère que des minorités minuscules, bien que pas toujours insignifiantes eur le plan politique ou social. Il s'agit d'allieurs souvent, dans ce demier cas, d'allogènes venus d'Afrique du Nord et, sur-tout, d'Asie (Libaneis, Syriens, Yémé-nites, Omanis, Indo-Pakistaneis, Maleis) qui peuvent Jouer un rôle important dans

Les autorités coloniales ont dû toujours compter avec l'islam, soit qu'elles se soient efforcées de ménager un estabilshment autocratique, souvent socialement at politiquement conservaleur, soit qu'elles alent eu à faire face à des mouvements contestataires d'origine populaire et d'orthodoxie parfois conteseénégalaise avant es récupération ; cette dernière tendance l'emporta, tout à la fols sous l'influence de ce qui s'était passé ou es passeit à l'extérieur (indépendance des pays musulmans asiaune sorte de réaction africaniste supratribale, qui utilisait l'islam, soit sous ses formes locales rénovées (hamallisme). solt sous son avatar réformiste et waha bite, comme une idéologie déjà connue et parfois familière, et par là susceptible de mobiliser de larges masses. Cette utilisation fut certainement effi-

cace, mais n'alla pas, surtout dans les

I in'y a donc rien de paradoxal à ce que les relations entre l'Etat et, ai

j'ose m'exprimer ainst, l' - Eglise - musul-mane solent souvent moins tendues dans

des pays où cette demière ne ras-

semble qu'une importante minorité de

la population et où le chef d'Etat n'en fait même pas partie. Pas seulement

Por PIERRE ALEXANDRE *

pays à majorité islamisée, sens poser quelques problèmes après l'indépendance. Si l'on excepte, en effet, la Mauritanie, et, dans une certaine mesure et temporairement, le Soudan - deux pays qui n'appartiennent que marginalement à l'Afrique notre, — il est frappant de constaler qu'aucun de ces nouveaux Etats ne se qualifie d'« islamique» ou « musulman » et ne doit, en fait, être considéré comme tel. Une des causes en est, probablement, le caractère très particulier de l'« islam de terroir » africain, qui laisse subsister, sur le plan juridique notamment, de très importantes survivances culturelles non islamiques. Mais sans doute encore plus important est le degré d'occidentalisa-tion — peut-être vaudraît-il mieux dire de laïcisation (mais l'islam orthodoxe n'a pas de clergé) ou de sécularisation — des leaders. Un Sekou Touré, un Syad Barré, un Nimeyri ou un Ahmadou Ahldjo, sont paut-être, sont même sans doute de bons croyants (je ne me permettral ni d'en juger ni d'en douter), mais ils ne sont pas d'abord des musulmans (átymologiquement : des = sou-mis »). Leur vision du monde, leur approche concrète des problèmes de gouvernement et de développement peuvent bien être colorées, influencées par laurs crayances, alles n'en différent pas moins profondément de celles des ulemas - conservateurs, des fidèles traditionalistes. D'où pauvent naître des tensions d'autant plus grandes qu'on a davantage joué de l'islam dans la lutte

Monde arabe, religion et pétrole

contre la pouvoir colonial.

parce que ce chef d'Etat cherche à se

ménagar les musulmans ou parce que ceux-cl adoptent une attitude de pru-

Directeur du département Afrique à l'Institut national des langues et cultures orientales (LNL.C.O.).

également prendre an compte une certaine tradition de tolérance religieuse africaine, et aussi un sentiment très généralisé que l'Islam est authentiquetion au christianisme introduit par les Européens : il est admis, au Togo, de se prénommer Yusuf ou Mariamu, pas

En Afrique noire : distanciation et œcuménisme

Joseph ou Marie.
On objecters, icl, les prétendues guerres de religion » du Tchad, du Soudan et du Blafra. C'est oublier le sort des Twareg musulmans du Mail ou des Hutus catholiques du Burundi. tes, au Tchad et au Soudan (pas au Nigéria : le général Gowon est métho-diste, le « Scorpion noir » anglican), l'opposition musulmana/non-musulmana a joué un rôle, mais pas plus important que les autres facteurs sociologiques ou ethniques, et d'abord le régionalisme et le tribalisme.

Plus généralement l'Islam est ressenti dana nombre d'Etats avec una ambivalence qui rappelle celle qu'éprouvalent les gouverneurs de naguère. Posi-tivement, c'est un facteur d'organisation sociale à niveau élevé, générateur d'un aentiment de dignité individuelle et col-lective, sinon même de supériorité — en tout cas, de différenciation — à l'égard des nations nanties; c'est une réalité historique viellie de dix siècles et riche en souvenirs glorieux; c'est, enfin, une volx de communication privilègiée avec une bonne partie du Sud (ci-devant tiers-monde). Négativement, c'est souvent an frein d'Inertie par rapport à certaines nécessités de la modernisation ; ce peut âtre aussi tout à la fois une mode de distanciation des musulmans à l'égard de leurs conci-toyens palens ou christianisés, en même temps qu'une internationale transcendant ces frontières qu'on cherche presque partout à consolider et à renforcer.

Ce caractère cocuménique, quasi universel de la 'umma, la communauté des croyants, est, évidemment, très important sur le plan des relations internationales, que ce soit au niveau pan-africain ou extra-africain. Il faut ici tenir compte - un compte assez embrouillé - des

confusions et assimilations plus ou moins abusives (qui na sont nutlement propres aux Africains) entre Islamisme, arabisme, afro-asiatisme et « pétrolisme ». Le champ d'expansion de l'Islam - et ses annexes immédiates - délimite dans le tiers-monde un compartiment qui exclut l'Amérique latine. Il est peut-être significatif à cet égard que le pays où Cuba est intervenu messivement est sans doute un des moins Islamisés d'Afrique. Les Arabes, par ailleurs, sont, a-t-on dit, « la corde qui tend l'arc de l'islam ». L'attitude africaine à leur égard n'en le prestige culturel, linguistique et reji-gieux le disputant à des souvenirs hisarabe un point de passage obligé, et l'histoire religieuse un point de rencontre obligatoire. A quoi s'ajoutent le pétrole et ees dollars, qui renforcent encore l'ambiguité : du besoin peut naître la

20 Dec 2013

e de la companya del companya de la companya del companya de la co

A STATE OF THE PERSON NAMED IN

Chicago and Care and

In Their

Signification, states.

1 to desirable to

to Things and the state of the

A spinogram of the spin

Dans la Philosophie de la révolution, Gamel Abd-El-Nasser prévoyait de porter noir. Il le tenta sans grands moyens et sans grand succès au Congo ex-belge, mais les choses ont changé depuis 1964. L'alde réclamée, et partiellement obtanue (au moins sous forme de promesses) à l'origine d'un nouvel avatar néo-colonisliste — ou d'une variante musulmane serait actuellement aventureux, pulsqu'on ne selt même pas si la rationalité éconoseront, s'ignoreront ou se combineront quand on passera aux actes. L'hy-pothèse n'est pas axclue, cependant. d'une réaction défensiva de certains Etats africains, probablement non musuimans, aboutissent à un clivage non plus entre « révolutionnaires » et « modérés » mais entre clients et non-clients des pétrollers. Et, dans cette hypothèse, la répartition de l'islam sur le terrain à laquelle on faisait allusion plus haut à propos de l'Angola (de l'Angola pètroiler) — prend une signification nouvelle.

Après avoir survécu à l'hostilité de la monarchie et du nassérisme

A rèpression et une retraite longue et forcée dans les camps de concentration, le retour des Frères musulmans à la vie politique peut être considéré comme l'un des développements les plus importants et les plus sérieux que l'Egypte connaisse actuellement.

Créée en mars 1925 par le cheikh Hassan El Hanna, l'Association des Frères musulmans (A.F.M.) se fraya, rés vite, un chemin sur le soi égyptien. D'un groupe limité à Ismailla, sur les rives du canal de Suez, elle se transforma en un mouvement de grande ampleur, recouvrant l'ensemble du pays et se propageant, au-delà, dans le monde arabe et islamique. En dix ans, elle franchit les barrières qui limitent généralement les groupes religieux traditionnels pour pénétrer les bastions séculaires de l'esprit comme

les universités égyptiennes (facultés de droit, médecine, polytechnique). L'idéologie que préchait au départ l'A.F.M. se basait sur les cinq principes suivants :

— L'universalité de l'Islam, consi-déré à la fois comme une religion et un Etat ;

- Le retour aux sources de l'Islam ; — Tout territoire sur lequel est hissé l'étendard de l'islam est consiiéré comme une patrie pour tous les musulmans:

 Le gouvernement islamique : nécessité d'appliquer la « charjah » (législation) islamique; - La succession islamique.

Dans la lutte politique qui, à cette époque, divisait l'Egypte entre, d'une part, les éléments de la classe féodale sous l'égide du Palais et, d'autre part, la majorité des classes moyennes, paysanne et ouvrière

Le nouvel élan des Frères musulmans

Par le Dr ABDEL AZIM RAMADAN *

représentées par le parti Wald. l'A.F.M. choisit de se joindre aux premiers. Lorsqu'en 1938 le Palais et son « homme fort », Ali Maher. son a nomme fort b, All Maner, parvinrent à éliminer le parti Wafd du gouvernement, l'AFM, se lanca dans l'action politique, déclarant la guerre aux partis et proclamant son allégeance au rol. A cette fin, elle appiqua m style lasciste tant dans son reglement et son administration intérieure, où tout devait répondre à l'autorité absolue de cheikh Hassan El Banna, que dans la formation de groupes para-militaires portant la chemise jaune. Ceux-ci

Professeur d'histoire contemporaine à la faculté d'éducation, université de Menoufish, Egypte.

atteignaient le chiffre de quarante-cinq mille combattants au lende-main de la deuxième guerre mon-diale lorsqu'ils décidèrent de se procurer des armes pour fonder une nouvelle armée clandestine.

Leur pouvoir grandissant suscita les appréhensions du gouvernement. a la laveur de la minispicanam des actes de terrorisme, dont ils n'étalent pourtant pas les auteurs, le régime décréta, le 18 décembre 1948, la liquidation de l'association et la confiscation de ses biens.

Cette répression incita les Frères musulmans à se lier aux forces démocratiques. Leurs contacts avec les communistes dans les prisons firent é c h o au rapprochement réclamé en ces termes par leur théoricien, Sayed Kotb : « La liberté dur communistes communi aux communistes comme à tous ceux qui ont combattu le despotisme. »

Leurs liens avec les « officiers

libres » leur permirent d'être les pre-miers informés de la révolution du 23 juillet 1952 et de se trouver aux côtés de l'armée qui venait de pren-dre le pouvoir. Mais, profitant de l'élimination des partis politiques traditionnels, ils tentèrent d'imposer leur tutelle à la révolution et, à plu-sieurs reprises, se heurtèrent à Nas-ser. Ce dernier pervint à les écar-ter, sinon à les supprimer, à deux ter, sinon à les supprimer, à deux reprises. D'abord en 1954, à la suite de l'attentat perpétré le 26 octobre contre lui à Alexandrie et avec lequel les Frères musulmans nient, encore aujourd'hul, tout rapport. Ensuite en septembre 1955, lorsqu'ils furent en septembre 1850, inisqu'us infrent accusés d'avoir tramé un compiot, à l'instigation de l'Arable Saoudite, pour renverser le pouvoir égyptien. Plusieurs des principaux leaders des Frères musulmans, dont Sayed Koth, furent pendus en ces deux occasions.

Tout au long de la période nassé-

₹: 1. be • . . .

X-1.

Ø 19-11

1

The land of the same

A Company

Tag the time

Maria San

1 8m

1:5,

A. T.

The second secon

general contract of

Face à l'U.R.S.S.

et aux nationalismes

PACTE ISLAMIQUE ET IMPÉRIALISME

Par SAMI MANSOUR *

D LUSIEURS tentativos sóriouses se dessinont actuellement pour réactualiser la vieille idéa de pacte islamique, réunion des pays musulmans au sein d'une alliance prolongeant les poctes occidentoux à seule fin de conteni les mouvements pationaux et de consolider la présence occidentale dans ces pays.

L'idéa d'un pacte islamique est particulièrement habila puisqu'elle permet de réaliser la majorité, sinon l'ensemble, des objectifs de l'impérialisme. Elle lai donne l'opportunité de s'immiscer au cœur d'ane conception qui foscine les masses musulmones car elle corres-pond au vieil espoir religieux de réunir le monde musulman dans une même ligue, un même bloc, islamique. Sa conception politique remonte au siècle dernier et, dans son essence alle traduisait l'aspiration à une réforme visant à se débarrasser de la corruption du régime ottoman. Les auteurs de ce projet étaient cependant convainces qu'il était impossible de mener à bien une telle réalisation du fait de la montée de la vague nationaliste à la même époque (1). Aussi ext-il étrange qu'au moment où les penseurs islamiques abandonnaient leur propre idee, des pays etrangers non musulmans l'aient adoptée et aient tenté de l'appliquer

Chef du département des relations inter-nationales au contre des recherches stratégiques et politiques d'Al Ahram.

sous une forme et sur une bese évidemment

La Grande-Bretagne fut la première à exploiter l'idée, dès la fin du siècle dernier, en créant un pacte islamique face au sultan ottoman Abdul Hamid, allié à la Prussa. Bien que cette initiative ait échoué, Londres renouvela sa teututive avant la première guerre mondiale (2). A son instigation, l'Aga Khon fut nommá chet d'une communauté musul-mane (les ismaèliens) ; cette subtile manœuvra visait à l'établissement d'un pacte islamique dont le khédive égyptien aurait de devenir le leader. La tentative échana du fait de la première guerre mondiale.

Les pays impérialistes qu' entretenaient d'ambitieuses visées sur la région ont, par la suite, repris le projet britannique, l'adoptant aux nouvelles réalités dans l'espoir de réussir là où la Grande-Bretagne avait échoué. Ils oublaient qu'entre-temps le projet était devenu douteux puisque l'initiative revenuit à des pays non musulmens et, de fait, il se solda par un échec : désormais, le pacte devroit avoir une origine islamique. Comme dit un proverbe arabe, le pacte était devenu « une idde juste cachent une intention mauvaise ». Le cheikh d'Al Azhar, cheikh Hassan Mahmoun, alla jusqu'à déclarer le 25 février 1966 : « Ce que l'on appelle parte islamique est, dans son essence, un pacte capitulard. L'islam combat la corruption et les tyrans. Il suffit d'appliquer les préceptes de l'islam lui-même à ces pactes islamiques pour s'apercevoir que l'on utilise cette religion à seule fin de cacher la nature colonialista du pro-

Contre le mouvement national

I 'IMPERIALISME ne se borne pas à exploiter la conception islamique réformiste, il la manipule pour attaindre ses propres objectifs et créer un groupe international sur une base religiouse. Cela revient à vider le mouvement national arabe de son contenu progressiste et laïc ; ainsi dévié de son approche comba-tive, le concept national a été transformé en une vague idée communautaire qui exploite le caractère émotionnel de la religion, écurtant du même coup l'originalité de l'islam, qui tend à une révolution sociale (4).

Le fait que le courant nationaliste soit dominé par quelques groupes d'intellectuels noyès dans un océan d'analphabétisme (75 à 90 % des populations concernées) et d'igno-ronce permet à l'approche religieuse d'isoler davantage encore les dirigeants nationalistes.

Ce qui peut paraître étonnaut dans cette tentative occidentale visant à conjuguer politique et religion, c'est que rien de comporable n'existe en Occident. Condamnable en soi, cette approche occidentale utilise l'étendard de la religion pour censurer le mouvement politique et restreindre la réflexion de l'indi-vidu. Elle divise la peuple sur la base de croyances religieuses, allant ainsi à contre-courant de l'histoire.

Mais, en outre, l'objectif est de s'assurer le concours d'intermédiaires surs et layeux, liés à l'Occident. Alnel l'Arabie Saoudite apparaît-elle comme la plus qualifiée pour jouer ce rôle pendant plusieurs années, sinon plusieurs générations. Elle possède les sanctuaires religieux les plus sacrés de l'islam. La Ka'aba attire à La Mecque des millions de musulmons qui, chaque année, viennent en pèlerinoge. Et les dirigeonts scoudieus n'ont de cesse de renforcer par togs les moyens le prestige qu'ils en retirent, utilisant ainsi la religion sous une forme incompatible avec ses propres principes.

La structure tribala de la société saoudienne, constituée de petites communautés, ne semble pas apte à engendrer une orientation révolutionnaire. Le pouvoir absolu appartient i une famille liée par diverses alliances aux chefs de tribus. Sont écartés ceux qui, par sens politique, tentent de remottre en question la structure hiérarchique : on bien on les prie d'émigrer en leur accordant toutes les facilités, ou bien on les tue. Malgré la présence du pétrole, il n'existe pas de classe ouvrière qu vrai sens du terme, et pas davantage d'insti-

tution politique ni d'organisation populaire. L'armée elle-même est excadrée par la gerde royale, mieux équipée et plus efficace. Au cours des vingt dernières années, l'Aro-

bia Saoudite n'a cessé d'être le parte-parole des Etats-Unis dans la région. Son rôle s'est accra lorsque, après sus échée au Vietnam, Washington décida d'agir par l'intermédiaire des pouvoirs locaux, comoufiant cinsi son action. Du fait du caractère du régime, comme des intérêts même de la famille royale, les risques de friction dans les relations américs socudiennes paraissent très réduits.

En conséquence, l'Arabie Soudite s'affirme comme le candidat privilégié pour prendre la tête d'un pacte islamique. Jusque-là, l'Egypte nassérienne avait éclipsé l'Arabie Saoudite, sans lai permettre d'exercer une quelconque outorité sur la région. Néanmoins, l'Arabie Seoudite avait tenté, à plusieurs reprises, de réaliser un pacte islamique; mais ses diffé-rents essais échouèrent, car ils ne répondaient à aucune motivation populaire ou nationaliste.

a aucune monverson populaire ou nationguiste. Nasser dispara, la route était libre. En fait, les différents éléments qui se dissimulent derrière une union conçue sur une base religieuse ne servent qu'à renforcer la présence sioniste en terre arabe et à faciliter une coopération entre le monde arabe et Israël. L'idée d'un pacte islamique, qui avait disparu lors de la première guerre mondiale, resurgit à nouveau au cours de la seconde guerre mondiale, précisément en 1941. Comme ce fut le cas à l'origine, elle naît clors sous des auspices non islamiques, lors d'ane confé-rence antra orientalistes américains et britanniques à laquelle participaient des personnalités sionistes. Leur objectif était de faciliter la coopération araba-sioniste, telle qu'elle allait être proposée oprès la fin de la guerre. Les documents relatifs ou pacte de Bagdad (conclu le 22 février 1955) et découverts après la révolution irakienne (14 juillet 1958) ont

(1) La Communcuté islamique, Dr Bouiros Chall, Le Caire, 1958. (2) Le Concept de leadership politique, Dr Anis Sayegh, Beyrouth, 1966. (3) Al Ahram, 25 février 1966. (4) Déclaration du Conteil suprême des affaires islamiques. Le Caire, 14 mars 1966.



parurent totalement de la scène politique. Mais, au lendemain de la mort du président Nasser, plusieurs transformations intérieures radicales

politique. Mais, au lendemain de la mort du président Nasser, plusieurs transformations intérieures radicales préparèrent leur retour à la vie publique.

An niveau politique, ce fut d'abord l'application d'une politique libérale par le président Sadate après le 15 mai 1971, sa décision, en 1975, de décréter un pardon général pour tous ceux jusque-là soumis aux sentences de procès politiques et, en dernier lieu, son accord pour transformer l'Union socialiste arabe (parti unique) en « tribunes », puis en partis politiques, d'autres éléments, de nature religieuse, ont favorisé le retour des Frères musulmans. Ainsi, l'échec de l'université d'El Azhar à réaliser sa mission et son rôle d'éducateur éclairé des masses musulmanes, la participation de la jeunesse à des groupuscules islamiques fanatiques, l'apparition groupes se musulmans (comme, entre autres, l'apparition groupes les musulmans (comme, entre autres, l'apparition de la jeunesse à des groupuscules islamiques fanatiques musulmans ayant survécu la perséc ont entrepris de réorganiser secrétement leurs rangs de reformer leurs cadres dans toutes les région pays. Ce n'est que lorsque les autorités acceptèrent la constitution de tribunes au sein de l'Union sociaque les Frères musulmans de tribunes au sein de l'Union sociaque les Frères musulmans de tribunes au sein de l'Union sociaque les Frères musulmans de tribunes au sein de l'Union sociaque les Frères musulmans des tribunes au sein de l'Union sociaque les Frères musulmans de te de unique les Frères musulmans de te de unique les Frères musulmans de conmencèrent apparainte au jour. Des rumeurs laissaient entendence de Kamal Ed Dine Hussein et de Hussein Chafei (qui avalent tous deux apparient a l'ancien Conseil du commandement de la révolution). Face aux démentis de ces demiers, l'AFM. décida d'imposer le fait accomplit Pour ce faire, elle embrigada et pagna des parti-

sans tant parmi les milieux jouissant d'une influence sur l'opinion
publique parmi les cadres politiques susceptibles faciliter les
de l'association ou de fermer les yeux sur celles-ci.
Les membres de l'association se
divisèrent alors en deux tendances:
— L'une préconisant la reprise
de la publication de la revue £7
Danna (l'Appel), qui annoncerait le
retour de facto des Frères musulmans:

mans:

L'autre invitant l la patience.

L'autre invitant l la patience.

retour de facto des Frères musulmans;

— L'autre invitant la patience, de façon à permettre que toutes les conditions garan — Succès d'El Danna soient réunies.

La première tendance prit le dessus puisque El Danna commença à paraître en juin 1976. C'était la — mière fois, depuis 1954, que les Frères musulmans disposaient d'un organe d'expression officiel.

À travers les principaix — es publiés dans — huit premièrs numéros de ce — (juin 1976-janvier 1977), on — les principes fondamentaux de la philosophie de l'association. Son orientation politique revient à condamner violenment et ouvertement le régime de Nasser, à s'attaquer au communisme tant en Egypte que dans le monde, à préconiser la coexistence avec le régime, pour garder sa confiance et l'amener à accepter la constitution d'un parti politique légal, au nom de l'association.

En matière de politique étrangère, les Frères musulmans ont une attitude hostile aux Etats—Unis qui, selon eux, bloqueraient leur éventuel retour à la vie politique. Ils doutent, d'autre part, de leurs efforts pour établir la paix au Proche-Orient, si ce n'est dans l'intention d'imposer une paix américano-israelleme. Les Frères musulmans ne se montrent espendant pas hostiles à la politique d'ouverture du président Sadate et à la pénétration des capitaux occidentaux en Egypte. A travers les différentes tendances au sein des Frères musulmans, il apparaît, en fait, — seule la reli-

gion inspire leur interprétation des problèmes politiques, économiques et sociaux.

gion inspire leur interprétation des problèmes politiques, économiques et sociaux.

En un temps record, les Frères musulmans ont réussi à s'ériger à nouveau en force politique influente dans les villes, les villages, les universités et les diverses institutions. Au cours des élections législatives de novembre 1976, leur candidat, Adel Eid, de Bab Charki, à Alexandrie, a organisé deux défilés importanta qui ont regroupé des milliers de citoyens. On les a retrouvés lors des fectivités organisées à Sayeda-Zeinab (quartier du Caire), à Damanhour (village du delta), Dans la campagne, ils sont plus actifs que per le passé. A l'université, les étudiants membres de l'association se regroupent dans des « associations islamiques ».

Face à cela, le pouvoir a une position toujours indécise. Certains estiment que les Frères musulmans sont le seul groupe capable de faire face aux communistes. D'autres pensent que la confrontation avec les communistes ne mérite pas ce prix. Pour le moment, le pouvoir se contente de nonmer Saleh Abou Rokaik, candidat à la présidence des Frères musulmans (le « morched »), à un poste de responsabilité au sein du parti du centre, qui est au pouvoir. A l'Assemblée du peuple, six Frères musulmans représentent le parti du centre et la plupart occupent des positions importantes au sein du parti et du Conseil.

L'avenir des Frères musulmans dépend, aujourd'mui, de la loi concernant l'organisation des partis, dont le projet est actuellement soumis à la commission législative de l'Assemblée du peuple, Si ce projet était adopté sous sa forme initiale, il bloquerait le voie à la création d'un parti légal des Frères musulmans, puisque le troisième pa l'assemblée de l'article 4 interdit la création d'un parti legal des Frères musulmans, puisque le troisième pa l'article de lui manifestée par Saleh

En deal groupe reposts its feire fact our promontical faint (Vigoria scinal). T

Abou Rokaik dans revue

(janvier 1977), pourparlers
entre les Frères mus
pouvoir se poursuivent.
ments
18 1 1
pourraient
le pouvoir de perm la
d'un patti officiel des Frères musulmans, pour faire face aux communistes. Si, comme il l'a déclaré, le
pouvoir est réellement convaincu
que ces

troubles musulmans, qui pour-participé nuit sur route Py-ramides) requête des Frères musulmans, il situation explosive conduisant, in première occasion, il um initia MANAGEMENT AND ADDRESS.

Dr ABDEL AZIM RAMADAN.

Un cas particulier un rôle d'une importance exceptionnelle

E in the in the dans from

contemporain est, the une une mesure, unique, m de sena sae illes recruies mi fréquemment out, and is a consider of the rôla d'opposition en ne peut être sim-plement qualifié au manufacture simmen en grande persa il l'organieation 📝 aux 👛 📹 du chi'lame ducdécimain par plus de 90 % de a population (1).

made aspects an obligate duodécimain, en particuller sous la forme qu'il a prise en Iran depuis que la dynas-Salavide en a fait in religion d'Etat mi IVII. mariama que ese a ulémas » Indedes fidèles à l'islam

1. Les perçoivent directement in taxes where the mile leure canalisées par 📹 institutions goudonner une financière à

2. 💹 principal 🖚 l'autorité 📹 de l'enseignement est, depuis le situé dans les villes saintes to respon et limite (Irak). tant eur 🖢 plan religieux 🛌 🖼 Catte situation est plus proche illi cathooù 🗎 🖂 vivalt hors de ulémas - facilement

CONTRACTO IN CITE INCIDENCE IN Caire, d'Istanbul, etc.;

📭 🕒 chi'isme duodéolmain enseigne que le pouvoir légitime n'appartient qu'à imame, demonstrata du gendre du Prophète, All. La douzième imam 🖛 rélité du monde, li y u plus d'un millénaire et, anne l'attente 👪 son retour, le gouvernament see actions, par plus pour interpréter la marie de l'imam, 🔚 = mudjtahids = ;

4. En l'absence l'une l'autreure contrôlée par le gouvernement ou 🛶 im - a utómas » impresa. Parecell rapose essentiellement mu le mant mu réputation de cainteté e sur le consensus populaire. Ce les c'est element aux liens noués re familles. afin la rester sux-mêmes popu-laires;

5. Les « ulémas » étent plus populaires et influents, 📉 🖂 moins 🖼 à répression (bien que besucoup men iz prison ces il prison années) min marin réformateurs, des marines laïos es sont

■ I with a wide was a set souiaîca : opposition à la pénétration dirangers et

Par NIKKI KEDDIE *

discrimination religieuse.

L suite de l'all ce projet de loi, manifestés par Saleh

en 📺 🗷 l un Douvoir 🚟 pentralisé. préférence pouvoir pouvoir nel comme moyen de l'Etat d'Israte La coïncidence man pur totale, comme l'a prouvé l'acceptable. mesures gouvernementales la à assurer plus des

nement, déjà par pouvel-(1601-1722), devint plus hit sous le Qadjar (178-1785) Au début du I william with a ulemas . poussérant il la partir ealinte maint la Russie teariste, participarent à la inci-xénophobes, pour de la la concession neimang ub jovnen ei im 📰 🛥 🛥 ministre qui l'avait manue Plus Important encore fut leur rôle de meneur dans in l'histoire iranienne : in madanne contre la concession du mare euplantiste de la sujet britannique Avec la participation mas », in marine qui se comthe contract of the contract of the con-

* Professour d'histoire, université de Californie à Los Angeles.

Impossible l'entrée en vigueur de interdit per seeme l'usage du limit tant que la les en application, il 📰 📟 un efficace boycottage du nationals, et de nou-décienchés par lu-ulémas - Imposèrent l'abrogation de la

Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique

Live coalition artikle as a second a nouveau lan de la limitati de la fonnelle de 1905-1911, qui aliait l'adoption 🔤 la Constitution qui 🔤 en vigueur. A catte les « ulémas » étalent plus allais que dans l'affaire du les allais pouvoir et leur parin contribuèrent beaucoup au enoces 🖿 is manual.

En ces deux des des aux « ulémas » 🕍 utilisèrent dans leure disdes arguments religieux. Ce fut le oza Jamai El-Din - El Afghani - Ini Mi Iranien) et du prédi-Esfahani man du mata a seria in nien schiel, Jamaizadeh).

Cetta mailion in chets religioux in inmanibritanniques en iran 🛋 🗪 🚞 chi'iste. pendant 🔳 après la première guerre mondiale. Daux religieux, Kutchik introduit

elémenta religious: ma mouremember of the belong Puls a wigueur juste après la deuxième guerre mondiale. 🚛 inchine d' « (Meist » parma Medares Willes I empéchar Radi Mila de Mila une république eur la mettra de la Turquie d'Atatürk, impliquaient cana tyrannis. En la d'une plus pouvoir des la ses, qui pou eur l'éducation, la justice 🛍 divers domaines, comme l'aurait lu une Dans les rares occasions où les - ulémas - tentérant de l'appar exemple contre la du volle obligatoire après furent sévèrement relle Shah 1941 la pression "III-britannique) et a la suite du des partis politiques, assez la juaqu'en 1953, 📰 🍱 participation des « ulémas » 🔳 de 🖿 religion à 💷 vie politique un renouveau.

(1) L'Iran est le seul pays duodécimain au monde bien que les chi'ites duodécimains représentent le majorité de la population irabienne, le priucipale communauté mutulmene du Liban, et d'importantes communautés en Turquie et ailleurs.

Batar : centre commercial dionnel qui regroups artisans.

révélé les mande la flens entre 🖿 membres grabes du pacte et Israël.

Cette coopération arabo-sioniste est l'un des objectifs favoris des États-Unis dans le codre d'un règlement du conflit régional.

Rempart contre le communisme

PAR eiffeurs, le parte, ainsi conçu, permet contrecurrer l'influence soviétique; contrecurrer l'influence soviétique; religion fait obstacle à la pénétration du communisme. C'est, à la yeux, moyen le plus efficace. Les compagnes d'information at souvent à faire du communisme l'ennem de l'Islam alors qu'en fait la conception isla-nique est essentiellement socialiste. Limiter le communisme à l'athéisme — thème fréquemment développé du hout des minarets de l'intérieur des mosquées — rejoint le but premier la politique américaine. Il les suffit clors de financer la publication et la diffusion de livres et de brochures sur le sujet, sous mentionner, et pour cause, leurs auteurs.

En 1946, en commencement de la guerre froide, le roi Abdallah, souverain de Transjor-danie, prit en charge la mise en œuvre du plen occidental. En même temps, des pays islamiques limitrophes de l'Union soviétique, comme la Turquie et l'Iran, se présentaient comme les bastiens régionaux de la paissance américaine. L'idée d'un pacte islamique prit toute son ampleur, car il s'agissait de relier la chaine ininterrompue des pactes militaires qui entouraient l'Union soviétique, faisant la jonction entre le parte atlantique et celui du Sud-Est asiatique, sons oublier les accords militoires bilatèraux (5).

La creation d'un tel pacte visait aussi à éliminar les mouvements de libération qui ris-quaient de mettre en péril les sources d'énergie conveitées, comme le pétrole (6). Au début des ganées 50, le mouvement national parveneit à mettre fin à l'occupation britantique en Egypte et atteignait son apogée au Machreck. Les forces islamiques réactionnaires

— essentiallement im mongrchies — s'em-ployèrent à créer, précipitamment, im pacte dont Indicas unnoscaient l'imminence. In 1952, in succès de la révolution égyptienne mit fin a cette tentutive. Le temps de reprendre leur souffle, de se rendre compte que l'Egypte républicaine ne pas partie du clau, les mêmes forces décidèrent pouveou m com m pacte.

En 1953, le la mai en déclara 🛶 à l'accepter, pais la Tarquie. La deux pays signèrent la accord en 1954. Dans le mais qui suivit, a conclut accord militaire avec Washington. A la époque, militaire avec Washington. A la époque, souverain irakien, qui d'aides militaires américaines, signa le 24 février 1955 avec la Turquie un accord qui prit, plus turd, la pacte de Bagdad. Son essentiel, qui l'Egypte des poys arabes, se beurts l'ampleur de mouvement arabe. 14 juillet 1958, prélude à l'abandon du pacte en 1959.

actionnaire à briser l'an des espoirs les plus sacrés de la nation orabe ; « l'union ». La C.I.A. réussit en effet un coup d'Etat en Syrie, ce qui aboutit à la rapture de l'union égypto-syrienne. Voulant assurer et élargir 📰 acquis, la réaction proposa, une fois de plus, l'idée du pacte, toujours dans le but l'Egypte. M. Ayoub Khan, président du tan, suggéra alors la création d'une « entente islamique » qui remplacerait le Bagdad, évitant ainsi la émotionque pouvoit engendrer le terme mês de pacte. Il mouvement national arabe, qui avait repris son souffle depuis la égypto-syrienne, fit échouer le projet.

En 1966, alors plusieurs capitales arabos s'étaient engagées dans voie du socialisme, gouvernements at mituation critique. Le roi Fayçal relança Tall du pocte islamique vue d'endiguer l'élan socialiste, et il entreprit une dans plusieurs pays, A ses yeux, les précédentes tentatives avaient échoué

parce que fours en trop évidents manes. proposa-t-ll d'en prendre luil'intermédiaire de l'Occident. Lorsque 🖿 complot parvint i but ovec la ine de 1967, ses instiguteurs forent surpris de constatur es Gamal IIIII conservait toujours en position de leadership dans le peuple arabe. Le re Fayçal fut lui-témoin d'accuell populaire enthougrabe de Khartoum (apût 1967).

La suite des manuel n'incitait pas à une relance du pacte islamique du de de l'émergence le le palestinienne — evec la création le commandos de fedayla — de l'antita de pouvoirs révolutionsgires tant au qu'en Libye. — contre, l'amertume de la défuite, le poussée nationale religieuse prit un second — Ainsi la réaction arabe parvint-elle en septembre IVII en Jordanie. Au même moment, Nasser rait. Peu à peu, il arabe n'était en remplacer.

alors que le de l'Arabie Saoudite s'accrut, grâce, entre autres, à l'augmentation

Le rôle de l'Arabie Saoudite

E T foce l l'étendre actuelle du réac-tionnaire, la notion de islamique » pu à nouveau être formulée. Depuis » quart de siècle, les circonstances ont rarem favorables à sa réalisation pour dominer mouvement national

Aujourd'hui, les indices de nouvelle situation 🚃 🕳 plus d'un égard : 1) L'extension du courant traditionaliste dans la région ; l'association em Frères musulmans, qui o repris ses activités, se manifeste, en Egypte, à d'une occasion;

2) L'Arobie na na cucune concurrence dans son leadership régional ; la

conférence arabe qui s'est 🚃 à Riyad en octobre 1976 pour mettre fin à la guerre civile libangise est, à se titre, significative. les diverses initiatives arabes sons interventr elle-même, l'Arabie Spoudite a lancé une Invitation pour in conférence; et, in l'espace quarante-huit heuret, le conflit libanais se terminait, du même coup, certitude, le domination secudienne sur la pation arabe;

11 Parallèlement & l'endiquement & l'influence soviétique, pénétration recouvre le presque de l'ensemble régional. C'est la première de l'histoire de la région : Etats-Unis s'essurent d'une telle emprise

Al Après avoir mini le marriere national made et imposé le silence à la presse libanaise, l'ensemble de la région vir dans une maigré les ré-égord, la prese libanaise jouoit jusque-là un tôle non négligeable, et, tandis qu'elle pensait templir ce vide, la presse beurta, à son , à une impasse;

5) Le mouvement national orabe un lui-🖮 épuisé du massacre libanais. Il n'a même dirigeants en faisant obstraction de leurs points de convergence. Cal la seule le de la amener séparément à s'intégrer oux

Mais ce la là que des éléments éphè-mères de la là du mouvement national araba. 🚾 🔤 réactionnaires, 🔰 avec elles les Etats-Unis, le savent bien qui tentent à que le ses poten-tialités. L'avenir dira qui sorfira vainqueur du vieil antagonisme indépendance nationale impérialisme.

SAMI MANSOUR.

(5) Les Pactes militaires, Dr Bontros Ghall, Le Caire, 1965. (5) Les Masques de américair, Dr Sami Mansour, Le Caire, 1967.

(Suite in la para 11.)

L'hostilité & l'Angle - tranian 🖎 Company III la désir de nationaliser 👔 pétrole franien réunirent 👢 nouveau in the second se l'Intérieur 🍱 🗎 coalition (le Front national) conduite par le Dr Mossadegh - frontal un grange religioux, anti A Kashani, dont l'influence s'exercait M groupe parlementaire religieux large écho. Lorsque rompit dramatiquement en la maiorité des partisans Man and present continua I and nir le gouvernement ill Front national. Après la chute 🖿 Mossadegh 📷 1953, i'oubli, jusqu'à gion le considéraient comme un « moi-

dayin Islam), groups
religioux, turent
tacon a tout préservant leur indépendance. Ils rapports tion has marked to the latest the stade Age (« assassins »), 🖿 se proposaient tuer personnalités qu'ils principaux l'islam, Ahmed Intellectuel, qui critiqué le chl'isme, fut l'une principales victimes, ainsi 💴 ie 📰 Razmara, premier comme un instrument l'étranger. Ce du gouvernement du gouvernement

tót we lui et tentèrent de supprimer eon ministre 🔤 📰 étrangères. Après 🖫 chute de Mossadegh, 🖿 turent mile ou persécutés. Em groupes similaires em récemment runs 📓 jour,

Blen que ma politiques laics se soient développés rapidement, on a un renouveau 📉 📉 d'opposition religieux depuis 1959 environ. Dans les années 50, il existait un 🔳 🗷 Qum, av 🔛 🖫 Téhéran : Avatollah Boruierdi. et largement apolipolitiques critiquait la première loi 📠 agraire en A mort, de mort, de plus libéraux prirent la lace ; lls limited un groupe dont lie l'Illian par les chefs religieux que par membres professions libévoir religieux aux mains d'un consell i non plus d'un individu, et que, nouvelles, une plus grande spécialisation ulémas ». La coopération mus digniet personnalités croyantes plines non religiouses — I im un trait

tique religieux, Illian et lement au min du « bazar ») culmina 💷 - Iraniens, A. W. Khomeini, gouvernement, L'Interprétation officielle, reprise 🛌 la 🖂 💳 internationale, présenta le comme un signe eu si clair

d'après ses écrits, que Khomeini s'opposalt elfectivement aux réformes sur la condition pour le professeur H. Algar, de de de du période, les du chef religieux étalent, en fait, l'autocratie : projet accordant des drolls capitu laires aux et militaires américains m leurs familles, prêts impor-Dour l'achat de matériel militaire, el maintien des entere Israēl. En juin, Khomeini fut arrêté 🔳 exilé 📰 Turquie, ce qui, pendant 🚵 icurs, provoqua **troubles** importants accompagnés in mai à Time que dans 🖿 🚟 de province. 📭 que le gouvernement ait tenté 🖿 précomme purement réactionnaire, la l'ama apparaît comme à la réforme agraire mais En Khomeini fut

quitter la Turquie pour l'Irak d'où, Jusqu'aux i irako-iraniens (mars 1975), l'opposition émisen series a l'Iran. mélange caractéristique 🗈 🖦 misme Ainsi, Ainsi, un Précédant deux mille 1/2 ja monarchie irenienne, 📭 🚃 tenta 😁 prouver que l'Islam la la monarchle (argument qui s'appuyer sur la première période l'Islam). En ce qui téminine, il conser-Is famille Comme beaucoup d'opposants religieux, main) hostile

bonnes relations « de facto » de l'Iran avec Israël, considéré comme un pou-voir impérialiste et antimusulman, et il lul and d'assimiler ses attaques

it man par ailleurs, en Iran, les « mudjahids » réformistes comme Ayatollah Talegani, à côté de penseurs appartenant aux professions libérales, Ali et l'ingénieur gan. De im hommes étaient include à un groupe de receile. Imme ou à la fin 60 : la plus III de celle de Hoseiniye Land I Téhéran, IIII ecoles, i leux de réunion de minimum privilégiés. Lè, ilai mana pouvaient frécuemment precher. Can make a lamb furent demières d'édition de

l'opposition religieuse et de l'opposition (libérale ; cela, man le cadre général in the manage gouvernementale qui visait à contrôler et la uniformiser toute idéologie. Les personnalités appartenant e courant, comme blen d'autres, ont connu la prison à plusieurs reprises mais n'ont was all totalement empêchées de s'exprimer. Les journaux officieux mēms réimprime, probablement Shariati, dont l'anticommunisme n'entre pas en contradiction la politique la politique la Des informations provenance notamment du principal centra religieux, Qum, indiquent was sentiments d'opposition et toujours forte parmi les étudiants religieux 🔳 les nombreux professeurs. religieux 🛚 Qum, 📖 1975, 📺 sont un

Les extrémistes religieux radicaux

AUTRE de groupes opposition-ou « guéreligioux qui co ment l'idéologie islamique soit (jusqu'en 1975 pour ce religieux -- 📰 peuple d'Iran, 🕨 plus important to ces in a d'una inspiration islamique et Blen n'alent gouvernementale a a maraba que marxistes.

It will be the part of the party of the part religiouse de la guérilla. La certains jeunes, n'ayant légale mali Ainsi, cea amilia modjaheddine uni modjaheddine américaine plusieura autres en Iran, li de la brochures qu'une cermajorité 🖺 🚃 a de a'affirmer purement marxiste, expulsant l'Importante l'Importante l'Islam. Ils pas remarqué que limit que lamais

nombreux dirigeants a partisans gion 🚃 🗃 signification politique, 🖷 parfole sucure. Certains do-initiel, du théâtre, etc., initial pour eux qu'une politique suffit 🗎 🖿 dire 📭 le thème 📆 🚾 central du martyr, and de l'imam Hussein en particulier (calul Imama), e d'un polds re iourd sur la religieuse en les individus moins polimembres in sending in référent à la tradition chi'lte des martyre et de partisans, et partis de nombreux chaha 🗷 diride nombreux chahe i diri-

tentielle ou réelle, ont adopté plusieurs tot leur posien prétendant avoir en filiation essayèrent grand grand leur de la religion. Reza chah se
quelques religiox présenter comme
un rempart bolchevisme. D'une façon 11 capendant (es l'éducation, tribunaux plusieurs Lui son fils améliorèrent, nisme, avancée par quelques the party few half physics, is used at he party for department s'amélion cepanau contraire, des affirmer feur pour l'ale

La laïcleation et la manufacture que connaît i règne mera de Seminor Tiellahi 🚃 renforçant je gouvernémental m du le palarinage L Meo-narchie, 🕮 mêma qu'entre 📑 religions Ces tendances sont soutenuss is gouvernement. Les = ulémes nu cepenrectant in the interest du musulman, et all all Amil l'opposition, même lorsqu'ils trouvent des difficultés à s'exprimer.

NIKKI KEDDIE.

354

THUM, M.

Marie Same

Citaria

* 441 pa . . .

William Control

Complete Street

Strategies

 $z \approx \tau^{(1+1)}$

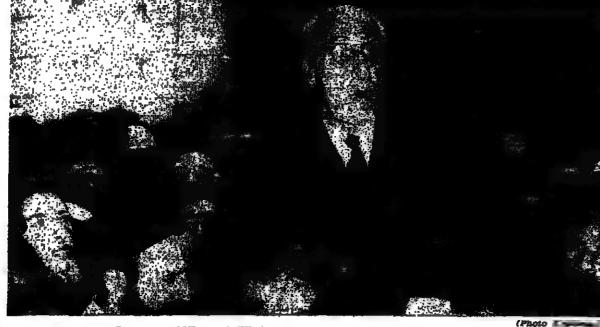
And Million . . .

Hard Street

Comment of the

STATE OF THE SECOND

· (2) = Fetona > : décret religioux.



Dr. MOSSADEGE, CHEF III GOUVERNEMENT DE FEONT NATIONAL (1851-1851) Nationalistes laïcs et religieux s'accordaient pour la nationalisation du pétre

Problème interne,

instrument diplomatique

POUVOIR COMMUNISTE ET ISLAM **EN UNION** SOVIÉTIQUE

Par HELENE CARRERE D'ENCAUSSE*

'ARTICLE 124 in la Cambrida de 1914 reconneît à tout citoyen soviétique le de pratiquer un religion. Mais la liberté religieuxe de curcan la réglements qui la réduisent à une protique individuelle, empêchent en principe religions devenir des la regroupement social ou intellectuel. En dépit de ces dispositions contraignantes, les est le grandes ou s'en privent pas — l'islam U.R.S.S. I'm par rédait pas — l'islam U.R.S.S. | rédait eu me de pratique individuelle. Soixonte mariès le révolution, et dépit des contraintes, la communauté musulmane et le marièment de l'islam definir. La littérature sociologique soviétique emploie fréquentment la formule : la traction musulmane de population », tout en reconnaissant que expression recouvre aussi bien des croyants que aon-croyonts. De quai s'agit-il alors? D'une communauté ethnique lles individus appartenant aux groupes nationaux, jadis musulmans) qu'unit une culture politique inspirée de l'islam.

en U.R.S.S., en marge de la culture politique soviétique qui est celle de la société tout entière, une culture politique musulmane dont composantes sont subtiles I convictions religieuses au non; sentiment d'appartenance au monde de l'islam ; comportements sociaux particuliers (attitudes envers in femmes, envers la famille, mode de vie, etc.), maintien

Sciences politiques.

de coutumes et de et (qui vont de certaines protiques alimentaires em rituels du morioge musulmane. La musulmane in la population il l'U.R.S.S. pase un problème per mi sens doute, mais surtout par son poids numérique croksant : males
l'en vingtaine de millions à la révolution de 1917, pui de 10 millions en 1959. Le recensement de 1970 n'a de question concernant la religion. Mais, national et religieux confondas, la communauté musul-mans mai être évaluée désormais à quarantecinq millions — personnes au minimum, — un teux d'accroissement de près — 50 %, clors que le population totale de 12,155, s'est que de 🍱 🖺 pour la même

militari d'appartenir à un monde particulier temps qu'es soviétique, c'est là un problème que pouvoir n'ignore qu'il depuis plus d'un supprimer, la de « récupérer » par politiques qui le temps. Au cœur le problème, une religion qu'elle qu'elle qu'elle les dimensions de vie indi-collective, qu'elle du phéno-mène national, culturel, qu'elle les individus et les groupes, même en l'absence

Les soviétiques est longtemps vu l'islam une religion semblable aux autres. Plus peut-être que d'autres, parce qu'enrocinée de la controle, com pour centrale, pourquoi elles l'ont longtemps traitée à peu
les religions notamment
l'orthodoxie, en ayant
problèmes particuliers par l'islam. En
1917, de était
agité de courants novateurs. Les
(djadids) mélaient l'impressinguement de transformer la communauté
la de transformer la communauté musulmane par une emancipation nationale, musulmană par une emancipation nazionale, voire sociale. Dans ce climat novateur, in a politique malait pression et tolérance. Ils étaient guides plusieurs idées que le fait musulman était complique d'un fait national devait être traité subtilement, sous peine acusti erre treire sugmentant, sous peine acustiri e oppositions nationales; mois, cussi, la vision bolchéviks déposait à époque russe reconvent tout l'Orient opprimé. Lénine pensait qu'à s'aliéner les musulmans russes I risquait is s'alianer le monde musulman extérieur (et d'abord la Turquie 📰 l'Iran) en pleine ébullition. L'attitude 📥 bolchéviks envers 🚞 propres musulmons a donc été guidée dès l'origine par la manue que l'islam n'était pe sculement une donnée l'imm la la politique saviétique, mais un élément 🚣 la politique extérieure.

Deux politiques dons dans les premières ennées du régime soviétique. La sépara-l'Église d'État, l'Église et l' l'école, cherche priver les religions des moyens de peser me les esprits, de conserver leur rôle social. Dans le cas de l'islam, cette se traduit par la suppression des wakis meinmorte) dont les revenus permettulent de subvenir à l'entretien des mosquées, - coreniques, des tribuneux musulmens.

Pression et tolérance

E N même temps, le pouvoir, conscient de la de la société musulmane, cherche des ailiés en son sein. De même qu'il a suscité une custaire de l'Eglise orthodoxe surgit l'Eglise vivante disposée collaborer me l'Eglise vivante disposée collaborer me l'Eslam sur une progressiste (Novo-ou partisant des cherchent des éléments de similitude avec le le le cherchent des éléments de similitude avec le cherchent de similitude avec le cherchent de collaborer me de collabor marxisme, a vont parfois jusqu'à assurer en la la de l'Age Khon (cette dans les onnées 20 parmi la ismaéliens de l'U.R.S.S.). Com fraction novatrice de l'islam a été utilisée entre
1930 par le pouvoir pour combattre
le clergé musulmen traditionnel qui
le poule soviétique. Elle a soutenu, en le donnant une musulmane, les sovié-tiques modificient tradition-nelles la société, le 1925-1926. and the second of the second o plus faible qu'ils plus musulmans munistes et que, mélant le communistes à conceptions musulmanes, ils conceptions soussilmanes, ils
premières dans prescriptions de l'islam.
précher que le première première du manifeste communiste, ils luent l'œuvre de Marx et font du Coran le fondement réel l'idéologie
Lorsqu'en — prélude au groud
— le pouvoir lance une attaque générale contre l'idea du le pouvoir lance une attaque générale contre l'islam, hucljum, la rupture communisme islam, et condamne toutes les industries.

Latin rapture in il i'essençe il de l'attitude envers le religions, dont l'islam, jusqu'en 1943. Les purges en pays musulmans out largament servi à éliminer les l'islam, à tenter le déraciner logio musulmana accusée de véhicular la nationalisme, l'attachement la un ordre social rétrograda, 🖿 intérêts étrangers.

La guarra, l'effondrement la laine de moral de l'U.R.S.S. an 1941 contraignant Staline à une politique d'importance.

nations les Eglises en sont les grandes

Pour faire le le propagande allemande qui cherche à attirer de son côté 🖿 peuples musulmons 🌃 l'U.R.S.S. 📼 les

appelant à restaurer leur nut religieuse, Staline met fin il in persécution entireligieuse, restaure dans la légalité l'Inlann, ser organisations, ses

En 1942, des stotistiques soviétiques agnalent l'existence en U.R.S.S. de mille trois cent douxe mosquées ouvertes au culte et de près manuf mille dignitaires musulmans. Chiffre très faibles sans doute, et qui ne rendent probablement compte de la réalité. Mais l'Important la renaissance d'organi-Mais l'Important la renoissance d'organisations aussilmenses. Quatre directions spirimité (Nizorat) sont resteurées à û lée pour le Russie d'Éurope et le Sibérie, à Tachkent pour l'Asie centrele, la Bujnaissk pour le Cascese du Nord et le Daghesten, à Bakou pour le Transcaucasie. Les trois premières sont sumites, la dernière, mixte, sunnite-chi'îte. La organisations de relation, que l'U.R.S.S., avec le les affaires contest uninistres, et, au niveau républicain ou régional, avec les aussi des mandatoires dans les diverses républiques régions. diversos républiques 🖝 régions.

L'islam a sinsi acquis en 1942-1943, sous la pression de événements, un statut légal. Depuis 1956, ses organisations ont pris un poids international. En de s'engageant dans une politique d'ouverture vers le tiersmonde et d'abord vers le Proche-Orient musulman, le pouvoir soviétique a cherché à utiliser l'islam. Il a affirmé à ses interlocuteurs musulmans que la coopération avec l'U.R.S.S., État se réclament du marxisme, ne pouvoit menacer leur intégrité culturelle, — l'U.R.S.S. elle-même était exemplaire de la possible coexistence du marxisme l'isiam. De problème intérieur, l'islam soviétique est passé problème intérieur, l'islam soviétique est passé me rang de moyen de politique extérieure. Les directeures spirituelles, eu culte, etc., ont invoquées au secours d'une politique étrangère de monde musulman devenait un des pivots. Les dignitaires au la délégations des du tiersmonde invités en U.R.S.S. ont couramment conviés à le muphti Tachkent, auprès de lui que le communisme, loin a frainer le développement l'islam, pouveit y contribuer. représentations diplomatiques soviétiques, les équipes techniques en pays musulmans, ont souvent techniques en pays musulmans, ont souvent utilisé originaires républiques musulmans de l'U.R.S.S. offraient ainsi o l'extérieur une image particulière de l'Union soviétique, Etat d'Asie autunt que d'Europe, et partiellement de culture musulmane.

Cette utilisation 🐜 l'islam, qui ne s'est pas démentie depais vingt ans, pas accompagnée pour autant d'une la telérance religiouse l'intérieur. Certes, l'islam a, U.R.S.S., un venue régulier. Mais le nombre di mosquees ouvertes reste très faible, l'enseignement religieux interdit, a la propogande antireligieuse, m temps apaisée, a repris depuis le début des années 60 une

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

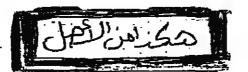
an thousand

F 35 3

The second secon A SECTION AS THE USE M. W. Strategie e in speciment

100

A TOTAL PROPERTY AND State delicate Statement of · W Tolking and



De l'immobilisme à la révolution et de la dictature à la démocratie

Si ce témoignage ne peut prétendre représenter aujourd'hui un courant de masse, il est néanmoins caractéristique d'une certaine évolution de l'islam. Une nouvelle interprétation de l'islam, proche de celle-ci, se dessine aussi à travers la revue koweitienne El muslim el moassar (« le Musulman contemporain »), qui semble avoir une certaine audience et rencontrer

qu'une expression historique, fait, l'iaiam religion qui a religion qui a les munautés. en parler comme de la religion du peuple sa quasi-totalité. L'islam n'est donc pas seulement l'islam orthodoxe, mais la religion vécue par le peuple et inspirant son action dans la vie politique et sociale.

La théologie de l'islam sumnite est à la base de l'idéologie du peuple, beaucoup plus que la philosophie, la loi ou même le mysticisme. Elle la restera longtemps encore, tant que le peuple sera croyant et fidèle à la tradition. Socialisme, marxisme, natradition. Socialisme, marxisme, na-tionalisme, etc., ne peuvent prétendre être profondément ancrés dans les masses populaires, dont la majeure part est encore insensible aux ha-rangues socialistes du dernier quart de siècle. Par contre, la théologie, à la base de l'idéologie populaire, tient une part essentielle dans la culture nationals. Ainsi est-elle dé-noncée comme « optum du pauple » Il opium il a conscience », seion Mant) et rarement présentée comme « cri de l'oppressé ». « cri de l'oppresse ».

L'islam sunnite offre deux inter-prétations : l'une réactionnaire, par les mais poil et religieuses comme par l'élite économique et sociale, l'autre revendiquée par l'avant-garde il peuple et quelques intellec-tuels de gauche. Tandis que la pre-mière interprétation préserver le statu que il nom de la loi et de l'autre que il nom de la loi et de que il server le server le statu que il que le la loi et de l'autre que il nom de la loi et de que il server le statu quo un nom de la loi et de l'inin, in librii in que la cleases privilègies sont intouchables, la acconde souhaite le transformer au nom de l'égalité et de la justice sociale à seule fin que la majorité puisse accéder à ses droits politiques, économiques et sociales, confisqués par l'élite. Sans doute chacune de ces interprétations ne recouvre-t-elle, en fait, qu'une intre entre les groupes d'intérêt qui sont à la base des différentes classes sociales, mais les idéologues de chacun des groupes manipulant les concepts théologiques à des fins politiques, et cela à plusieurs niveaux. Farouchement défendue par Itslam toute immanence cosmique ou anthropemorphique, la transcendance divine est souvent utilisée par les régimes autocratiques pour asservir le ple : Dien, omniscient compotent, voit et fait tout, rien ne lui échappe nul ne peut protester. Le peuple ainsi plus dictateur qui voit et qui peut tout : la transcendance divine devient alors source de terretur.

Depuis Al Afghani jusqu'à Sayed Koth, les réformistes ont tenté d'exprimer l'idée révolutionnaire latente dans la transcendance divins

Cette dernière in la de la conscience humaine de tous les lougs, naturels ou sociaux, afin de la rendre capable de se ranger au seul principe rationnel face auquel tous les hommes sont égaux. Dès lors, la transcendance divins débouche sur trois principes : liberté humaine, égalité sociale, solidarité humaine, Dien n'est pas le plus lointain, mais le plus proche. solidarité humaine. Dien n'est pas le plus lointain, mais le plus proche. Il n'est pas hors de l'homme et du monde mais dans l'homme et dans le monde. Non pes uniquement « Dieu est aux cieux », mais « Dieu est aux cieux », mais « Dieu est aux cieux » et etre », car, comme le dit le Coran, « Il est, Lui, Dieu dans le ciel, Dieu aussi sur la terre » (43 : 34). Dieu n'est plus conçu comme une théoris de l'essence et des attributs — la fameuse théorie sunnite — mais comme une idéologie de libération de développement. L'essence ditent est, in final, le publique de libération subjectivité

L'homme, la liberté et l'autorité

UANT — monds, l'analyse — utilise la conception — utilise la conception — contingence. Un monde contingent peut changer puisqu'il l'est — jetti à pomme peut a tomber » de bas en haut contre la loi de la gravitation, la flèche peut s'arrêtar, la pierre peut se transformer en or et le bâton en serpent, comme disait àl Gazali? Le monde ainsi conçu aied essentialiement à un régime absolutiste. Alnsi peut-il faire ce qu'il veut sans aucune loi, sinon celle de sa propre volonté. Comment un peuple voulant protester et revendiquer ses droits politiques et sociaux peut-il vivre dans ce monde « fragile » et incohérent?

Pour être mhérent et apte s'améliorer, ce monde doit être
des lois comme celles de
ature et de la vie sociale. Chaque et s'y déroule seion
une loi comme et prédictible. Les
lois seront ainsi les liens entre le
peuple et l'autorité due. Il y

AREA des lealifement alches ill by ou violer. Il y aura il consti-tution inviolable, même Il y aura il potivoir légis-judiciaire droit mique). Il politique jouera im il politique jouera in il du chef

Ce monde cohérent a aussi été proposé au sein de l'islam sunnite par la tendance mutazilite (les libres penseurs de l'islam), mais il n'a pas eu le temps d'imprégner la conscience du peuple, comme ce fut le cas pour le monde « fragile » des ash'arites.

Le monde ordonné s se voit finalisé puisqu'il tend vara un but assurde la monde désordonné réste absurde et finalité. La voionté absolue du lle tateur son seul le Plus que deux diota-

Professour le prince univer-

Une nouvelle approche de l'islam sunnite

Par HASSAN HANAFI

les shirtless firsts sont les billions valeurs de l'homme qui a pour mis-sion sur L'homme est le gérant de Dieu sur terre, ainsi que dit le Coran : « Et lorsque ton Seigneur dit aux anges : nt sur terre... » (2 : 30). Ainsi la transcen-dance est-elle réactivée, transformée en énergie humaine ou élan vital.

Après Al Gazali, ash'arisme (sunnisme intégriste) et mysticisme ontété une seule et même chose. La transcendance divine céda la place l'immanence. Le fixisme alle gique s'inclina devant le mobilisme mystique. L'a resta même vertical, l'homme. Dieu, n Dieu à l'homme. Les réformateurs, l'al afghani et Iqbai, ont voulu utiliser ce mobilisme à une fin politique et sociale en transformant l'axe vertical en axe horizontal. Au seu de consever sa vision mant l'axe vertical en axe horizontal. Au leu de conserver sa vision béatifique, le mysticisme devient un engagement personnel. L'opposition théologique transcendance / immanence ou monothéisme/panthéisme se trouve résolue. Le théocentrisme classique est donc inversé îl devient un anthropocentrisme, condition nécessaire au progrès. Sur ce point, la conception de Dieu comme devenir, plutôt que comme ètre, converge avec celle du chi'sme. Dieu comme inconvient davantage un Etat figé et un régime autocrate que Dieu en devenir, plus adapté il mouple. ture et démocratie sont ici l'expression de concepts religieux.
En ce qui concerne l'homme, la société et l'histoire, on a beaucoup parlé du musulman et la prédestination dans l'islam. Il vrai que prédestination option sunnite cet article de foi est par régimes autocratiques pour obliger le peuple à accepter sion la la la la la pauvreté, la comme un la accompil, impossible changer.

Les mu'tazilites, toujours ten-

impossible changer.

Les mu'tazilites, toujours tensunite, leur illine arbitre. Pour i'homme libre et responsable. Il une lindépendante réfléchie. Dieu n'est qui le mai et contens qui le mai et contens peud et socials. Le Mal est passager, et peut se transen en Bien l'effet dans un régime social. Le conception implique la participation peuple le politique et sociale, puisque peuple déposition propre

Par contre, le fait Dieu l'origine du Mal.

fin de dissimuler propre responpar par de régime
prêche à la l'indéterminisme
humains. Un régime
démocratique progressiste considérera, quant à lui, le Mal comme
une responsabilité humaine et prêchera, au contraîre, le déterminisme

Lislam remedit a MinW ill traiter La question Le la mula 🖷 🔄 l'auto-(du révélé) proposant l'une donne priorité l'autorité sur la raison, tanda que l'autre fait de la raison une Evidemment, tout régime obscurantiste adopte la première

— qui a malheureusement l'option de l'islam ash'arite.

Bien que soit du texte religieux, et seule celle-ci, le régime un sens politique. Une fois le peuple soumis à l'autorité, non à raison, on pourra lui imposer du régime. On utilisera la méthode dit... a qui l'ignorance du pouvoir l'ignorance du l'autorance du l'autora

L'autre option, également proposée par l'islam sunnite mu'tazilite, mais qui n'a l'occasion il une motivation populaire, intégrée à l'anationale, aurait changer des islamiques soumises l'anationale, aurait changer des islamiques soumises l'anationale, aurait changer des islamiques l'anationale, aurait changer des l'anationale, aurait religion où identiques. Il n'y a mystères qui échappent desquels peuvent s'infiltrer pouvoirs la raison, comme humaine, premières preuves conjectural hypothétiques tant qu'elles été confirmées preuves conjectural hypothétiques tant qu'elles été confirmées preuves conjectural hypothétiques tant qu'elles été confirmées preuves conjectural hypothétiques et mation peuple peut-il comprendre, analyser politiques, économiques et lesquelles il vit, et déterminer part raison sens large engiobe capacité confirmées l'impiration l'im place. L'inspiration | l'imiwike no set of dei suure de gionalization, ni iliu litati prov Printeri car levile, detti nient la raison, l'une su nom 🕶 la 😘 sum 🛋 🛍 passé, l'autre au nom 💷 🖪 right of the futur. There were ignorent l'analyse de présent dans lequel l'islam man diene les masses.

TSLAM sunnite mu'tazilite est donc apte à former l'homme rationnel, nècessaire à tout développement et à toute action sociale. Il capable de la capable de l 'ISLAM sunnite mu'tazilite est n société n libérée des tabous auxquels sont soumises actuelles (tabous 🖿 l'autorité, du 🚾 du sexe, etc.). Un telle option de de faire disparaître l'analphabétisme

qui rece aujourd'hui en estada majeur. La prophétie et eu servite la loi, son de la foi. Si Inini face a viel atmomptioni politique et philosophie des il a lettre, puisqu'il pes répondre, en toute mallan. lisme dont souffrent le sociétés manufactuelles?

(III iii auite page 14.)

grande virulence. Il est clair qu'aux yeax des dirigeants de l'U.R.S.S., l'islam n'a la droit monifestation de croyences individuelles, sur vivances d'un ordre social et meral dépassé, — qu'il est à terme voué à la disparition. Tent qu'il vit, il e le droit d'exister légalement et il est — pourquoi pas — utilisé au tervica d'un desseln extérieur. Dans la période actuelle, les éléments initiaux de la politique de l'U.R.S.S., pression de tolérance, eat III cies earichis d'une dimension complé mentoire, récupération de l'islam à des fins de politique globale. La question qui se pui ici est de savoir si la pouvoir soviátique peut cinsi técupérar l'hiem, du la ses apparences, parce que la religion elle-même extirpée TITE récupération s'engendre pas de progrès récurrents la l'islam, on si, au contraire, l'islam, par ses dignitaires et ses zélateurs, ne poursuit pos son propre progrès dans les interstices de l'action officielle ?

Vers un renouveau?

g ven

T'ATTITUDE de l'islam qui mon intéresse lei est celle de ses dirigeants, c'est-à-dire des organisations musulmanes. On est accou-temé de les considérer comme des structures formelles, par par ponvoir propagande antireligieuse ininterrompue, cher-che à écarter de la foi musulmane les croyants potentiels, à la réduire la une distraction de vieillards. Un 🕍 jugement ignore l'activité réelle des organisations religiouses, surtost au cours des dernières années. Les directions spirituelles actives dans deux communauté muselmane existe en U.R.S.S., que le pouvoir la reconzaît, qu'elles parient en son nom avec le pouvoir. Mois en même temps elles servent de lien entre les croyants dont elles organisent la vie religieuse, à qui elles offrent un codre de référence consta et des directives.

communication ever le communauté des fidèles se foit par les paroisses et au moyen (positions principe adoptées officiellement par les autorités reli-gieuses). Un organe à Tachkent en arabe en ouzbek, Musulmans l'Orient soviétique, rend publiques toutes les décisions des organisations musulmanes. Un point des étre scaligné ici qui concerne les liens des structures religieuses ovec les fidèles. serviteurs du culte l'islam russe vivent parmi leurs fidèles a partagent leurs pro-blèmes parce qu'ils partagent leur a quoti-dienne. Maries, dotés en général de familles nombreuses, ils connaissent à la fois les pro-blèmes mutériels et les tendances sociales et

culturalles qui agitent Cecl situe à mi-chemin des capirations de leurs communautés. Utilisés par le pouvoir qu'il s'egit in proclamer champion in la paix et de la liberté, les dirigeants musulmans débordent and ses exigences utilisent l'idéologie communiste pour affirmer la validité 🕮 l'enselgnement de l'islam. 🗀 ainsi qu'un dignitaire religieux proclamait il y a peu mai une réunion musulmane tenue Tachkent :

 J'admire le génie du prophète qui a prédit 🔤 principes 📠 socialisme. Je me réjouis 🛍 voir qu'un grand nombre de principes sociaréglisent l'enseignament 📻 Mohomat. >

Contraintes pour suites d'affirmer les au monde extérieur que la réglme soviétique la tolérant envers l'édam, la Calaine spiritaelles ont entropris depuis plu-la communisme, d'en foire d'une rénovation musulmone qui, elle réussit, donnera au monde muxulman soviétique una muliu nouvelle. Après avoir des années durant consacré Jeur aux problèmes administratifs, religieux tentent de forger un isla nouveau dans le monde, inattaquable politiquement parce que dans l'idéologie au point de l'absorber. Com pour cela qu'ils affirment avec force qu'islam 🛍 — la justice sociale et la fraternité — sont identiques ; ce un prachés Mahomet, C'est pour cela qu'ils invitent les musulmans à prendre place 🖦 🕍 cité, and gase musulmans. Ils condamnent rement la position des baptistes qui refusen woir leurs milmh devenir pionniers. Tout ou contraire, ils veulent que, dans 💳 🖿 organisations sociales, 🖮 musulmans jouent un rôle and a considèrent que la participapolitique et sociale doit faire partie du muşulman.

Tout est mis an œuvre pour fevoriser une ation, notamment l'assouplissement des devoirs religieux. Pour éviter que devoirs du croyant — prières, jeûne, pélorinage — ne paralysent à vie sociale et ne créent — problèmes avec — pouvair, — autorités religieuses — ant aménagées. Les prières quotidiennes à une seule. momen où celle-ci 📰 gênera pas leurs activités prosionnelles. 🔤 jeune du ramadan 📰 🛎 réduit à un jeune symbolique quel-ques jours, d'un pos de tout) dans le mesure où il représente des inconvé-nients socioux. Mais, disent dirigeonts musulmans, de exemptions ne sout sibles parce que la communanté musul-mane solidaire. l'époque du rumadan, membres de la communauté témoi-gnent pour l'islam par leur ardeur me trovail, ceux qui sont me dehors de la vie active par le jeûne : le mande and l'effort and

des uns e des serme. reliniouses scella estre les deux groupes une profonde solidarité. Solidarité n'est prifficielle, dans une profonde soli respect anciens, des gens de (la majeure partie des pratiquants) et solidement ancrée. Pour mareste solidarité. E autorités religiouses de Caucase, de Bachkirie, réclament que tous, protiquents et non-protiquents, s'unissent dans l'ifter, la cérémonie qui marque la fin du jeuna. Ces directives, will généralement suivies, ont un double avantage : le pouvoir soviétique ne peut se plaindre que la pratique de l'islam interfère avec la Mi économique (la Missi de ramadas all un problème une connaissent tous les pays d'Islam); non-croyants et les non-protiquants sont incorporés dans la communauté musulmane 💌

partagent temps from

De la même munière, les croyants sont accompagnant des fêtes religieuses. Pour Kurban-Baīram, au 🖍 de sacrifier 🖛 animal, ils doivent désormals en offrir l'équivalent m argent à leur mosquée. Le sacrifice subsiste, mais l'Etat soviétique n'a plus à déplorer une illégale ion cheptel. La sainte elle-même définie guerre Intérieure, comme victim du croyant sur luime pour atteindre des buts qui sont aussi

Une situation imprévue

Salls doute, in reaction im Directions spi-D rituelles n'est-elle pas unanime. D'une part, existent d'une région de l'U.R.S.S. 🛘 l'autre, qui se traduisent selon les per un comportement plus novateur ou plus traditionaliste. Ainsi, la question du pèlerinage divise-t-elle la musulmans.

en général
spirituelles que la difficulté d'aller La Mecque ne pas am tournée par des pratiques rétrogrades manages que la pélerinages divers scints - tout la position défendue à Tachkent — au Caucase, les — religieux eax-mêmes orga-tels pèlerinages. — surtout autour du 📥 🖿 femmes que l'islam 📰 loir d'aligner sa position sur celle pouvoir soviétique. que pouvoir cherche à pausser femmes à participer à la publique, les dignitaires musulmans restent très silencieux sur point, et dans certaires régions — Asie centrele, — a Nord — religieuses, suggérant par là — que leur rôle social doit être strictement réduit. Il invoquent à l'appui de ma attitude m principes il l'islam, mais cussi coux des civilisations Im régions

de subsister U.R.S.S.

Ainsi l'attitude des organisations religiouses obéit-elle à un matte impératif : na pag heurter 📥 front la légalité soviétique, donnes i'islam U.R.S.S. ie rôle, officiellement revendiqué désormals, d'intégrateur de sociétés particulières. Le compromis réalisé despis 1942 le pogvoir soviétique et l'Islam sur une ambiguité fondementale. Paul les autorités soviétiques, il est une concession temporaire, qui s'est avérée utile en politique extérieure, qui déboucher me le dépérissement de l'islam. --- au moins pour la fraction responsable 💶 - I ill une arme au service il la communauté musulmane. Grâce aux Institutions que ce compromis leur donne, ils s'efforde rénover l'islam, l'însérer dons monde soviétique, d'y intégrer l'idéologie niste, d'en la le ciment d'une commusulmane moderne.

Pour dessele, disposent deux facteurs positifs : l'attachement & l'ulem d'une génération mais qui, pour des de civilisation, le proche générations qui lui de le tespectée d'elles ; 🗎 caractère inséparable du national 🔤 🍱 recuvement de réforme 🕍 l'islam y a man me essor rapide au début du vinatième la révolu-la 1917, mais le souvenir s'en et figé prise d'émancipation nationale, de la mesure musulmans = 111 charchaient 🛘 travers 🖿 rénovation religiouse å rendre leur grandeur aux 📹 🛥 musul-

Le mouvement actuel _____ jeter __ pont force particulière. Enfin, parce qu'ils placent 🖿 problèmes 🕍 l'islam 🐜 🖮 conditions politiques m économiques où ils vivent, parce qu'ils offirment qu'un lien imm mhis entre l'effort individuel et l'édification d'une moderne 🖬 socialiste, 🖿 dignitaires I l'islam soviétique donnent à tous ceux, croyants ou non, qui appartiennent à leur communauté de claires de m sentir 🔳 de 📰 📠 musulmons. En 🐚 cadre légal a par illement and all au marxisme, ils placent la autorités soviétiques dans une situation imprévue. Celles-ci doivent "usage inattendu qui 🜃 fait 🕍 organisations religieuses conçues jadis comme simples relais 🕍 politique. Elles ne peuvent y répondre que par me propagande antiraligieuse qui guère portée, l'histoire de l'en dernières de témoigne. Le poids numérique la communauté musulmane donne à ce problème sa dimension véritable.

IL CARRERE D'ENCAUSSE.

(Sutte le la 13.)

De même, en islam sunnite, l'eschatologie est utilisée de deux manières, selon les régimes geux manières, seon les legime permet l'exploitation, le monopole, l'existence d'une majorité pauvre et d'une minorité riche utilise l'eschatologie comme drogue pour cal-plus démunis leur plus démunis. l'eur
offre une compense psychologique : ce qu'ils n'ınt sur
terre, ils l'obtiendront au ciei i
Selon version. l'eschatologie
offre une sécurité — bien que i
— dans le futur et
espoirs — bien que trompeurs —
à la misère qui domine l présent.

futur, passé pré-supérieur présent : supérieur présent :
c'est d'or où l'homme
heureux, l'époque Prophète
et ses
temps n'est considérée
comme un mais comme
régression, une continuelle,
dégradation permanente, jusqu'au jugement dernier.
faims seront rassasiées, les
enrichts, outragés vengés !

plus un régime exploiteur ? plus un régime exploiteur ?

Par contre, l'eschatologie peut aussi être utilisée — quolque ment dans l'islam sunnite, mais beaucoup dans l'islam chi'ite au cours de l'histoire — par un régime révolutionnaire comme une idéologie peuple une énorme mieux qu'aumieux qu'aujourd'hul, aujourd'hul mieux
qu'hier.
chimérique, historique.
Elle présente messianique
le chi'ite), sous développetemps signifie progrès
humais, au contraire, comme mals, su contraire, comme peuple travers . Ainsi, civilisation devient-elle propre à l'islam, cette eschatologie pratique théologie de l'histoire fondés . sur

que le passé lègue au présent et ce que le présent au futur offrent aux sociétés islamiques actuelles la perspective historique qui leur

L'islam miniti a miniti débattu praxis. Logos signific ici « III », praxis. Logos signifie ici « " », plus que » penser », soulevant ainsi le problème du « dire » et " l' » L'ash'arisme — ce " rant dominant dans l'isiam — » opté pour " « dire ». De devient musulman par une " la « chahada » La communauté islamique (la « umma ») est composée » ceux qui déclarent : « n'y de divinité que Dieu et Mohamed » prophète. " définition du musulman par le dire » exclut l' « agir » et convient « que peut souhaiter un régime dictatorial.

L'islam sunnite offrait,
une autre conception
praxis, c'est-à-dire
le « dire » l' « agir » ou, mieux
le « dire » le « nil» »,
le « sentir » et l' » agir ». Le « dire »
l' « agir » le « dire »
l' « agir » le » peuvent
manière indissoluble sans
comprendre et l'
l' celle-ci. pourquoi
réformateurs, exception, ont
in appel l'action ont prêché
l'unité entre
approche, un musulman peuple
peut agir. Un régime progressiste ne
met-il toujours L'islam spunite community offrait,

L A conception la philoso-phie et mysticisme, i sunnite travers le chi'isme Ainsi, le plus parfait hommes, seul inspiré capable comprendre.

ouvriers a se naturelle. La théorique est, dès lors, comme supérisure la main pratique, w travail inselinl'action, faisant ainsi participer le peuple à la vie politique et sociale?

Dans ses deux grandes écoles, ash'arite et mu'tazilite, l'islam sunnite limite le problème politique à la question du lendership, sa désignation et ses qualités, laissant ainsi de côté les autres aspects, à savoir peuple les institutions. Cette personnification explique sans doute la concentration du pouvoir les régimes actuels du monde musulman!

man! L'ash'arisme ajoute au leadership L'ash'arisme ajoute au leadership
une condition
le
l'Etat (l'imam) doit appartenir à
Qoraich (la tribu du Prophète).
Cette son
justifier les monarchies réactionnaires qui prétendent que leurs
représentants
du Prophète, famille, tribu — même régimes sol-disant
débarrassés de cette empreinte puisque leurs nhefs font toujours partie
même clan, militaire.

même clan, militaire.

part baya'as loi.

l'élite religieuse.

une second degra
étant res
peuple le leader. Or,
le l'islam, chaque musulman d'aduqué instruit,
les la communauté
la communauté
alors se prononcer.

moment-là, le
droit de cité. La
deviendra la meilleure
garantie pour l
du peuple.

Facteur de progrès

rall manuel. Paralling sac-on in le mannel le manuel le mépris manuel, le le mépris manuel, le bureaucrates et de la classe péderalent de conception un manuel le mépris et de la classe péderalent de la conception un manuel le mépris de la conception un manuel le mépris de la conception de la conc En fait, c. il approche théologico-voit la législation de l'Islam pour laquelle le manuel la la base de veleur la société est

conque sans classes, la loi ne recon-naît pas la propriété privée, tout ce qui existe dans le monde apparce qui existe dans le monde appartient à Dieu qui confie à l'homme
ce qu'il possède, en dépôt. L'homme
a l'utiliser
d'investir mais fi n'a pas le
d'noit d'exploiter ou monopoliser. L'Etat, quant à lui, la
possibilité de nationaliser et de
confisquer au nom du « blen commun ». Bien comprise, la loi islamique est une loi positive, basée sur
le maintien des intérêts de la communauté da raison, la religion, la munauté (la raison, la religion, la vie, l'honneur et les biens) et peut, à juste titre, défendre les intérêts actuels des masses musulmanes.

chef de l'Etat, mais les déposités du peuple. Ce sont eux qui peuvent renvoyer de l'Etat, mais les défenseurs des Intérêts du peuple. Ce sont eux qui peuvent renvoyer de l'Etat, mon l'inverse.

Enfin, l'islam sunnite de progrès. Pour masses musuiencore croyantes.

interprété de clarté; non dans la théologie (« usul el fiqh »), mais dans le droit (« usul el fiqh »).

interprété de l'islam est fondé in mais de pratique),

Les quatre sources de la loi, le Coran, le « hadith » (traditions), l'« ijma » (consensus) et le « quias » (raisonnement), prouvent combien l'islam sunnite peut être agent de

l'islam sunnite peut être agent de progrès:

— Le Coran n'est pas simplement la parole éternelle de Dieu, mais l'ensemble des solutions pratiques apportées à des problèmes déterminés durant vingt-trois ans. Ses paroles sont des cas modèles qui peuvent se répéter, toujours et partout. L'alam donne donc priorité au réel sur l'idéal. Sa méthode d'approche part de la réalité, des conditions qui nous aont familières, à savoir, aujourd'hui, l'occupation, le sous-développement. Sa survie réside dans sa capacité à résoudre ces grands problèmes de notre temps. Qui plus est, il existe dans la Coran os que

les juristes appellent l'abrogation, c'est-a-dire la possibilité de changer la loi pour l'accommoder à l'évolution des faits. La loi s'adapte au réel, et non l'inverse. Cela prouve par là même le dynamisme de l'islam, tant au niveau de la révélation qu'à celui de son adaptation au progrès.

progrès.

Le « hadith » sert de modèle à l'application de l'islam à une époque et dans un lieu déterminé. L'islam

l'application de l'islam à une époque et dans un lieu déterminé. L'islam n'est pas un dogme, mais une société et un Etat. Le « hadith » peut donc donner un nouvel élan au réalisme et au progressisme.

— L' « ijma » montre bien la progression dans le temps. La communauté peut décider et décréter des lois en vue du bien commun prenant comme guide le Coran et le « hadith ». L' « ijma » empêche toute possibilité d'autocratie et de monopolisation du pouvoir. L'intérêt général de la communauté est une source de loi, au même titre que Dieu. Ainsi la voix de Dieu est-elle la voix du peuple.

— Le « qias », enfin, démontre l'apport de l'individu, sa participation à la formulation de la loi. La loi islamique n'est pas uniquement un décret divin, mais une loi fondée sur l'analyse du réel. La forme libre du « quias » permet à l'homme de juger sur la base de l'intérêt et de l'utilité. Aussi, tout ce qui est utile est légal, par combre ce qui crée un domnage est illégal.

Ainsi, le monde musulman peut-il trouver, au sein même du système juridique de l'islam sumnite, l'expression de ses aspirations nationales, une fois le réel découvert au sein du révélé.

Hassan Hanafi.

MISE AU POINT. — M Gian Paolo Casadio, auteur du livre The Economic Challenge of the Arabs (voir le Monde diplomatique, mai 1977), est professeur d'organisation économique internationale à la faculté de sciences politiques de l'université non indiqué par les pooles de departement internationale.

Dans les revues...

Desertation different diff

che, dans ETUDES. Irène
trente ana d'histoire qu'elle étudie par
tude des E. le Cette évolution le
des Ekste-Unis m
arabes, mais avec Israël même.
(Juillet, mensuel, 13 F - 1 m Monsieur,
Parta-P.

CRITIQUE COMMUNISTE consecre su communisme, plutôt aux communistes, su la notion la La point de départ de

E LES TEMPS MODERNES ouvrent leur de juillet dossier dants and dents notamment, une interview Jacek Euron, membre du pologais et la publication d'intéressantes le de Paul Coms émanant de oltoyeus roumains. Miynar un premier de la charte 77. (N° 372, juillet, 15 F. - 28, rue de Condé. Paris-6-.)

CAHERS DE L'EST, qui ont pour la d'être i publier les écrivains appartenant aux l'instant de l'est adoptent.

deuble, un point de l'est avec de l'arge part français.

la littérature, le met l'influence decrivains, i proposition une l'errelation dommes de l'errelation de

l'expression a littératures acumaises à dictature soviétique »), nuancé réserve). M. Deruy, J.-M. Domanach pour le conference parallèle). (N° 9/18, L. Lestriel, ... : F - Edit. Afbatros, 14, rue l'Armorique, ...

l'Armorique, par l'Armorique, 14, rue l'Armorique, par l'Armorique, par l'Armorique, par l'Armorique, par l'Armorique, par l'Armorique, par l'Armorique, et l'Armorique, de son c'atte des divergences d'armorique, de son c'atte l'Est et l'Ouest, d'Heisniki à Belgrade (N° 23, juin-juillet, in n° 39 F. - 18, rue (N° 23, juin-juillet, in n° 24, juin-juillet, in n° 39 F. - 18, rue (N° 23, juin-juillet, in n° 24, juin-juillet, in n°

Li PROJET consacre inuméro spé-olai : échiquier des nations s, où il tente : rassembler les principales composantes de l'actual (et comblen b'une part, s condominium planétaire s double jeu Deux III Pierre Da-

E L'HOMBIE, par un de d'anthropologie, par un de d'un des d'un des découvrent une mythologie, une sociologie, leur migration, extension ; le masque-

iteu, Paris-ler.)

El Un beau ille a la collection de la

S Une nouvelle revue: GUERRE SOCIALE, dont l'équipe dirigeants pose, un sousi très actual, s vision atratésique en rupture avec les diverses déclorageus 2... Le premier déclorageus 2... Le premier d'éclorageus 1... Li trimestriel, 10 F. - 2, m Wurtz, 78913 Paris.)

Paris.)

E La dénonciation

i tourisme le territaire de la consiste d'un le l'arrie d'un le l'arrie d'un le l'arrie d'un place quelques initiatives plus intéressantes, où l'objectif le la simple du profit (pour de la simple d'un profit (pour le la

F. - rue - Babyione. Paris.)

H Encor: nouveau venu 1 l'édition. Le MONDE ARABE DANS LA
PRESSE FRANCOPHONE (heboomadaire
qui à son cinquième numéro) a
dernier, un
et en Le
mère, ce entiderement à sconomague. Comme
mère, ce entiderement à gublés francis (pius spécifiquement
publiés francis (pius spécifiquement
un d'André
(Supplément au no juifletaoût, B.P. 68-66, 7530 Paris
dex 68.)

CINÉMA

2912 Paris.

E NOUVEAU CINEMA CANADIEN reproduit le némoire de détaillé que l'Association des produsteurs en films du Québec a adressé au secrétaire d'Etat du Canada, M. John Roberts. Cette revue contribuer de la la la l'association de l'Indiastrie privée. Une liste de l'association de l'année l'Office national du film. - l'eur fiche inique et un résumé du scénario, complète ce numéro. (N° juillet, bimestriet, sur 350, McGHI, Montréal, Québec, Canada EZY bilingue : francolmanyeis.)

E CA-CINEMA PROBLEM BY M Prob

Carlos Caro Cana RENCONCarlos Carlos Carlos Carlos Carlos Caro Carlos Caro Carlos Caro Carlos Carl tion qu'affrontent en exil grand

progressites
ricalna. Ces réalisatenta, réunis de l'entre de l'en

SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE

La Société africaine de réassurance (AFRICA-RE), organisation internationale intergouvernementale, dont le siège administratif est la LAGOS (Nigéria) désire recevoir les candidatures d'africains qualifiés pour les postes ci-après i

1) CADRES DE REASSURANCES (DOOR 2) COMPTABLES HURISTES

5) TRABUCTEURS

8) ADJOINTS ADMINISTRATIFS 7) STENO-BACTYLOGRAPHES

8) SECRETAIRES 9) OPERATEURS TELEX

4) INTERPRETES La Société est un organisme bilingue dont les langues de travail sont l'anglais et le français. La préférence sera donc accordée aux candidats bilingues, al 🖦 second lieu le ceux qui en plus de l'anglais au du français auront au moins une connaissance de l'autre

langue suffisante pour municipal leur activité. Les traitements sont compétitifs l'échelon international et le personnel de la Société bénéficiera de plus d'avantages accessoires. Le traitement initial sera déterminé un fonction des qualifications et de l'expérience appropriée.

Les offres de service, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être présentées le plus tôt possible :

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE B. P. 1387 ABIDJAN (Côte-d'Ivoire)

Les candidats choisis devront se présenter pour une entrevue a août ou septembre à la date qui leur sera fixée.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

PERSONAL PROPERTY OF THE PERSONAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSONAL PROPERTY AND A JACQUES FAUVET CLAUDE JULIEN Managiran on the adjoints :

Priz in l'abonnement annual

Prance, TOM, Centralrique,
Dahomey,
Manritanie, République
Niger.
Togo, Tunisie,
militaire.

FAR AVION (Abonnement at taxes)

rie, Maroc Tuniste

Cameroun, Centrafrique,

Ganon, Mali,
Niger, Sénégai, Togo,

(rançais

des Issas

Togo,

Togo, TVII (sauf TPAL), Republique maigache. Stat Libys: Egypte, Arabie Saoudite, Iran Iraq Israel Jordanie, Li-Syrie Sirmanie, Brunel, Chine, Corée. Birmanie. Brunei. Chine. Corèe.

Japon.
Philippines. Singapour. Taiwan.
Thallande.
Pidji, NouvelleZélande.
Cambodge 140
Canada. Amérique du Nord. Amérique centrale. Amérique du
autres d'Afrique.

5. Itsliens. (Chèque postal nº 4207-23)

Rédaction 200-63-03

Tèle: Le Paris

Adr. télégraphique : Journonde Paris

La première publication française exclusivement consacrée au monde

Au sommaire du numéro 69:

DJIBOUTI, par Lais Bitterlin;

Le colloque de Montpellier sur la complémentarité des cultures entre monde arabe et l'Occident, par Henri Laucel;

La chronique 🖦 Philippe de Saint-Robert ; de Lotfallah Soliman,

Les rubriques habituelles : immigration, livres, télévision et le supplément = France-Palestine ».

En - 5 F dans les principaux klosques, librairies et drugstores Paris, en province et au Maghreb, a à France - Pays Arabes 5,60 F - C.C.P. La Source 34 274-90.

Spécimen : 12-14, rue Augereau.

France Pays Arabes: 36, rue Tramossac, MIIII LYON France Poys Arabes 1 45, rue de Metz, 54000 NANCY

SAUVER !

ing the second of the second o

Line Comment **用沙**鄉

to the way when the

n night hu<u>ite 1884a</u> in lea ann a

The same of the same of the same of the same of

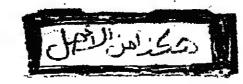
The state of the state of the state of

The state of the s

See a service fragery

man species of the safety of

AFFECTION HEBOOM





Polémique autour du P.C. italien

SAUVER UN ÉTAT EN DÉCOMPOSITION ?

Ce sont là des mots qui ent fait

pavé une mare.

"une explosion. Sciascia est, en effet,
un écrivain à part panorama
italien.

cerivain politique l'audience ports avec le parti communiste italien sont à fait particuliers.

lives, qui a d'une
précise profonde de la siciienne et italienne, une
méditation qui l'ho mm e
contemporain en général. Mais, tranchants comme des lames, ils n'ent
pas pour autant perdu le pouvoir
d'attaquer lucidement la réalité italienne. Et, chaque fois, ils siscitent
des polémiques et éveillent des fureurs.
Ce fut le cas pour le Contents,
roman publié en 1971, dans lequel il
mettait en garde contre les dangers
d'une confusion du pouvoir entre
catholiques et communistes et le
compromis historique » n'était alors
pas né). Il y eut des insultes et des
attaques qui se répétèrent à la sortie
du film Cadances exputs, que Francesco Rosi tira du livre. Des attaques
communistes, on l'aura compris.

Mais ce ne fut pes la rupture avec
le P.C.I. Grâce à Sciascia, mais grâce
aussi au P.C.I. qui tenait à mentrer
qu'il n'en était plus aux méthodes
de lynchage moral et intellectuel du
stalinisme. Ce fut, au contraire, l'occasion d'un rapprochement. En 1975,
Sciascia accepts d'être candidat
indépendant sur la liste communiste
pour la mairie de Palerme. Mais, dans
ieurs meetings, il se déclara opposé au
« compromis historique ». Et il ne
pouvait guère en être autrement car,
dans l'intervalle, il avait publié un
autre roman, Todo Modo, dans lequel
il réglait ses comptes avec l'Eglise et
avec, la forme particulière, démochrétienne, que le attholicisme à prise
en Italie.

Leonardo Sciascia présenté de

Leonardo Sciascia a présenté de démission du conseil municipal de Palerme en février dernier, en donnant comme motif l'inutilité de sa présence, mais en raison aurtout de son

désaccord sur le dialogue engagé per les communistes une démocra chrétienne itenne particulièrement corrompe et ille par par alors qu'il aurait préféré qu'il fût plutôt question d'opposition et d'affrontement.

Depuis lors, le désaccord que pas l'appuis l

et d'autres groupes d'activistes, qui se présentent sous des drapeaux extré-mistes mais qui, comme par hasard, attaquent toujours les partis de gau-che et les institutions républicaines. Action dangereuse, parce qu'elle tend, objectivement, quelles qu'en soient les intentions, à effriter l'unité de la gauche, et décomposer le lissu social et à ouvrir la turbe à magouvernement autoritaire ».

La riposte communiste

par amendols contre sintellectuels, a été une espèce de gnal pour
un le courage lequel naturreliem beaucoup de conformisme intellectuel La polémique, estre polémique, a poursulvi sa route. Franco Fortini, l'un des intellec plus vits de la gauche la presenté apparenté attaque celles que la Societa, démochrétien de l'intérieur au temps de la « chasse aux sorcières » anticommuniste, lançait contre « la cultivaille ».

sorcières a anticommuniste lançait contre e la culturaille a.

La réponse de Sciascia est cingiante.

La réponse de Sciascia est conjuncies qu'elles conjuncient le sens du mot peur apec celui du mot courage. Et c'est compréhensible, poursuit Sciascia : quelqu'un qui, à l'intérieur d'un parti communiste, a traversé sans descendre de cheval le statinisme et l'antistalinisme doit être bien capable de se donner une justification de cette jaçon de rester en selle. Laquelle serait

peur assume définition peur? Met. le parier Met. conformet d'anticonformaine. Pour Amendola, « si conformes à que faisons, courage. Si m'être pas d'accord, tu us lâche ». De même, qu'Amendola le défaitisme, quand » bataille fait de rester derrière une porte — derrière la porte de la démocratie chrétienne ».

Et c'est il l'a la plus san-giante, parce qu'elle refise un savent qu'elle refise un diffus une raction

Le P.C.L est la recherche de cer-démochrétiens qui, pour leur part, s'obstinent à ne pas vouloir ini en donner. Les dirigean qu'ils ont obligé démo-ahrétiens à traiter d'égal à P.C.L, mais, simultanément, pour justifier devant

che d'un accord avec une D.C. discréditée. conservatrice et corrompue
(et jusqu'à hier ils étaient les premiers è le soutenir), ils finissent par

démochrétiens plus de
responsabilité, d'esprit
démocratique il bonne conduite
qu'ils l'vent

M. Amendola soutient que l'ensemble
du mouvement ouvrier considère la
D.C. comme un grand parti populaire
et semme a pour la trensformation de l'Etat. Sciascia répond qu'il vaudrait mieux avoir queiques doutes sur
la détermination de l'ensemble du
mouvement ouvrier à construire sur
des bases pourries.

Tel est blen le nœud de la discussion : la nature de la D.C., et le fait
de savoir si c'est bien cet Etat, dans
les conditions où l'a mis la D.C., qu'il
faut défendre, avec ceux-là mêmes
qui l'ont-mis dans ces conditions, ou
s'il ne faut pas plutôs le leur arracher
des maios, fonder à nouveau
l'importatique que l'on en
voulu créer, après la leur du les
cisme, par la Constitution.

M. Lelio Basso, sénateur socialisie
et historien du mouvement ouvrier,
rappelait récemment que les catho-

et historien du mouvement ouvrier, rappelait récemment que les catho-

L'« optimisme » de M. Berlinguer

chent dissimuler le vague du nouveau projet historique de société (qu'est-ce que l'eurocommunisme?)

faiblesses, le le moment politique en les intellectuels qui manifestent critiques perplexité, le s'éloigner des grandes options du le souveier et d'être des extrémistes irrespondents. ouvrier et d'être des extremistes irres-

onvier el tretre des extremistes presponsables.

En somme, comme dit Sciascia.

In se pas d'accord, fe to pousse à gauche au P.C.L.

on le sait, il n'y a que des criminels, ou « des alliés objectifs de l'ennemn de classe, si la D.C. elle-même est devenue un grand parti démocratique et populaire? Le seul fait de se meitre à

expliquer d'où naissent la révolte et la

violence est, au dire de M. Amendola,

une forme de double jeu. Double jeu

entre qui et qui ? demande Sciascia.

Contre cette arrogance retrouvés de certains dirigeants communistes à l'égard d'intellectuels en désaccord

avec eux, mais qui toutefois sont pro
ches du P.C.L. un certain nombre de

voix, peut-être feutrées, peut-être chif
frées, as sont élevées à l'intérieur même

du parti. Dans l'éditorial d'un récent

numéro de Rinascita, l'hebdomadaire

idéalogique du P.C.L. M. Aldo Torto
rells, responsable culturel du parti.

désapprouve la ton d'anathème utilisé

par M. Amendola à l'égard de Sciascia,

et il parle 'de la nécessité de domner

des réponses politiques à ceux qui po
sent des questions politiques. D'autres

intellectuels communistes ont dit qu'il

est préferable d'indiquer avec clarté

les objectifs pour lesquels on invite à

combattre plutôt que de se fermer aux

apports critiques, en taxant de lâcheté

ceux qui ne veulent pas défendre le

système de pouvoir actuel D'autres,

encore, comme M. Alberto Asor Rosa,

mettent en garde contre le développe
ment de tendances modérées à l'intè
rieur du P.C.L. En somme, comme dit Sciascia, a si

liques historiquement considéré usurpation nation de papeuté n 1870. In la que le pape avait été déponillé de tout, qua réduit réduit de tout, qua réduit réduit de tout, qua réduit réduit de catholiques, lorsqu'ils catholiques, lorsqu'ils les sont comportés en occupants et en piliards.

Le dis se sont comportés en occupants et en piliards.

Le dis comportés en occupants et en piliards.

Le dis communités en la lactique, l'actique, l'actique, l'actique, l'actique, l'actique, l'actique i l'actique, l'actique i l'actiqu d'un ful permanent, stratégique, a on me peut donc plus le different un un

Et puis, le la des seuls intellectuels? Tou jours dans Rinascita, Gerardo Chiavomonte, présenté comme le numéro deux du parti, est réponse de la démocratique délaction de la démocratique de la cesur même de l'Etat, transformé en régime par la D.C., afin d'abattre la démocratie.

Portebraccio, qui écrit l'impariture d'une in the redoutable. Il base, l'illidans une réponse à un le liquities l'impariture d'avec l'injustices l'inju

pour expliquer la violence, des Brigades rouges, le refus, de la part d'un écripain d'une méri
, bouger, ne qu'un doigt, pour Réat.

s, bouger, ne qu'un doigt, pour Etat.

En somme, dure i longue polémique, encore blen loin de close, est en train de révéler l'existence d'un désaccord latent, qui ne se plus par rapport la ligne communiste, et qui largement non quelques proches du P.C.L.

Cependant, après mois nègomortellement longues, partis d'un programme qui déception d'un programme qui P.C.L n'avale pas couleuronne sur l'ordre problèmes économiques, il qui toutes, devront encore être confirmées. En particulier parce d'emparticulier parce d'emparce d'emp

OWNERS OF TAXABLE PARTY. Day D.C. w contraire. n'ont manqué contraire,
l'accord un purement temporaire,
P.C.I. l'opposition plus il

Le P.C.L hii imprimer mild'exemplaires d'une i la diffimalgré l'unités, i progrès ont accomplis au cours de ces années, et que ce hi le p.C.L hii D.C. qui le p.C.L hii D.C. qui le le p.C.L hii D.C. qui le le d'un programme gouvernement le cest en soi na tourrévolutionnaire. le parti le parti le populaire, l'exigence de popu-laire, l'exigence de popu-vernement. If que, surtout, le pire optimiste, en la M. Bou-kovski

FERDINANDO SCIANNA. (1) Or pe extrémistes en la la la cure

– Au Festival de La Rochelle —

CINÉMAS ET SOCIÉTÉS

E pleisir, a Le (1), peut-être le possibilité voir time cinématographies peu connues, méprisées, et, parallèlement, i faire le point sur l'œuvre prointiques proches, mais négligés par modes. Découverte et didactiame, curiosité cinéphilie, 🔤 semblent être les mots d'ordre 🛥 l'équipe 🔙 sélection 🚃

dirige le poète Jean-Loup Passek. Cette année, le cinéma italien 🔳 début 🚛 années 60 📷 fobjet 🕬 ération 🚃 🚾 marges, avac 🚞 📥 mages 🛚 📥 Bolognini, 🗀 🕳 tano Vancini 🔳 🚃 de Seta, dont en projeta, pour comparaison, 🛌 plus productions. It confirms de la sorte que Bolognini (on put voir quinze ses ilims) est un maturaliste préoccupé auriout les pessions plus troubles (pingrarie, cupidité, arrivisme, débauche, pédophille, acrétisme, la cuil disabusé disabusé du la cupidité de la cu angálisme...), qu'il dissimule. 🛮 l'instar de la 🚃 bourgeoise, sous les oripeaux chatoyante décors somptueux asolennels. A semblent arachnides neuséeux évoluent dans a value exquise de d'argent Une certaine vulgarité, maîtrisée, perle souvent ma films.

Avec Florestano Vancini (dont on vit la Longue 🚟 📨 43, 🔤 🔤 notre amour et l'Affaire Mattéottij, on passait | un registre | politique : celui de 🔳 critique 🔚 lascisme historique el de 📟 prolongements contemporains. L'œuvre de Vancini veut témoigner 🖿 la pressura des périls ; son style in narration, languide, mélancolique, exprime oureuse d'une génération pardua.

Perdus aussi, oubliés, marginalisés en hommes auxquels s'il Perdus aussi, oublies, marginaliss nomines auscipelles.

Sete, ratiiné, Bandille Orgosolo (1981), œuvre quesi etimologique qui, prenant appui sur une significative, présente sa dure la vie des bergers film juste titre, célèbre, on consteter, Le Rochelle, qu'il l'aboutissement d'un long travail documentaire métrages précédents, entre 1 1959, se le quotidienne prolétairee Sicile, Sardaigne profesure de poteurs des parties parties properts de la patrice de minerale. mineurs autre, porteurs au les du « miracle du « miracle difficant, au primées injustement, au montage direct qui privilégie l'émoignage sonore au montage images.

L'EFFET de réet en la technique du direct souvent, en particulier lorsque energistrées possèdent energistrées : Harlan Cuunty (1977), Barbara Kopple, qui démonte, 🖛 rapportent 🖺 grain des grèves 📠 📜 🚟 de houille du Kentucky, les lesqueis reposent, parfois contradictoirement, pouvoir syndicate et le pouvoir patrons américains; Torre Bela (1977), de Thomas Harian, qui réussit, en présen-

D'eutres time en de se de la d'une paeudo-fiction pour présenter, exemple, particularités du (Au-de)à plaines, Raeburn) ou menaces : réserves Xingu en (Raoni, il Jean-Pierre Dutilleux).

Une plus subtile avantages per du traitre pour subtile avantages du traitre pour S..., du qui effectue rere et un mainage, réflexion sur l'histoire de la un insoupconnée, sur ses lascistes, la mémoire populaire, l'alla la manipu-Thistoire Tous thèmes, de R. Dindo leur exemplaire,

plus remarquable militant,
gauchiste en général, est aujourd'hui par marxiame-léninisme; dégal, Chinois, encore effort révolutionnaires ... And Warm at Ja and un Autarcique de l'Italien Mane! Moretti (sur lesquels em reviendrons), marquaient, em humour, il stupétiante internationale fiction, seulement, un opposé, une Matières, Jean-Claude dépouille

pathétique représentation n'en que contres, un privilégié de propersentation n'en que pathétique représentation n'en que que contres, un premier pathétique retournée, parodiquement, au superfiction l'entre projetés (plus cinquante) présents (una projetés (plus cinquante) que projetés (plus cinquante) que

(1) Canquièmes contemporain, I juin-8 juillet 1977.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

ment du ministre.

nouvelles : H. Ahmed
Ahmed; ministre du port : M. Aden
Robleh Arcieh; intérieur : M. Moumine
Buhdon Farah; défense : M. Ahmed
Hassan Ahmed : finances et économie
nationale : M. Ibrahim Horbi Farah;
justice et ariaires pénitentisires : M. Ismaß All Yousson; sitaires étraignes :
M. Abdellah Hohamed Kamil; commerte,
iransport tourisme et ariation civile :
M. Mohamed Djama Klabe; fonction
publique : M. Ahmed Hassan Libon;
agriculture et production animale :
M. Idries Farah Abane; régies industrielles : M. All Mahamade

travaur publics :
M. All Mahamade

travaur publics :
M. All Mahamade

travaur publics :
M. Hassan Hassan Hamad ;
deucation nationals : M. Hassan Hussen
travail laba.

Et. Ballyador.

Et. Ballyador. (15 juillet 1977)

EL SALVADOR
(14 juillet 1977)

Président de la Jalique : général
Carlos Humberto Roméro; ministre II présidence : M. Julio Rracto II
présidence : M. Julio Rracto II
plenification et coordination pour le développement économique et social :
M. Roberto Chico Duarté ; affaires étrangères : M. Armando Leonidas Rodus : justice : M. Rasale Florez ; intérieur : M. Armando Leonidas Rodus : justice : M. Rasale Florez ; Florez ; finances : M. Roberto Ortiz
Analos ; étucation : M. Carlos Herreru
Rebollo ; défanse et sécurité publique :
M. Federico Castillo Yanes ; travail et
prévention sociale : M. Boberto Escobar
Garcia ; agriculture et élevage : M. Rutilio Agadiera : santé publique et assistance
sociale : M. César Angusto Escolania ;
travaux publics : M. Leon Rivos Duvan ;
secrétariat particulier à la présidence de
la République : M. Félix Castillo Mayorga : secrétariat privé à la présidence de
la République : M. José Napoleon Agre-

de la présidence de la République : N. de la République : N. de la Pineda;

République : N. Pineda; BEAT MICHIEL

A fufflet willis

prisident du gouvernement : Adolfo
Gonzélez; vice-présidents :
MM. Fernendo
politiques). Heutenant-général
(défense).
Quintana (affaires économiques)
ministre étrangères in MorLavilla;
Fernandez Ordonez; : M. LanLavilla;
Villa; : M. Inigo
; ladustrie :
M. Inigo
; ladustrie : M. José
Liado Fernandez-Urruita; travaux publics : Josquin Garriquez
i : Josquin Garriquez
M. Jimenez : M. José
Manuel Otero Novas; santé et Securité
socials : M. Farique Sanches de Leon;
ministre adjoint aux régions : M. Manuel
Closero Aravolo; ministre adjoint au
Ignario Camufias.

Circles législatives du 17 mai 1971

Nomb : 2236 293;
nombre de : 1771 726; bulleting
nuls :
primés :
Répartition

parti libéral et
sièges; (parti et
majoun) : 22 sièges; Dash
(mouvement pur changement) : 202 265 volz 15 sièges; parti
national religieux : 160 787 volz 12 sièges ;
front du

ot l'égalité : 80 118 volz.

Raieges; Agoudat : 33 947 volz. 2 sièges; Shelli : 27 281 volz. 2 sièges; Poeled Agoudat : 23 571 volz. 1 siège; arabes : 24 185

I alége; mouvement des droits civiques (Ratz) : 20 521 volz. 1 siège; Platto
(Ratz) : 20 521 volz. 1 siège; parti des libéraux : 35 049 volz. 1 siège; parti des libéraux : 40 52 volz. 1 siège; parti des libéraux : 40 52 volz. 1 siège.

meificrat II · (20 juin 1977)

Prisident du consail. M. Menchem Be-gin; uinistre des affaires étrangères: M. Moske Dayan; finances : M. Simhe Ehriich; intérieur et police : M. Vouse! Burg; commerce et industrie : M. Ygal Rormitz; éducation nationale : M. Zevou-lon Bannar; cuits : M. Akaron Aboulus-tins : intérnation des immigrants : sing; intégration des immigrants; M Dassd Lévy; agriculture: M. Ariel Sherow; habitat et écologie: M. Gideou Patt; énergie et planification; M. Itzhak Model; senté: M Elisser Shostak

PACS-SAI (Continue Highwitten der 25 mai 1977)

o GOUVERNEMENT TURC. — A l'acue des élections tégislatives du 5 juin dernier, le gouvernement composé par M Sulent Ecevit (et dont nous aviona publié la liste dans notre numéro de juillet) n'a pas obtenn l'investiture du Parlement. Un nouveau gouvernement formé par M. Demirel, chaf de la coalitior de droits, a reçu l'agrément du Parlement le 1 audit (vair le prochain numéro).

LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE

de Monde

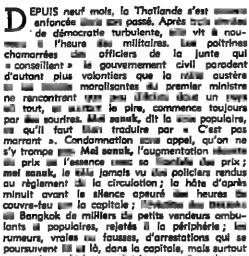
Pour parents el amis résidant outre-mer et l'étranger

LA THAÏLANDE

Ou la fragilité de la manière forte

Le régime de démocratie guidée Instauré depuis neuf mois à Bangkok dresse contre lui des oppositions disparates annonciatrices de graves bouleversements

Reportage de MARCEL BARANG



en province; la lecture in journaux al prudents...
On continue in vivre, cependant, dans le tintomarre d'une circulation pastilentielle, au bord il lengs dux eaux glauques. In infinitielle sont calmes, trop calmes peut-être; les il de les flasques de il il il il de parier politique il les flasques

Nouvelles incertitudes

DOUR un peu, on se croirait must aux temps fâcheux de leur a dictature bonhomme». La province somnale d'un must iocalement troublé par la grandes manaeuvres militaires, de coupé main de maquisards de la inclidente de frontière. Le peuple, qui avait repris la parole de la balbutiait, de la la regarde du câté de la coupé de la premier ministre de la câté de la cours de la cours de la calculation de la cours de la coupé de la câté de la coupé de la

Dějà, cui février, civila militaires avalent manqué une une coup d'Etat. La une victime, l'occurrence, fut a journaliste, Norman Peagam, correspondant à Bangkok a l'hebdamadaire « Far Review », qui rendre compte de ces frictions qui expulsé manu militari.

Deux me plus tard, le la torpeur poisseuse de pleine de la sèche, un poignée de la latin de la proche province de la copitale de la proche province de la copitale de la co

être le calme. A heures, secrétaire genéral le centrale (N.S.C.T.)

cinq genéral le police (N.S.C.T.)

cinq genéral le résidence du premier prinistre, le le sont arrêté (sur l'ordre de centraler, semble-t-il). Un peu plus tard, le foscistes s'emparent d'un défoncent le policiers pénètrent de l'université, agitant un drapeau blanc, parlementer le manifestants. Des pour le éclatent, tirés apparement de l'intérieur. Un policier tombe, le signal de la tuerle.

C'est le signal le tuerle.

Qui a tiré? Tous les manifestants rescapés que le coons pu interroger le unanimes : il n'a pu s'agir que d'une provocation, le par le cux Krating Daesg, par d'autres au se sons il me d'autres au l'accident le général Witcon Yasawat, le d'autres enfin à un mystérieux, d'autres enfin à un mystérieux, d'autres chân à une unité marine...

Les policiers s'engouffrent Thammasat ripostent. Côté fleuve, de manifestants ont pu quitter avant l'aube (les policiers fermant les yeux), de ceux qui, oprès le début de la fusiliade, tentent de s'enfuir sont de par les de automatiques la B.P.P. Thammasat, qui de fuir sont pur en écharpe par la foule, qui de fuir sont pur en écharpe par la foule, qui de fuir sont pur en écharpe par la foule, qui de fuir sont pur en écharpe par la foule, qui orrache les biessés aux ambulances, les de coups de la sou d'épleu de preus, bâtonne des pendus, urine sur un codavre devant un visages hilares de horrifiés.

(e nous sommes in train s).

Cette violence extrême durera in bonnes heures. La police, disent in témoins, i faire la meute ou n'intervient un mollement.

Le prince haritier, and de Thomnoon Thienment in the more de l'air Dawee Chullasop, in maréchai de l'air Dawee Chullasop, in maréchai de l'air Dawee Chullasop, in maréchai de leur intervention in les renverra dans leurs foyers.

Tuerie à l'université et coup d'Etat



Pour tenter de comprendre en qui en aujourd'hui, il lan un retour en la lan un retour en la lan en la la la la lan en la lan e

krit Promot, avalt

cartain point — résister pressions et contradictions croissantes. Lui, velléitaire, disposé à satisfaire le monde, ne faire l'unanimité mécantents. Le l'aile gauche de son parti démocrate, appuyée par pression étudiants progressistes, ouvriers organisés, réclamait devantage réformes une réposte aux intrigues clans d'aire citques d'roite.

L'alle droite du parti filitait avec imilitaires le palais. Les forces armées, divisées, me réanmoins d'accord pour déstabliser le régime : chaque clan s'efforcerait ensuite ravir pouvoir séparément. Les foscisants, défenseurs autoproclamés la la nation, du roi la la religion », gagnaient la jour en jour en influence. Les la rue, imanifestations progressistes terminaient le plus en des grenades i fragmentation balayaient la foule.

Dans bipolarisation croissante, la devenu ingouvernable et largement ingouverné. Les facteurs de plus furent assurément tentatives des anciens dictateurs Thonom Propat rentrer en Thaïlande. Le maréchal Thonom essayait une première fois, fin 1974 : If fut promptement refouté Singapour. ce fut le tour du maréchal Propat, 1976 : étudiants se mobilisèrent, une fit deux plusieurs graves leurs rangs. Le maréchal reprit son à Taiwan, non étre recu par

Edité par la S.A.R.I. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

18.

Împrimerie du « Monde » T. des Italiens

S. r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous arti-

Reproduction interdite de tous arti-

Commission paritaire journaux

Le III septembre 1976, le man du mandi Thanom, qui har la ordonner moine pour la circonstance, la mandi mouveille la de boucilers. Le gouvernement la tergiverse. Le premier ministre, fort critiqué, la sa soin, puls la reprend. Le 29, un la débudiants et la trovailleurs dans la banileue de Bangkok exige le départ de l'ancien dictateur dans la trois jours. En voin. Dans la premiers jours d'actobre, la nouveille manifestation déroule jour nuit devant palais royal puls à l'intérieur la l'université voisine la gauche démocrate. M. R. Seni forme, la octobre, un nouveau gouvernement, lequel principaux représentants de la droite ne figurent la La gauche du parti triomphe. Son succès sera bref.

Qualques jours plus tôt, le 24 septembre, militants progressistes qui collaient diffiches hostiles à Thanom dété battus puis pendus par une patrouille de policiers province. Nakhon Pathom, près Bangkok. A présent, une compagnie théâtrale étudiante mime devant monifestants Thammasat la pendaison des deux jeunes gens. La droite publie des photos retouchées des provinces des fait de traits du prince héritier. L'extrême droite crie au crime de lèse-majesté.

Un « coup tordu »

DANS L solrée du l'acratembre, l'imilitaires — une centaine dans l'acratement d'écratement d'acratement la radio forces blindées, où le colonel l'imilitaire d'extrême droite, proche parent la reine) et, notamment, la reine) et, notamment, l'université Kasertsart de Bangkokk, relaient au pour réclamer que justice au peuple d'exiger le départ mauvois ministres. « la darmez patriotes, clament-ils, s'apprétent à l'imistres. « la darmez patriotes, clament-ils, s'apprétent à l'hommasat, il fout régler comptes aux gauchistes. »

minuit à deux heures du matin, plusieurs milier devant l'université, le pacifique étudiants poursuit, grilles closes. « J'ai quitté les abords de deux heures un témoin. Un quert plus terd, sur la mé de bord de voiture, Uthan annonçait que des tirés. Il narquait les policlers — « Le peuple a décidé d'agir parce que vous ne faites rien — et encourageait les Krating Daeng Daeng à passer aux — » (Les Krating Daeng Daeng à passer aux — » (Les Krating Daeng miliciment anticommunistes qui se sont fait spécialité destruction physique de gaurieur d'ISOC, l'organe central la lutte anti-insurrectionnelle, le colonel Sudsai Hasdin.) Mais ce n'est que quelques heures plus tard, au petit motin, que massacre

Les coups de le entendus pleine nuit ont apparemment tirés le l'autre côté du fleuve phya, auquel l'université lu lu officier supérieur d'ISOC nous confirmera que le plan de la consi politiques > l'autre du matin : « Nous avions posté des tireurs du matin : « Nous avions posté des tireurs l'un sur l'autre rive

du l'ann. Mus. s'el Thommeset, des policiers, qui s'en le pas el avertis, se sont mis à ripester i nous avons du maiorité des l'alleurs sement, il semble que la majorité des l'alleurs sur le campus ne se rendent compte de rien.

les ce temps, du premier ministre, les controls train. L'officier il 100 explique rule e de la la ses e mis politiques » s'est « rendu devant Thammosat après minuit. Il s'est aperçu que la la control extrèmement tendue, qu'il faliait faire quelque chose. Il est de la control de la

Qui peut être « chef » mystérieux? Au matin, il la radio forces biindées, un lieutenant-colonel, Salam Bunnak, chef du Kongparb, une mais spéciale la police thailandaise, expliquera qu'il s'est rendu dans la auprès du premier ministre pour qu'ordre la police d'arrêter la manifestation étudiante, mais qu'il a été éconduit. Toutefois, source proche de l'ancien premier ministre, au cernier a mais le lieutenant-général Charoenrit Charatromran, commandant de la B.P.P. — Le l'entre par la C.I.A. patronage de la la reine — pur pour la lieutenant du la la s.P.P.

L'officier d'ISOC poursuit : « Nous la confronle la confronle donc la police mettoyer l'unicoup tordu (a trick) — la se puis vous dire
lequel, la la parfeitement réussi. »

C'est l'alle 6 heures, la B.P.P. — la

police régulière de l'université. Devant liers 💌 personnes, vibrant d'une ardeur hystérique nourrie par 🔙 radios : pour l'essentiel, ce 📺 nervis de divers d'extrême droite. divers services police, certains brûlent prendre leur revanche la l'affront tois manifestants qui ponctuèrent 🖾 chute 🍱 la Thanom-Propot, III will use nuée de « 🗪 🖷 village » qui, contrairement û leur plus de trente-cinq ans, pas nécessairement villageois, il i l'apolitisme proclamé i u un i mouvement s'est surtout développé depuis la mi-1975 (en temps que le Nawapon, mai-1975 (en masse » d'inspiration nationalsocialiste, 📰 📠 Krating Doeng) unum la caution du palais. Qui a convoqué les ce matin-là ³ (Qui, au demeurant, a convoqué la B.P.P. w d'autres unités?) Au niveau national. dépendent de la B.P.P., qui assure leur formation 🔳 leur encadrement; au niveau 🖮 Bangkok, du gouverneur de la capitale, M. Thamnoon Thien-ngern, et de la de la droite

Les dirigeants de la manifestation : ils proposent se constituer prisonniers si l'université peut

Une tentative préméditée

FNTRE-TEMPS in the slège sons désemparer deputs in de la matinée. Les militaires du cabinet, notamment in général Chatchaï Choonavan, ministre in l'industrie, soutlement la droite démocrate, avec le espoir de le la parti démocrate pour accéder na pouvoir. In seront repidement évincés, le le Pusy Ungookom (1), alors recteur Thammasat, M. R. Seni Pramat finit, dans l'après-midi, par accepter in remanier son cabinet pour y intégrer droite, mais il unte militaire prend le pouvoir la la l'amiral So-ngad Challowyoo, l'ancien commandant de l'amiral so-ngad Challowyoo, l'ancien commandant de Consell de réforme administrative (National Administrative Reform Council,

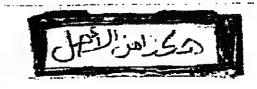
Bangkok, Le Parlement dissous, la bangkok, Le Parlement dissous, la bangkok, Le Parlement dissous, la chrogée. Toutes réunions linterdites.

Les mouvements Krating Daeng Nawapon s'autodissolvent (sur papier en mi cas). Dans heures jours qui suivent, plusieurs milliers d'arrestations opérées. La censure est place. journaux, qui plaines photos scènes sanglantes de la matinée du septembre, sont soir. Une douzaine périodiques qualifiés progressistes interdits, leurs rédacteurs inquiétés, jetés en prison. Indicaines milliers livres brûlés sur la place publique. Bangkok s'installe dans la peur et répression.

La junte aurait souhaité, semble-t-il, maintenir M. E Seni Pramot à la du gouvernement, mais celui-ci refuse. Deux jours plus tard, e 8 octobre, la pression du palais, un juriste peu connu, Thanin Kraivitchien, forme e nouveau gouvernement, « » par le NARC. Officiellement, le massacre aurait fait quarante morts, dont deux policiers (2). En réalité, le

(1) Pury Ungpakorn, urs public du 14 bre dernier à Londrez, in Information Bulletin, n° 4, 6 décem 1976, polycopié, Union Democratic Thais, Paris/Londres.

La chiffre est étonnant si on officielle selon laquelle étudiants étaient fortement armés et ont accueilli les policiers par des tirs nourris.



\rresta

disc

The second secon

A Additional

fleeter

bilan atteint = pius de deux cents morts » : c'est l'indication donnée il l'hôtel de ville le soir même (3) et reprise dons un rapport confidentiel odressé oux province.

Qu'il se soit d'une tentative préméditée, soigneusement orchestrée, in fait aucun doute. A Chiang Maï, à la même heure, des éléments d'extrême droite présentalent l'université et, après une fouille précise la locaux, se contentoient in brûler in livres et des documents
< subversifs >. Dons une ville universitaire du centre, Khong-Khaen, les arrestations d'étudiants : Procommunistes » auroient commencé dès le Les événements ont véritablement les villes population étudiante. Ailleurs, l'indifférence ou l'ignorance

Seuls parmi les responsables et participants moins directs des événements du matin.

■ droite du parti démocrate (MM. Samak Sun-tarawet, promu ministre de l'intérieur, ■ Thom-Thien Ngern, gouverneur de Bangkok) et quelques membres M Nawapon (M. Thanin aurait, dit-on, appartenu mouvement) il tiré parti du ma d'État de l'après-midi et se ma retrouvés promus dans le nouveau gouvernement civil. De l'avis il nombreux observateurs, la médiation du palais parait seule à même d'expliquer un tel



Le por no de la Thanin III de la Han comme isolé. Il soutien du palais et 🐸 lo poign gradés du hout ont formé la junte. Hormis la droite démocrate, il est constitué presque exclupersonnels, univer-

aliah et juristes. premier ministre. De larges prin la droite militaire — représentant militaire ille plus influents — n'y le gouvernement et la junte vont tenter d'élar-gir leur le le politique en désignant le membres d'une de législative (IIIIIII) qui comprend un majorité de legislative (IIIIIIIII) qui divers professions of the régions, divers politiques de droite. Premier la nouvelle est blen en deçà de ce l quoi pouveit s'attendre », hau le « Bangkok Post », quotidien de langue anglaise qui dilite genéralement la point de vue des milieux d'affaires pro-américains. Cette assemblée, met les pauvoirs législatifs well étroitement subordonnés aux décisions de la junte et de l'aliant civil, n'est, l'expression d'un diplomate, « guère un qu'un forum supplémentaire les luttes d'influence qui un la ploie la régime

Loin de favoriser un début de consensus, les LIDATI DE la nouvelle équipe poroissent vouloir alièner une les contres poroissent qu'elle qu'elle pourrait espérer raillier. Le minimum de l'intérieur. M. Samak Suntarawet, qualifie la police 🐱 « mafla » avant 🔝 procéder 🖥 une épuration 👪 ses dirigeants. Depuis, il a neu 🚟 maraca Le premier ministre a déclaré la guerre II la drogue, la corruption et au communisme », Livre blanc publié de la fin actobre par le limit efforts plus et moins éner-giques seront faits en ce sens : ils ne réussissent qu'à gêner de établis — quand ils ne la comoufient de davantage. Ainsi, diverses sources thailandaises et oméricaines, a principal bénéficiaire des trafics d'oplum convoyé du < triangle d'or », dans la nord du pays, ne le le autre qu'un des « hommes forts » de la junte. Les arrestations massives du 6 octobre et des

Arrestations massives et couvre-feu

jours suivants (quatre — in officiellement, jusqu'à dix mille selon d'autres sources) et des initiatives intempestives dirigeonts leur im forgé image de marque peu enviable. La premier ministre fait d'un anticommunisme que certains, même & droite, jugent « primaire ». Divers milleux remembers s'offusquent annu de sas penchants xénophiles (ne lui reproche-t-on pas d'avoir épousé um Danoise ?) que 🗪 péripéties 🍱 📟 📭 privée qu'ils lui prêtent, 🗓 🔤 ou à raison, au contradiction use se réputation d'homme intègre, vertueux et intransigeant sur les principes. Sa volonté et lancer la Thaîlande sur un cours de « démocratie guidée » aboutissant en 188 à un de c travailliste à la III parail de ceux-là ceux-là qui, a d'un grand attachement institutions démocratiques, admettent mal d'im manuel de longtemps i l'écart du pouvoir. En puritanisme militant diversement apprécié. Les Intellectuelles s'inquiètent idéologique les universités ; la démocratie » n'y que l'égide d'instructeurs nécessoirement Julia guerre psychologique...

Les « cages à chiens »

PLUSIEURS diplomates occidentaux émus im maladresses », Au demeurant, im autorités un fait im allum au fil des unes pour présenter une image plus le Les patrouilles de soldats policiers en formation de tir su la trottoire et ul la piace au bout d'un a quelques fuells mitraflieurs montés pur jeeps qui rodent dans le durant le couvre-feu, lequel le le reporté le minuit le I heure du matin. La nouvelle muse d'arres-tations redoutée par les milieux d'opposition ne s'est pas produite. On me parle plus officiellement comps == rééducation > par isi délinquants collitiques: des = Willia de rééducation > sont

d o n n é s cependant, l'occasion notamment d'offensives militaires. Les autorités centaines de Thaīlandais qui um jugé plus prudent L s'exiler, de rentrer L qu'ils seront inquiétés. Elles ne parviennent pas a convaincre : la la la la de faire état d'arrestations la Bangkok, on la communément que celles-ci un poursuivent (il maurait eu notam-ment une rafie à Thommosat un janvier); quand bien num la bonne foi du régime ne mantr en doute, il l'avenir et trop incertain : va-t-il la lorsqu'une autre équipe viendra au pouvoir?

La quasi-totalité de quelque mille perrelôchées, le plus mant au coution (versée, certains cas, por le elles-mêmes). politiques (dont le secrétaire général du N.S.C.T., Sutham Sengprathum) encore officiellement incorcérés, 🚃 🗎 📨 égard, un test 🏙🖘 de sa bonne foi. Leur procès s'est tenen le mois dernier à Bangkok. Jugés à huis clos, le sont passibles le la peine de mort. En outre, des Informations convergentes font Incl du Mainte clandestin prison plusieurs de pects certains deputs d'ISOC contigue au autre numéro a du CID la D.S.T. thailandaise — au Soï Setsiri, dans a quartier in Bangkok, dans au condi-tions volsines in celles des tristement notoires tigres » vietnamiennes il naguère (4).

A Thomburi, 🕍 ville Jumelle 🚻 Bangkok, 🚃 prison musi rusus aurait ill mise en service en octobre demier, les le quartier le Bong Kunnon; les centaines de prisonniers politiques qui y seratent confinés (cartaines parient Number sur aucune IMI III (5). En l'état actuel 🜬 choses, 🖼 informations ne peuvent être contrôlées, davantage que la allégations et la sévices qui auraient sur des détenus, sur pendant les premières semaines de détention, notamment au mary 🖨 Bangkeen, près de l'aéroport de Bangkok. En tout cas, l'affectation par le gouvernement de millions de l'aéroport de construction de l'aéroport détention et, occessoirement, il l'entretien prisons, existantes, n'étalt 🛌 🖼 pour www. = climat de conflance.

l'actuel commandant en chef in l'armée en terre (pourtant lui-même membre du IIIIIII

En fait, cette vue très simplifiée ignore d'autres divisions en clans et cliques qui sont fonction notamment de rivolités personnelles et dont les alliances se font et se will au gré circonstances. Dans contexte, la tentative de putsch- manquée du Chalard amis prend tout son sens il évident que habitué de force n'a pu lancer la conquête du pouvoir sans de part d'hommes plus influents.

Compte tenu des chassés-croisés et renverd'alliance perpétuels, il la hosardeux de risquer prédictions. Toutefois, l'hypo-thèse plus plausible et la plus fréquemment retenue celle d'une prise du pouvoir de faveur d'une démission du gouvernement. Peu après retour d'exil Taiwan, Moa — e le porc >, c'est le diminutif = affectueux > que donnent les Thaïlandais l'ancien dictateur —
par le roi. Il lui aurait par qu'il
n'avait l'intention de revenir au pouvoir dénégation qui ne convainc personne. « La ques-tion qui se « ujourd'hui, » disait un diplomate asiatique à Bangkok, 📹 🌆 savoir si Propat osera se faire catapulter au-devant de la — ce qui ne correspond ni à ma tempérament i ma mèthodes, — si, plus habilement, il mettre en quant une personnalité 🚚 🖚 »

Name according to the second passé un accord en ce en avec l'ancien premier ministre M. R. Kukrit Pramot, seul homme d'Etat d'envergure capable d'itri accepté tant par le polois que 🚃 📭 moiorité 🏗 civils et 📰 militaires, pour ne rien de milieux internatio-Un autre condidat possible, me moins satisfaisant pur tous, il la succession éventuelle M. Thonin, serait le maréchal la l'air retraite I Chullasap, proche in haut mondement i moins que, i continuent de le unit membres un l'Assemblée, le gouvernement Thonin réussisse, i compromis, durer assez longtemps pour la pression internationale aldont, des élec-

Le « principal féodal »

partie qu'arbitre de conflits, rôle dangereux de la li s'aliène ainsi le volontés. L'observateur de retour en Thailande après octobre 📦 frappé 🕶 🖦 🖦 discrédit complet 🚔 la monorchie dans 🐚 miliaux cultivés 📟 la capitale, non seulement parmi les imiliation plus ou man progressistes qui per toujours émis de réserves le rille le souveroin dans les événements du 14 octobre 1973 — fait nouveau — parmi 👪 larges couches socioprofessionnelles, qui ne comprennent pos que la roi ait cautionné par son silence la boucherle

Un jeune leadler rencontré au hosard d'un ement dans le Nord n'hésitait pas à 🛶 nous quelques-uns 🏎 ses amis 🔤 propos încendiaires sur la souverain qui, un d'autres circonstances, lui vaudraient, dans le meilleur de la prison à vis. Le mariage précité du prince Wajiralongkorn avec sa cousine, tragiques événements d'actobre, a les diversement accueilli, parmi le petit peuple de la capitale. Des le provinces, il est vrai, le souvemin disserve une espèce in tile initiali et les fréquentes visites héliportées de la famille royale dans les colons les plus installes du payment interna à entretenir une popularité qui, 📺 ville, a 🐃 long feu. En dépit 🏭 silence total 🗺 autorités, de l'année, des trains un les charges années les les les les Chiana Mai, dem le pard souverain s'apprétait à visiter.

e il faut sauver la monarchie maigré elle 🖦 conficit récemment à un ami em personnolité royaliste On n'a la dent plus dure envers la roi, la reine, leurs descendants entourage immédiat que dans certains solons monarchistes 🔳 la capitale, Sans 🖿 faire l'écha 📺 commérages 📟 désobligeants, voire injurieux, notons intrigues Cour ne le cèdent en rien au byzantinisme des militaires et and querelles 🖦 civils plus ou moins proches du gouvernement. De ces clivages il 🚥 mai 🛥 m parler publiquement et, faute m pauvoir m évaluer il leur juste valeur, la tentation 📰 grande, dans 🖮 nombreux cercles, d'en exagérer

Le parti communiste 📠 Thailande (P.C.T.) n'a 🔤 🔤 le dernier 🛚 s'apercevoir 🖿 la perte 🖿 prestige nouvelle de la monarchie. Depuis quelques mois, m radio clandestine, a la Voix du peuple Thatlande », dénonce le « principal ad », le « chef 📶 féodaux », 🔳 se dispense d'utiliser la formule compliquée qu'il 🚅 d'usage d'employer pour désigner Sa Majesté. Assurés temps in politesses in révolu en Thailande, les dernières Illusions d'une transformation de la matte per im moyens pacifiques

l'importance.

Rivalités de clans et discrédit de la monarchie



Liegu d'arrangements précoires quelques civils. 📰 🚃 fracdes forces armées, NARC, de pouvoir élargit substantiellement so politique, s'est fullies. En dépit 🖮 dénégati offi-

ses compole premier in l'ann inc consocrer une bonne part de ses efforts il colmater les brèches.

En février, la « commission anticorruption » rendelt publique sons précvis 🖦 conclusions d'une enquête selon lesquelles le commandant du guerre spéciale de Lopburi, près de Bongkok, an seroit rendu coupable d'une bohts (100 000 dollars). Les militaires es aussitôt pris et es pour général. Après compromis, celui-ci a antique dans la Sud, et le président la la commission remplacé par una personnalité plus compréhensive »... 📠 factions de la droite 🖃 de l'estre droite civiles écartées du pouvoir entendent, semble-t-il, prendre leur revanche.
Pour avoir violemment critiqué le gouvernement,
plusieur journaux (doni celui de
l'ancien premier ministre, M. Kukrit Pramot) ont été suspendus et la radio des forces blindées

Krating Doeng man ont récomment de politique ». Compte tenu de l effectifs, leur man n'est guère Mille mel elle alle leur désenchantement, commun une partie E l'extrême-droite. Quant mus « manta village », ils "l'enjeu d'ôpres d'influence entre d'orite d'influence gradés. Des tilmentom se siel fait jour également une les inde principales pues and a partie droite discourse

personnelles et luttes de se troduisent, comme il tradition, par une d'empoigne économique. Les interes en place sont de l'aller retranchés que toute décision peut de rapidement contredite, annulée ou reportée; faute de protections suffisantes, les burecucrates as se hasardent guere à prendre de : d'où un incohérence et une apathie qui ro , plus encore qu'auparavant, le (mois aussi parfois la fortune) des milieux d'affaires, notamment étrangers. Les granes d'Air Siam, la manufi compagnie aérienne nationale, morte deux fols en six mois de sa belle mort, en seel un exemple, de même que les ordres et les contre-ordres du ministère des transports qui se heurte à forte partie dans la réorganisation de compagnies l'auclus urbains.

Sous Sous opporences d'entente cordiale, des plus déterminantes déchirent les forces amées.

Traditionnellement, de terre jouait un rôle politique prépondérant, et défaisant

les gouvernements. Avec l'éviction des maréchaux Thonorn of Propot a gate fin to lead des Artison déport, le partie so d'habite. opporaissoit comme was successeur natural mais est mort d'une print cardiaque en irmi 1976. Les leathers ont fleuri de plus lette qui la let 🗷 l'influence de l'aviation de la marine, aujourd'hui intégrées il la junte au pouvoir.

Le 6 octobre, plusieurs factions minim s'apprèprendre i pouvoir, i i pluport des observateurs. Certaines furent vraisemblable ment prises de mail par l'initiative in l'extrême droite civile. Sans multiplicité d'ambitions manufa confirmée par 🕍 🖙 molheureux 🖮 🚈 🖼 généd'extrême droite, anciens de la dirigeoient les différences de la dirigeoient les dirigeoient thatlandais : les vainqueurs du jour les curcless inte en demeure du chaisir mans se fairs mains (solution adoptée par le général Chalard, celui-là militar qui militar à nouveau latter et chance en dernier) ou prendre le premier en en partance (en qu'a préféré le général Witcon Yasawat, qui s'est ainsi retrouvé à Tokyo 📫 👊 l'a mentre prié de « superviser les activités des Smittarin iferfiniebilt »; H q fill inmirfal & Bongkok en février). Le général Chulard ■ été exécuté pour « haute trahison » quelque temps oprès en demière insulie molheureuse

sources diplomatiques, l'initiativa du coup d'État d'actobre misse revenue à généroux de l'ormée de mm qui, faute de pouvoir s'imposer il eux seuls, auraient tout am appel m haut commandement.

Toutefols. militaires tballandals, on the c'est le qui, pour devancer ces généraux, a haut commandement d'intervenir. Le haut commandement, qui regroupe les dirigeonts des inne armes, est composé de gradés par des fonc-Illum amendmental honorifiques, il a manifi ce qui a porté à vingt-quatre a nombre des officiers du NARC.

Mais mette combination ad has était précaire. Ropidement, se mi foit jour en son sein. L'enjeu fondamental d'introuchefs l'amée. Autour du général Yot Thepasidin, commandant en chef adjoint la commander la chief), la élé-ma restés la plus de la cu marêchai Prapat (véritable « homme fort » de l'ancienne dictature qu'il fût officiellement sous les ordres du maréchal Thonom) ent favorisé la misur 📥 maréchaux dans un illulia les : accélérer la décomposition de gouvernements démocra-tiques; se des réalignements de parmi militaires. Le premier objectif a mi minimi : s'il n'en par encore in même par la cond, il semble par ma cossez in a cond cond. plusieurs proches de milieux militaires affirment que 🖿 groupe Propot a la 📺 en Pour la commodité de l'analyse, un service reste clique deux and factions principales Kriangsak Chamanand (6), et celle 🖮 militaires e professionnels », qui préféreralent » pas inter-venir » la affaires politiques, « la la porte-dropaga » III la général Serm no-Nakhorn,

L'influence communiste et la lutte antisubversive



A Bangkok beaucoup se sont mis à l'écoute régulière de la radio clandestine (7), qui évéde la capi-■ du reste du - dons un délai inférieur à guarantehuit lumber Line s entendent clairement d'un

bout # l'autre du étudiantes, poèmes, plèces commentaires, dans un roygume : thai qu'an dit remarquablement pur divers réglanaux. Les anciens dirigeants étudiants progressistes qui s'y expriment ent ene un professeur l'université Chulalongkom, Bangkok, qu'i bien connu certains d'entre eux.

C'est par centaines, voire par milliers — quatre mille à huit mille, selon 🛏 estimations 📟 plus - que les étudiants plus ma progressistes, dirigeants in militants ouvriers de la dirigeants dans les maquis in lendemain du cottobre ou ont passé in Mékang Laos pour échapper à la répression. D'autres, plus fortunés, se ger, en Europe, aux États-Unis; certains, parmi

(3) Georges Helby. Thallande : les morts, les isparus : la fallite », Afrique-Aste, 27

1976.

(4) Les de des plus archalques dans l'ensemble Le premier ministre lui-même, prisonniers l'ensemble leurs chiens et chais ». Il citait le cas d'une cellule où vingt-cinq personnes étaient entasses : Elles ne prupent même pas l'asseoir conformées : Elles ne prupent même pas l'asseoir conformées :

rejoindront par la détournées hommes de la forêt ». Mais plus nombreux 📟 📟 ceux qui, par choix ou faute 🖷 savoir où fuir, 📟 restés à Bongkok : ils 📟 repris la à l'université ou cherché un emploi. « Ils veulent e faire oublier, eux eux ne pas près d'oublier », dit ce professeur, qui ajoute qu'un mouvement de résistance passive perceptible dans plusieurs établissements. Certains publics publics on ouveau furtivement slogans < gauchistes >...

(Lire la suite page 18.)

d plus forte raison s'allonger pour dorBangkok.

| Halby. | Ce groupe semblait diminuer
| mars. Elle serat encore | par le départ
| du général Kriangsak |
| qui | se rendre aux | pour s'y faire
| soigner, dit-on, d'un cancer à |
| (7) Cette radio, qui émet sur 31 | 49 m de longueur d'onde, tilffuse | fois | jour un en thal.

(Suite 17.)

Le P.C.T. est le grand bénéficiaire 📾 cette situation. Des dirigeants étudiants, auvriers, paydes hommes politiques socialistes, qui quaient parfois m réticences marquées envers certaines positions du parti, m sont ralliés i lui. pronent aujourd'hui la lutte armée et la « résistance par 🔤 🕍 📷 » au régime Bangkok donnent une consistance nouvelle la politique uni du P.C.T., plus évidente jusque-là sur le popier que dans 🔤 faits.

Du certains débats théoriques qui divisaient la gauche thailandaise 🔳 🚾 simpliou dépassés : la possibilité d'une transformation pacifique, réformiste, 🔳 la société thaïlandaise relève pour la plupart désormais du domaine des illusions.

La lutte per la justice et l'égalité, seule motivation de la plupart de étudiants avant octobre, s'est enfoncée dans impasse sanglante : la ratonnade 🏭 Thammasat », notre interlocuteur 🔝 Chulciongkom. « Les étudiants ont payé cher la leçon, mais ils l'auront retenue : seule la lutte armée **m** à l'ordre du jour. Le retour en force des militaires a IIII aux stratèges I l'anticommunisme III de leurs traditionnels : l'espair pouvoir un jour « troisième force » qui ferait pièce, dernière instance, au communisme pur 💵 du du P.C.T. Est-ce III un IIII fruits IIII expériences

Simultanément, l'heure n'étant plus oux divique les Wall plus large union, on peut que les Wall plus large connaîtrait le parti III murant III mis un sourdine. Les premières inforfiltrant à Bangkok au l'accueil fait nouvelles dans les maquis n'ant manqué 🌃 tempèrer l'enthausiasme de 📭 qui escomptaient un assouplissement rapide » parti : cinq and après leur arrivée an manage Il semblait les commençaient seulement d'être intégrés aux unités combattantes; 📟 laps 🗀 🚥 auroit 🎳 mis 🗓 profit leur donner un formation militaire et idéologique un les lignes un par le parti. Néanmoins, il resu vraisemblable qu'à plus un moins long communication differents, venus d'horizons politiques de quoique volsins, auront en retour une influence non négligeable 🚃 la formulation 🛝 la politique du P.C.T. Délà. les milieux progressistes 🐱 Bangkok, 🚃 parle 🗯 l'éventuelle formation d'un gouvernement révolutionnaire — hypothèse i plausible pourtant dans l'immédiat, i le terrain, s'il favorablement pour le populaires, encore join, semble-t-il, il devoir basculer en

A progression communiste em pourtant in-La contestable. Des us lendemain du la actobre, l'armée populaire de libération (A.P.L.), bras armé du P.C.T., u intensifié ses coups ille main. L'extension géographique L'es octivités est le y compris la plaine centrale, à l'excep-tion d'un gran de la la la contrale de la contrale d de la capitale.

Beaucoup il stratèges anticommunistes admettent volontiers que les light de lutte employées qu'ourd'hui contre les contribuent aux lumin mentre de ces derniers. En février, le général Sayud Kherdpon, un dirigeants d'ISOC, s'en prenalt publiquement traditionnels (qui — iii se gardait ie ii - ont aujourd'hul uru intern sur la déroulement des opérations anti-Insurrectionnelles) en destade un parallèle manu la maguisordi quand cas militaires with an commandes at la diminution 🖺 ce nombre quand prévalaien les méthodes plus « élaborées » d'ISOC. « Depuis 6 ectobre, constatait-il, en matière de contreinsurrection (le gouvernement) s'est fermement engagă à poursuivre l'offensive militaire, an parti-dans la Sud où les opérations de nettoyage (« search and destroy ») sost à l'ordre du jour. (...) Notre cible doit toujours and le des masses villageoises aux insurgés. (...) Ansel, quand ancore d'opération spé-pour tout objectif de des C.T. des C.T. des communistes »), je me sens un peu triste de ce que certains de nos commendante

ISOC (International Suppression Operations Com-colombes », et le débat sur la meilleure façon de combattre les communistes 📟 📟 rément un enjeu important dans un éventuel changement de régime : les tenants de la répression pure dure s'opposent partisans d'une « riposte nuancée », qui souhaitent « gogner cœurs e de la population rurale, voir naître l'existence d'une opposition de gauche non communiste et même le retour à des formes plus souples 🔤 « démocratie guidée » — 🚥 somme, la stratégie de la pacification qui a connu le un que l'an sait au Vietnam.

Le poids du budget militaire

T E financement d'ISOC, annonce-t-on officiellement, mil mistarilationed occru ou cours de la prochaine année fiscale (10). Pourtant, du moins d'une partie d'ISOC, allait décroissant. Ainsi, es fin février, es centres es coordination de coopération ouraient est supprimés et leurs attributions confiées à l'état-major de l'armée ma d'autres termes, ISOC gurait perdu au profit des militaires au rôle de coordinateur dministratives — participant la managements » anticommuniste sur la terrain. En « ajustements » relevent, semble-t-li, des poli-ciers militaires, entre factions militaires, et leur effet d'ensemble est favorable au découragement au laisser-aller im horam gouvernementales plutôt qu'à un surcroît we combativité.

Rai, led haut fonctionnaire provincial prend dis crètement contact : I maquisards ; I ménager l'avantr : dit-II. Un commerçant originaire la province de Kalasin, le Nord-Est la lutte armée volci um douzaine d'années, -- confie : « Dans www village Il a cinq ons, a he savalt a qu'était un communiste : l'an dernier, on m'a dit : « L errivent »; maintenant, « ils » y sont. » E revanche, d'autres provinces, in témolreculs & l'influence communiste, 🚛 notamment à l'afflux 🖷 réfugiés laotiens 🖿 combodgiens qui, expliquant ce qu'ils un cum de « l'enfar man », ari une excellente propagande anticommuniste.

Dans le Sud, où in grandes offensives mili-une en me entre Surat Thani et Phattalung-Trang, 📻 autorités n'excudent pas l'optimalgres malgres les efforts favour populations civiles; les opérations militaires semblent davanfonction and disponibilités budgétaires que d'autres considérations (la seconde phase 🖛 l'opération = Protégeons le peuple > se déroulera jusqu'en septembre, polutôt a sussi longtemps nous a permettra nous a précisé : example le colonel Prosert Mongkol-prosit, chorgé des « offoires : » de ce programme), tandis que milimina musclées, e bayures > et maladresses de la soldatesque = fabriquent like maquisards >, limite le mot d'un enseignant local. « Des gens configuent disparaître les mains des militaires ou de police de nous au man plusieurs informateurs : « ils sont liquidés 🖬 leurs corps dans le jungle du haut d'hélicoptères. »
Cinq cas auraient janvier et février la région de Surat Thoni à Trang. the nous a site represent with the M. Khan, collaborateur in issu journaux locaux à high-SI Thammarat. Real pour = Interrogatoire > la mi-janvier, il n'a pas reparu depuis iors. Les militaires, quand mi les interroge sur ces alléga-

Dans l'extrême Sud, une force combinée 🖮 cing in hommes (un in soldats thatlandals, deux see le intern malaisiens) influe la région de Sadao, où sont solidement retranchés communistes molaisiens. Les offensives Big Star I II .Big Star 1 (celle-ci reportée « 🖦 🖼 » ont, semble-t-ll, permis 🗵 capture d'une demide Importants — mais vides, Après avair fait in a la capture ou in l'élimination quotidienne 📥 nombreux maquisards, 🔙 généroux thailandais, contredits par leurs collègues malaisiens, and dû admettre and la man n'ont Si la double offensive a provisoirement désorgasoutenu sur plusieurs mois, voire plusieurs années, que les militaires malaisiens Jugent Indispensables pour venir il bout des maquisards, paraît imil I fait exclu IIII thailandais. Que faut-il penser, ou demeurant, d'opérations militaires annoncées plusieurs semaines à l'avance, parfois au un grand luxe 🍱 détails?

La journalistes étant soigneusement mans à l'écart des mais sol (tout au plus peuvent-

ils survoler les zones d'opération à bord d'hélicoptères convoyant officiers), c'est beaucoup de manie qu'il faut accueillir les bulletins de victoire militaires : même quand ont l'initiative — et la made 🖃 📼 oux grandes = opérations 📥 nettoyage », les forces gouvernementales fréquem-ment pléger par un ennemi demeurant, we les cent dix mille hommes que comptent was armées thailandaises, experts invitation que la l'Un inflérence infl opérationnel : n'a-t-on prélevé 🔤 🕮 d'élite i régiments constituer introupes de choc qui opèrent dans la Sud ? (11), C'est de maquisords la le nombre plus de la mille en IVII et totale. disproportionné à l'importance du budget qui revient à la et la inté-rieure i un quart du budget total (12).

|| vrai qu'une partie des fonds militaires - I laquelle les Etats-Unis continuent de contribuer puissamment. Au Leure de l'année fiscale 1977, Bangkok aurait dépensé quelque 13 millions in millions in millions in millions in millions d'équipement militaire. 🔚 acquisitions au 🔤 📥 militaires in l'étranger (F.M.S.), de 1971 à 1973, 11,4 millions de 1975 de dollars en 1974, 11,4 millions en 1975 d'assistance militaire (MAP), diministration d'assistance militaire (MAP), diministration de dollars en 1976. nution, représentent tout 1 1 105,7 millions de pour le période 1973-1975, 29,3 milllons pour 1976 🖃 🔟 millions pour 1977, En outre, 1973 1977, Bangkok acquis III millions de dequipement militaire

Des armes nucléaires?

T ES Etats-Unis no sum par la seite seure d'opà bonne source, une négociation el en pour l'acquisition par l'armée à les de cinq and quarante-neuf and d'assaut Mark III 🜬 la compagnie britannique Vickers. L'aviation u Mollé un membril puis mairreil il ocquerir des Mirage. Washington l'a amplement équipée opparells a contre-insurrection, dont 48 OV-10 C Branco, Peacemaker, 16 F-5 E Tiger II,

Plus Intrigante est l'intention de certains milleux proches du pouvoir de doter la Thallande in l'arme nucléaire. M. Thanat Khoman, in fut l'artisan dans in the de l'accord secret qui permit l'établissement de bases en între de et qui, aujourd'hui, de l'Assemblée, est, lier qu'il s'en de le Sentime entranta de la junte en instant de politique étrangère, et avoir approché et, précise-t-il, ceux d'autres grandes puissances », en vue d'une is acquisition. « Nous devens envisager les production of compris celle d'une invesion, mu c-t-il dit. notre propre force de frappe. Après tout, nous

La junte a fait savoir aux Américains qu'elle attend d'eux qu'ils lui = fossent cadeou = munitions = Thailande après le forces américaines » el certains observateurs se demandent si use stocks ne comprennent pas des armes nucléaires, celles-là même auxquelles M. Thanat Khoman guralt pu faire allusion (15). Le financement 🛤 cas achots, effectifs ou projetés, et l'entretien d'une machinerie bureaucratique militaire extrêmement lourde représentent détournement colossal in publics qui seralent pourtant d'une utilité vitale pour

remise m l'économie nationale, aujour-d'hui gravement menacée.

Exode rural et sous-prolétariat urbain ifaggravetion is conflits in entre la

prévoit pour 1977 un déficit commercial d'envi-Un la That-lande sa situa-Certes, rien il nouveau à cela : in balance coméconomique. merciale mi déficitaire depuis 1953. Milli les Foncièrement soine. compensations traditionnelles an niveau and invisibles and train de s'amenuiser ou Il suffirait 1'économie prospère. Pourtant. Entre 1750 et 1968, la Thailande a servici I milliard Mi dollars en aides Mi prêts étrangers. Les États-Unis ont dèversé dans le min la milliant elle l'or nière, e certains Indicateurs laissent depuis 1966. Quant au capital étranger directement investi, rien ne laisse préprésager une dégradation rapide. sager une correction prochaine de la forte L'essential in the force tient is so dance 🛮 la baisse observée depuis 💵 ans 🛚 étrangers directs production ggricola 192 millions dollars en 1974 à 🗊 millions

Poussée démographique et malnutrition

dollars = 1975 = à 52 millions l'an dernier.

L A politique économique adoptée par la gou-vernement Thanin, dans a conditions, est assez surprenante. Pour l'essentiel, elle en un retour à la tradition du « laisser-faire : un gouvernements militaires années 60. après une courte période d'interventionnisme actif. Un facteur manual toutefois : l'accent mis sur l'industrialisation par 📱 recours aux capitaux étrangers, (pour l'instant plus virtuelle que réelle) qui correspond à l'évolution l'un nations capitalistes du Sud-Est asiatique dans la période actuelle.

A partir de 1958 (régime Sant), possivité 🔳 conservatisme caractérisent l'attitude 🔤 gouvernements, qui se préoccupent uniquement d'équilibrer le budget 🖷 🖨 disposer 📰 fortes 📟 M de L'industrie abandonnée secprivé, l'effort l'État se porte 📓 développement 🕮 l'infrastructure agricole 📓 routière. Mai l'effet le plus net la limi poli-tique la rupture la l'équilibre ville-campagne

bureaucratie urbaine 🔳 🖿 📥 sociales rurales, L'insurrection d'octobre 1973, qui marque la

fin 🔳 🕍 période, 🖃 🖼 🖛 la flambée 📥 prix pétroliers le la la le monde. Inflation le la la financière internationales frappent l'économie thaïlandaise in plein les en 1974 et 1975. Conditions économiques et politiques poussent un Interven-nisme de l'État. Il s'agit transférei les manuel vers la compagnes, où vivent 🖿 deux tiers 🖆 la population, donnant satisfaction oux mess urbaines, politiquement éruptives. L'accroissement Him 🌃 la production 🔐 📺 la productivité agricoles tavorisera, pense-t-on, la manua in exportations, ce qui compensera la manque à gagner provoqué par la diminution rapide de l'élé amé-ricaine. En l'all temps, l'élimination in plus criardes disparités 🖮 📨 devrait contribuer à limit à rentorcer le time social, à la rendre moins perméable il l'influence communiste.

Cette philosophie préside à l'ambitieux pro-gramme de la par le gouvernement Kukrit, qui s'appuie un budget un man expansionniste finance par 📠 emprunts : distribution de 5 de bahts aux solocales (Tambon Development Scheme); loi 🕍 réforme agraire 🕬 🖶 mars 1975 prévovant la distribution in cina an de 1.6 million d'hectares à cinq and mille familles; refonte structures limation favorisant l'actroi de in ruraux; in du prix d'achat il 🛍 riz; gide médicale gratuite dans les cliniques gouvernementales, seems gratuit à Bangkok pour les plus pauvres, etc. - le tout étant en partie finance par ilm emprunts commerciaux mars 1976, Bangkok man à un emprunt 📥 100 millions d'eurodollors, première tranche du financement international 🚠 500 à millions de dollars prévu au titre 🛍 quatrième plan quinquennal (1977-1981). La Thaīlande, and les manne étaient jusque-là tous supérieures et manural de sa manu extérieure.

ainsi d'être un sous-développé créditeur du reste du monde.

Le gouvernement Seni (avril-octobre 1976), beaucoup plus conservateur, fait partiellement marche arrière. Il supprime le financement par déficit, romène le budget ■ 68 milliards de baths et entend l'équilibrer par le recours 🛮 📠 impôts fonciers. Le principe de réformes sociales est

Après octobre, toutefois, la gouvernement Thanin se de l'aide aux aux travailleurs urbains pour favoriser le développement du 📰 📰 manufacturier 📰 🔤 affaires. La priorité absolue 📰 donnée aux investissements, dans l'espoir la croissance industrielle contribuero i résoudre les problème 🏜 chômage et du déficit commercial croissant (17). Avec la suppression des nouveaux impôts créés

par la gouvernement la l'accroissement du budget de la défense, l'une premières initiatives de la junte est de rétablir le prix-plancher du III la la consommation. Les exportateurs doivent foumir à l'Etat 30 % de leurs ventes il l'étronger, à des prix iférieurs à ceux du marché. Ces fournisseurs répercutant assez largement leur manque la gagner sur la paysan, on en est revenu la la dangereuse situation antérieure — à la favorisation le la population aux dépens la paysannerie. Or, la de l'époque dont bénéficialent les gouvernements l'époque (l'expansion agricole, le défrichage et la mise et valeur de nouvelles este n'existe plus. Seul l'augmentation rendements, qui stagnent depuis de la lifaudra compter avec les illus démultiplicateurs de la démographique, qui est de 🌃 0/00 ; la population bitants — oura de en 1111 (18).

Il four danc s'attendre à une form incellement de l'ambe rural, d'une ampleur alla accionis phique, parallèlement à une poupérisation auturn paysamerie — d'autant que le réforme agraire, pour symbolique qu'elle eût été, semble (elle aurait dû 1" janvier 1977) a quelques projets développement au luri » a autres maigres efforts en faveur des paysons ont un caractère tout à leu limité. Or, le limité notional le statistiques non pour l'année 1972-1973 82,2 ne possèdent qu'ils travaillent ; les les provinces la plaine centrale autour in Bangkok, 48,8 to all rise cent limite mile balle dénombrées sest de proportion de l'ordre de l'ordre 10 %), dont 95 % sont très fortement

Comment, d'autre part, ne pas redouter les effets de l'action de l'action de déséquilibre métropole-province sur la nouveau iumpenproletariat = urbain, quand == sait qu'en cinquente-cinq militi arthum ille moins de cinq ans sont were de mainutrition... [31]

Séduire les investisseurs

A BANDONNANT toute prétention à des réformes sociales; la nouveau sur le développement des investissements, prioritaire. Can imperiori a III alleman : investpris la immer ministre u pris la immer ; définition d'un des d'investiss offront tous les implicates ces les sociétés étrangères manufait désormois des économies d'immigration peur en diminuer — max éliminer - la corruption et la lenteur bureaucrotique; simplification 🏜 procédures d'immigration 🖷 d'investissement pour 🔚 prime de conitoux 📑 le personnel des Milli étrangères (mais renfordes contrôles pour 🕒 « indépendants » pour la journalistes); poursuite ou lencement grands d'infrastructure industrielle (construction de la chi nouveille de Nave-Nakhom, « l'Ivry 👫 Bangkok », à 📶 kilomètres de la capitale; pian de reconversion à des 🛌 📟 merciales du complexe militaire aéro-portuaire d'Utapao-Sattahip, sur la côte est du goife de Thaïlande; d'un industriel portuaire à Phangnga, sui à Sud, etc.). Enfin, premier ministre supervise personnellement une demi-douzaine 🏥 projets d'implantation 🚔 multinationales qui avaient ៅ bioqués dans 🖃 période précédente. Ainsi, la améride l'année dernière l'exploitation offshore 🗥 l'étain dans le sud du pays ; 📥 🎞 japo-

Cf. les précèdents reportages de M. Barang sur la Thallande dans le M. le diplomatique.

(3) The Bangkok Post, 3 mars 1977.

(10) En 1976-1977, ISOC a reçu 758 millions de bahts, environ 38 millions de dollars.

(11) Elles le font peut-être moins par conviction ou devoir que par incitation plant de la le manage de la le le manage de la le le manage de la le manage de la le manage de la le manage de la le manage de Suret Thanli. us Special Action Forces angage dans la région de Surst Thani). (12) Le plafond du budget de l'année fiscale 1977 est fixé à 88,790 milliards de bahts ; celui de l'année fiscale 1978 serait porté à 78,520 milliards de bahts. (13) Michael T. Klare, E Thai Military Making Pacific-Arie 1976. Tokyo, 19 novembre

Pacific-Asis Tokyo, 19 novembre 1976.

(14) T. Klare, idem.
(15) Richard E. Ward. U.S. Arms to
Thal Regime? a, The Guardian, 16 fevrier 1977.

La nombre touristes en 1976 a diminué de 6.9 % par 1976 a diminué de 6.9 % par 1976 a diminué de 6.9 % par 1977.

On peut penser que la balasse est beat coup plus brutate si on se la au seul dernier trimestre.
(17) Cr l'excellent Nationa.

Revieu, 1977. Norsa nous sommes et avons utilisé certains des chiffres qu'il donne.
(18) The Nation Revieu, 9 novembre 1976.

Social Development Bangkok, le revenu mojen par tête a été de 3141 bahts (1877 dollars) dans le Nord-Est, de 5471 bahts (273,6 dollars) dans le Sud et de 20011 bahts (1008 dollars) dans le Sud et de 20011 bahts (1008 dollars) dans le Sud et de 20011 bahts (1008 dollars) dans (20) N.E.S.D.B., cité in The Bangkok Post, 17 décembre 1974.

(20) N.E.S.D.B., cité in The Bengkok Post, 17 décembre 1974.

(21) Ce code des investissements comprend :

— l'exemption totale d'impôt sur le revenu pour trois ou cinq ans et 50 % seulement pour les cinq années suivantes, avec déduction des pertes de fonctionnement :

— éxemption d'impôt jusqu'à 100 % pour le capital d'équipement importé et jusqu'à 90 % pour les matières premières ;

— déial de grâce pouvant aller jusqu'à cinq ans pour les taxes sur les bénéfices;

— réduction de l'impôt sur le chiffre d'affaires allant jusqu'à 90 sur une période maximum de dix ans, etc.



11.

blen que l'agriculture, qui 🖃 vivre 75 🐞 la population, ne représente plus qu'environ 22 % du P.N.B., que rendements devenus les plus Mai Sud-Est asiatique après la Birmanie. Malgré cela, en 1976, la Thailande parvenue atteindre l'objecti : exporter 1,8 million riz.
Toutefois, million poddy sur la précédente - ce qui signifiera important manque à gagner m devises me année. (En devoir compter when the lo concurrence du Cambodge, déjà m mesure proposer la vente de 100 00 m m m riz à Malaisie, un traditionnels du riz thaïlandais.) D'autre part, les touristiques, troisième la la la corès e riz le caoutchouc, se considérablement servi au lendemain du coup d'Etat d'octobre. En mars, il apparaissait que sur 🖹 🛗 mille 🚻 d'hôtels 🔳 classe touristique 上 la capitale, seulement quatre à cinq mille main occupés chaque

Phénomène encourageant : alors 🜉 seuls 🖿 prix du caoutchouc et du taplaca mini en hausse, 1976 ; reflet du marasme économique, le Imme croissance imi importations est en baisse (11 mm 1976). Néanmoins, la Bank et Thalland

7.3.3 , some make The state of the s

A STATE OF THE STA · ***** 19 19 19 alterior and the

April 1986 de.

an Branch continue -

Service year See Andrew Control Samuel Barrier was in a sufficient amen, markingtings white with "Alfonishtis pt. 1886 property of Addition Therein, in Paragraphic September April School St.

A Committee agency ""。 "是"等 ---- 47- 20 Th ALCOHOL: NAME OF THE PERSON NAMED 12 - 14 To Add t

-

américaines s'intéressent aux minerais du let du Nord-Est; des françaises britanniques l'exploration l'exploita du naturel dans le golfe la Thailande.

Autre volet 🔳 la tentative 📥 séduction des qui, elle n'a été aussi radicale qu'on aurait pu le redouter lendemain d'octobre, s'accentue progressivement. Les grèves sont interdites; les syndicats encore embryonnaires après ans de démocraties. de démocratie — ont un poids négligeable; dix-huit m leurs dirigeants mil III arrêtés. !! n'y a pas eu cependant de purge systématique dans leurs Le principe des négociations collectives maintenu. Toutefois, grèves qui ont éclaté dans le textile au début de l'année été sévèrement réprimées. Le nouveau code du préparation est nettement plus rétrograde que le précédent. En outre, promesse faite au lendemain d'octobre porter rapidement de à le bohts le salaire minimum horaire a Bangkok - pos tenue : gouvernement l'a jugée = trop inflotionniste » — alors qu'il devait augmenter = avril celui des fonctionnaires (sur des fonds par la gouvernements précédents l'aide aux campagnes).

Orthodoxie capitaliste ou réformisme?

TOUTES conditions paraissent donc réunies allécher la la Pourtant, la copitaux sont loin d'affluer. Officiellement, on i un accroissement de 13 inves-fixes du secteur privé in 1977 i regard d'une i 9 i l'année précédente). Il est in juger climat qui règne dans in milleux d'affaires. Les capitaux thailandals massivement – 🖷 frauduleusement — exportés dans les ennées « démocratiques » sur les places finan-cières d'Asie ne les rentrés, estiment les specialistes. A quelques exceptions près, 🔙 investisseurs étrangers restent dans l'expectative

La métiance hommes d'affaires a ma

multiples, souligne-t-on. Limit le noté un conseiller de le européen : a Il faut bien dire que le plus facile est foit en matière d'invesdire que le plus facile est fait en matière d'investissements qu'il faudrait aujourd'hui prendre
« second choix », c'est-à-dire le gros investissements rentables long terme, avec tous
risques que cela » Dons ces conditions,
politiques priment. La poursuite
le mondiale « mondiale » moins
qu'un d'insécurité qui perdure, en
dépit de la relative stabilité » connaît la région
destité estabilité » connaît la région depuis le retrait américain et du man au pouvoir à Banakok d'une équipe militaire. Les hypôthèques qui pesent sur la demière jouent en défaveur. En tait, les defaveur ét compradores sont politiquement aux militaires et affairistes qui briguent la De son côté, e département américain du commerce d'affaires est mécontente de la lenteur du processus de prise décision du gouvernement » (22).

Pour tenter de matirer d'affaire, le ment Thanin entend obtenir ment institutions internationales 2,6 milliards dallars of finan-le plan quinquennal (qui prévoit des dépenses totales 👢 31 milliards de dollars). Le 📰 🛲 le groupe consultatif 🔤 la Banque mondiale a donné la feu un prêt d'environ l' millions de dollars. Modesta début. Néanmoirs, la Thailande un en train de s'engager sur la un l'audattement baut acceptant de l'endettement tout en socrifiant en l'endettement fortes, 🖦 🖮 son indépendance traditionnelle, au profit rum d'une politique réformiste remédier aux déséquilibres socio-économiques majeurs du d'un d'un capitaliste pour l'instant sans et qui devrait rapidement occentuer me déséquilibres. En outre, n'y o-t-li u vouloir résorber le chômage par la promotion d'industries étrangères qui, pour plupart, fortes utilisatrices copitaux mals faiblement créatrices d'emplois la migration rurale 🚃 🔙 villes 💷 évaluée 🖟 un demi-millon de para par an a que, fauts vouloir ou de pouvoir fixer la paysannerie, ce chiffre devroit grandir rapidement? Enfin, le moins temporaire | la passivité traditionnelle en marie budgétaire 🔳 🌡 la tamtion

du seul commerce extérieur « laisse l'économie plus exposée que jamais aux caprices des fluctuotions 🔤 prix mondioux », si bien que « la Thailande se retrouve aussi vulnérable aux suscitées par l'étranger qu'elle l'était 🖦 début de 📓 décennie ; or, à moyen terme, l'économie mondiale promet d'être considérablement moins qu'elle ne l'était au man des manie

La lura pour le pouvoir miller un choix anne deux politiques économiques : conservatisme l'équipe Thanin-NARC, ou bien réformisme et Interventionnisme que symbolise M. R. Kukrit Pramot. Toutefois, si l'ancien premier ministre reprenait du service, il devrait vraisemblablement le faire avec d'abord l'appui de la bureaucratie militàire liée au maréchal Propat, in les intérêts fructifié la période Sarit : un paul douter dès lors qu'il soit en mesure de reprendre en politique de réformes en la milital vigueur qu'en 1975-1976.

il » va cependant du mus d'arrêt = communisme : une politique de réformes éclairées, surtout limited is des with plus « souples » de répression de la une certaine forme de « démocratie , plutôt que « guidée » 📠 « cadenossée » c'est le cas aujourd'hui, contribuerait le réduire le inégalités le plus flagrantes et ainsi il freiner, un moins real un temps, la progression communiste que tout, actuellement, paraît s'ingénier à favoriser.

Au demeurant, l'anticommunisme pratiqué par l'équipe Thanin-NARC 📦 satisfait guère 🕍 🚁 copitalistes in la région qui, au niveau intertes au mains, entendent lutter influence communiste davantage par 📥 réformes 🗷 des progrès par par le d'armes de la répression aveugle. Telle de effet la philosophie de la la la company de la compa l'Asie du Sud-Est) qui la That-lande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie les Philippines. Il n'est indifférent que, lors indifferent que, lors indifférent que, lors indifférent que, lors indifferent que, lors par M. Thonin...

de conseillers américaines en Thaïlande serait réduit 🔳 cent dix-sept à quarante en 🕨/🛝 mai et une certaine reprise récente des activités de l'USOM Bangkok reprise récente des activités de l'USOM à Bangkok laissent penser que quelques centaines — et non quelques milliers, il a écrit parfois hâtivement (25) — de conseillers « civils » l'a écrit parfois hâtivement (25) — de conseillers « civils » l'appris pied en Thaïlonde, surtout, semble-t-il, pour assurer la remise en état de quelques essentielles. La stratégie islo-navale américaine (voir « le Monde diplomatique » de septembre 1975) estica interplament l'accès » tout temps à 1975) exige simplement l'accès, un tout temps, à des bases-points d'appui pour d'éventuels mids éclairs en les objectifs limités à partir le positions insulaires 🔤 des porte-avions 🔳 la VIIº flotte. Sur ce point, Washington a obtenu satisfaction : le général Kriangsak Chamanand, un em diripour avoir and aux bases thailandaises, il suffirait aux Américains d'en faire la demande au voulu. Il semble per plus avoir problème quant us second volet de leur préocculte en Thailande : les stations de radar autres centres d'espionnage électronique (de Ramasoon Dai Intanon), dont leurs techniciens continueraient d'assurer 📗 fonctionnement en ottendant 🚃 la relève 📶 prise 📖 📠 techniciens thailandais.

Un vieux dilemme

DOURTANT, III les militaires américains peuvent féliciter de la tournure événements Thaīlande, il n'en tout à fait de même, semble-t-il, civils du département d'Etat. Ils sergient intervenus M. M. Carter lui-même, juste avant sa prise fonction) pour qu'une sourdine soit 📺 à la répression. N'a-t-on 📻 dit 🛢 l'époque que les diplomates américains étaient atterrés adéclarations décisions à l'emportepièce premier ministre, « le moins diplomate hommes d'Etat = selon un ambassadeur occidental ? Si premières réactions semblent avoir vécu 🔳 si certaines sociétés multinationales américaines — ou japonaises — les gauvernements la période démocratique, il n'en que la politique économique d'ensemble loin de correspondre des milieux d'affaires internationaux (et nationaux). Washinget, and moindre man, Tokyo, par-tagent assurément la critiques qui s'expriment assez librement . Singapour & Manille. Toute question ill respect ill limit Individuels part, Washington peut 🕬 conduit 🛚 🚾 demander 📕 l'équipe 🚃 pouvoir depuis 🚃 la plus qualifiée promouvoir intérêts.

Certains progressistes thailandals estiment que la maintien pour quelques mois encore de l'équipe Thanin-NARC favoriserait a manual terme la prise du pauvoir par 📟 communistes. Paradoxalement, a point 🛍 👊 🖏 partagé par une portion croismilieux enticommunistes.

A um égard, il mu hiblimum de se reporter aux par M. Samchaī Rakwichit, grand stratège d'ISOC, la d'un séminaire universitaire I Singapour sur l'évolution 🔳 la Thailande : Si la communiste poussent trap fort leur = guerre : pauple », discit-il, Il vraisemblable que les Thallandais modérée opparemment apolitiques formeront une politique majoure (sur l'échiquier thailandais). Si tel est le contrès vraisemblablement, la Thai-un autre l'imme Touteles and tragiques d'un outre l'are peuvent se trouver s!
du pouveir par une faction militaire et/ou par
droite produit une
t violente des TheTlandais modérés d'inspiration démocratique.L'extrême droite pourrait alors 🖿 à des mesures répressives sons discrimina-qui jetteraient la mojorité du la thallon-dais dans les bras des puris la résultat le une guerre civile une guer

« Vietnom » 🖼 🗉 Ille avant 🔄 événements du 6 🗷 🚾 1976. Propos prophétiques?

(Copyright Marca Barang et Monde diplomatique.)

(22) U.S. Department Commerce,

America, 23 novembre

Au 28 février,

Au 28 février,

Thallande in réfugiés du réfugiés du réfugiés
du réfugiés la syant

En outre, 39 778 réfugiés la syant

En outre, 39 778 réfugiés la syant

Thallande avaient été répartis à cette date
par cet organisme dans divais pays (dont 15 971 en

Bux Etats-Unis).

Il millions pour financer

(25) G. Harby, e Thallande : les morts, les disparts et la faillité s. Afrique-Asie, 10 janvier 1977.

(26) Dr Somchat Rakwijtt, e Security Situation in Italiand s. Trends in Thalland II, 1978,

U.S.P.A.S., Singapour.

Les trois «Grands» et les voisins



pays I Sud-Est aslatique, de publiquement les propos des responsables qui parlaient de transformer l'ASEAN en un militaire anti-Au demourant, re tel pacte serait gu-perflu, a les de multiplication des pare le de cooperation (Whereign = Highlerin en merities do sécurité et de défense. File more il mail nuisible, en donnant aux par indochinois mi

les capitales régionales, en suit entre une inquiétude à dissimulée la croissante entre la Thailande et ses listes et surtout la dégradation de ses rapports avec le Cambodge — saim même prédomine de l'ASSAVI politique pragmal'Indochine, le Vietnam en particulier, on redoute plus guère aujourd'hui qu'il pose en puissance militaire conquérante. A cet egard, l'onnonce par le minitare tholiandais 🕮 l'intérieur, M. Somak Suntarawet, que le Vietnam s'apprétait à envohir la Thaïlande à la mi-février a surtout fait sourire. Si la presse régionale donne grand Name and evenements Thailande -- opérations militaires, main and frontières, — les autorités n'en laissent moins leur désapprobation l'évolu-🖢 🚈 🖢 🖆 la répression anticommuniste que dans celui politique économique (dant elles critiquent in tendance au protection-

nouvel argument de propagand

La dégradation au rapports avec le Combodge pris en effet un caractère préoccupant. Les

accrochages frontailers ... multipliés, débouchant sur 🖟 « 🕶 d'Aranyaprathet » 🛍 vingt-neuf villageois auraient Mé sauvagement abattus 🖷 égorgés (avec le 🖼 par 👫 Khmers > en territoire d'un dans des circonstances and élucidées : La que les intre de protestation du gouvernement bodgien paraissent implicitement revendiquer 🗎 responsabilité du massacre, 🖦 🕍 🖽 quant il l'Identité moille des comes 🚜 untre many boucherie, Du main cut least q-t-Il servi a alimenter un Thatlande une nouvelle anticommuniste qui, en qualques jours, condulait certains milieux iii droite à condomner iiii méfrom a les options 🛍 gouvernement Thanin, 💵 Bangkak passa wie près cette semaine-là d'une sont coupés qujourd'hui Bangkok et Phnom-Penh. 🔛 ne semblent pas près d'être

Les bases III les affaires

T E ton im relations diplomatiques avec le Viet nom et le Laos reste froid. Lim accords de coopération économique avec Hanoï sont bloqués. Principal handicap à un rapprochement avec le Lami : le 🞹 que la Thaïlande serve de 📼 complaisante aux meuror de « résistance » la interior combodalenne) qui de plus en plus de fil il retordre aux autorités de Vienne, aux 🚟 🖼 🌆 la plaine des Jarres et dans ie Sud-Laos. Si les Thaïlandais 📷 accepté le lourd fordeou 🖼 représentent sur leur 🖾 🛍 miliers réfugiés d'Indochine (24), ils 📰 aussi III prompts õ en li📹 parti : ces réfuglés and mis à contribution pour de market activités au-delà 🗺 frontières. Le hout commisréfugiés 📥 Notions un (U.N.H.C.R.) perd progressivement le contrôle de petits rement de volontaires pour il minion de renseignement, d'agitation, voire de sabotage.

Plusieurs britism lament person que les États-Unis pourreient was impliqués dans des activités subversives, number par le blais ils diverses organisations charitables (couvertures its light and the services spéciaux américains pendant la guerre d'indochine) devenues particulièrement latinus parmí les réfugiés depuis quelques mois. UN l'inversa, il 🕶 vrai, Bangkok s'Inquiète, bien tardiverment, de fait per centaines d'étudiants thailandais pourchassés après le d'octobre se réfuglés ou Laos III que 🖾 pop Indichina pourraient — incli cela mus encore largement à démontrer - apporter une aide substantielle aux révolutionnaires thailandais.)

Chinois et Soviétiques suivent l'évolution 🖶 la situation un Thailande avec unu extrême attention. Les diplomates chinois entretiennent des rapports courtois avec les autorités thailandalses civiles 📶 militaires, et 📻 dirigaants du parti de Thailande auralent été proches de la « de la la la la la », éliminée à

En privé, les représentants soviétiques à Bangkok blame manus que l'impre se mille des successeurs éventuels de gouvernement Thonks et du MACC et anni plutôt en faveur d'une Mare cratisation progressive de l'équipe au pouvoir. Radio-Moscou ne s'est pas privé in Change in d'Etat d'octobre, « fomenté pu la C.I.A. », a la répression qui a suivi. Depuis un m environ, l'U.R.S.S. u fortement occru son implantation en Thailande, all the ne compte pas the de solvante-dix-neuf représentants in de ou semifinali (personnal diplomatique, fonction Internationaux, journalistes). Dans la période démocratique, les Soviétiques courtisalent les formations politiques potentiellement progressistes III les syndicats, et paraissalent avoir marqué quelques points dans 🚾 milieux universitaires sons toutefois parvenir à susciter, comme dans in part voisins, un embryon in part communiste prosoviétique. Aujourd'hui, ils inviteraient à 🚈 séjours d'étude 🖛 U.R.S.S. 🖼 🖽 membres influents de l'aristocratie 🗃 🖼 la famille royale 🗃 s'efforceraient de pénétrer 🛅 milieux militaires, tout en continuant 🛍 person la signature d'un accord culturel soviétothaïlandals.

Quant gux Etats-Unis, leur attitude paraît hésitante. Une forte présence militaire dans M ne leur est plus nécessoire. Seen 🖮 Informations en provenance 🖮 Washington, le nombre

L'ambassadeur une récap-tion, le 1° juillet, à la lête Canada. M. R.D. ambassadeur de l'Inde, M. Manmohan Singh, prési-

Calendrier des fêtes nationales

SEAS ASSESSMENT l'indépen-III GABON dance
Anniv. de l'indipendance
Fête nationale
de l'indépan-17 INDONESIE dance Féto de l'indépen-31 MALAISIE dance
31 TRINITE-ET - dance
dance
dance

1**-15 SEPTEMBRE 1 LIBVE
2 REP. DEMOCR Fête nationale
DU VIETNAM
3 SAINT - WARIN Fête nationale
6 SWAZILAND
7 BRESIL Fête de l'indépendance

dance nationale MALTE nationale
9 BULGARIE Fête de l'Indépen-13 GUATEMALA fête de l'indépen-dance 15 HONDURAS fête de l'indépen-dance dance
15 MICABAGUA Fête de l'indépendance

réunion 🗗 Consortium 🗸 🖬 l'Inde,

A l'occasion in la mis de l'inch

américaine, chargé la des la Mme Gammon une réception juillet. A l'occasion départ de M. Z.
Orlowski, conseiller de presse, et de
l'arrivée à Paris d
M. T. Kohorewicz, l'ambassadeur de
la République populaire de Pologne
et Tadeusz Olechowski
une réception le 5 juillet.

Pour célèbrar l'anniversaire de l'indépendance la l'occasion la la la paix de l'unité nationale, l'ambassadeur du Rwanda Mme Jules

le i juillet. • M. Manuel Raphael River Persimond, ambassadeur du Venezuela, a donné une réception le 5 juillet, a l'occasion a ln fête nationale.

Le président République et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont donné une réception le 11 juillet, l'occasion du divième l'Association internationale des parlementaires langue française.

A la la hudième assemblée générale l'Association internationale parlementaires langue française, premier ministre Raymond Barre lune réception le 13 juillet. L'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Mundhir Tawfik Al-wandawi de la rêcepti la 18 juillet, à l'occasion de la rête nationale.

Mohamed amla République d'Egypte, une réception 22 juillet, l'occasion du vingtcinquième anniversaire révolu-

A l'occasion de la fête nationale, l'acceptant de la République popu-les Pologne Mme Tadeus

Olechowski nei affirm une réception

Nécrologie Nous le de de M. Jean Sicurani, ambassadeur extra-ordinaire plénipotentiaire Mo-naco, survenu Par 9 juillet

CITE UNIVERSITAIRE

«PAYILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours

Town on pieln air 20, mm (Fee Montsouris) 528-38-52



MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën: mettre à votre disposition, I travers sa gamme 1977. allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire. Le département des Relations

La nouvelle LN I CV, comme l'éternelle

FLIALE DE S.A.CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris

qu'il vous plairait d'obtenir.

se tient prêt à vous fournir tout renseignement

Telex: TT CITRO 204.833 F, Tel.: 567.55.62.+ Internationales de Citroën Champ de Mars

CITROENALISTAL

etti. 1900-leanin kaasa ka ja ja ka ka maran ka ma

las-legaes-linean

« DE LA FRANCE DÉFENDUE A L'EUROPE PROTÉGÉE», de Pierre M. Gallois

Par YVES FLORENNE

MBRASSANT — du « rien » an « tout » — le plus vaste champ politique ; dense, foisonnant, et nécessairement complexe en qu'il s'oppose aux simplifications brillantes, frompeuses et dangereuses.

livre se définit nieux par — qu'il s'oppose aux simplifications brillantes, frompeuses et dangereuses.

livre se définit nieux par — qu'il que par ilitre le « renoncement » — encore qu'une intention morale — l'on ose dire), une perspective : lesquelles, il vrai, ont commencé de se manifester dans des paroles.

li vrai, ont commencé de se manifester dans des paroles.

li l'évolution amoréee consisterait donc rendre le France enfin européenne, en l'allégeant défende : par elle-même — au que « Europe protégée » : évidemment par un tiers.

Le l'évolution amoréee consisterait donc rendre le France enfin européenne, en l'allégeant défende, on prend en Europe, as nom — France, nn engagement nucléaire — dont le protecteur, dans super-puissance, legitlmement l'arme sur laquelle cet engagement nouveau — fonde. Après tout, il n'y il rien de très neuf in l'arme sur laquelle cet engagement nouveau — fonde. Après tout, il n'y il rien de très neuf in l'est-ce pas le dernier de de des divorce français — politique que l'on — refuse ? Cett — pourtant, les contradictions sont probable— conscientes — huiler glissement atlantiste, faveur d'une gesticulation d'une continue de mentent — où brille — changement, pour le coup bien — de destruction d'offensive, général — qu'il longtemps le combattant — pouvoir, convaincu que pouvoir — bien — mal d'changement, lui de pour la première fois une guerre d'idées, il toutes les — ne voilent jamais la détermination — merci, il même — l'attende d'une la part d'une merci, il même — l'attende d'une homme aux — qu'il prouvezu pouvoir engage insidieusement — dans une retour qu'ils commentere l'avenir » 2 Acquesaison d'autant nius et ou d'une d'une d'une d'une d'une d'une d'une d'une experiment d'une d'une d'une experiment d'une l'autant nius d'europe protecteur d'une me par l'attende d'une l'autant nius l'auta

Comment pourrait-il en aller autrement, le part d'un homme aux qui le nouveau pouvoir engage insidieusement dans une retour qui compromet l'avenir »? Accusation d'autant plus grave qu'elle implique le spécules, pour c'allier quelques suffrages ». l'ignorance d'une opinion mal informée, même déformée ». Toutefols, si, par définition, le responsabilité politique peut que demeurer entière, le fourvoiement responsabilité politique excuse, le fait qu'eux-mêmes mai informés,

CEST, hélas! une tradition entretenue par le
« conservatisme » de l'institution militaire, as
paresse intellectualle ». Depuis plus d'un siècle, le
haut commandement français s'appelle Lebœuf ou
désastre qu'il a nourri, il ne s'appelle pas BazainSu arrive que la fortune venille qu'il se nomme Joffre
et Foch. c'est que ceux-lè sont asses grands, d'abord
pour l'hautement leurs erreurs, ensuite, ou du
nême coup, pour renverser le destin. Mais qu'ils
avaient le guille des qu'ils qu'il ne
dispose plus
tionner. Il y d'ailleurs desse de beau dans
cette il de la plus de peine à la la contraire qu'une tête millfameure « De quoi s'agit-il? », le général Gallois

toute leur conviction toute leur la planification du passé
linaptitude épidémique comprendre paraiinvaisemblable n'arrivait qu'elle
organisée par ceux-là qui sont
ne comprendre, vouloir qu'on ne
comprende, vouloir qu'on ne
comprende, vouloir qu'on ne
comprende qu'elle rejoint les régimes
les arancée qu'elle rejoint les régimes
les apparement démocratique sur lesquelles l'opinion
d'accord (sauf, peut-être, qu'une
politique d'effectifs). Malheureusement, l'histoire
enseigne lorsqu'il la fois le sentiment public,
gouvernements apécialistes ont le le plus
souvent l'erreur, le cortèges d'erreurs s'
qu'on fait devant l'erreur l'erreur

A première partie du livre, son faiscean l'analyses L'eonvaincantes et as charge écrasante de critiques, in presque toutes font mouche, rendront attentifs aux s' propositions s' énoncées dans la dernière, medes-lintitulée « Annexe En tout par la solidité d'une doctrine cobérente et d'une logique implacable, comme par la capacité d'prévoir antre chose que le passé, le général Gallois le théoriden de la seule réalité pour laquelle il y ait un avenir : la non-guerre. L'ensée stratégique sens que la perspective d'une diplomaile et plus parentes d'une politique. A si tire, il a pris sa place dans une lignée qu'a illustrée Clausewitz La company c'est la politique poursuivie par le maiheur étant bien entendu pour nous tous la qui se trompe de politique et s'abuse sur le moyens. Pour d'un mot la pensée du général Gallois : se prépare à la guerre (pardue d'avance) de « grand-papa », alors qu'il s'agit de fortifier et d'instaurer la pour les enfants à la la capacité de la grand-papa », alors qu'il s'agit de fortifier et d'instaurer la pour les enfants à la la capacité de la grand-papa », alors qu'il s'agit de fortifier et d'instaurer la pour les enfants à la la capacité de la grand-papa », alors qu'il s'agit de fortifier et d'instaurer la la guerre défendue à l'Europe

* Le Renoncement. De la France défendue à l'Europa protégée. Plou, 1977, 288 pages, 38 F.

EUROPE

L'EXTREME GAUCHE EN GRANDE-BRETAGNE. LA RESISTANCE IRLANDAISE, 1916-1976, ... - Claude Journès.

che at de la gauche britanniques, ou sur le stratégie de passagé pacifique au socialisme. Au demeurant, M. Journés trouve, des la préface, plus orthodore que soi l'Francine Demichel lui reproche de c passagé pacificité le P.C.G.B., suri placé. Sa scorité le P.C.G.B., suri placé. Sa scorité le P.C.G.B., suri placé. Sa scorité le passagé que il expreche de la scritannique se réclaminame, préoccupation et leurs thèses (qui rejoignent, on s'en doute, celles du courant marxiste international), peut être un important outil de travail et de réflexion, permettant d'álaborer une analyse de la structure de classes de la société britannique, analyse qui n'apparait isi, muitiple et schématisée, que dans le compte rendu des positions des différentes organisations. L'auteur conclui dans toute son ampleur, seulement quand il est l'expression du prolétariat résolutionnaire organisé, et qu'il souffre de l'incapacité à la théorie, de l'empirisme traditionnel de la classe ouvrière englaise (...) turprépués de réformisme. L'extrême gauche en Grande-Bretagne, en dépit de ses progrès et de son renouvellement, reste très minoritairs. Malgré-l'essor des luttes, l'édelogie bourpeoise a pagné le socialisme, et le marxisme n'en est pas totalement exempl. Le progrès des idées politiques n'e pes suiti le rythme assendant des forces sociales ».

L'AUTRE ITALIE - Yves

L'auteur primitif, — et : une
chronologie, jour par jour, ville Dar ville,
derées (1968-1976), commentaire étant
donné en

douné en pre tout fait remonos. Son ivre se mu comme une fiction de finnes, certes élabories, où daté, commenté. Ce constitue un certein lien, mais c'est su lecteur de le nouer et de tenner des graphteses dont l'auteur lui laisse le soin. De propos délibiré, blan entendu se propos lui paraît-il plus objectif, plus en copos lui paraît-il plus objectif, plus partie il travail. Le livre est un riservoir partie : soit des ou ou pur ; soit des ou pur cur ; soit des ou pur pur ; soit les éléments d'un purale qui fournirait un certain portrait cette de la comment de la cette de la comment de la cette de la

AFRIQUE

TINE SOCIETE PAYSANNE DE COTE-D'IVBIRE : LES ANO. - Raymond Deniel

africain pour le développe-ment économique a social Abidjan, 1976, 226 pages.

briggen, 1976, 225 pages.

uns ethnie peu nombreuge, occupant un territoire situé e mi-hauteur » la Côte-d'Ivoire, la vicale d'Abidjan.

depuis pendance, ils solidemant strachés à la tradition et e entrent dans le monde moderne avec prudence La entreprise par l'auteur porte sur l'étude entreprise par l'auteur porte sur l'étude entreprise par l'auteur porte sur l'étude le développement.

te diveloppement.

d'un sur le d'opinion a d'indiant familiaux.

travall et sur familiaux.

(cette enquête qu'un coopératif. Ce pas (cette enquête qu'un pas d'un paus servit de pas (cette enquête qu'un coopératif. Ce pas (cette enquête qu'un plus es d'un pas d'un certain nombre de problèmes d'un recul de l'animisme, l'école, la sur muvoire).

LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. Yewou Ch. Amegavit.

* Ed. A. Pedone, Paris, 1977, 366 pages,

veloppement.

On souhsité, sur plan,
critique plus approfondie des causes
paralysie notamment sur
le plan de
qui ne paraissent guère de
calles de la Banque mondiale et qui,
donc,
plémentaire aux multinationales,
même, on que l'auteur
aux la
uature des rapports existants ou potenentre la
pour développement économique de
l'Afrique, que capitaux pétrollers jouer un grandissant Afrique.

sant 🔳 Afrique.

Roger Faligot

* Maspero Leuis collection). Paris, 1977, III pages, II F.

** Faber, Londres, 1977, 3,85 livres.

Les ouvinges sérieux sur la Gréce ne sont pas al fréquents qu'on ne signale la publication de celui-ci. Il s'agit, en fait, d'une réédition, sous un nouveau titre, de The Story of Modern Grece, part en 1862, et qui retraçait l'histoire de la Grèce d'un Comstantin — le fondateur de Constantinople en 334 — à l'auteu le Constantinople en 334 — à l'auteu le Constantinople en 334 — à l'auteu le Constantinople en 334 — à l'auteu vollà dir ans. L'auteur a ajouté un dernier des Enlènes, écarté du pouvoir vollà dir ans. L'auteur a ajouté un dernier la completa, un peu rapide mais judiciaux, traitaut de la distature des colonels et des généraux et du retour à la démocratie. O'est là une bonne introduction à l'histoire d'un paye pétri d'histoire, écrite avec minutie et sympathie.

M. Bg.

ASIE

TIMOR, HIER LA COLONISATION PORTUGAISE. AUJOURD'HUI LA RESISTANCE À L'ARRES-SION ENDONESIENNE. — Marcel Roger. L'Harmatten, 158

mbre 1975, l'Indopésie envahis-annezais Timor-Oriental, avec En décembre 1975, l'Indonésie envahissait outs annerait Timor-Oriental, avec la la la la la cocidentaise. Le lutte pour a pendance de cette colonie portugaise a s'an poursuit pas moins, sous la direction du FRETILIN, tant au niveau diplomatique (un nombre croissant de pays a reconnu la Bépublique démodrarie, c'est-à-dire l'essentiel des campagnes, œuvrant à la reconstruction et au développement du pays tout en harcelant un corps expéditionnaire indonésien massif (quelque quarante-cinq mille hommes) qui semble bien embourbé dans un Vietnam à sa mesure. Le livre de M. Roger explique de façon succincte et claire l'histoire du pays et la lutte de son peuple. Les documents du FRETILIN. Les anneres et la postace de Jose Ramos Horts, ministre des affaires étrangères du gouvernement de la République démocratique de Timor-Oriental, complétant cette analyse et font de la les maistres de référence.

M. Bg.

M. Bg. THAILANDE : L'HISTOIRE S'ACCELERE ... Documents présentés par J.F. 🔤 🔳 Cl.

Elbel éditeur, Lansanne, 1977, pages, F.

AMÉRIQUES

LE NOUVEAU BRESIL - Marin Le Lannou M Nice Lecoco-Muller. * Armand Colin, 1977, - U prisme », 214 pages, 23,58 F.

ou plutôt d'un ouvre paru en 1955, le Nouveu d'un ouvre paru en 1955, le Nouveu est une brève mais rigourause printion géographique et économique du géant de l'hamisphère sud. Les deux auteurs, après avir d'un principaux éléments de la construction nationale du Brésil, analie la situation des grandes régions du pays d'aborder les les disparités régionales se sont secure pas les disparités sociales se sont recusée. Le « mirrole » a fait place à l'inquistude, le plus exactement où il va.

and the second of the second o

THE STATE OF THE PARTY OF THE P

The state of the s

The second of the second

And the state of the state of Section 1997

THE PERSON NAMED IN Treff for .da. gagagett

a kyrintepite

And the second second second second

Commission Sales Special

中 C 共选 特别**对过 2019**

The second secon

BALLS VERCANTA DE MA

The Springers of

A Principal Springer

CINÉMA

LE DOSSIER ROSL - Michel Ciment Stock, mileties # Dire », Parls, 1981

Depuis

que politique : Mes films traitent

politique : Mes films traitent

tent des rapports du pouvoir avec le pricet ses intermédiaires », déclare-t-il
dans un long Michel Ciment,
où il précise portée son

rigueurs pratique.

de problémes idéologiques

giques qu'il a du surmonter la résilgiques qu'il a du surmonter la résilcomprendre,
en première partie, un

sur l'estrètique et la thématique
puis, en fin d'ouvrage, il publie un

qui le découpage

Main sur la ville (1963), 111.

(1973), le Lucky (1973).

Lucky (1973).



JUILLET-AOUT Nº 45

Le Congrès de Nantes : le débat Chevenement-Rocard

B. Trentin:

Vers une mutation syndicale? »

Frix an numéro ; 10 F En vente dans les klosques ou au 13, bd Saint-Martin, Paris (3°) Tél. : ABONNEMENTS:

France pays do l'ex-Communauté française Algèrio) 180 F Stranger 120 F Etranger (par 150 F

14.875.30 J - LA SOURCE

ÉCONOMIE

LA DEVALUATION, THEORIE ET PRATIQUE DES DEVALUATIONS ET DES REEVALUATIONS. —

P.H. Breton at A.D. Schor P.U.F., coll. a Que sala-je? M. Paris, 1876, 1876, a Que sala-je? M. Paris, 1876, a Que sala-je. Sala-je.

SOCIÉTÉ

DIALOGOES AVEC MITSOU ROMAT. H

Frammarion. 1877, 218

S. F.

Dublic M. Surbout

Collaborateur M. Chomsky le citoyen

anti-impérialiste plutôt que la

linguiste. dialogues Mitsou

Ronat S. Surtout la

Sadressent pour l'essentiel aux seuls spécialistes du langage. Le linguiste Chomsky
expose lei la genése de sa « grammaire
générative » et ce qui l'oppose au structuralisme Hoguistique. Il fait le

Sa recherche

essentiels. Le citoyen Chomsky
apparat:

le trop mesuré
d'un chapitre. Il des avec

d'un chapitre. Il des avec

expose, a l'appui, quelques
opérations du P.B.I. auprès desquelles i

du Waterpaie qu'une plaicheur, vigueur

mythe du politique rèservé 1

une spécialistes ». M. Eg.

HICTORE DI FEMINICAE EDAMPAIC Marté * Flammarion, Person, 1877, 218 minut

HISTOIRE DU FEMINISME FRANÇAIS. - Maîté Albistur et Daniel Armogathe.

* Edit. a Des Femmes », 2 rue il la Roquette, Paris, 1977, il 60 il Roquette. Paris. 1977,

n'est pas de ce matin,
ni d'hier. Cette le prouve,
qui au Moyen Age. Même

à la France, on plus c'est
en complete de généralement dans le sociétés celtés) que la framme a en un statut
unique dans le c'est
en ce depuis
peu sculement en Occident.

n'en moins gré aux auteurs ce complete, qui
s'étend « sœurs se complètent utilement bibliographie de Beauvoir
index. le premier nom Abélord,
et l'antiféminisme. Y. P. ich et, race les publications (feuts pra-tique, sans douts). (feuts pra-tique, sans douts).

tique, sans douts). (ch. VI).

Il se placent dans la problématique de de propos: la nation doté frontières, il monnais d'un sujet l'exige à égards.

politique économique les liens politique économique internes. La réduire l'absorp la capacité de l'écquillore le nommer ?).

Demande-t-il le luite de l'écquillore présude l'un particulque en l'inflation n'est-elle un bon prétexte, qui patriotiques, pour l'exportation des patriotiques de l'exportation de l

Pourquoi entrepries capitalistes sont-elles i d'exporter. I incitées par à faire ?
Alors le dangereux. Uniqueluportateurs d'acheter à l'extérieur ?
Importateurs de droit ré ut par une dévaluation ?
Importateurs de droit ré ut par une dévaluation ?
Importateurs de droit ré ut par une dévaluation ?
Importateurs de droit ré ut par une dévaluation ?
Importateurs d'acheter à l'extérieur pour une dévaluation ?
Importateurs d'acheter à l'extérieur pour une dévaluation ?
Importateurs d'acheter à l'extérieur d'acheter à l'extérieur ?
Importateur d'acheter à l'extérieur d'achete

TRAVAILLEURS IMMIGRES

DE DE DEVELOPPEMENT, daurice Flory (Dosslers de l'Institut sel de developpement, de l'astitut sel de l'astitut de l'astitut sel de l'astitut d

développement.

• LIRE, COMPRENDRE ET

JER (Maspero, Paris, 1976, rol. I : 239 p.,

F : vol. II : 237 pages, 35 P) :

compléter le travail d'alphabétisation, un

immigrés, afin

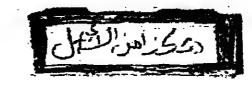
en rapport avec

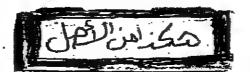
conditions en France ou dans le pays
d'origine, Réalisé par la collect, d'alphabétisati

JACHINES DORMIR. — LES
FOYERS DE SONACOTRA,
DE L'ADEP ET QUELQUES par
Ziarie-France Hilbres >, Paris, 1976. | pages, F). L'IMMIGRATION ALGEBIENNE EN PRANCE, par Bialek Ath-Messaoud et Alain Gillette (Editions Entente, Paris, 1976, 127 pages, 29 F): Une analyse d'un des prolongements de la colimanciaise de l'Algérie.

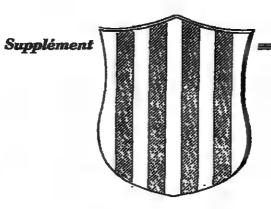


B. C.





CATTAILOGNIE



l'autonomie

Aux élections générales du 15 juin 1977, les Catalans ont votà massivement pour les formations politiques qui ont placé le rétablissement du statut d'autonomie de 1832 en tête de leur programme. Il quatre province de la Catalogne, le parti socialiste muifié de Catalogne (P.S.U.C.).

catalan (P.S.C.), allié à la fédération catalame parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), et le Pacte démocratique. une formation catalaniste centre gauche, animée par M. Jordi Pujol, out fait le plein des Dans foutes su villes ouvrières de la province de Barcalone, communistes et socialistes out emporté de 60 à 80 des

nomia politique et administrative - analogue à dont la Catalogne » bénéficié 🗪 1932 jusqu'à la fin de la guarre civile - est cohérent et puissant car les populaire, não-franquiste. M. Lopez Rodo, se sont éga-lement ralliés à cette requête souteurs par l'immense

espagnol formé I Madrid par M. Suarez consiste donc espagnol formé i Madrid per M. Suarez consiste donc i rouver une formule qui satisfasse une revendication basée sur l'histoire, la géographie, la culture, les iraditions. Il est entendu que les Cortès issues des élections is 15 juin devront débattre et approuver un nouveau statut d'autonomie pour Catalogne. Russi il gouvernement, l'issue des négociations engagées avec M. Josep Tarradellas, président il la Généralité en exil, a accepté de mettre en place un organisme provisoire et doté d'une certaine autonomie. Ses compétences ont été définies en application de la loi franquiste qui régit le fonctionnement des municipalités, quista qui régit le fonctionnement des municipalités,

Les Catalans, qui se flattent d'être des négociateurs cetts procédure dans la mesure où elle permet la reconquérir effectivament une véritable autonomie dans des délais aussi rapides que possible. Pendant les trente-huit ans de la parenthèse imposée par les vainqueurs la guerre civile, ils ont constamment été l'avant-garde. Ils ont reconquis de fait des libertés politiques et culturelles bien avant les autres citoyens de ca qu'ils appellent l'Eint espagnol. Ils estiment que leur résistance a été victorieuse. Ils n'entendent pas exercer de revenche si préconisant une anthentique large réconciliation nationale. Mais toute manoruve du pouvoir central qui tendrait à hypothéquer ou a remetire question les conséquences logiques 15 juin relancerait sans aucun doute la controverse séculaire entre la Castille et la Catalogne.

Une nation forgée par l'histoire

Par PIERRE VILAR -

Lire pages 22 à 25 :

P. 22 - Suite de l'article : La Vilor. — Littérature : La fidélité : une aulture millénaire (J.-M. Castellet).

P. 23-24. - SOCIETE. — L'intégration — cuvriers d'origine ando-louse : — Catalons... (Francisce — Lettre de Barcelone : les — d'hier... (Serge Edwards).

P. 25. - TOURISME. — De Tarragone à Montserrat : Le mariage de la vigne et il l'olivier (J.-M. Durand-Souffland).

UAND je déconvris la Catalogne, il y a cinquante ana, i fetais curieux de moderdistation de chansons, qu'il resiste une Catalogne des comies de la comie de la co bilité collective au legs

nte? I sur quoi son secepta-nt? I fait cafalan I marque listoire. Il 2 IIII s'erraca; surquoi s-t-il revécu? d'abord libres puis asservis, or usulman draine par les chefs guerre. Le nom de « Catalogne » n'est pas encore apparu. Mais qui pourrais oublier, même aujour-

er de la seria gi

un cadre une communauté de langue qui va des Corbières au Sud valencien la geographia, souvent, prédispose L'Ibérie méditerranéenne s'adosse la Meseta. Des déserts-frontières ont protégé, dans la très longue durée, l'originales et lougue durée, l'originales et lougue durée, l'originales et lougue durée, l'originales et lougue proprenent dite. Dans ce cadre, le plus vieux peuplement présentait déjà une structure tribaie dense, qui survivra la colomistic de la co

En revanche, la voie côtière a tanté les migrations. Elles se sont attardées, entre Tarragone et le Pertus, un que domine, jusqu'a a la ges a la Catalogne sortira.

«Le berger» et «la sirène»

The fait, elle est sortie, après les invasions musulmanes, des refus pyrénéens, par reconquête et repensièment. Plus que « marche » frai puelle fut une contion de noyaux résistants la eux-mêmes, qui mensuite reconquis, repeuplé, en rayonnant vers la mer. « Le berdite d'in Maragall, rejoint « la Barcelone le titre de rois d'Aragon, Mais la putsance reste catagement de Barcelone » est « pyraneus ». Le monastère de Ripoll d'un bes preparte la gerbert an pontificat, préside la marins-marchands de la otte. Avec ceux-ci, le jeune roi Jacque d'un monde fécdal — paysans

nisation romaine dans le dessin évêchés, a comtés », d'où

expansive des Catalans.

The contrôleront un jour la Sielle, Maite, Dierba, la Sardagne, Maite, Mait

«Loge», sa «Taula de Canvi», sa loi maritime (le «Consolat de Mar»). Tout repose sur l'entente entre la ville et le roi. Intellecentre la ville et le roi. Intellectuellement, les talents abondent,
du treixième siècle d'or s'
Linil, Muntaner et Arnau de Vilanova, au « siècle d'or »
menis, Turmeda, Bernat Metge
March. In l'art,
citons seulement, comme symbole
des liens entre architecture, religion, richesse marchande, les
deux édifices barcelonais voisins :
le Salon de la Llotia » et Santa-

Pins la Catalogne est
Muntaner définit
un patriotisme de la langue. Le
rei invoque « patriae leges et libertates». On conçoit que le nationalisme au de quelques anachrenismes, ait cru à la
Catalogne-nation, et même la
Catalogne-démocratie, et
la Catalogne-puissance.

Dans l'intervalle, cependant, cette puissance s'était effacés. On en a l'extinction de

d'antres dirigeants, issus d'un second épisode de tenouveau, nourriront l'espoir, à l'occasion de la guerre de succession, a choisir leur roi et leurs alliances. L'échec fut suivi d'un tel désespoir patriotique que le siège final, selon Voltaire, évoque Segunte. « Peu la turbulent », demande le Parlement anglals, ou défense de « justes et vieux privilèges » ? Les « vieux privilèges » ? Les « vieux privilèges », cette fois, furent barrès de l'histoire. « Fin de la nation catalane », dit

Le sentiment in la différence

O R. ce qui finit, ce n'est qu'un vestige médiéval. Mais il est vrai que le dix-huitième siècle vu le nume de dix-huitième siècle vu le nume de la compativité, et même (dans les classes aisées) de la langue catalane. Effet du centralisme « bourbonien »? Les causes somt plus profondes. De 1720 à 1790, la population catalane double, Pagriculture se transforme, la petite entreprise pullule et innove, le grand commerce obtient le trafic. Les causes actives. En s'intègrant au marché espagnol et colonial, elles rejoignent.

une « petite Angieterre », pouvait jouer un rôle de pointe, et ne s'y refusait pas. L'invasion napoléonienne mit la preuve. Avec toute l'Espagne, la Catalogne réagit contre l'occupant. La parole de la résistance est portée par le Catalogne de la résistance est portée par le Catalogne de la la capmany, homme de l'admitie de la la province à Cadix, défenseur de la langue castillane, et grand théorie du concept « nation ».

l'apogée espagnole.

(Lire in page 22.)



Points de repère

rénées, le la par la l'est par la Méditerranée, la claire à celle la Belgique — 31 399 kilomètres carrés orme une région très bien délimitée l'ensemble espagnol.
compte un peu plus de
d'habitants —
septième os la population du
pays — autant que l'Andalousie
on la Nouvelle Castille.
Le poids économique la
Catalogne est aujourd'hui prépondérant. Malgré un sol asses
nauvre, c'est l'importante

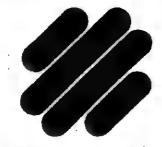
panyre, c'est importante reno Limportante cultures sont les comes, la betterave, les légumes, en fruits et la vigne. L'élevage bovin se

et la vigna. L'elevage sovin au développe.

l'Antiquité, sont épuisées. Les matières premières sont rares, hormis les potasses. En revanche, la région dismidun atout important : le grand port, bien équipé, de Barcalons ville du pays. avec mais de deux millions d'habitants. L'épergle hydro-électrique y est abondante. La Catalogne possède également l'une des trois centrales nucléaires espa-

trois centrales nucléalres espa-gnole, à Vandellos. Deux suires sont en projet.

La Catalogne une région très industrialisée, avec de très matreprises. l'exception de sidérurti lourde, toutes les grands sont représen-le production des textiles — coton, laine et synthétiques — est la plus importante. La métal-lengie vient ensuite. Les indus-tries chimiques — engrais, pro-duits pharmaceutiques ries contribuent également à faire de la constituent de prin-



BANCA CATALANA BANCO INDUSTRIAL DE CATALUNA

Siège Social | BARCELONE Banques Filiales

BANCO MERCANTIL DE MANRESA BANCO DE GERONA

Bureaux de Représentation PARIS - NEW-YORK - LONDRES

PARIS : 43, avenue de Friedland, 710M - Téléphone : 141 31.11

LA FARGA CASANOVA S.A.

FORGE - ESTAMPAGE - EXTRUSION A CHAUD

S.A. TAGA

FABRICATION DE VILBREQUINS POUR MOTEUR DIESEL

EXTRUMETAL S.A.

EXTRUSION A FROID

MAVILOR IBERICA S.A.

SERVO-MÉCANISMES

c/Pujades - 77-79 - BARCELONA - Tel. 1 309-88-50



Le fait catalan

Une nation forgée par l'histoire

Le peuple de gardé, le à langue ses griefs. Le montagnard « carliste » inclut le l'Etat Les premières Barcelone réciament l'« Etat Crodeux prolongées : la première par l'appui (Torras l Bages), la les cont proudhonien (Pi Margall) et fédéraliste (Almirail). Tout la cous-jacent, politiquement peu efficace. Mais a l'elle de la langue, la poésie, l'histoire, initiée en Mais l'Europe en est là laux sions. Dans le vieil Etat espagnol, une limite de pus de portée politique qu'en France le félibrige?

au temps l'acapitalisme mon-tant, un est assume par la bourgeoisle Jusque 1880, une bourgeoisle catalane n'est mot, t'est une force structurée, organisée, consciente), industrie producindustrie productrice consommation,
libérale en politique, protecment. Or oscille sans
cesse entre un ancomarisme d'ancien régime et des accès de libélibre-échangisme et d'anglophille. Les organismes catalans doivent se battre,
jour après jour, pour assurer le
marché national (l'Espagne)
lan. L'inégal coppement
engendre polémiques,
nourrit complexes
li riorité: politique à Balone, économique à Madrid.

Force économique et « nullité » politique

Le nalisme catalan proprement
pourtant franchi qu'après
après 1898 et
clarté,
proclame alors : I ne
prien
poutiques les bureaux ; le déséquilibre est inacceptable entre la
grande le économique
leur « nullité politique » leur « nullité politique » leur « nullité politique » leur « nullité poli-

cu'on songe aux
Catalogne d'autrefois! Cambo,
mêmes thèmes, conclut
a. Cortès: Nous demandons la
A quoi
Za rétorque un jour:
ne pouvez être à la jois le
l'Espagne.

Et l'était, en effet, l'était diction : comment se passerait-eile garanties par l'État Devant !

depuis 1917, la I-liga, parti
Cambo. responsaMaura, se plie elle ne la sugla dictature
Primo Rivera, participe, en
au dernier cabinet la
monarchie ai-je entendu,
pendant la joud barc

I le popud'être sous-jacent
pour devenir force irrésistible,
echappatt a cer qui avaient
pense en faire leur instrument.

pense en faire leur instrument.

Il restait aux forces portées au pouvoir, populaires mais non ouvrières, à gouverner, dans le cadre d'un tut plébiscité en plébiscité en manuelle la Catalogne de la comme le par propriétaires et le parti de Cambo. Et la vrière catalane, la C.N.T., lu vite comprendre gouvernement régional, comme l'Etat central, qu'on ne pouvait gouverner ni contre elle, ni sans elle des la catalogne de la catalogne des les décatalognes de la catalogne de la c

N'importe. Des que l'oppression Madrid, l'unanimité à forgé n'échappe, blen entendu, ni dépendances extérieures, ni la

Littérature

La fidélité d une culture millénaire...

Par J.-M. CASTELLET* -

Ces difficultés auxquelles je faisais all se sont poursuivles existent encore aujourd'hui. existent encore aujourd'hui.

elles n'étaient aujourd'hui.

a l'existence d'une censure qui était implacable, arbitraire et irrationnelle mais aussi au fait que l'environnement culturel était précaire.

parler non-reconnaissance langue officiels et, enfin, de la impossibilité d'accèder media, en raison ment. De ca point de vue, a mort du général Faulue à pas de changer beaucoup cette.

Exception qu'effective, plus proche d'une certaine tolérance, les deux premiers goutont fait grand-chose tolérance. Les deux premiers goutonomie. Or la signalés question politique. Tout va dépendre, par conséquent, la conséquences la Catalogne du 15 juin et des capacités de la cutte espagnole.

Cependant, la

catalans sont restés fidèles à une culture miliénaire mais ils ont, complètement vé techniques d'expression. Ils également, progressivement, réussi réoccuper que la répression années franquisme perdre.

importante générations.
D'autres to la poètes
sont venus rejoindre les poètes
J.-V. Foix, Pere Salvador
Espriu. les romanciers Ilorenc
Villalonga, Mercè Rodoreda et
Manuel Pedrolo,
Josep Pla d'alla Patron Emportantes
autres. De 1968 à 1972, on a puimportantes des
ceuvres de trois poètes qui
aux II gil de
Ferrater prémaen de cinquante), et qui a les
dies (1968),
mant personnalités

plus complexes et les plus solides
la poésie contemporaine.

s'inspirent de plus
pure tradition catalane mais
aussi de la poésie anglo-saxonne
des trentistas, d'un style à la fois
ironique. Joan
masa (1970). un
ensemble dix-sept livres, la
plupart inédits, une
d'avant-garde, imaginative a en grande
influence leumesse et
nombreuses

nombreuses

ne
délivrées l'amprise du maître.
Enfin, un Valencien, Vicent
Andres Estelles, a commencé en
1972 li publication de son œuvre
Tenebres,
title un la présence d'un poète
grande
gran

L'influence française

E'N marge, ou se référant à d'autres traditions que les trois que les trois que seu la constant de la constant se aitue dans la lignée des grands

Il est plus difficile de réseaux l'avolution du roman. Dans ce cas, on let plutôt mune tanisaive de rénovation d'un genre qui mune en mais un phénomène mune mais un phénomène de l'Europe à laquelle is littérature catalans se mu profondément attachée. Notons l'apparition de l'Europe à laquelle is littérature catalans se mune de l'apparition de l'eurore maitresse de Mercè Rodoreda, Minuli trencut (1975). la lente décadence d'un grand romancier, Liorene Villalunga, et la contimit de Manuel de Pedrolo. Plus de cinquante monana, les nouvelles et les contes. Notons encore la sortie régulière d'œuvres d'autres écrivains comme Maris Aurella Capmany ou Aveili Artis Gener, la confirmation d'un grand narrateur, Baltarar Porcel (Cavalls cup a la foéca). Mais ces quelques remarques ne suffisent pas à rendre compte des mouvements de fond qui se produisent actuellement dans le milieu des jeunes romanders. A côté des révélations spectaculaires comme Teren di Muix (El dia que va morir Marium) et Montserrat Roig (El temps de les cirrers) il faut encore citer les efforts e subversifs » de quelques suiteurs — Biel Mosquide (L'adolescent de sal) ou Criol Pi de Cabanyes (Tambe les formiques, Dylan, un dia plomran de solitad) — qui s'efforcent de se situer dans l'espace de la nouveile comme une expérience de contreculture, comme une destruction du récit. L'influence théorique français n'est évidemment pas étrangère aux réalisations de ces jeunes écrivains, accompagnés dont les œuvres moins connues.

La parenthèse franquiste

BIEN qu'il passie de roman, il ne faut pas oublier de citer d'autres genres, les mémoires, les critiques, les essais, qui sont amplement traités en ce moment. La lente libéralisation de la censime a parmis de rémunérar des sure a permis de récupérer des textes où la réédition d'œuvres publiées en exil Il n'est pas posdans un synthèse, nome et toutes les œuvres Mais le tableau littérature a été singulièrement derniers temps par ces apports auxqueis il faut ajouter siques ontemporains siques contemporains
Foix, Pere Quart, Espriu, Pla,
Fuster, etc., qui poursuivent une
ceuvre d'une qualité exemplaire.

Grâce persévérance, franquisme une simple une rupture qui pur des réper-cussions désastreuses pour une culture, minoritaire d'un point de vue démographique, mais ayant des racines séculaires.

Le tentative de génocide culturel qui figurait dans 🖿 programme politique du soulevement du général Franço s'est et. quarante ans après, il y a eu sans doute des blessures graves mais la cicatrisation est certaine.

La culture catalane va renaître à l'autonomie pour retrouver le chemin hommes de la Généralité.

* Ecrivain, critique littéraire, directeur | manage des la compa 62 de

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DE BARCELONE

Sur place pous vous accuellir Bien placée pour vous informer En place pour vous introduire 🖪 défendre vos intérêts.

est la disposition des entreprises françaises intéressées par la CATALOGNE, il vous suffit d'y adhérer.

C.C.F.B. Paseo de Gracio nº 2, Barcelona - 7 Tél. 317-67-38





Entreprise spécialisée dans la fabrication de compresseurs hermétiques frigorifiques. Depuis 1/10 jusqu'à 1 MM CV.

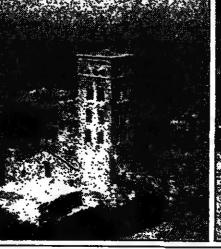
11.

USP/E: Zone Industrielle SANT QUIRZE DEL VALLES (Barcelona) ESPAGNE P. O. IIII 283-SABADELL-Téléphone 290 50 08 - Cables UNERMETICA Télex 59807

FOREIGN OPERATIONS ■ EXPORT DEPARTMENT 75006 PARIS (France) Tel . 2682224—Télex 640434 ~ UNIDAD PARIS CLARGROUPE —FRANCE

GIRONA-ESPAGNE





PATRONAT DE TURISME DE GIRONA COMUNITAT TURISTICA COSTA BRAVA

Pl. Marqués de Camps, 17, Girena-Espagne

portee de s

Volle, les autres !

Tistire,

- L'intégration des ouvriers d'origine andalouse -

Nous, les autres Catalans...

Par FRANCISCO CANDEL

E furent d'abord les Major-cuins et les Valenciens qui, dix-neuvième siècle, apportèrent à la Catalogne la base nécessaire à son industrialisation. Au début du vingtième siècle, ce furent les Aragonals, puis les Murciens et les gens d'Alméria ; enfin, les Andalous. Les trois grandes va-gues d'immigration ont eu lieu dans les années 20, 40 et da 1950 à 1960. Ce furent comme trois grandes invasions.

grandes invasions.

C'est la plus femeuae et la plus pittoresque, ce caractère dramatique douloureux comporte to ut déracinement. Dans les années 20, Barcelone avait besoin de main-d'œuvre pour la grande exposition universelle de Monjuich, en 1929, et la construction du mètro. Les inunigrants provenaient surtout de Cuevas-de-V., d'Almanzor, cartagène.

Le majorité des immigrants plantes rapportaient des mines plomb plantes de la plantes rapportaient de conjonctivite granuleuse a contagieuse. Les écoles de la municipalité et la Généralité réusièrent à enrayer la maladie.

La majorité des immigrants

une nouvelle vague d'immi-gration. La misère était générale en Espagne. C'était l'époque des tickets de rationnement, du pain noir, du trafic. Dans cartaines provinces, la situation était très grave. La Catalogne, pour sa

part, recommençait à s'industrialiser. Les anciens patrons revenalent. Mais les bras manqualent,
d'où la nouvelle affluence d'immigrants venant des régions les
plus pauvres. Ces terribles années
de misère furent appelées par les
Andalous « les années de la
faim »! Pour eux, la Catalogne,
c'était l'Amérique. Ils arrivaient
seuls ou en famille, en train... Ils
avaient tout vendu dans leur
village; certains venaient à
pied et campaient aux alentours
de Barcelone, comme s'ils prenaient position, pour s'emparer
de la ville. Ceux qui arrivaient
seuls avaient une valles en bois
à la main, une « boina » (un bèret) une veste étroite, et une chemise froissée. Qui a pu oublier ces

quais de avec ces familles pathétiques — futaine, noir, futaine, valises ou valises ou attendant on ne quoi s' c'est s' invasion du s' c'est s' c'est applierent cette a de faim s. Ils croyaient qu'il s'agissait d'une manœuvre du gouvernement central de Madrid pour a décatalaniser s le pays. Et il est certain qu'à Jaen, par exemple, la direction générale de l'emploi organisait chaque jour le départ de trois cents personnes, les accompagnant à la gare, et payant leurs billets. Mais la majorité des immigrants partaient par leurs propres moyens.

Les Andalous occupent la Catalogne

DE 1950 à 1960, on nota une baisse du nombre d'immigrants. Une crise économique sérieuse, qu'on essays d'enrayer avec le Pian de stabilisation, déclencha une émigration générale vers l'Europe, surtout vens l'Allemagne. Les Andalous, les pauvres gens d'Estrémadure et de la Manche, continuaient d'abandonner leurs foyers mais pour eux la Catalogne n'était plus qu'une terre de passage. Ainsi, en 1962 186 097 cuvriers espagnols émigrèrent à l'étranger; en 1963, 200 285. Ces chiffres de la direction générale de l'emploi, ne comprenaient pas les personnes qui partaient avec un visa de tourisme et qui arrivées à l'étranger, cherchaient aussi du travail. La migration intérieure espagnola, plus concrètement le déplacement vers la Catalogne, reprit et augments. En 1981, près de 24 000 immigrants arrivèrent à Barcelone et, en 1962, près de 36 000.

e Les Andalous ont occupé la Catalogne, et les Galiciens la compagnis des tramways », disalt alors un dicton populaire. En 1961, 7852 Andalous arrivèrent à Barcelone et, en 1962, 12577.

Dans la province de Gérone, les Andalous étaient la majorité, suivis des immigrants d'Estrémadure et des habitants de la Nouvelle-Castille. Toutes les provinces espagnoles étaient, en fait, représentées dans les villages de la province de Gérone, même ai c'était de façon : les Baléares, les Canaries, le Pays basque et la Navarre. Le plus curieux était que, dans chaque paroisse, on trouvait des ouvriers originaires d'une localité d'une même province : à la Bisbal, sur 1538 immigrants, il y avait 951 Andalous 1. Le plus Cuevas-Bajas.

A partir de 1986, l'immigration

A partir de 1966, l'immigration en Catalogne se de l'immigration en Catalogne se de l'immigration en raison de la crise économique, elle diminua brutalement. De toute façon, l'immigration est maintenant une donnée importante et spécifique, ce phénomène joue un rôle très grand dans la vie du la L'immigrant devient souvent the la catalogne qui aurait pu mai réagir face à ces invalons qui risquaient d'étouffer sa cultura Mais il n'en a pas été

ainsi. Catalogne assimilé ces

e étrangers » et leur a même
donné une de « peuple
qui pas mourir Cet
immigrant qui l'industrie
Catalogne et aidé
son pou économique, en
échange de son et sa
s'est intégré comme il pu,
le plus
dans le talogne, n'a
guère pu se révèler plan
culturel, national, mational, dant période franquiste. Cependant nous avons cru

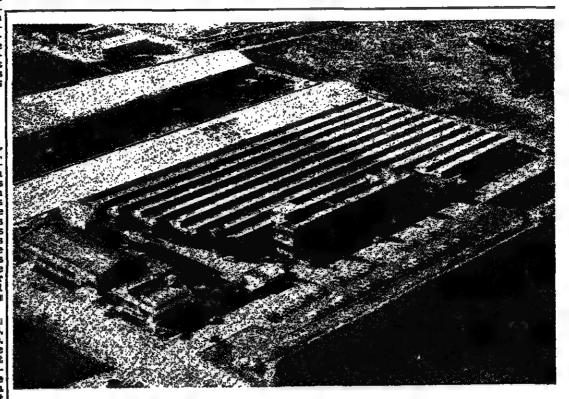
Après la nuit du franquisme et la mise en place de la démocratie en Espagne, l'immigrant dimen
Catalogne. Je pas uniquement pur des par
tie la population parreponsessient l'immigrant repoussaient l'immigrant

disparu. Le Catalan premières franquistes rejetait l'immigrant pour se défendre,
ce ce dernier ne pouvait pas
comprendre. Les
naires leur côté, de ces
immigrants contre frères
catalans la
bourgeoiste catalane, en l'argument suivant : Catalogne il n'y pas prolétariat
catalan, et la bourgeoiste en qu'ouvriers
immigrès :
comme citoyens

les partis politiques ont adopé une humaine et equilibrée sur question III n'ont immigrés social satisfaisant; c'est pourquoi masses immigrées

sont vers les partis socialiste communiste, qui revendiquent, l'autonomie politique, un changement réel sur le plan social.

Le les liens entre immigrés les Catalans, les libertés de la Catalogne et l'as sont revendiqués par tous. Si la Catalogne identité, friction in mineures qui subsistent discrimineures qui subsistent du fait national car, immigrants, nous avons du fait national leur illimportance de ces 40 d'adoption. En heur curres d'adoption. En heur curres d'adoption. En heur curres bras, sans contraindre bras, sans contraindre leur personnalité ou leur Espérons leur personne, Espérons-le.





Nos fabrications:

- interrupteurs à cames
- Interrupteurs en charge avec cartouche HPC
- Disjoncteurs de 1200 A
- Interrupteurs différentiels
- Interrupteurs différentiels avec tore
- Coupe-circuit de sécurité
- Coffrets modulaires isolants Montage de tableaux

Granollers (Barcelona)



ENRIQUE GARRELL ALSINA SA







TORRAS HOSTENCH, S.A.

-Manipulation du

didactique, scolaire et

-Flutings, liners et

Caisses de carton

Avda. José Antonio, TA.
tel. 93/318 31 00
TORRASPAPEL
Tx 52558 THSA E
Barcelona-10.
Torras Hostench
International

papier matériel

carton ondulé.

-Panneaux

agglomérės.

lièg Social

International

Aragón, 105.

tel 93/325 50 00.

Tx 52558 THSA E

La Tour Neptune.

Barcelona-15.

Bureaux

Cedex 20.

TORRASPAPEL

92086 Paris la Défense 🖟

de bureau.

ondulé.

EMPRESA DEL PAPEL INTEGRADA ENTREPRISE DU PAPIER INTÉGRÉE adhésifs.

En 1864, Torras Hostench, S.A. a installé première fabrique de papier. Aujourd'hui, avec l'aide d'à peu près 3000 personnes et un partant de ses propres plantations forestières qui comptent plus de 16 000 ha. en Espagne et 45 000 ha.au Brésil, elle a n fonctionnement huit machines in papier d'une largeur utile de 1,40

mètres à 5 mètres. **NOUS PRODUISONS** -Papiers couchés art et couchés classiques. -Papier couché W.S. pour étiquettes récupérables.

-Papiers offset et duplicateurs sans boi -Papiers pour la décoration.

-Cartes couchées, foldings a cartes Bristol. -Matériels auto-

IJ.

Torras Hostench, s.a.

AL DE DE LES, RESTAURANT « LA CATALOGNE » (See ambient ple de Tél : \$37-61-97 Lettre de Barcelone -

Les cicatrices d'hier...

Par SERGE EDWARDS -

deur nature de la Santa
à l'ombre du monument dédié à son c o m man dant Christophe Colomb, une suite de labyrinthes, les quartiers gothique et chinois, qui débouchent sur Ramblas : lieu privilégil, dégagé, o m bragé, réservé aux fêtes de la nuit parfois à la violence. Puis la ville parfois à la violence. Puis la ville parfois de violence. Puis la ville parfois de l'architecture fonctionnelle se poursuit les régles de l'architecture fonctionnelle, confortable, des quartiers bourgeois étalés au pied des collines et pourvus en abondance et

SOCIÉTÉ

On passe ainsi presquaransition des ombres du roman et du gothique dessinés par les erres classiques au modernisme la fin ou dix-neuvième et du vingtième siècle. Ce qui constitue style principal d'autres villes européennes, Renaissance et baroque de Paris ou de Rome, art imperial et de la cour de Madrid, est Barcelone plutôt esquisse, pelne La frontière n'est pas nette entre le Moyen age et les Temps modernes.

Projets tronqués

Inace nous ours Barcelone permet de déchiffrer une
trique, un le pleine projets ambitieux et inacheves, tronquès. miradors de la tour
plantée place
des orbites crouses, des yeux
qui contemplent, petriflés, une
entreprise maritime qui n'a
aller jusqu'au
ses intentions. Le un traminé,
idée habite Famille » est
encore en chantier: ce temple
que Gaudi avait conçu pour sa que Gaudi avait conçu pour sa

ville et qu'il s'était efforcé bâtir comme on bâtissait cartisans » que le peuple de Barcelone appelait esclaves. Seule apperaît la façade opulente, provocante, avec sa prolifération de plantes et d'animaux de pierre, synthèse à m d'une nature de la théologie.

Madrid la ville tamansurative, la ville de cour, centraliste. Avec ses bâtiments refermés sur eux-mêmes, elle était destinée à

Avec ses bătiments refermés sur eux-mêmes, elle était destinée à servir de atreprise absolutiste impériale. Puis le régime franquiste repris ce style faisant une parodie : façades d'un empire de carton et de pierre. Barcelone, la et punie, a au moins cette offensive du mauvais goût et à l'indigence intellectuelle franquiste mai dissimulée par la rhétorique. De construit un monuqui un défi à l'esthétisme, un monum o peux : la mauvaiée de la sometime de mauvaiée de la sometime de culture méditerranéenne, à l'olivier, au bianc immaculé des colonles grecques, au patio romain, un bianc internal de colonles grecques, au patio romain, un proposition de contration de contration de contration de colonles grecques, au patio romain, un brit et à la communique des colonles grecques, au patio romain, un brit et à la communique des colonles grecques, au patio romain, en brit et à la communique des colonles grecques, au patio romain, et brit et à la communique des colonles grecques, au patio romain, et brit et à la construir des colonnes grecques, au patio romain, et brit et à la construir des contrations de contr nies grecques, au patio romain, au bois et à la céramique des mai-sons rurales, aux t du gothique cata m

Une atmosphère presque irréelle

A BARCELONE, in parfois
A l'impression de passe du
gothique médiéval au gothique
recrée par
dernes, un gothique
images et pour
enfants. Aussi, certains
quariters, it mosphère i ville
presque préelle, et peut
se comparer à aucune antre. Arriver en hiver et par une nuit de
brums sur la place

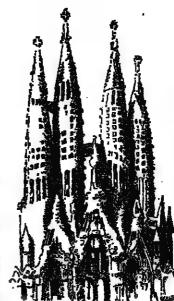
Neri et écouter l'écho des pas sur les murs antiques est une expérience qui évoque le cheminement ruelles de la Prague que décrivait Kafka. Les pierres de San-Felipe-Neri sont lement patinées par le temps, mais encore mutilées par la mitraille par le trivile, marmume tout le pays, par les l'histoire. Il y a des maisons de commerce abandonnées, avec leurs cariatides et leurs portails abimés, entre ceur bars peints de couleurs vive comme l'on en voit seulement. Valpa-

Comme il A sa condition A sa conditi

rebelles la première et immédiate
qui dure.

Lectionneurs curieur et d'hommes
solitaires. Il ville l'accumulectionneurs curieur et d'hommes
solitaires. Il ville l'accumule range fusqu'à l'accumul'art. Peut-être ces traits
s'expliquent-ils par le fait le
passe-temps le passion l'appositique faisait
l'artifique faisait qu'il
l'artifique faisait qu'il
l'artifique a cessé d'être l'apanage
exclusif des cercles madrilènes,
mais il reste que Barcelone a été
longtemps une cité frustrée. N'estce pas pour cela que l'impulsion
métaphysique de
Gaudi s un point extrême
le complexité torturée
l'artifinée?

J'ai toujours le sentiment
que récits de mes amis de Barcelone n'étaient pas imprégnés
la nostalgie de ce qui l'eté et a
disparu, mais de la mélancolle
de ce qui pas pu être. Une

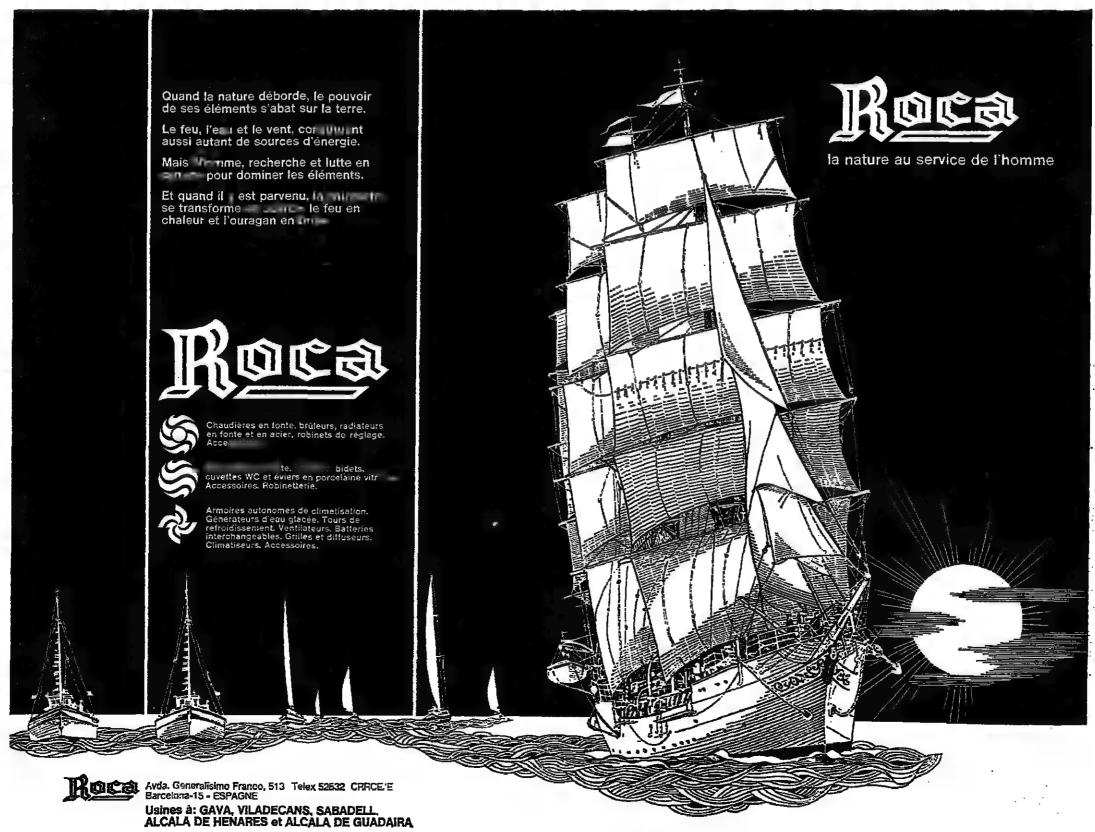


ville rêvée par Cerda, avec ses jardins bien distribués, mais restés à l'état d'ébauches, une ville où Le Corbusier ou Jose Luis Sert auraient pu, si l'histoire le leur avaît permis, laisser libre cours à leur imagination. Une Barcelone démocratique, autonome, laïque, européenne, telle qu'elle aurait pu se développer à partir pu se développer à partir de réalités des années 30.

Le temps di renouveau

Tous ces rèves ent dépendu

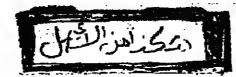
I d'un esi »... Le rythme quotidien de Barcelone, son activité
utilitaire, ont été un masque. Les
frustrations accumulées par la
nation catalane ent trouvé un
dérivatif dans le travail et la
cité est devenue fourmilière. Elle
s'est étalée de tous côtés, vars le
nord, au pied des montagnes qui
l'étranglaient, couverte de la
hrume de ses usines et de ses
fabriques, respirant avec difficulté et manquant d'espaces verts.
Elle paie les négligences d'une
administration centrale et lointaine. Surement, les temps qui
commencent seront révolutionnaires pour la ville et pour ses
habitants. Bien des secrets de
Barcelone et certains de ses mystères ne vont pas manquer enfin
d'apparaître en pleins lumière...





1444 A.C

A 1944 (1974)



TOURISME

De Tarragone à Montserrat -

Le mariage de la vigne et de l'olivier

— Par J.-M. DURAND-SOUFFLAND -

A Catalogne fait penser à une grenade: pour en déceler les parfums et les goûts — l'exacte qualité — il faut savoir prendre la patience de la débarrasser de son enveloppe épaisse, rugueuse même. Car ses secrets se cachent bien, qu'il va falloir percer l'un après l'autre.

Ne parions pas trop de la côte.

Les dépliants des syndicats d'initiative s'en sont trop blen chargés.

Si bien qu'aujourd'hui, comme tous les rivages marins qui bordent le monde, celui-ci se partage trop volontiers entre de tristes camps de concentration pour tentes et caravanes, et ces hôtels sans âme ni visage qui se croient heaux pour s'être passé au coun collier de parasois de toutes les condamné à ne plus voir la mer qu'à travers ce hazar où chaque marchand a dressé ses trêteaux sans autre souci que de brader au mieux sa triste marchandise. Reatent les villes et leurs remparts. tent les villes et leurs remparts.

Derrière ses terribles murailles devant quoi, immobiles et droits comme des sentinelles, des cypres géants semblent monter la garde, géants semblent monter la garde, l'arragone la Haute regarde les vagues de tous les balcons ventrus de l'avenida de la Victoria, fleuris tantôt de généreuses potées de géraniums, rouges comme les lèvres de Carmen, tantôt de linge multi-colore, bouquets que le soleil fait éclater aux balustrades.

tenter aux balustrades.

Trois beures de l'après-midi. Le temps samé de la sieste espagnole, à quoi même les chats déployés de tout leur long sur les carrelages — et les oiseaux, momentanément frappés de mutisme — sacrifient, à l'instar des humains. Silencieuse torpeur qui s'en prend d'un coup à la cité entière. Moment béni pour l'étranger qui a la force d'âme de ne pas redouter la chaleur : la ville est toute à lui, maisons, russ et ruelles, échoppes entrouvertes sur des

étals ombreux, églises désertées où l'on s'étonnera de rencontrer la petite flamme d'un cierge (qui a bien pu?)...

Serré entre une brève volée d'arcades et une vieille belle façade grise qui s'est offert le luxe d'une rose écarlate comme un ruban passé à une boutonnière, voilà le parvis de la cathédrale, dont la modestie surprend tout d'abord, mais dont on gotter, voilà les proportions en descendant les marches qui le bordent, jusqu'à ne plus le voir ou presque, pour recevoir enfin à travers les deux yeux et le cœur comme un éblouissant coup de la rosace Serré entre une brève volée d'arcades et une vieille belle façade grise qui s'est offert le luxe d'une rose écarlate comme un ruban passé à une boutonnière, voilà le parvis de la cathédrale, dont la modestie surprend tout d'abord, mais dont on goûtera mieux les proportions en descendant les marches qui le bordent, jusqu'à ne plus le voir on presque, pour recevoir enfin à travers les deux yeux et le cœur comme un éblouissant coup de poing la vision de la rosace immense et immensément belle, grand soleil qui se lève sur l'horizon du portail, huit apôtres et le Christ en majesté qui rèpne an tympan. Portes bardées de métal, lardées de clous, qui sentent l'encens à fotce de s'être cent mille fois ouvertes sur des processions foiles, cent mille fois closes sur l'ouragan des orgues.

La rualle tourne, longe l'édifice, mand hésiter un peu, puis se puis dans un portail du meilleur roman. Mystère des portails i qui va-t-on trouver de l'autre côté? On souhaite en secret l'ombre et le silence. Et on se voit comblé sitôt franchi le vestibule qui descend en pente légère jusqu'au cloître, insoupconnable jusqu'au cloître, insoupconnable jusqu'au distre, insoupconnable jusqu'au distre, insoupconnable jusqu'au distre, et de édifices refermés sur eux-mêmes et faits pour n'être vus que du dedans. Leur fraicheur, d'abord. Le soleil y a droit de cité, certes, mais on l'y admet en ami qui s'est vu contraint de laisser ses armes à l'entrée; il ne vient ici que pour assumer l'éclairage, dorer la pierre de son pinceau, quelquefois la rosir, allumer des feux éphémères aux feuilles des arbres — car il , a des arbres, orangers blen vernius, rosiers de haute taille, — faire scintiller les bassins.

Dans l'ombre du cloitre

TA campagne, maintenant.

L. Familière, douce, simable et fraiche. Quil, l'ayant vue comme on is voit — sans se lesser jamais — tout au long des routes qui tournent le dos à la mer et piquent en fibant vers l'onest ou le nord, qui osera entretenir la stupide légende voulant que le paysan d'Espagne — comme son e sousin s, le fellah de l'Afrique du Nord — soit trop volontiers du Nord — soit trop volontiers

du Nord — soit trop volontiers ici, du côté de Valls, on fait peu courageux, pour ne pas dire puvertement ménage à trois, pla encore? A moins d'être irré- l'amandier semblant goûter très médiablement stérile, pas un fort ce voisinage et s'y incluant

IOR RES

GRANDS VINS CATALANS

Les vins TORRES se trouvent distribués au plan national dans les meilleures épiceries fines et les grandes surfaces.

Notre distributeur exclusif pour la France c'est la maison: LEON JARROUSSE Fils 33, Rue Neuve-de-la-Garonne 75012 Paris Tel 343-83-51-343-83-62

Visitez nos chais à Vilafranca del Penedès à 50 km de 💶 🖃

Villages Catalogne, temps ubliés, grince la chaîne d'un puits, où vont les à tits prudents, le la tête...

Jamais finir à les collines flanc du suivant, le signale au passant sans tapage par sa longue muraille d'enceinte. C'est un très haut lieu de l'histoire religieuse et politique qui du sième font monastère languedocien.

Cerdanyola-del-vallès, qu'ils y nouvelle qui sera la première maiétablie logne. des

grand clottre », dont la lavato-

Sublime simplicité : le dépouli-lement le surfaces, r jeu magistralement ordonne,

Un Saint-Denis A la catalane

S pied de la Sierra de Prade, est la contemporaine Santesla contemporaine Santesla libil, même RaiBêrenger II at appel la libil pres l'abbaye l'all pres l'ensent Bérenger II il appel
l'abbaye l'imm viennent
chassès des montagnes voiII que s'instelle la
Le Père Etienne fran-Le Pere Ettenne franPyrénées une douzaine moines, qui scellantla première pierre — le saventlis ? — font œuvre pienes pour
sept siècles, et œuvre d'art pour
l'éternité.

l'éternité.

Au quatorzième siècle, Pierre IV décidera de faire du monastère le royal panthéon de la Catalogne. A quelques pas du retable d'albètre, qui est l'un des chefs-d'œnvre de la Renaissance, du au ciseau de Damiàn Forment, on va placer deux imposants sarcophages de facture gothique, posés sur des arcs surbaissés, de manière à ne pas couper la communication visuelle entre la grande nef et les collatéraux. Alphonse II le Chaste, Jean III Jac ques le le Conquérant, Pierre IV le Cérémonieux, Ferdinand III le Juste, Alphonse V le Magnanime, Martin III l'Humain, autant de monarques d'Aragon qui dorment leur dernier sommeil dans ce « Saint-Denis » champètre cerné par les jardins en deçà et au-delà de ses murailles. au-dela de ses murailles...

Un univers, ce monastère, dont une partie — qu'on ne visite pas — est à nouveau occupée par des moines. On peut y rester des heures à flâner, à regarder, à rêver. Roman, gothique, baroque, — les très grandes écoles — se suivent, et, un intelligemporte préjudice à celle-là. Pour en juger, il faut faire quelques millers de mêtres vers les hautes collines : de là, l'ueil s'émerveillers en lines : de là, l'œil s'émerveillers en découvrant du même coup la beauté et la sereine importance de l'ensemble.

Après ces beautés fulgurantes, le Montserrat vient s'inscrire dans l'itinéraire catalan comme une apothéose. Entendons-nous blen : nous parlons du site, et non de l'église, mille fois refaite, et devenue à l'église une sorte de Lisieux, aussi laide et autant populeuse, dont la sainte patronne est une Vierge noire, vieille de huit cents ans, émouvante à voir sur l'océan de clerges où elle vogue éternellement, son Niño sur le bras.

hras...

Mais le paysage! La montagne en « dents de scie », formidable, d'où l'on découvre, quand le clel le veut bien, d'un côté les Pyrénées, de l'autre les Baléares, les ravins, les à-pics, la roche rougeâtre, les bouquets d'arbres qui ponssent leurs frondaisons dans le vide, et la ferveur des foules, qui vont inlassablement, le chapelet aux doigts et le cantique aux levres, en font un très haut lieu. Un endroit doublement cher au cœur des Catalans, puisque s'y Un endroit doublement cher au cour des Catalans, prilsque s'y confondent la foi dans le Ciel et la croyance dans la Terre d'un peuple fier, qui savait bien, aux sombres heures à peine oubliées, faire de ces sommets le refuge où mettre à l'abri sa culture, ses erroirs et ses refus d'obélssance. espoirs et ses refus d'obélssance.

A présent, la Ville, avec un V cap Tant pls si d'autres di nous, il

obscures, les moines ne s'y plairont pas. On leur offre un nouveau domaine, à Ancosa, cette
fols, dans le Haut-Penedès. Nouvel échec. C'est en 1158 que les
Pères trouveront enfin, à l'initiative de Raimond Bérenger IV.
comte de Barcelone et roi d'Aragon, le site qui leur convient, lci,
sur les rivages de la petite rivière
Gaía, et se mettront aussitôt à
bâtir. Sept durant, l'
monastique aura durant, l'
Santes-Creus, l'abbaye verra
peu son prestige
constamment. Les constanment. Les lano-aragonaise lano-aragonaise haute estime, et, eux, de Catalogne-Aragon maintiendront protection donapréférer le monastère la autre sépuiture. Il Jacques II repolégise,

a grand clottre », dont la lavatorium est, lul, roman; dans l'une des galeries, l'entrée de la salle capitulaire, romane elle aussi. Silence où tremble un jet d'eau, que brise parfois d'un coup de son aile un oiseau; il y en a des milliers dans les arbres du domaine alentour. — couloir qui s'enfonce dans la muraille, le temps de l'enage — sur la la completa de l'enage — sur l'une de l'enage de la lavatorie de la lavatorie de la lavatorie de l'enage de la lavatorie de la lavatorie de la lavatorie de la lavatorie de la salle de la lavatorie de la salle de la lavatorie de la salle capitulaire, l'entrée de la salle capitulaire, l'une des l'enage de la salle capitulaire, l'une de la salle capitulaire, l'entrée de la salle capitulaire de la salle capitulaire, l'entrée d s'enfonce dans la muraille, le temps de manage sur la dui le l'autre extrémité, c'est un second cloitre, plus petit. Le premier grandeur, majes-proportions attendrissant de rusticité, avec son haut bouquet d'ifs serres, bien droits, bi drus, rutour le vasque qui chante et fait le pierrots invisible couchant, l'heure, pierre et lui par petites ppliquées ans teinte abri-

Car ces mâcheurs de graines salées, ces lécheuses de glaces à la pistache, ces marchands de journaux, ces fleuristes, ces gartur de la qui passent leurs jours et leurs nuits a traverser à la un plateau au du bras, le manda de voltures, ces jeunes ces vieux hidalgos, ces hillets de loterie, tous ces gens disent mieux Barcelone que n'importe quel livre. Et les guides sont, une fois de plus, passibles de correctionnelle, qui n'ont jamais su voir qu'un peu de « pittonire qui sont fait le vrai miroir d'une ville, qui s'y regarde, s'y reconnaît, plamais ne la s'y retrouver, inchangée, épanouie, vivante.

là qu'on reviendra, encore et toujours, comme la navire la port. Ce qui ne signifie qu'il faille oublier tout le reste. Les d'Antonio la fantastique Sagrada-Familia qui ne s'appuie sur rien
tout à pragique
inachèvement le Barrio
gotico cathèdrale, SanFelipe-Neri son baroque,
plaza Rey, le Paralelo; et
le Liano la Boqueria ses couleurs, d'odeurs, i fonce de vie tumultueuse, bavarde, passionnée, ensoleillée comme au-dehors. Un comme au-dehors. Un feu d'artifice qui ne

DEUX FLACONS SUR LA TABLE

 $D^{\mathbb{N}}$ Fun, du vin, un = === = généreux et (1), ma mani grand talent, 🚤 qui 🛶 langues et langues et langues et languée haricots, quelques tran-salchichon (saucisson), pollo m mana (poulet) joyeuse dorês, lama en la la lama leur, leur, la lama leur, en y pain rustique...

a la reproche numéro un que Français IIIM II l'Espagne V IIII culsine, toujours as assers -,

(1) Artuellement.

du vin représente

10 % la production

en Catalogne,
en Catalogne,
en catalogne,
en catalogne,
en catalogne,
en production
vin nationale. L'un des
vignobles les plus en pointe avignobles les plus en pointe
en produit

presente des les plus en pointe
des les plus en pointe avignobles les plus en pointe
en produit

presente des les plus en pointe de la conceptation de la co

SALES REPORTED TO

titre, - le directeur d'une parisienne to be the second of the second of the Iran 🔳 la polvron 🚃 📥 fine poudre evec une chaude symphonie qui mala, ma palais of barry m

N'ont-lis jamais parler al milit (tripes), all the su (pot-au-leu) 🗐 le pois chiche ie chou. 🗎 lard, 🖷 et et chorizo, in Infrarie, co immount mi s'égare

partois un tronçon 👪 boudin? Quelques Quirmandes Quelques (les Escargots) evitire convaincre, mieux : 4 tir. (Escudillers, 14) L'Arman aervir, alim im products inimitable, qui commence pui l'en-trée puisqu'il faut, pour li milete ini grillent ille gambas, m florilège Al N man III zuthentique 🚚 pays.



PARADOR NATIONAL . DUQUES DE CARDONA .

CARDONA (Province in Barcelone)

Office National Espagnol du Tourisme

PARIS (8º)

MARSEILLE (1d)
Cours Lieutaud
47-24-37

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : aide au Mozambique, condamnation de 🖢

L E Conseil sécurité, qui s'était réuni le examiner une plainte du Mozambique régime illégal la Rhodé-sie, a demandé, à l'unanimité, à tous les Etats d'accorder au au Mozambique « Mozambique » d'accorder au Mozambique «
et importante » pour lui permettre » renforcer
sa défense e de sauvegarder » sécurité. En
même temps, il « condamné fermement le
régime » pour » récents » tes d'agresaion « le Mozambique « dénoncé l'Afrique
» Sud pour l'appui continu qu'elle
» la Rhodésie. la Rhodesie. Le secrétaire général unies unies chargé l'organiser un d'ai inter-chargé l'organiser un d'ai inter-

Prochaine admission de Djibouti

Le Conde sécurité a recommandé, l'inillet, à l'unanimité, à l'Assemblée générale d'admetire la République de Djibouti à l'ONU. Le apport la mission unles gée Djibouti aval été publié 15 juin. Il la rigoureuse régula-

DEMANDE DU VIETNAM. — Dans une lettre datée Il fuillet. L'République sociaaon edmission à l'ONU soit réexaminée par le
Conseil de sécurité dans le courant de fuillet. En
raison du veto des Etats-Unis, le Conseil avoit
réfeté une semblable demande du Vietnam en
dernier.

DE LA MAURITANIE. — L'ambassadeur protesté par lettre, a mois dernier, auprès du président du Conseil de sécurité. L'attaque perpérée le 3 juillet le capitale par par le capitale par le capi

DE LA TRENTE-DEUXIRAE SPASION
L'ASSEMBLEE GENERALE. porte-parole
de l'Assemblée générale reprendra trales questions économiques septembre.
La

d'experis chargé d'étudier les consiguences écono-miques su l'actual de les consiguences écono-rést réus d'étudier les sur l'actual s'est réus de l'actual de l'

CONSETT.

Consell économique son Nations unies tenu solzante-troisième à du du juillet au 5 On est du du des la prochain numéro.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. Au cours de sa ingi-quassession, qui a lieu à Genère du ligit qua le développement le développement le développement le développement le discourdes aux pays les plus touchés par la criss économique une pays en vois de développement à rescution des pays en vois de développement à rescution des patronnés par le PNUD a été

CONSETL ALIMENTAIRE — Le alimentaire mondial — en session stricture de la Mandie du ... 36 juin. Les discussions ont porté sur l'accroissement de la production alimentaire, la constitution d'un système (nu tional de réserves de vivres et l'aide alimentaire.

CONFERENCE LE DROIT DE LA MER.

DROIT COMMERCIAL — Le Commission — Commercial — Le Commission — Commercial — Le projet de convention — Le projet de convention — Le projet de convention — Conference de plénipotentiaires pour l'adoption is la convention.

VILLE D'ART, DE TOURISME IIT DE CONGRES

Allie au partir d'une jeune de qui, dous me élan sans relâche, maint des avenir.

ELLE VOUS DEEM

LE PALAIS DES PAPES;
BENEZET, popularis à la participa de la chanson, ses nombreux éditis de la chanson, ses nombreux éditis de la chanson, ses nombreux éditis de la recursion de la provence de la provence;

50N FOLKLORE (danses et vieilles tradi-

PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août).

15 août). Chrorégraphique,
musique;
DES SALLES DE REUNION;
DES SERVICES REGULIERS DE

2 Saller la udépart
de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERD III
DUSSELDOEF, HAMBOURG, KARLSRUHE;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES
des vins la grands erus (Châteauneuf-duPape, Côtes-du-Rhône, I etc.);
LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec
équipement manifestations et
conférences, restaurant, son
parking.

parking.

• Visitez IVIEVIII • III Filleria ili jole i... z Maison du Tourisme,

(Ph. SPENDER)

PRATIQUES DE CORRUPTION, — de transil interpouvernemental — pratiques de corruption, — préparer inter-national sur ce problème, s'est réuni [in juin à Gonève. Dans son rapport au Conseil économique et social, il propose la convocation d'une conférence diplomatique alin de conclure un accord visant à éliminer et prévenir les paiements illieites effectuales.

nales.

DECOLONISATION.

a ursuro, en puillet, is pur son sousqui avalent été is pur son sousconnaissance de la situation dans les Bermudes, à Montserrat, dans les les Vierges britanniques, à Montserrat, dans les (Keeling) Guam.

part,

la République (Keeling) Guam.

part,

la République (Boutt l'indépendance.

e COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — Le goussmement grec a déposé, du greije de la Cour internationale de justice, le 13 juillet, dans le délai imperit, un mémoire sur la question de la compétience de la Cour pour connaître de l'ajjaire du plateau mer gou connaître de l'ajjaire du contre-mêmoire gouvernement ture opposant la Grèce à la Turquie. Le délai pour le dépôt d'un contre-mêmoire gouvernement ture (qui a nue la Cour le 1976 doit expirer a 2072 1978.

e ENFANCE. — Le secrétaire
unies a renouvelé. — durée de deux ans,
à partir l'er Le D' Entry
Labouisse, directeur général de Fonds — lons
unies pour l'enfance (UNICEF ou

COMMISSI MIGUE POUR L'EUROPE.

Le secrétarist de la Immission économique des Nations unites pour Int. (C.E.E.-ONU) = préle l'intention du groupe de fravail du Intention de programmes charbonniers des États membres depuis les augmentations de priz du pétrole en 1873. L'étude réforce de préciser qual avea le rôle du consessements de pris du préciser que les suites de la consessement de la consessement

- La conférma de l'alle de curoptens : siègé à Genève d'a 27 fuin au 14 juillet.

TRAVAIL

La session de la conférence internationale du travail

L'a conférence internationale de travail, réunie du 1° au 22 juin à Genève pour se annuelle, adopté in normes destinées à promouvoir de meilleures e promouvoir de meilleures de travail
pour le personnel infirmier et assurer l'enune protection les
risques professionnels l'environnement,
de la
a souligné l'importance
gyndicale la non-discrimination,
l'Organisation dn (OLT.).

Trésolution, demande
l'application de l'OLT., de permettre
des interventions rapides cas de l'O.I.T. de permettre des interventions rapides cas droits syndicaux, particulièrement lorsque danger. Cependant, quorum n'ayant pas atteint raison l'abstention plupart des pays développement), la pu adopter un rapport comportant une d'inobservation procédures l'O.I.T. par Israël le coccupés. mille quatre de cent vingt-six qui participatent rendre plus la coopération technique, en l'urie plus défavoriés un rapport international du plus défavorisés un rapport international du l'EIT) rappelalt qu'un milliard d'hommes ne disposent 3 par pour vivre.

été consacrées l'examen rapport de la commission la structure. Les Etats-Unis industrialisés voulaient oblir une modification de l'article 17 de l'OLIT, de façon à interdire la condamnal d'un Etat sans enquête préalable. en le développement acceptaient la proposition mais réserves que égapuse plusieurs dispositions qui assuune prépondérance aux se riches ils demandalent ainsi la modification des articles et 36, qui donnent au conseil d'administration dix de droit aux gouvernements et 35. qui donnent au conseil d'administration dix de droit aux gouvernements riches (sur vingt-huit sièges aux gouvernements, sièges aux employeurs et quatorze sièges aux travailleurs) et qui un min droit de ; ils proposaient encore de remanier composition non gouvernementaux pa5s des quatorze sièges d'employeurs) du quorum compromis a adopté en commission la par séance plêntère : le mandat du pour un an façon pour un an, f façon permettre un examen « pius approfondi des quatre questions ci-dessus, in que quel-ques Le délégué gouvernemental a indiqué que gouvernement ne pouvait rapport la commission.

La conférence adopté un budget 169 millions pour 1978-1979 (contre 160,6 millions pour l'exercice précédent). En présentant la jet de programme et de budget, M. Blanchard, directeur général du BIT. a qu'il ne pouvait négliger l'hypothèse d'un retrait l'Etats-Unis. Il a g'employer de d'un-gence les dépenses en fonction des priorités que le dépenses en fonction des priorités que prochain le préavis de deux ans déposé par Etats-Unis leur 1977).

nisation expire I novembre 1977).

DETES DU BIT EN TÜRECOSLOVAQUIE ET DANS LA C.E.E. — Le 23 ; sin, le conseil d'administration du BIT la décidé, sur platite de la Confédération internationale des syndicats libres, de faire une enquête en Tehéooslovaquie, pour tenter d'éclaireir la situation des signataires de la Charles T privés de leur emploi. La commission d'enquête a désigné ses délégués. La commission d'enquête à designé ses délégués. La commission tripartite est épalement chargée de donner suite à une plainte de la Confédération syndicale mondiale contre la munautée européenne, accusée de jaire rempiraux fonctionnaires qu'elle recrute des questionnaires prescrip de l'emploi.

internati
l'emplot.
TEAVAI. NOIR.

TEAVAI. NOIR.

Involve au mois de juin. la nombre des travailleure
noirs » pourrait représenter dans les pays membres
de 3 d 5 % de la totaleos
correspond nombre de l'estate d

e BANTE. — Dans le cadre du programme P.V.U.E./O.M.S. (Programme des Nations unies pour l'environnement/Organization mondials de la santé), pour la lutte contre la pollution dans la Méditerranés, une conférence-abiler sur la lutte contre la pollution des saux littorales s'est tenus à Athènes du 27 juin au les juillet.

— Selom les conclusions d'une étude publiés dans le dernier numéro du Bapport de statistiques sanitaires mondiales, le concer du poumon, contres enteur de morialité qui ne cesse d'augmenter dans le monde et, dans de nombreus pays, cette hauses l'uccompagne d'un accroissement sensiols de la mortalité jéminine. En ce qui concerne les autres types de cancer, la mortalité est e soit etaliontypes de cancer, la mortatid est e soit station-naire, en diminution pour les hommes et les femmes en un certain nombre de pays indus-et en voie de développement.

on ne dispose d'oucune donnée.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE
INTERNATIONALE. L'Organisation de l'aviation
civile internationale (O.A.C.I.) a annoncé, au mois
de juin, la prochains mise en œuvre de six projets d'assistance technique pour un montant total
de plus de 10 mülions de dollers. Quatre projets,
linancés par le Programme des Nations unies pour
le développement (P.N.U.D.), seront exécutés respeçtimement en République démocratique populaire
du Yémen, en Jordanie. en Roumante et au Venezuela. En outre, l'O.A.C.I. a accepté de l'ournir
l'assistance technique demandée par le gouvernement de la République arabe du Yémen pour
l'aménagement de l'aéroport de Taiz. Le sixième
projet porte sur l'achat, par l'intermédiaire du service des achats de l'aviation civile de l'O.A.C.I.,
d'un simulateur de voi destiné au centre de formation de l'aviation civile du Nigéria.

• METEOBOLOGIE. — Le vingt-neuvième session

- Après le dépôt des instruments d'acceptation de la convention de PO W O mente du Quar (19 mai) et de l'Angola (6 juin), le nombre des pays membres de l'organisation s'élève à cent trois membres de pleta droit et un pays

Fonds monétaire international

Nouveau taux de rémunération

Le juillet, révisé taux de rémunération applicable aux positions le la super-tranche-or et la super-tranche-or et

pecial (D.T.S.).

Pour la période de trois mois commençant le
1º juillet 1977, le la rémunération, qui
était 1 3,75 %, est ramené à 3,5 %. I le trimestre, le taux d'intérêt les commisà 3,5 %. En effet, aux termes des statuts du
Fonds, ils peuvent dépasser le de
quand ceiui-ci 2 %.

PINANCEMENT COMPENSATOIRE - Dans la juillet, c//cotus Maurics
à 11 millions de droits NOUVEAU MEMBRE. — 30 juin, les Seychelles Fonds monétaire inter-Le quote-part pays équipeut à D.T.S. — ports

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

A U cours des dernières semaines, une sèrie prêts par Banque mon-le (BIRD) en faveur des pays et organismes

- République de Corée (27 juin) : un prêt de 80 millions de dollars pour l'aider à fabriquer l'essentiel des équipements nécessaires pour la production d'électricité, les usines chimiques et pétrochimiques pays a égale-librecu, l'7 juillet, un prêt l'millions de talle pour pour projet à améliorer la formation professionnelle ;

— Jamaique (17 juin) : 15 militors de dollars pour 1 d'un d'un de développement

- Colombie 11 juin) : 90 millions de 10 millions de 20 millions de

Panama (30 juin) : 42 millions de dollars pour contribuer au financement d'un projet de développement de l'énergie électrique ;

— Thallande (30 juin) : 55 millions de programme d'irrigation de Chao-Phya;

Programme d'irrigation de Chao-Phya;

Yougoslavis (juin) : 80 millions
dollars pour financer un programme visant à
la réseau électrique; un autre prêt de
75 millions de dollars consenti par la BIRD, le
juillet, permettra : réalisation (projet
de crédit agricole visant à étendre l'élevage dans
ce pays et à augmenter la production de fruits
et légumes;

- Indonésie (1° juillet) : 24.5 millions de dollars pour la réalisation du programme natio-nal de contrôle des naissances ; (7 juillet) : 80 millions de dollars accordés à la Société indienne de crédit et d'investissements industriels;

— Liban (7 juillet) : 50 millions de dollars à titre d'aide à la reconstruction :

titre d'aide à la reconstruction;

— Swaziland (7 juillet) : I millions d' dollars pour un projet d'enseignement;

— Ile Maurice (14 juillet) : 7,5 millions de dollars pour permettre à la Banque mauricienne de développement il financer des ments dans l'industrie, l'industrie agro-alimenretai et le secteur touristique;

— Roumanie (14 juillet) : 71 millions dollars destinés à une usine de production et de viande pour contribuer il l'amélioration qualité des im d'enseignement et

OPERATIONS COMMUNES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOPPEMENT. — El Salvador a reçu le
27 fuin un prêt de la Banque mondiale de 6.7 mililons de dollars ainsi qu'un crédit de l'Association
internationale de développement (IDA) d'un montant de 6 millions de dollars. Ces deux contributions
financeront un projet de développement urbain à
l'échelle plusieurs petites villes.

D'autre part, le Soudan a rese juin, pour
ifinancement d'un projet ferroviaire, un prêt de
la mondiale millions de dollars.

CREDITS L'INCOMENTATION

CREDITS L'IDA — L'Association
nale de développement a, côté, annumire de développement a, côté, annumire de développement a, côté, annumire de développement a contra :

— Bangladeah (30 juin) : 10 millions de dollars pour la recherche et la vui

— nord-ouest du pays ; d'autre part, le four le financement projet visant amélierer le réseau de transports par voies fluviales ;

— Inde juin) : millions de pour le

The en Afrique

-Property Services · A Spinistiff 2 5 WH ...

The Park of the Pa

The second secon

A SAME TO SEE THE PERSON AND ADDRESS OF THE SECOND AND ADDRESS OF THE SECOND ADDRESS OF THE SECOND AND ADDRESS OF THE SECOND ADDRESS

financement d'un programme destiné à réorganiser et renforzer les estroises de milgarisation agricole dans l'Etat d'Assam. Deux suivres crédits ont également été accordés le 21 juillet d'es pays : l'un, de 70 millions de dollars, financera deux profets d'irrigalion dans l'Etat de Maharachtra; l'autre, d'un monium de 13 millions de dollars, financera partiellement un profet de recherches et de milgarisation agricoles dans f.Etat de Edgardian; — Gumeroun (1º juillet) : 7 millions de dollars pour financer la création d'un fonds de développement rura; — Burunds (11 juillet) : 34 millions de dollars

pour financer la création d'un fonds de développement rurai;

— Burands (11 juillet) : 3,4 millions de dollars
pour couvrir les besoins en devises de la Banque
nationale de développement économique;

— Mail (11 juillet) : 10 millions de dollars afectés
à un projet visant à rélormer l'emecipment sitentifique et technologique et à order un programme
d'enseignement éénentairs à faible cost:

— Népal (11 fuillet) : 17 millions de dollars pour
couvrir le coût de l'entretien et du développement
du réseau vouter;

— Tanzanie (11 fuillet) : 12 millions de dollars
pour un programme national d'eménagement dont
bénéficiernat les citadins à faible révenu;

— Sierra-Leone (13 fuillet) : 8,2 millions de
dollars affectés à un projet d'installations électriques comportant l'extension de centrales électriques et du réseau de distribution de Frectours
ainsi que le développement de centrales en proviuce.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE — Quatre opérations out été réalisées par la Société financière internationale (S.F.J.) ou cours des des-

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.

Quatre opérations out êté réalisées par la Société
jinancière internationale (S.F.I.) ou cours des dernières semaines :

— Investissement dans une société de développement et de gastion de londs de placement en
Thailanda (II juin). L'engagement de la S.F.I.
cousiste en une souscription de 300 000 dollers
d'actions de la Methal Fund Company Limited; il
s'agit de la première opération de 10 S.F.I. dens
une institution de développement;

— Investissement de 3500 000 dollers, le 23 juin,
dans la Société minière d'Acoje, sur Philippines,
pour le financement partiel d'un prodet d'extension
de ses installations de traitement de mineral; l'intervent on de la S.F.I. consiste en un prêt de
1300 000 dollars et en une participation en capitel
d'un montant de 1200 000 dollars;

— Prêt de 2,7 millions de dollars, le 30 juin, d
le Thailanda pour la construction d'un terminal
pour le sucre en une d'une capacité annualle de
sept cont vings mille tounes métriques; les promoteurs du projet sont les principeux actionnaires
du proupe Mitr Phol. la deuxième groupe sucrier
de pays,

— Partimpation de 15 100 000 dollers, le 21 juillet,
dans une opération conjoints d'intérés yougoulanes
et allemands pour la construction et l'explottation,
en l'ougoulers d'une usine de carton. Les engagements de la SP.I. s'élévent à 2 100 000 dollers sous
la l'orme de participation cux ceptitaux propres et
à 13 millions de dollars sous lorme de prêt et
l'arter de la Tourque Ecritona i Ambalaus Carin.
EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BERD AUXETATELISTE.

a 13 millions de dollars sous forme de prêt en farter de la Trorreta Kertona i Ambalese Certa. EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIBD AUX ETATS-UNIS. — Une âmission de titres de la Banque mondiale a été réalisée dans le courant du mois de juillet aux Etats-Unis par l'intermédiaire d'un groupe de souscripteurs américains eigent pour chei és file le First Boston Corporation, Salomon Brothers et Morgen Stanley and Compeny Incorporated. D'un montant global de 750 millions de dollars de bons à cinq ans venant à échéance le 1º août 1982 de 250 millions de sollars de bons à cinq ans venant à échéance le 1º août 1982 et de 250 millions de dollars d'obligations à vingt-cinq ans venant à échéance le 1º août 1987 et de 250 millions de dollars d'obligations à vingt-cinq ans venant à écheance le 1º août 2082.

Les bons à cinq et à dit ans ne pourront être amortis svent leur date d'échéance. Les obligations ne pourront être rachetées qu'à partir du 1º février 1998 à l'ade d'un fonds d'emortesement dont le montant sers calculé de façon à pouvoir racheter 92 % du total des obligations émises avant l'écheance.

Dutre le tranche initiale de l'emission d'obliga-

l'échemic.

Outre la tranche initiale de l'emission d'obliga-tions, comportant livraison immédiate des titres, le Bauque a mis auxì en renie par l'intermédiaire du consortium de souscripteurs et à l'intention de du comportium de sousertpieurs et à l'intention de certaius inventisseurs institutionnels, des tranches comportant Unicison disférée des obligations. Les ventes à inventon disférée es teront dans la cadre de coutraits précopant que la remise effective des titres es fera à la date du l'éferier 1978 ainsi qu'à toute autre dele qui pourrait être fixée d'un commun accord avec le Bauque.

COMBINE CONSULTATIF POUR LA COLOMBIE. —
Le groupe consultatif pour la Colombia a tenu sa
neuvelme réuntor. À paris les 27 et 28 fuin. Après
apoir mri connaissance des besoins en capitame
criterieurs de re pays, les membres du groupe ont
étudie la fiste des profets présentée par le gousernement colombien et sont conneaus qu'un cofinancement serait souhaitable pour quelques-une.

cement serait iouhaitable pour quelques-une.

CONSORTIUM POUR L'INDE. — Le consortium des gonvernements et institutions intéressés par l'oide au étécoloppement de l'inde réuni à Paris les é et 5 juil et a souligné la nécessité pour le gouver-acronni indient de threr parti des perspectives d'évolution économique sécuellement lavorable : au rours de la dernière décenne le taux d'accroissement de l'industrie a stient 10 %. Les recettes d'exportation se pout accruen de 25 %. Cette augmentation, combinée à une d'institution des importations, a coté me résultant les recettes le engage des

combinet a une dissistation des importations, a crée une situation 'avorable dans le domaine des changes

Il semble donc nonheitable que le gouverament indum poursuive des objectifs débouchent sur une trounance durable à long terms en poursuivant notamment une siloris dans le domaine de l'agricultur les s'uttachant particultérement à atténuer le paugérisme dans les compagnes) ainsi que dons ceus le l'experietions et de l'évergle.

Les membres du consortium ont listé le montant de la contribution qu'ils avoient délà apportée pou qu'ils re propositent d'apporter pendant l'année pour le réalisation des molecules à moyen terme de l'inde, il ret brêtu que le montant global des engagements de l'aunec una supérieur à celut des précédentes aunées que s'élécule autérion d'1,3 milliant de dellars des Elois-Eurs.

Liftoupe D'AIDE AC BANGLADESE. — Le proupe d'auté au Bangladesh, résui les ? et à juillet à Paris, s'est déclars satisfait des actions et mesures prince par le gouvernement de ce pays pour stabilises l'artivelle estration économique. Cependant, une stratègie globale comportant des incitations d'15 panduction dans le domaine de l'agriculture ainsi gu'un résménagement du système de répartition des céréales alimentaires servient nécessaires pour satisfaire les beautres dus classes sociales les plus aditionnées les autituties du gouvernement concernant les prissique de développement rurai aiust que la prochain plus de développement ont été javo-vablement absentites.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Octros de sept prêts

A L'ISSUE de la septième session du conseil A d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA: qui s'est tenue à Dakar du 16 au 18 mars dermer, deux prêts ont été accordés en

IS ADEA, qui sest sente a palar de la la mar dermer, deux prèts ont èté accordés en faveur des pays suivants:

— Rwanda (7 avril) : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans à 2 %) destinés au finan-cement d'un programme quinquennal de développement rural :

— Ghana - Côte-d'Ivoire - Togo (17 avril) : 10 milions de dollars (pour quinze ans et à 6 %) pour contribuer au financement d'un projet multinational appelé communément CIMAO (Cincents de l'Afrique de l'Ouest).

Quatre autres prèts ont également été approuvés par le conseil d'administration de la Banque réunt à Damas du 11 au 13 juillet :

— Rwanda : 6 millions de dollars (pour vingt ans à 5 %) pour permettre d'améliorer l'approvisionnement du pays en épergie électrique :

— Guinte : 434 millions de dollars pour douze ans à 5 %) pour la réalisation d'un projet de construction d'une cimentarie :

— Tanzanie : 10 millions de dollars (pour quinze ans à 7 %) pour l'exécution d'un projet de labrication de matériaux de construction :

— Mozambique : 40 000 dollars pour financer l'étude d'un projet d'extension des activités de peche.

Enfin, le 14 juillet, le Rwanda s'est vu accor-

peche.

Enfin, le 14 juillet, le Rwanda s'est vu accorder un prêt de 6 millions de dollars (pour vingt ans el à 4 %) destiné à financer un projet de construction d'une rentrale hydro-électrique.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie et à la Grande-

L A Banque européenne d'investissement (B.E.L.) 2 mis à la disposition de l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI), le 28 juin, deux prêts d'un montant total de 33.85 milliards de lires d'un montant total de 33,30 milliaris de lires (34 millions, d'unités de compte) destinés à financer des projets industriels dans le Mezzo-giorno italien; la durée de ces deux prêts est de dix ans, leur taux d'intérêt s'élève à 8,3 %. Trente milliards de lires ont été attribués à Italsider pour la restructuration d'un train à tôle et la réalisation d'un ensemble d'installations antipollution dans le certre sidérarrique. tions antipoliution dans le centre sidérurgique de Tarente. Le second prêt, de 3,85 milliards de lires, contribuers au financement d'une nouvelle usine d'emballages en matière plastique à Brin-

disi.

Un prêt d'une contre-valeur de 4.1 millions de livres (6.2 millions d'u.c.) a été accordé, le 7 juillet, par la Banque européenne d'investissement pour le renforcement et l'extension du réseau de transport d'électricité dans le nord-ouest et le nord de l'Ecosse. Ce prêt a été consenti au North of Scotland Hydro-Electric Board pour une durée de quinze ans et à 8.95 %.

D'autre part, le 12 juillet, la B.E.I. a consenti, à la British Steel Corporation (Grande-Breta-gne), un prêt d'une contre-valeur de 6,9 millions de livres (soit 10,5 millions d'u.c.) pour le financement de la construction d'une raffinerie de benzal à Port-Clarence, à Tessside. D'une durée de douze ans, ce prêt est assorti d'un intérêt de

Opérations au titre de la convention de Lomé Au titre de la convention de Lome, la Banque

européenne d'investissement a annoncé l'octro

de plusieurs prêts:

— Deux contributions d'un montant total de 5,4 millions d'u.c. (environ 1500 millions de F.C.F.A.) pour le financement au Togo (25 juin) d'une huilerie de palme et d'installations de stockage de l'huile. Cette opération se compose, d'une part, d'un prêt de 2,33 millions d'u.c. (pour quinze ans au taux de 5,85 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) accordé par la B.E.I., sur ses ressources propres, à la Société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH); d'autre part, d'un prêt conditionnel de 3,07 millions d'u.c. (pour vingt ans et à 2 %) accordé par la B.E.I. agissant en qualité de mandataire de la C.E.E.;

— Un prêt équivalant à 2670,000 u.c., le 39 juin, pour le financement d'un hôtel à Douala, en République unie du Cameroun. Attribué à la Société hôtelière du littoral, pour une durée de treize ans, ce prêt porte intérêt à 5,225 %, compte tenu de la bonification d'intérêt de 3 % :

Kenya, le 21 juillet : la contribution de la Banque, d'un montant de 6,98 millions d'u.c., consiste, d'une part, en un prêt de 5,88 millions d'u.c. (pour onze ans, à 5,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) octroyé à la Kenya Furfural Compant Ltd; et, d'autre part, en une prise de participation de 10 millions de shillings kényans dans le capital de cette société.

Banque interaméricaine de développement

Prêt au Brésil· à Haîti, à la Bolivie et au Honduras

des pays sulvants :

— Brésil : 20 millions de dollars à l'aide des res-

nidad ;

Honduras (28 juin) : 25 millions de dollars (à l'aide du Fonds vénézuélien, pour vingt ans, à un taux qui ne sera pas inférieur à 8 %) destinés à étendre et à diversifier l'exploitation des ressources sylvestres de l'Olancho.

NOUVEAU MEMBRE — La Finlanda est devenue le 30 fain le quatorzième membre extra-régional de la Banque interaméricaine de développement.

Fonds européen

Nouvelles décisions de financement

A LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) lors de sa cent dix-septième réunion, le 17 mai dernier, la Commission des Communautés européennes a pris, les 18 et 25 mai, ainsi que les 2 et 7 juin, de nouvelles décisions de financement sur les ressources du quatrième FED:

— Empire centrafricain : subvention de 3 290 000 u.c.e. pour la réfection de la route Bangui-Damara:

Hangui-Damara;
— Gambie : subvention de 370 000 u.c.e. pour la réalisation du premier programme annuel de micro-projets;

— Botswana : subvention de 1 045 000 u.c.e. pour la création d'un centre de gestion des grandes exploitations d'élevages; — Gabon : une subvention d'un montant de 110 000 u.c.e., assortie de prêts à conditions spé-ciale d'un montant de 1 600 000 u.c.e. pour

financer une opération vivrière et fruitière à Lambaréné et à Franceville :

— République populaire du Congo : subven-tion de 3 650 000 u.c.e. destinée à financer l'ali-mentation en eau des villes de Nkayi et d'Impfondo ;
— Ethiopie : 12 800 000 u.c.e. pour contribuer
à l'amélioration du réseau rural d'approvision-

A Banque interaméricaine de développement a accordé, le 7 juillet, deux prêts en faveur Brésil : 20 millions de dollars à l'alde des resources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 % l'an pour financer le transfert de biens d'équipements technologiques et mécaniques nécessaires à la construction d'un des plus grands centres pétrochimiques de ce pays;
 Haiti : 9,6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) destinés au financement d'un apparante de dévelopment de

anness et de 2 % ensuite) destinés au financement d'un programme de développement de l'enseignement dans les zones rurales.

D'autre part, deux autres prets avaient été accordés en juin à l'aide de Fonds placés sous l'administration de la Banque :

— Bolivie (22 juin) : 21 millions de dollars (à l'aide du Fonds de progrès social, pour quarante ans au taux de 2 %) destinés aux familles victimes des inondations de janvier 1977 à Tri-nidad ;

de développement

Libéria : prêt spécial de 4.800.000 u.c.e.
pour la construction du tronçon routier Tartuke-

nement en eau.

treprendre à l'automne (l'accord multifibre expire à la fin de l'année).

A ce projet, qui avait reçu le soutien de Hongkong, de la République de Corée, du Mexique, des pays de l'ASEAN, de la Turquie, de l'Autriche, de la Sulsse et des pays nordiques, le Brésil et l'Inde ont opposé un autre projet de déclaration prévoyant le renouvellement pur et simple de l'accord. L'Egypte, l'Espagne, la Yougoslavie, la Colombie et la Roumanie se sont ralliées à cette proposition.

O.C.D.E.

Médiocres perspectives pour les douze prochains mois

DANS une étude sur les Perspectives économiques publiée le 21 juillet, le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) indique que la production totale de la zone O.C.D.E. augmentera « sans doute » d'un peu plus de 4 % pendant les douze mois qui s'achèveront au milleu de 1978. Au cours des douze derniers mois détà, le P.N.B. de l'O.C.D.E. a progressé d'un peu moins de 4 % et, « dans de nombreux pays, le chômage a encore augmenté ». Selon les experts, ces résultats « décevants » en matière de croissance ne permettront la réalisation des objectifs de la stratégie à moyen terme adoptée par les gouvernements en juin 1976 que si un taux de croissance global du P.N.B. de la zone O.C.D.E. d'environ 5 % est atteint en 1978. Si les perspectives d'une expansion durable aux Etats-Unis paraissent « relativement bonnes », les taux de croissance de la demande intérieure pendant le premier semestre de 1978 dans les autres pays semblent « insuffisants pour encourager un accroissement des investissements en capital ou empiétes un nouvelle aummentation du chôaccroissement des investissements en capital ou empêcher une nouvelle augmentation du cho-

MAGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. —
Un accord reletif à des travaux de recherche et de développement en coopération sur les économies d'énergie, d'un coût de 12 million de doilers, a été coneiu le 28 juin êntre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Suède et la Suisse, à l'occasion de la trautième réunion du conseil de direction de l'Asence internationale de l'énergie (A.I.E.). Cet accord porte sur un programme de trois ans impliquant trois projets de recherche distincts sur le transfert de chaleur et les échanges de chaleur.

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT EN 1876. — Seion des indications sur le volume e; les conditions de l'aide fournie par les pays du Comité d'aide au développement (CAD), l'aide publique un développement, exprinée en dollars courants des Etals-Unts, est restée en 1876 au même niveau qu'en 1875 (13,7 milliards de dollars). Exprinée en pourventage du produit national brui, elle est tombée de 0.36 %, d 0.31 %. L'apport (otal de ressources linancières aux pays en rois de développement en 1876 est également resté stationneire en dollars courants et a lui auxsi fléchi en pourcentage du P.N.B.

Quant au montant total des recettes des pays en pous de développement (fournies par les pays du CAD, les pays de l'OPEP et les prêts en euromonnaies), il set passe de 55 milliarits de dollars en 1975 à quelque 70 milliards en 1876; cet acorotsement des apports totaux a eu pour conséquence une nette augmentation de l'endettement total des pays en voie de développement, dont le montant a plus que doublé depuis 1973 (200 milliards de dollars en 1876 contre 180 en 1873).

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUE L'ENERGIE NU-L'AIDE AU DEVELOPPEMENT EN 1976. - Seto

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUE L'ENERGIE NU-CLEARRE. — Le conseil de l'O.C.D.E. a adopté le 22 juillet une décusion ordant un mécanisme multi-latéral de consultation et de surveillance pour l'immérsion de déchels radioactifs en mer. Ce mécanisme, qui sera mis en œusre par l'Agence de PO.C.D.E. pour l'ensemble des pags membres de l'O.C.D.E., à l'exception de l'Autriche et du Japon; l'Australée et la Nouvelle-Zélande ont réservé leur réponse.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE. - Les résultats POLLUTION ATMOSPHERIQUE — Les réputets d'un programme de meure de cinq aus sur le transport des polluants à base de soufre à travers l'Europe ont été rendus publics au début du mois de juillet par l'O.C.D.E. Seton cette étude, réaluée par onne pays membres, apre soinante-diz stations de mesure ou sol et de nombreux prelèvements par arion, aucun pays européen ne peut contrôler de manière indépendante le niveau de pollution par le soufre affectant son territoire, ce qui rend nécassure la coopération entre les pays d'Europe.

RECENTES PUBLICATIONS e Dana la série a Etudea économiques a : la Belgique et le Luxembourg, la Grèce, l'Espagne, l'Allemagne.

Organisation internationale du cacao

Vers une révision des mécanismes de fixation des prix?

de fixation des prix ?

Le comité exécutif de l'Organisation internationale du cacao, qui regroupe des représentants des pays producteurs et consommateurs, s'est réunil le 18 juillet pour étudier les modalités d'une éventuelle révision des mécanismes de fixation des prix du cacao. Lors de l'accord intervenu en 1975 et entré en vigueur en 1976, une fourchette de prix avait été fixée entre pays producteurs et consommateurs (à l'accordion des Etats-Unis) au-delà et en deça de laquelle l'organisation déclenchaît l'intervention du stock régulateur. En raison de la hausse des cours du cacao au cours des six derniers mois, les pays producteurs demandent un réajustement de l'actuelle fourchette de prix (0.39 dollar). La Côte-d'Ivoire aurait menacé de se retirer de l'accord en septembre prochain si aucune solution n'était trouvée. aucune solution n'était trouvée.



Groupe andin

Un choix économique décisif : la création d'une industrie automobile au niveau sous-régional

T A dix-huitièms période de sessions extrale ordinaires de la Commission du Groupe
andin, qui s'est tenue à Lima du 22 au 29 juin,
a revêtu un intérêt exceptionnel. Il s'agissait,
en effet, de faire avancer une négociation difficile sur un choix économique décisif pour l'avenir de la sous-région : la création d'une industrie automobile. Les ministres plénipotentiaires
des cinq pays réunis à Caracas, en mai dernier,
n'avalent pu faire sortir la négociation de
l'impasse. Le tâche de la Commission consistalt
donc à rechercher un terrain d'entente sur la
proposition n' 45 du Comité définissant les
orientations du programme sectoriel de développement de l'industrie automobile.

A Lima, les conversations bilatérales entre

loppement de l'industrie automobile.

A Lima, les conversations bilatèrales entre les différents partenaires, auxquelles ont participé les membres du Comité, et les travaux au sein des groupes techniques ont permis de réunir les conditions nécessaires à un compromis sur les points les plus contestés de la proposition nº 45 D'après le communiqué final publié le 30 juin, ces progrès autorisaient à penser que la Commission, lors de sa trente-troislème période de sessions ordinaires, convoquée à Quito (Equateur) pour le début du mois d'août, pourrait approuver le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile.

La mobilisation des énergies pour faire aboutir

développement de l'industrie automobile.

La mobilisation des énergies pour faire aboutir ce projet est un fait sans précédent dans l'histoire de l'accord de Cartagena. Toutefois, de l'avis de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), ce choix économique paraît contestable : dans son rapport sur la troisième évaluntion de la décennie, débattu à sa session d'avril-mai à Guatemala, la CEPAL l'a apparemment condamné.

la CEPAL l'a apparemment condamné.

VERS LA CREATION D'UN OELOANE JURIDICTIONNEL ANDIN. — Les experts gouvernementaux des cinq pays ont tenu à Lima, du 27 cu
29 juin, une première réunion cousserée à l'exumen, en une de son adoption députitée, d'un
projet portant création d'un organe juridictionuel andém.
L'organe juridictionnel andin austrema le respect du droit sous-régional dans l'application et
l'interprétation des dispositions de l'accord de
Cartegena : il contrôlerait la légalité des normes
émanact de la Commission et du Comité, et arbitrerait les conflits pouvont surgir entre les pays
membres au regard du droit sous-régionel.

LE DEUNIOPPEMENT DES ENGRAIS CEIMI-

membres au reyard du droit sous-régionel.

LE DEVELOPPEMENT DES ENGRAIS CEIMIQUES. — Du 6 eu 8 fuillet, à Lima, le Comité de
l'accord de Cartagena a organisé, uses la collaboration de la Bunque interaméricaise de développement et de la Bunque mondiale, une réunion
d'experts pour étudier les possibilités d'uns éventuelle adaptation à la sous-région du projet de
programmation de la production d'engrais chimiques établi par la Bunque mondiale pour les
grompements économiques en vois de développement. Les experts se sont plus particulièrement
intéressés aux questions relatives à l'auflisation et
à la production des engrais chimiques en Amérique
latine et dans la sous-région, et aux noyeus
latine et dans la sous-région, et aux noyeus
d'accélérer le développement de cette industrie.
Dans la perspective de ce développement, la rôle
de la BID a lait l'objet d'un examen attentif.

L'INPORMATION DES MARCHES AGRICOLES. Les directeurs des offices nationaies d'informa-Les directeurs des offices nationaies d'informa-tion des marchès agricoles, auxquete s'étaient joints des experts du département de la program-mation et de l'unité des statistiques de ce secteur d'activité, ont tenu une première réunion à Lima du 6 au 8 fuillet afin da procèder à un examen cri-tique du système sous-régional d'information com-morciale. Ils ont formulé un ensemble de propo-sitions pour améliorer son fonctionnement.

Association européenne de libre-échange

Nouveau prêt à une société portu-

Le comité de direction du Fonds de dévelopinstitué au sein de l'Association européenne de
libre-échange (A.E.L.E.), a tenu sa première
réunion le 30 juin à Genève. Après avoir établi
les directives générales concernant les termes et
les conditions des prêts accordés par le Ponds,
le comité de direction a approuvé un prêt de
45 millions d'escudos (1,2 million de dollars) à la
compagnie portugaise Discoral Sarl pour la
fabrication et l'équipement d'une usine de denrées fourragères à Oliveira de Fradea. Depuis
l'entrée en fonction du Fonds (le 1° février
1977), vingt-trois projets ont été approuvés, ce
qui correspond à des prêts de 203 millions
d'escudos et à un investissement total de
400 millions d'escudos.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC L'ES-

400 millions d'escudos.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC L'ESPAGNE.— Des négociations entre les pays de
l'AELE et l'Espagns en vue de l'établissement
d'un accord commercial unultilatéral se sont dérouiées du 25 au 30 juin à Genère. Simultanément,
des entretuens bilatèrant portant sur les échanges
de produits agracoles ont eu lieu entre l'Espagne
et certains pays membres de l'Association. L'objectif
final de ces négociations est d'étendre à l'Espagne
te mysière de libré-échange des produits industriels
existent en Europe occidentale; dans l'immédiat,
la première étaps consists à rédieur entre les pays
de l'AELE, et l'Espagne la même degré de libéralisation des échanges que ceius qui existe actuellement entre l'Espagne et la CEE. Des groupes de
travail ont été créés afin d'examiner les aspects
pohniques d'un tel accord.

GATT

Echec des négociations sur le renouvellement de l'accord multi-

OLIVIER LONG, directeur général de M. l'Accord général sur les tarifs douanier et le commerce (GATT), a constaté le 34 juillet l'échec des négociations sur le renouvellement de l'accord multifibre qui avaient repris à Genève le 5 juillet au sein du comité des textiles. Les principaux antagonistes n'ont pu en effet se mettre d'accord sur un texte présenté par les Etats-Unis, la C.E.E. et le Japon et qui prévoyait le renouvellement conditionnel de l'accord en fonction des résultats de la négociation d'accords bilatéraux que la C.E.E. se proposait d'en-



• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — La sizième réunton des offices nationaux de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), tenue dans la capitale urupuagenne du 14 au 21 juin. a adopté un ensemble de résolutions relatives au système d'information des marchés agricoles au système d'information des marchés agricoles d'intérieur de la cone. Sa misa en application est prévue pour le 1^{ex} septembre prochain et, au début, il fournira des connées sur une douzaire de produits essentiels du commerce régional de ce secleur d'activité.

e COMMUNAUTE DES CABAIBES. — La conférence des ministres de la santé des pays membres de la Communauté des Carabes s'est réunis à St.-Ritts, du 28 au 30 juin, pour procéder, comme chaque année, à l'examen des problèmes conocranai la politique de la santé et à l'évaluation des travaux conjées aux services spécialisés du secrétariet de la Communautés.

tariet de la Communautés.

— La sixième conjérence sur lez huiles et les corps pras des pags membres du Marché commun des Caraibes, réunie à Georgetown a just un large tour d'horizon des opérations eliectuées au titre de l'accord régional sur ces production et de aussi examiné les problèmes de production et de la cinquième conjérence. Mais la principale question à l'ordre du jour étais la fraction des nouveux prix régionaux à la production pour les huiles et les corps gras pour la campagne 1877-1976. En outre, la conjérence a alloué les exodéents d'huile de copra de trois des pags les moins descippés de la zone. Dominique, Sie-Lucio et Si-Vincent, aux pags dont la production a élé insuffisante.

insulfisante.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES BUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — La première réunion préparatoire sur le coton, organisée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans le coure du programme intégré pour les produits de base, s'est déroulée à Genère du 30 au 21 juin. Au terme des tranaux, il a été décidé, à l'unanimité, que les experts gouvernementaux devuient recommander les mesures appropriées à prendre pour truiter des problèmes qui se posent dans le domaine du commerce international du coton, en particulier des fluctuations excessives de pris. Les experts analyseront la structure des pris et des codis de production : ils examineront les mesures propres à stimuler la demande de colon dans les pays consommaleurs, à encourager la recherche et la promotion commerciale et à améliorer l'industrialisation du coton brut dans les pays producteurs en voie de développement.

Une réunion préparatoire sur les huiles végétaies et les graines olésqueuses s'est également tenue, dans le cadre du programme intègré, du 27 juin au 1ºº juillet.

— Le comité spécial des préférences e tenu sa

77 fuin au 1ºº fuillet.

— Le comité spécial des préférences a tenu sa huitième session, du 27 fuin au 1ºº juillet. Cette session, d laquelle étaient représentes cinquantetrois pays, devait être consacrée à l'examen des schémas de préférences généralisées des pays développes à économie de marché ainsi que des memurés prises par les pays eccialisées d'Europe orientale. Figuraient également à l'ordre du four de la réunion : lu simplification et l'harmonisation des règles d'origine applicables aux produits admis au bénétice du système généralisé de préférences, ainsi qu'une étude du secrétariat de la CNUCED concernant les incidences sur ce système de formules d'abalisement des droits de douane proposées lors des négociations commerciales multilatérales.

. CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MU-• CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MU-TUELLE. — La settion annuelle du Conseil d'actit-tance économique mutuelle (C.A.EM. au COMECON) s'est tenue du 21 au 21 juin à Versovie, avec la participation des chejs de gouvernement des pays membres. A l'ordre du jour jiguraient notamment le bilan de la coordination des plans et l'étude des programmes de coopération dans les secteurs définis l'an dernier : pétroie, énergie et matières premières, mgénierie, production agricole, biens de consomme-tion et transports.

— Un consortium international de banques, conduit par la Banque de Dresde, a accordé au mole de fuin à la Banque du COMECON pour l'investissément international un prêt de 500 mil-tions de dallars pour sept ans, destind en partie à financer la construction d'un gazodue de mille sept cent vingt miles entre Orenbury, dans les montagnes de l'Ourul, et six pays d'Europe orientale.

de l'Ouval, et six pags d'Europe orientale.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé, qui a tenn sa huntième seasion les 28 et 29 fuin à Londres, a examiné le stituation du blé pour la récolte 1976-1977, à le lumière d'un repport établi par le zous-comitie consultait! sur les conditions du marché, etnsi que les perspectives de la récolte 1977-1972 sur la base des prénitions concernant l'offre et la demande mondiales de blé, également établies par le zous-comité et publiées quelques jours plus tard et 5 fuillet). En ce qui concerne l'élaboration d'un nouvel accord international sur le blé (l'accord de 1971 actuellement en ujuseur arrivera à expiration le 30 juin 1975), le Conseil a adopté un calendrer de travail pour le groupe préparatoire et annoncé qu'il prendrait, au cours de sa prochaine session, une dérision sur la convocation d'une conférence sur ce sujet au début de 1978.

• ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS

ession, une décision sur la convocation d'une conference sur ce sujet su début de 1978.

• ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — Rémis à Stockholm les 12 et 13 juillet pour la quarante-neuvième session de l'Organisation, les ministres de l'énergie des treise pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont préparé les trussur de la prochaîne réunion ministérielle prévue à Caracas pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pétrole pour le 20 décembre sur les pris du pour le 20 décembre sur les pris du pour le 20 décembre sur les pris du pour le 20 des mindiqué, au début de justifet, que l'OPEP était e à nouveau unle sur les pris ». Le 29 fuin, neuf pays membres ancient renoncé e dans l'Inhèret de l'unité et de la solidarité de l'OPEP » à augmenter leurs pris de 5 % en juillet (comme onze d'entre eux acaient décisé de le jaire lors de la réunion de Doha en décembre 1976), ce qui auveit porté la hausse des pris à 15 % pour 1977; le 3 juillet, l'Arabie Saoudite et les Emirais arabes unis annonquient anné hausse de 5 % qu'ils ancient appliquée au mois de jaraier, leur pris un ceux des autres pays de l'OPEP. A la suite de la décision de l'arabie Saoudite et des Emirais, deux autres pays de l'orde, qui l'aissient putrie des « once » de Doha, renonquient également à la hausse de 5 %, matiant ainsi fin au mécanisme de double prix institué à Doha. A Stockholm, les ministres n'ont, semble-t-il, pas exammé les quasité. Ce dernier sujet sera étudié dans le cadre d'une réunion qui se tiendra en octobre à Vienne, d'aquelle participeront l'iran, l'Arabie Saoudite. Le Conseil de coopération douanière (C.C.D.) «

e CONSEIL DE COOPERATION DOUANIEME. —
Le Conseil de coopération douanière (C.C.D.) a
tenn ses quarante-neuvième et cinquentième ressions annuelles à Nairobi du 7 au 15 juin. Plusieurs
questions ont été examinées, concernant la valeur
en douane, la nomenclature (adoption de trois
décisions de principe), le système « harmonisé u
l'élaboration d'une convention internationale pour
la simplification et l'harmonisation des régimes
douaniers (adoption de trois nouvelles unaexes).
Dans le domaine de la luite contre la fraude douanière, le Conseil a adopté une convention internationale sur l'assistance mutuelle administrative;
il a également adopté deux recommandations encourageant l'octroi de jacilités pour l'importation temporaire de réhicules de reportages radiodifusés et
télépisés, et du matériel se trouvant dans les véhicules utilisés lors du transport de matières radioactives. En ce qui concerne le coopération technique
avec les pays en rone de développement, le Conseil
a décidé d'intensifier san action pour complèter les
truraux effectués par les Etais membres sur une
base bilatérale et pour collaborer une les autres
organisations, internationales nu régionales. CONSEIL DE COOPERATION DOUANIEME.

Libre-échange avec l'A.E.L.E.

Parallelement, une vaste zone da libre-échange, Parallèlement, une viste zone de libre-échange, concernant trois cents millions de consommateurs européens, est instituée entre la C.E.E. et l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) qui regroupe l'Autriche, la Suisse, la Norvège, la Suéde, la Prolande, le Portugal et l'Islande. Cette disposition ne touche toutefois que les produits industriels et une modeste part de parallèle parallèles femant de parallèle parallèles parallèles parallèles. part de produits agricoles transformés.

Les seules exceptions à la règle du libreéchange concernent certains produits « sensibles a pour lesquela les droits de douane seront
amenés à zéro d'ici à la fin de 1984; l'Itslande
et le Portugal, pour leur part, bénéficieront d'un
caiendrier de démantèlement tarifaire plus
lent, s'étendant jusqu'au milieu des années 1980.

Les mesures de limitation des

importations de textiles La Commission de la C.E.E. a publié, le 13 juillet, à Bruxelles, le détail des mesures de limitation des importations de produits textiles sensibles (fils de coton, tee-shirts, chemises pour hommes, chemisiers pour fammes) vers la C.E.E., qu'elle avait approuvées la veille. Ces mesures de restriction sont nettement moins sévères que celles qui ont été prises unilatéralement par la France le 22 juin dernier, si bien que le gouvernement de Paris a réagi, dès le lendemain, contre leur insuffisance.

Les grandes lignes d'une politique commune de la pêche

Les Neuf, qui n'avaient pu s'entendre le 27 juin, ont approuvé, le 18 juillet à Bruxelles, les grandes lignes d'une politique commune de la pêche, proposée par la Commission européenne. Ils out décidé de réunir un conseil « spécial pêche » les 24 et 25 octobre prochain, pour metire en place les mesures techniques

Cette politique repose notamment sur la définition de quotas de prises de poissons par espèces, sur la protection en priorité des intérêts des pêcheurs artisans afin d'éviter l'établissement de sones « exclusives » ou « préférentielles » autour des côtes nationales. Sur ce dernier point, l'Irlande et la Grande-Bretagne continuent d'émetire quelques réserves que leurs partenaires ont bon espoir

Les ministres des Neuf ont décidé également d'interdire la pêche au hareng dans la zone communautaire de 200 milles de la mer du Nord, jusqu'au 30 septembre 1977.

Echec des négociations avec le Japon sur l'importation de produits alimentaires

Les négociations entre le Japon et le Marché commun concernant l'importation de produits alimentaires se sont terminées par un échec

La mission européenne, conduite par M. Plarre Malve, du directorat général pour l'agriculture, a, pendant trois jours, demandé aux Japonais de réduire les tarifs et d'élargir les contingen-tements concernant neuf moduits : vin, cognac, whisky. beurre, chocolat, biacuits, fromage, charcuterie, tabac en feuille.

Ces demandes ont été rejetées par le chef de la délégation japonaise, M. Michio Mizoguchi, directeur général adjoint des affaires écono-miques au ministère des affaires étrangères. miques au ministère des affaires caratiques. Il a fait valoir que la question des tarifs devrait être étudiée dans le cadre des négociations commerciales multinationales du GATT et que le aituation actuelle de l'agriculture japonaise la situation actuelle de l'agriculture japonaise ne permet pas un accroissement des impor-

> Le budget 1978 adopté en première lecture

Les ministres des Neuf chargés des questions budgétaires ont adopté, en première lecture, le 20 juillet à Bruxelles, le budget de la C.E.E. pour 1978. Ce budget a été amputé d'environ 900 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1.15 dollar) sur un total de 12 milliands 512 millions d'u.c. proposé par la Commission curopéenne. Les dépenses non obligatoires, dans lesquelles sont inclus le Fonds régional, le Ponds social, les interventions dans les domaines industriel et de l'énergie, ont été réduites d'environ 700 millions d'unités de compte pour rester au niveau de l'année 1976. La Commission avait proposé aux ministres de les accroître de 40,6 %.

Les ministres ont également décidé de réduire les dépenses obligatoires (principalement les sommes consacrées à l'agriculture) de 200 millions d'u.c.

Il reste maintenant aux parlementaires européens la faculté de réviser ce budget en septembre prochain, avant que celui-ci ne revienne en novembre devant le Consell, puis à nouveau devant le Parlement, pour être définitivement adopté en décembre.

PATRONAT ET STNDICATS FRANÇAIS sont, dans l'ensemble, d'accord pour précontier un développement organisé » des échanges com-merciaux internationent au lieu de la liberté sans

restriction des échanges, tella qu'elle est protiquée d'l'heure actuelle par la C.E.E.

Telle est la conclusion qui s'est dégagée des interventions de M. Jacques Forry, vice-président du Centre national du patronat français (C.N.P.E.) et des représentants des syndicats français, le 27 juin, à une conférence triparitie ouropéenne sur l'emploi et le eroissance dans l'Europs des Nruj.

.

ions

The second second

Secretary was feet -

e Samera

FREE DE

Section 18. Boulet

الميد و محدومهم المداد المعالمة المراد المعالمة الم

CONTRACTOR CO.

10 War # 44-44-1 MILES

-

700

- 45 THE

1, 12

UN ACCORD POLITIQUE est finalement inter-venue sur la définition des actions du Fonds sontal européen, le 28 juin à Luxembourg. Les minis-tres des Neul étargés des questions sociales ont décidé d'accentuar les actions de type commu-nantaire en javeur de la jormation projessionnelle des jeunes et des jeumes. Ils n'ont pas pour autant négligé l'importance des mesures d prendre en javeur des régions de la C.E.E. les glus déjavorisées. LA COUR EUROPEENNE a déclaré illégales, le 5 juillet, les dispositions communautaires, arrêtées en mars 1976, qui impossient l'incorporation de poudre de lait dans les aliments pour bétail. Ces marsires visaient à éliminer les stocks communautaires de poudre de lait qui dépassaient alors le million de fonnes, et à les substituer au sofe importé des Petre-linée

Etats-Unis. LE GODVERNEMENT BRITANNIQUE a levé, le 7 juillet, ses réserves contre le nouveau programme pluviannuel de recherche de la C.E.E. et contre le programme de fusion muclèaire du centre d'ispace (Italie). Selon M. Brunner, membre de la Commission, « les moyens unancieure prévus, qui s'élèvent à 346 millions d'unités de compte (1 D.C. = 1,12 dollar) sont maintenant disponibles ».

3,12 dollar) sont maintenant disponibles 2.

LES MINISTERS DES APPAIRES ETRANGERES
DES NEUF sont tombés d'accord, le 12 juillet à
Bruselles, sur le principe d'établir un code de
conduite commun pour régir les activités des
compagnies commerviales européannes travaillent
acce l'Afrique du Sud.
Cette mesure constitue un début de sanction économique contre le régime de Pretoria, pour qu'il
mette fin à se politique d'apertheid — comme la
C.2.E. le les a défd demande — et reconnaisse les
droits politiques de la majorité noire du pays.

droits politiques de la mejorité noire du pays.

LE CONBUL DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE de la CEE, a approuvé, le 19 juillet à
Bruzelles, une sèrie de mesures techniques dans
le secteur du vin, mais a remis au mois de septembre l'examen des réformes importantes comme
les garanties aux producteurs de rin dans le
Marché communs. À de même consell, M. Pierre
Méheignerie, ministre français de l'agriculture, a
demandé à ses collèques une réforme des réglements
communautaires du vin, des fruits et légume frais
et transformés de l'hortoulture avant tout élargissement de la C.E.E. à de nouveaux pays méditerrandens (Orbes, Portugal et Espagne).

Parlement européen

M. Simonet et l'élargissement de la C.E.E.

C.E.E.

T. ES neuf pays du Marché commun doivent le se mettre d'accord sur un mécanisme de décision qui ne rende pas l'élargissement de la C.E.E. à trois nouveaux pays synonyme de paralysie de la Communauté européenne, a déclaré, le 6 juillet, M. Henri Simonet, ministre belge des affaires étrangères et nouveau président du Conseil des ministres des Neuf, devant le Parlement européen à Luxembourg.

Dans un discours sur les objectifs de la présidence belge de la C.E.E., M. Simonet a notamment souligné que les conséquences économiques, politiques et institutionnelles d'un tel élargissement de la C.E.E. à de nouveaux pays (Grèce, Portugal et Espagne) étaient considérables et qu'il fallait les « commer sans faux-tuyants et avec la volonté de trouver des solutions adéquates a.

Comme autres priorités de la présidence belge M. Simonet a cité l'élection directe du

tions adéquates a.

Comma autres priorités de la présidence belge, M. Simonet a cité l'élection directs du Parlement européen, l'union européenne, la relance de l'union économique et monétaire, la mise en place d'une politique commune de l'unergle et enfin la coopération politique entre les Neuf.

Le Parlement européen a ensuite adopté une résolution concernant l'industrie sidérungique dans laquelle il approuve la plan anticrise élaboré par la Commission européenne. Le Parlement attend de la Commission qu'elle étudie les moyens d'adapter les volumes de production et de défendre les pays membres contre les

pratiques du dumping. Selon le commissaire

pratiques du dumping.

Selon le commissaire Etienne Davignon, responsable du secteur sidérurgique, l'industrie sidérurgique européenne doit être restructurée et rationalisée. Le but de la Commission, précise M. Davignon, est de tenter de freiner la compétition acharnée que se livrent les entreprises européennes et de faire régresser les importations d'acier en provenance des pays tiers.

CECA

Le plan anticrise étendu à de nouveaux aciers

DANS un marché sidérurgique toujours maus-Sade — les commandes restent légèrement inférieures à celles de l'année précédente et la production du premier semestre est en recul de 3,7 % sur celle des six premiers mois de 1976 : \$4.8 millions de tonnes, contre 67,3 — la Com-mission européeune est décidée à tout entre-prendre pour faire réussir le plan anticrise dont M. Davignon a pris la responsabilité après M. Simonat

Dans une lettre au gouvernement italien.

Marché commun

Au Conseil européen : déclaration sur la croissance, l'inflation et l'emploi

Les neul chefs de gouvernement réunis à Londres, le 30 juin, en Conseil européen, ont diffusé, après leur rencontre, un communiqué dont voici l'essentiel:

« ...Le Conseil européen s'est félicité de l'accord intervenu le 28 juin au sein du Conseil (affaires sociales) en tue d'améliorer l'efficacité du Fonds social européen. Il a noté que la Commission soumetrait prochainement des propositions d'utilisation du Fonds pour un programme consacré aux problèmes de l'emploi des femmes. (...) Le Conseil européen attache une importance particulière à la question du chôdes femmes, (...) Le Conseu europeen attache une importance particulière à la question du chômage structurel des jeunes. Il a reçu un rapport de la Commission sur l'action de la Communauté dans le domaine du marché du travail et l'a invitée à poursuivre ses travaux. Il a demandé au Conseil (affaires sociales) de se réparte y début de l'automne en que de déterne. réunir au début de l'automne en vue de déter-miner, compte tenu de ces travaux et de l'effet des mesures nationales, quelle pourrait être

miner, compte tenu de ces trauaux el de l'effet des mesures nationales, quelle pourrait être l'action commune à entreprendre.

» Le Conseil européen a ajfirmé la nécessité, pour les Elats membres, de partenir à une politique commune de l'énergie.

» Le Conseil européen a souligné à nouveau la nécessité, pour les pays industrialisés, de coopérer en rue d'obtenir une expansion soutenue de l'activité économique mondiale compatible avec une réduction du chômage. Le Conseil européen v'est déclaré détermine à faire vouer à la Communauté el aux Elais membres le rôle qui leur incombe dans le cadre de cette coopération à l'échelle mondiale.

» A cel égard, le Conseil européen a pris acte des engagements souscrits par certains chefs de gouvernement d'atteindre, en 1977, des objectifs de croissance spécifiés, et de faire le point des mesures adoptées et des resultals obtenus à celte fin. Il a également noté que d'autres qui action de l'emploi dans certains secleurs gravement affectés par les changements structurels dans l'économie. Il a invité la Commission à poursuivre l'examen de l'évolution de tous les éléments, structurels et autres, de cette situation, et à faire connaître les conclusions qu'elle tire de cet examen. Le Conseil européen situation, et à faire connaître les conclusions qu'etle tire de cet examen. Le Conseil européen s'est également préoccupé des incidences sur la situation de l'emploi de la politique commerciale ouverte et tibérale de la Communauté, à laquelle celle-ci, premier importateur et premier exportateur mondial, demeure profondément altachée.

Au plan politique, les chefs de gouvernement de la C.E.E. ont ratifié une déclaration sur le Proche-Orient dans laquelle ils préconisent, pour la première fois, la création d'une c pa-trie » palestinlenne et où ils soulignent l'urgence

Compromis à la réunion des ministres des transports

Le conseil des ministres des transports de la C.E.E. s'est terminé le 28 juin, à Luxembourg, par un compromis sur la question principale de l'harmonisation des législations en matière de transport routier.

Sur proposition de l'Allemagne de l'Ouest, le comité des représentants permanents des Neuf auprès de la CEE (Coperer) a été chargé d'étudier plus en détail, avant le 30 septembre prochain, les dispositions proposées (durée du temps de travail, installation ou non d'un tachygraphe sur certains camione, temps de repos, notamment) et de parvenir à un accord sur le report de ces applications par la Grande-Bretagne et l'Irlande. Si, à cette date, toutes les parties ont approuvé les propositions du Coreper, l'ensemble des mesures seront adoptées de facto; sinon, un nouveau conseil des transports se réunira dès le début du mois d'octobre.

L'union douanière devenue effec-

Le 1er juillet, l'union douanière entre les membres les plus anniens de la C.R.E. (France, R.F.A., Italie, et pays du Benelux) et les trois nouveaux (Grande-Bretagne, Danemark et Irlande) est devenue effective avec la suppression des derniers droits de douane.

– Pour un projet spécifique de société –

Démocratiser la Communauté européenne?

un moment ou l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct accapare l'attention, la démocratisaaccapare l'attention, la démocratisa-tion des Communautés européennes consti-tuait le thème d'un colloque organisé à Paris, au mois de novembre 1978, par la section française de l'Association des anciens sta-giaires des Communautés européennes, dont les actes sont anjourd'hui publiés (1). Le choix des participants montrait que la démocratisation de la Communauté concerne, certes le Parlement austrain moit aussi démocratisation de la Communauté concerne, certes, le Parlement européen, mais aussi les autres « institutions » (Conseil, Commission, Cour de institutions » (Conseil, Commission, Cour de institution » mais aussi leur contenu. L'ouvrage se propose surtout de « régliser une prise de conscience » et se présente sous la forme d'une série d'interrogations et de propositions partielles plutôt, que sous celle d'une recherche théorique. Démocratiser la Communante, c'est nontque sons cette d'une recuerent information.

Démocratiser la Communanté, c'est pent-ètre, d'abord, démocratiser une administra-tion internationale de plus de dix mille agents. L'« eurocrate » cultire volontiers. agents. L' « eurocrate » cultive volontiers, semble-t-il. la manvaise conscience, semible qu'il est aux critiques d' « irresponsabilité » politique et sociale, d' « éloignement » des preoccupations concrètes des peuples d'Enrope qui lui sont adressees. Mais les mérite-t-il plus que son collègue national ? Certaines contributions proposent des remèdes partiels reposant notamment sur l'aménagement des carrières : mobilité plus grande, va-et-vient entre administrations nationales

et administration communantaire. Dans l'immédiat, certains aspects de la politique du personnel, tel celui des « enquêtes de sécurité » évoqué lors des débats, paraissent plus irritants par leur maladresse que véri-tablement inquiétants.

Démocratiser la Communanté, c'est aussi.

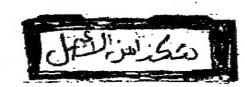
Démorratiser la Communanté, c'est aussi, Démorratiser la Communanté, c'est aussi, sans doute. l'ouvrir à toutes les forces sociales. La démocratisation, à ce niveau, passe par la « concertation ». Il semble bien cependant que, jusqu'à maintenant, seuls en pratique les grands intérêts économiques aient su s'organiser au niveau curopéen et s'y exprimer efficacement. L'accès des autres groupes sociaux, pour revêtir des formes parfois pittoresques ou violentes, teste épisodique et superficiel. La Communanté a su faire accèder à seu processus de décision les gruupes « porteurs d'intérêts » tou moins certains d'entre eux), il lui faut, désormais, s'ouvrir aux groupes « porteurs de valeurs » (mouvements culturels, de protection de l'environnement, éte.). L'amélioration des procédures consultatives ou celle du fonctionnement du consité économique et social sout, certes, des moyens d'y parvenir mals, dans ce domaine aussi, c'est surtout de l'élection directe du Parlement européen et du débat politique proprement européen qu'elle rendra possible que l'on devrait pouvoir attendre une nette democratisation.

Démocratiser les « institutions » communantaires nour onte faire finale-Démocratiser les « institutions » com-munautaires, pour quoi faire finale-ment... si ce n'est pour élaborer des politiques communes plus démocratiques ? Encore faudrait-il qu'elles existent. S'Il s'avérait que la seule politique effective est la politique agricole commune (d'ailleurs périodiquement menacés de l'extérieur et minée de l'Intérieur). même l' « économisme » qui prédomine dans les trattés de Rome serait trahi et, du Marché communa, ne subsisterait qu'une zone de libre-échange déjà trop étroite. A défaut de véritables politiques communes, l'œuvre communautaire risque de n'être qu'un bric-à-brac de réglementations obscures sans être, pour cela, plus proche des préoccupations quotidiennes des Européeos.

A « construction europeenne » a été pour la génération précédente, voici un quart de siècle, un espoir qui ne se bornait pas à la constitution d'un marché commun. Paradexalement, cet espoir semble aujourd'hui s'être réfugié chez les partenaires de la Communanté. L'attraction qu'elle exerce sur eux n'est pas seulement de nature commerciale : au-delà de la volonté de faire accéder leurs produits à un marché de plus de deux cents millions de consommateurs, il y a le plus souvent un jugement politique sur la valeur democratique de la « construction européenne » (jugement qui varie en fouction inverse de l'ancienneté et de la qualité de leur propre expérience de la démocratie). Ce qui les retient sur la voie d'un plus net rapprochement. C'est souvent l'effacement de la Communante dans les grands déhats mondiaux. Mais une identité européenne est-elle concevable sans un projet spécifique de société ?

JEAN SERGES, professeur à l'université de Paris-le

(1) Démocratiser la Communaute éuropéenne, collection « Études et perspectives suropéennes »,... Communautée européennes. Paris, 1977.



M. Davignon a rappelé que la mise en piace de nouvelles capacités de production — à laquelle procède Rome dans le Mezzogiorno — ne peut-étre autorisée désormais que si d'anciennes capacités équivalentes sont abandonnées. La Commission de Bruxelles entend d'ailleurs être associée à la définition des plans restructuration élaborés à cet égard et pour lesquels des aides financières nationales ou communautaires sont accordées ou demandées.

a ten egard et pour lesquels des aides financières nationales ou communautaires sont accordées ou demandées.

Clair sur le principe, le problème est — dans le cas pratique — rendu plus délicat par le fait que l'usine envisagée de Giola Tanno a pour objet de donner du travail — et un pôle de croissance — dans une zome économique de l'Italie particulièrement déshéritée. Comment rendre compatible, en l'espèce, les objectifs généraux de l'action anticrise des Neuf (pas de surcapacité) avec leur souci d'action régionale (stimuler l'activité dans les zones déprimées) ? M. Giolitil, responsable de la politique régionale de la CEL, a d'ailleurs formulé deux remarques à ce sujet : 1° La CEL, doit prévoir tous les moyens nécessaires pour créer des pôles de développement industriel dans les régions qui seralent affectées soit par une réduction d'emplois existants, soit par la non-création d'emplois existants, soit par la non-création d'emplois enveaux (cette notion serait d'ailleurs incluse dans la léttre de M. Davignon) :

2º Ce problème est particulièrement important pour le Midi de l'Ittalie, et îl impliquera un effort communautaire de grande envergure.

Indépendamment de ce cas particulier, la Commission européenne a étendu le plan anticrise à de nouveaux acters : désormais, les colls et les fenillards à chand figurent dans la liste des produits pour lesquels Bruxelles fixe trimes-triellement des contingents de livraisons et des prix indicatifs que les entreprises on groupes d'entreprises concernés s'engagent à respecter volontairement. Ces produits s'ajoutent aux six autres séries d'aciers pour lesquels des prix indicatifs ont été fixés : tôles fines laminées à froid, tôles hors bandes, tôles quarto, laminés marchands, poutrelles, fil machine de qualité tré-

Jusqu'ici, des entreprises représentant 90 % du volume total de production des Neuf ont pris l'engagement de respecter ces prix indicatifs et adapté leurs barèmes en conséquence.

ent curopen

adapté leurs barèmes en conséquence.

Les conditions se trouvent donc réunies pour engager une nouvelle étape. Aussi la Commission consultera le conseil et le comité consultatif de la CECA sur une deuxième série de prix d'orientation, prix qui seraient en hausse par rapport aux prix précédemment publiés : de 5 % pour les tôles fines à froid ; de 12.5 % pour les tôles hars bandes; de 14.5 % pour les tôles narto; de 5 % pour les acites marchands ; de 2.5 % pour les poutrelles. Les prix indicatifs pour les coils s'aligneraient sur ceux des tôles hors bandes. Pour le fil machine, le prix d'orientation resterait inchangé. Ces nouveaux niveaux applicables à la fin du troisième trimestre contribueront à rétabir la rentabilité des entreprises tout en assurant, pour la plupart des produits concernés, un niveau de prix intérieur à la Communauté inférieur à celui qui est pratiqué pour le marché national par les grandes entreprises au Japon et aux États-Unis.

S'agissant de l'autre volet du plan antierise,

aux Etats-Unis.
S'agissant de l'autre volet du plan anticrise, celui qui fixe des prix minima pour les ronds à béton, les services de Bruxelles ont noté que la presque totalité des entreprises de la Communauté avaient modifié leurs barèmes en conséquence. Les contrôles sur place seront intensifiés dans les semaines à venir pour veiller au strict respect de ce dispositif. respect de ce dispositif.

En ce qui concerne les limitations de production recommandées aux producteurs, on note que les entreprises suivent d'asser près les recommandations de la Commission. C'est vrai d'abord en ce qui concerne les tonnages de production d'acler hrut que la Commission indique duction d'acier hrut que le Commission indique dans ses programmes prévisionnels, quoique des divergences assez profondes se manifestent dans ce domaine entre les Neuf; si, giobalement, la production a dépassé, au premier trimestre, de 11 % l'objectif firé, on constate que plusieurs pays ent produit moins que prévu; Benelux, — 6.4 %; Royaume-Uni, — 5 %. I/Italie, ÷ 14.7 %, et les Pays-Bas, ÷ 2.5 % ont, en revanche, dépassé les prévisions. Concernant les produits laminés, les seuls qui faisaient l'objet d'engagements précis des entreprises, les objectifs ont êté respectes par tous les pays, avec même un écart de 6 % en moyenne, particulièrement fort au Benelux (— 12 %) et au Royaume-Uni lux (— 12 %) et au Royaume-Uni (- 8 %).

Le Parlement européen s'est félicité, le 11 juillet, de ces résultats et a demandé à la Commission que le dispositif en cours — qui expire à fin 1977, rappelons-le — ne condulse pas au protectionnisme. Il a souligné, dans la résolution qui a clos son débat, la responsabilité des sociétés holdings, des gouvernements et de la Commission dans l'indispensable restructuration et rationalisation de la sidérurgie, demandant que toutes les ressources disponibles, y compris celles du Fonds social et du Fonds régional, soient affectées au financement de programmes d'intérêt social, d'activités de réadaptation professionnelle et d'antres mesures grammes d'intérèt social, d'activités de réadaptation professionnelle et d'autres mesures sociales. Il a approuvé la volenté de la Commission de procéder à un encadrement des aides nationales en fonction de critères d'intérêt commune et invité la Commission à présenter un programme de réorientation de l'industrie sidérugique communautaires vers des productions où la valeur ajoutée soit prédominante.

Les conséquences financières de ces orientations commencent à faire l'objet d'évaluations et de discussions à Bruxelles. Il apparaît, en première auroroximation, une le budget de la CECA

mière approximation, que le budget de la CECA pour 1977 n'aura pas à être modifié mais que les dépenses communautaires de 1978 pourraient se trouver sensiblement majorées si les crédits de bonification aux investissements sidérurgiques nonveaux étalent majorés avec l'accord du Conseil des ministres de la CECA.

PORTES PERTES DE LA BRITISH STERL. — La B.S.G. a perdu 95 millions de livres durant l'emercice clos le 2 arril 1917. C'est moins que l'année prétédente (225 millions) mais Sir Charles Villiars, président de la B.S.C., a aperti que, faute d'une amélioration incertaine de la conjonature, les résultats du prochain exercice seruient encore e plus lourdement déficitaires », La mévente et les conflits sociaux sont à l'origine de cas pertes.

USINOR FERME L'USINE DE VALENCIENNES. USINGR FERME L'USINE DE VAINGRENE LES ENT-Après l'arrêt du haut journeau de Trith-Saint-Léger, Usingor a décidé de Jermer l'actèrie de la nême localité le 1st novembre. Les laminoirs, la nême localité le 1st novembre. Les laminoirs, en cours de modernisation, seront alimentés en acter par d'autres usines de la société. Six cents emplois seront supprimée, sur les trois mûle deux cents de l'entreprise

de l'entreprise

PRET AU NATIONAL COAL BOARD. — Un prét
de 53 milions de livres a été accordé par la Commission européenne aux houillères britanniques pour
le itanierment de dix projets d'inossissement
pupail soit l'accroissement de la production, soit
la mise en explodiation de nouveaux gisements,
soit la construction de nouvelles usines de préparation, soit encore l'électrifiquation des installations
pour l'extraction, etc. Le prêt sern versé par
trunches, au fur et à mesure de l'auxacement des
projets. Les conditions financières dépendront, pour
chaque trunche, de la situation du marché au
moment du ressement.

DES CONSTER RITTIMINEUX EN EUROPE.

moment du versement.

DES SCHISTES BITUMINEUX EN EUROPE.

Dans la Communauté, il existe des gisements de schistes distrineux en France (Bassin parisien, schistes distrineux en France (Bassin parisien, Lorraixe), en République jédérale (Bassel, Schendalah) et au Regarme-Uni. Ces réserves sont asses importantes: le gisement de Schandelah, pour lequel des extinuations sont connues, atteint près de deux nifiliards de tonnes de schistes, représentant l'équiralent de cent millions de tonnes de pétrola. Le problème est cependant celui des coûts d'exploitation, en raison de la leneur relativement faible en pétrola qui se trouve dans les gisements européens, a déciaré la Commission européenne dans sa réponse à la question qui lui muit été

र्वे क्षेत्रका क्षेत्रका क्षेत्रका क्ष्मा कार्यका है। स्टाप्टर अस्ताका सामग्री अस्ता सन्दर्भ स्टाप्टर के स्टाप्टर के स्टाप्टर के स्टाप्टर अस्ताका सामग्री अस्ताका सामग्री

AIDE A LA READAPTATION. — La Commission de Bruxellas a décidé l'octroi d'aides de réadaptation en laveur de six cent soixante travailleurs de l'industrie sidérupique britannique touchés par des mesures de les meture d'installations de production. Il s'agit du personnel de la British Sieel Corporation employé d'Purine d'Ebbu Vale (Pays de Galles), où le tantnoir à chaud sera l'erné délintituement à la lin de 1977, et du personnel de l'acièrie de Shepoots Lane, touché par la l'ermeture délintitue de la chaine de recuit et de décalaminage de cette usine.

de citte usina.

CONCENTRATIONS AUTORISEES. — La Commission a autorisé l'auguisition par la Elibener de la totalité du capital de Schrottag Bayrische Schrottagesellschaft (Nuremberg) et de Sidferrum Eisenhandelgesellschaft (Munemberg) et de Sidferrum Eisenhandelgesellschaft (Munemberg) et de Sidferrum Eisenhandelgesellschaft (Munemberg) et de Sidferrum Eisenhandelgesellschaft (Munich) et de Frönkischer Risenhol (Bemberg). La Elöckner controlle près de soitants-dix entreprises dont l'activité principale est le négoca de produits sidérurgiques, de combustibles solides et liquides ainsi que de ferralles ferreuses et non ferreuses (chiffre d'alfaires total : plus de 6 milliards de DM, dont 1.1 dans le secteur des produits sidérurgiques et 0.35 dans le négoce en ferralles de fonte et d'acier). Schrottag, au capital de 3 millions de DM, dinsi que ses deux fillales ont atteint en 1975 un chiffre d'alfaires de 160 millions de DM dans le secteur des ferralles. Südferrum, au capital de 7 millions de DM, et Eisenhol, ou capital de 7 millions de DM, ont réalisé péndant la même andée respectivement des chiffres d'alfaires de 1625 et 22,5 millions de DM, dans le négoce sidérurgique.

Dans les charbonnages, Bruxelles a autorisé deux firmes allemandes de négoce, FEuropdische Brennstof/handelsgetellschaft (Essen), filiale de la Ruhrkohle, et la Hugo Stinnes (Mülheim), fütale

du groupe Veba, à acquérir des participations dans la société Bruno Fechner GmbH and Co à concurrence de 25 % et 20 % respectivement. Le gouver-nement de Bonn avait recommandé à la Commission curopéenne d'empécher la prise de participation de la Hugo Stinnes, mais la Commission ne l'a pus suivi car le prix du charbon pour centrales électriques vendu par Bruno Fechner est fisé en l'onction du prix du fuel lourd; les participants à la concentration autorisée na sont pas en mesure de déterminer le prix du charbon pour centrales électriques ou d'en restreindre la distribution pour cupmenter son prix. Les deux firmes acheteuses appartiement à des groupes qui vendent respectivement seize et ciuq millions et demi de tonnes de charbon par an.

PRETS A FINSIDER. — Trois prêts ont été accor-

PRETS A FINSIDER. — Trois prêts ont été accor-dés par Bruxelles dans l'intérêt du groupe italien Finsider : 40 millions de dollers pour l'acièrie de Piombino, 10 millions pour les laminoirs Dalmine et 20 millions pour une usine de pelletisation du minerui de ler (trois millions de tonnes par an) située au Brésil et qui approvisionnera les usines du groupe Finsider

du groupe Finsider

PROJETS CHARBONNIERS DU ROYAUME-UNI.

— Le plan Carter visant à augmenter la production charbonnière uméricaine de 60 % eu cours des dit prochaines années a fortement renforcé la détermination de Findustrie charbonnière britannique de porter, entre 1985 et l'an 2000, la production de acs mines soutervaines à cent cinquante millions de tonnes par en et celle de ses exploitations à ciet ouvert à vingt, a déclaré sir Derek Exra, président du National Coal Sourd.

• EUBATOM — Le Canada reprendra prochaine-me,ni à titre provisoire, ses exportations d'uranium naturel vers les pays de la CBE, notamment la RFA, dans l'attente d'un accord définitif avec l'Euratom, a annoncé, le 12 fuillet à Ortava M. Relmut Schmidt, chanceier lédéral allemand.

rante scientifiques représentant trente laboratoires européens s'est réuni au début du mois de fuillet à Wormley (Grande-Bretagne) afin d'élaborer un programme ld'exploitation des données procenant des détecteurs placés sur le salellite américain de télédétection Seasat-A, qui doit être lancé en mai 1978. Ce groupe d'experts fait partie de l'Association européenne des laboratoires de télédétections, qui est un organe de coopération placé sous les auspices de l'Assemblée parlementaire du Consoli de l'Europe et qui béndioire de l'apput de la Commission des Communautés européennes et de l'Agence spatiale européenne (ASE).

DROITS DE L'HOMME. — La commission euro-péenne des droits de l'homme, réunie pour sa cent vingt-huitième session à Strabourg, a procédé à l'ezamen de cent div-sept requètes individuelles. Quatre requêtes ont été déclarées recevables et Jeront l'objet d'un examen au Jond : 1) Johanna Airey contre Irlande ; 21 I.M. Young et N.H. James contre Royaume-Uni ; 3) Heinz Krzycki contre Allemagna Jédérale et 4) Friedrich Schiesser contre Suisse.

Suisse.

Vingt el une requêles ont été déclarées irrecevables et une requêles ou rôle selon la procédure ordinaire, et respectivement quarante-huit et deux selon la procédure sommaire. La commission a décidé de porter treixe requêles à la connaissance des gouvernements mis en cause, et a décidé de saistr la Cour européenne des droits de l'homme de deux affaires : Elaus et autres contre l'Allemagne fédérale (contrôle de la correspondance et des tôle-communications autorisé dans certains cas par une loi de 1962 et Times Newspapers Lid et autres contre le Rogaume-Uni (ordonnance judiciaire interdiaant la publication d'un article sur les enfants victimes de la thalidomide.

AUTHER ORGANIZATIONS FOUNTEDES

Organisation de l'unité africaine

Le « sommet » de Libraville

VINGT-DEUX chefs d'Etat et six premiers ministres africains ont participé du 2 au 5 juillet à Libreville (Gabon) au quatorzième commet » de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Les conflits territoriaux en Afrique ont été au centre des travaux de ce « sommet » qui, selon M. Ricki Mooumona, secrétaire général de l'organisation, a laissé de nombreux problèmes en suspens, mais a cependant permis de mettre en place « des procédures susceptibles de

Les principales décisions adoptées concernent : 1) le Sahara occidental : le principe d'un « sommet» extraordinaire consacré à cette question à Lugaka en octobre prochain a été retenu; 2) la situation en Rhodésie : le Front patrio-tique de MM. Robert Mugabe et Joshua Nicono tique de MM. Robert Mugabe et Joshua Nkomo a été reconnu comme le seul mouvement de libération du Zimbabwe et recevra à ce titre a l'entier appui militairs, politique et diplomatique » de l'O.U.A.; 3) le différend frontalier entre le Tchad et la Libye : un comité d'arbitrage a été constitué pour étudier le différend qui oppose ces deux pays à propos de la possession de la région septentrionale du Tibesti (la hande d'Aczon occupée par les troupes libyannes depuis 1973); 4) la corne de l'Afrique; une commission a été mise en place pour essayer de metire un terme au conflit sondano-égyptien ainsi qu'une commission sur le conflit somalo-éthiopien; 5) Mayotte : le président en exercice de l'O.U.A., a été mandaté pour évoquer la question du statut de Mayotte avec les autorités françaises. Les travaux du « sommet » avalent françaises. Les travaux du « sommet » avalent été préparés par une réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres les 23 et

Organisation des États américains

Session extraordinaire du Conseil interaméricain é conomique et social

JE Conseil interaméricain économique et social (CLES.) a tenu à Washington, le 30 juin, sa dix-septième session extraordinaire afin d'examiner quatre résolutions de la dernière assemblée générale (Grenade, 14-21 juin) de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) portant sur des questions de sa compétence : a) le plan d'action pour la décennie de la femme (1975-1985); b) les travaux préparatoires à la convocation d'une assemblée extraordinaire sur la coopération pour le développement; c) le financement du fonctionnement de la Commission spéciale de consultation et de negociation (CECON); d) l'application des dispositions de la loi de 1974 sur le commerce international des États-Unis et leur incidence sur la coopération hémisphérique.

En outre, le CLES, avait à élire le nouveau En outre, le C.I.E.S. avait à élire le nouveau président de sa commission exécutive permanente en remplacement du représentant de l'Equateur. Son choix s'est porté sur l'ambassadeur de la Bolivie auprès de l'Organisation interaméricaine. Le mandat du nouveau président, commencé le 1° juillet, arrivera à expiration le 30 juin 1978.

PRIX DES EXPORTATIONS. — Les priz des exportations de matières premières et de produits de base de l'Amérique latine ont enregistré, au cours du premier trimestre, une hausse moyenne de 15.5 %. Ces résultats. dissais par le groupe ad boc pour les prix de la Commission séctale de consultation et de négocation (CECON), à l'occusion d'une réunion d Washington le 21 juin, confirment les prévisions annoncées eu début de l'année. Des treize produits composant le « paquet de base » des exportations latino-américaines,

seuls le coton et la laine ont suivi un mouvement opposé. La baisse a été particulièrement sensible pour la laine (— 7,2 % au kilo). Les hausses les plus fortes ont été enregistrées pour le café (+ 35,5 %) et le cacao (+ 34,4 %). Pour les métout, elles ont varié entre 8,1 % pour le zinc et 31,2 % pour le plomb. Pour certains produits, tels que la banane, elles na reflètent qu'une évolution saisonnière. Quant aux cours du sucre, dont l'éfondrement avait suis les pags exportateurs en situation difficile, ils ont amorté un lent mouvement de reprise (+ 11 ots la livre).

striation difficile, up ont smorte in lent mouvement de reprise (+ 11 ots la livre).

LES NEGOCIATIONS SUR LA ZONE DU CANAL DE PANAMA. — Convoqué par la secrétariat
général de l'O.E.A., le groupe ad boc. formé des
représentants de l'A.D. des Etats-Unis, s'est réuni
à Washington le 12 juillet pour examiner les résultats de la politique dans laquelle se trouve engagé
le gouvernement panaméen pour rétablir l'équilibre
de son économis.

Les conclusions de cet examen devoient permettre
au groupe ad hoc d'arrêter se décision au sujet
de la demande d'un prèt de 405 millions de dollars
destiné à inancer le programme de développement
de ce pags. Hais l'intérêt de cette rencontre a surtout résidé dans une déclaration du représentant
de Panama sur la signature d'un nouveau truité
avec les Eleis-Unis sur la sone du canal, dans
laquelle il a souligné que le transfert de souverainté de cette zone favoriserait le décollage économique du pays. Il a évoqué, à l'appui de sa
thèse, l'attitude des investisseurs internationaux
qui sitendent l'annonce de la conclusion d'un
nouveau truité pour venty investir à Fanama.

AU CONSEIL PERMANENT. — En vertu du sys-

AU CONSEIL PERMANENT. — En vertu du système de rotation par ordre alphabétique, le conseil permanent de l'Organisation des Etats eméricains (O.E.A.) a porté aux postes de président et de vice-président, au cours d'une séance extraordinaire, le 30 juin, les représentants du Costa-Rica et du Nicaragua respectivement.

Conseil de l'Europe

Des parlementaires espagnols invités à la prochaine session de l'Assemblée

R EUNIE le 8 juillet à Anvers, la commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé d'inviter le président des nouvelles Cortès (Parlement espagnol) dent des nouvelles cortes (Parlement espagnor)
à envoyer une délégation ad hoc de parlementaires espagnols pour participer à la prochaine
session de l'Assemblée en octobre. La commisaion à également lancé un appel en faveur des sion à également lancé un appel en faveur des pourpariers intercommunautaires à Chypre, sons les auspices du secrétaire général des Nations unies; elle a chargé sa commission des questions politiques de lui soumettre un rap-port sur les derniers développements politiques de la question chypriote, à partir d'informations recueillies directement auprès des parties inté-ressées à Ankara, à Athènes et à Nicosie.

Parmi les autres décisions de la commission permanente figurent une résolution et une recommandation aux gouvernements sur la coopération européenne dans le domaine du tou-

LES SYSTEMES HOSPITALIERS EN EUROPE. — Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté, au mois de juin, uns résolution sur la structure interne des hôpitaux recommandant l'adoption de mesures destinées à freiner l'aug-mentation des coûts hospitaliers et à uméliorer les soins médicaux.

sobts médicaux.

CONPERENCE DES MINISTRES EUROPERIS DE L'EDUCATION. — La dixième session de la conférence des ministres curopéens de l'éducation a cu lieu à Strabourg du 28 au 30 juin, en présence des ministres des dix-neuf pays membres du Conseil de l'Europe, des trois Etats parties à la canveulton culturelle européenne (Finlande, Saint-Siège et Espagne) et de la Yougoslave. Outre les questions relatives à l'école dans ses rapports avec la communauté, les ministres ont examiné les problèmes de l'éducation des migrants, la coopération européenne en matière d'éducation et le rôle des organisations internationales dans ce domaine.

ASSOCIATION EUROPEENNE DES LABORATOI-RES DE TELEDETECTION. — Un groupe de qua-

Croix-Rouge

Adoption de deux protocoles aux conventions de Genève de 1949 : le guérillero aura le statut du prisonnier de guerre

L A conférence diplomatique sur la réaffirma-tion et le développement du droit interna-tional humanitaire applicable dans les conflits armés, réunie à Genève depuis le 14 avril, a terminé ses travaux le 10 juin dernier, au terme de sa quatrième session, en adoptant deux pro-tocoles additionnels aux conventions de Genève de 1949. Le protocole 1 concerne les conflits armés internationaux et le protocole 2 les conflits armés non internationaux. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.L.C.R.) avait préparê les projets de protocoles qui furent d'abord soumis à deux conférences d'experts, en 1971 et 1972 1971 et 1972

Les principales dispositions approuvées par la conférence sont contenues dans le protocole 1 : 1° immunité de la population civile, protection des biens civils, interdiction des bombardements massifs ainsi que des bombardements sans discrimination ou à titre de représailles, interdiction de détraire les biens nécessaires à la survie (cultures, réserves d'eau...), protection de l'environment, des biens culturels et des lieux de tion de détruire les biens nécessaires à la survie (cultures, réserves d'eau...), protection de l'environnement, des biens culturels et des lieux de culture et protection des services de protection civile : 2º amélioration de la protection du personnel, des formations et des transports sanitaires ; 3º élargissement de la catégorie des prisonniers de guerre : la conférence donne une définition générale des forces armées englobant aussi bien les membres de l'armée régulière que les guérillerce sans uniforme, l'armée de l'Etat que les combattants d'une autre partie au conflit; elle précise que tous les membres des forces armées sont tenus de respecter les règles du droit international applicable en cas de conflit, mais ne fait pas de cette obligation une condition de l'octroi du statut de prisonnier de guerre. L'obligation pour les forces armées de se distinguer de la population civile est, en revanche, maintenue, au moins par le port ouvert des armes pour les guérillerne sans uniforme. En ce qui concerne les mercenaires, un compromis a été trouvé, qui leur garantit un traitement humain en cas de capture, mais ne leur donne pas droit au statut de prisonnier de guerre; 4º renforcement du contrôle de l'application du droit, par le système des puissances protectrices qui sont des Etats neutres chargés de représenter les intérêts d'un belligérant ches son adversaire; 5º secous aux victimes; 6º interdiction de certains moyens de combat et de certaines armes conventionnelles : faute d'accord, cette question est renvoyée aux Nations unies; 7º champ d'application du protocole 1 : luttes contre la dammation coloniale, l'occupaunies; 7° champ d'application du protocole 1 ; luttes contre la domination coloniale, l'occupation étrangère et les régimes racistes.

Protocole 2 : ce protocole, applicable aux conflits armés non internationaux contient vingt-huit articles (an lleu des quarante-neuf du projet issu des commissions) ; il ne concerne que les conflits armés « qui se déroulent sur le terriloire d'uns haute partie contractante entre ses jorces armées et des jorces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opé-rutions militaires continues et concertées et d'appliquer le présent protocole ».

VISITE DE PRISONNIERS EN IRAN. — Au mois de fuin, les délégués du G.I.C.R. ont pisité une vingtame de prisons transennes où sont incuroérés trois mille quaire-vingt-sept détenus. RAPATRIEMENT DE DEPOUILLES MORTELLES AU PROCHS-ORIENT. — A l'initiative des autorités égyptiennes, les dépouilles mortelles de diz-neuf soidats israéliens, tués pendant la puerre de 1973 et découvoirs récemment sur la rive orientale du canal de Sues, ont été rapatriées le 19 juillet sous les auspices du C.I.C.R.

e ASSOCIATION DES NATIONE DE L'ASIE DU SUD-EST. — Réunis à Singapour du 5 cu 8 juilei, les ministres des affaires étrengères de l'Association des notions de l'Arie du Sud-Est (ASEAN) ont exprimé leur polonté de nouer des relations amirales avec les pays d'Indochine et d'améliorer leurs relations économiques et commerciales avec les pays d'Indochine et d'améliorer leurs relations détablir une e zone de paix de liberté et de neutralité » en Arie du Sud-Est e à l'abril de toute ingérence des puissances extérieures ».

Avec la C.E.E., les ministres souhadient l'établissement d'un groupe consultatif conjoint où se régleraient, en particulier, les problèmes commerciaux d'un moment où la C.E.E. envisage de réduire ses importations de cerlains produits textues de l'ASEAN ont également envisagé la conclusion d'accords du type concention de Lomé avec la Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zéiands.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Les

 COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Les
 COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Les e COMMISSION DU PAULTAGUE BULL.
diverses méthodes de traitement médical et chtrurgical de la lèpre ont été au centre des travaux
d'un séminaire organisé par la Commission du Paciique sud (C.P.S.) à Apia (Sampa), du 27 fuin au
2 juillet. Deux pays insulaires océaniens avaient
envoyé des représentants.

envoyé des représentants.

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Le conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). réuni pour sa cinquante-neutième session à Genéve, les 23 et 24 fuin, a examiné les rapports d'activités des directeurs généraux et le propramme scientifique à long terme. Au titre du budget pour 1978, le conseil a approuvé une estimation de 618,7 milions de france suisses. Les travaux ont aussi porté sur les améliorations à apporter à l'accélérateur SPS de 400 GeV, le prolongation jusqu'au 31 soût 1980 de l'accord de coopération scientifique et technique entre le CERN et l'ESO (Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral) et de nouvelles nominations de personnel.

e ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Diz bourses de recherches ont été attribuées le 29 juin dans le cadre du programme 1977 du comité sur les défis de la société moderne institué au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ENCYCLOPEBIE DE LA GUERRE 1939-1945.

ENCYCLOPEBIE DE LA CHERRE 1939-1945.

** Casterman. Paris. 1977. 440 pages,
165 F.

Toute la guerre mondiale « par alphabet », comme dit Voltairs. Le mérite de
crète encyclopédie est que ses articles
out été conçus sur tous est alveaux :
suest bien « abstrait » — autisénitisme —
personnel — de Gaulle — que technique
— anticher —, stratégique — Overlord —,
politique — France libre. Etats-Unix —,
etc. Il n'est guére de sujet que le leuteur,
par queique biais, n'appréhende limmédistament.

ENCYCLOPEDIE DE LA CIVILISATION BRITAN-NIQUE - Sous la direction de Monica

Charlot.

† Larousse, Paris, 1978, 806 pages, 70 F.
Rédigée par une équipe universitaire
interdisciplinaire groupée sous la direction de Monica Charlot, cette Encyclopédie de la civilisation britantique sera
un gui de précieux à quiconque veus
comprendre les institutions du RoyaumeUni, les attitudes et les comportements
des Britanniques, et un outil indispensable à l'étudiant et à l'ensuignant.

D'un maniement sisé, ce volume com-prend plus de 130 articles de synthèse, classés par ordre alphabétique, sur des sujets aussi divers que l'aménagement du territoire, le Civil Service, la contracep-tion, le logement, la religion, les revenus, les villes nouvelles, etc., en donnant à chaque fois non seulement des faits et des chiffres, mais aussi l'état de l'opinion à lour égard, les critiques et controverses qu'ils suscitent en Grande Bretagne même, ce qui permet de las repiscer dans un ausemble et de mieux pénêtrer les mentalités.

Les renvols sont clairs, ce qui n'est pas négligeable dans un livre de ce genre, et la bibliographie citée en référence à la fin de chaque article pour permettre éventuellement d'approfondir la question ns comporte que les quelques ouvrages faisant vraiment autorité. Une liste expli-quée des principaux sigles en usage vient opportunément compléter le tout.

opportunement completer le tout.

Dans son avant-propos, Monica Charlot
annoncait que le but de cette encyclopédie était de faire découvrir « sous le crévides talées reques et des schémas simplisées
la Grande-Bretagne d'aujourd'hui ». On
peut affirmer qu'elle y réussit pleinament.

G. E.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

VERS UNE GUERRE COMMERCIALE?

La tentation du protectionnisme

Par J. BUNEL et J. SAGLIO

Alors que nul ne compte plus sur une a relance » depuis si longtemps attendue, la guerre commerciale entre nations industrialisées risque d'atteindre une ampleur de plus en plus préocpatronat français devant une compétition severs, dont certains voudraient protectionnistes, nous avons demande à deux collaborateurs de l'excellente revus Economie et Humanisme de résumer ici les conclusions de la grande enquête dont ils livrent le détail dans leur numéro de fuillet.

ORSQU'IL analysait les origines des organisations patronales française. Roger Priouret n'hésitait pas à estimer que la défense du protectionnisme était leur raison d'âtre. « Si les patrons trançais sentent la nécessité de se grouper entre sux pour lutter, écrivall-il, c'est contre une tendance permanente de l'Etat à abaisser les barrières douanières et à faire disparaître les prohibitions d'importation » (1).

rapport de aynthèse, est calui de l'ouverture, c'est-à-dire la recherche de l'équilibre au pius haut niveau, par le développement systématique des exportations (...). C'est la vole libérale, mais du plus grand effort, dont nous ne devons pas nous dissimuler les limites et les risques : la seule pourtant qui soit contorme à notre vocation, à la fois économique et humaine, de chale d'entreprise » (2) chals d'entreprise » (2).

Au regard d'une tradition plus que cente Au regaro d'une trabition pius que cente-naire, l'évolution est considérable dans les années 60. Mais cette nouvelle orientation du patronat français est-elle suffisamment par-tagée par les chels d'entreprise pour résieter aux difficultés que fait naître la crise? Et le spectre du néo-protectionnisme, qu'on voit pondre ici et lá dans certaines déclarations, ne correspond-il, chez les patrons français, qu'à une tendance marginale et en perte de

Nombres du comité de rédaction de la revue Economie et Eumanisme.

ENTER de répondre à de telles questions exige tout d'abord, même rapidement, de retracer les grandes lignes de l'évolution passée des positions patronales : on ne i ensemble du système d'attitude et de positions des organisations patronales : protectionnisme et cartellisation sont les deux faces
complémentaires de leur stratégie en matière
économique, au moins jusqu'à la seconde
guerre mondiate. Leur préoccupation principale
est ators d'éviter les ravages de la concurrence sauvage, et de permettre à toutes les
entreprises de eurvivre dans l'équilibre et la
stabilité. Chacun y trouve son compte : les
plus falbles sont assurés de la survia, et les
plus gros s'attribuent de confortables rentes
de situation sur des marchés protégés et organisés. Complétant cetts stratégle économique,
la politique acciale méle paternalisme et autoritarisme dans un système où l'entreprise est
conque comme un cercle familial élargi : cellule autonome semblable à d'autres cellules
autonomes dont le patron est le chef naturel,
à l'autorité incontestable.
Comme l'a soutigné fi. O. Paxton (3), la
période de Vichy apparaît, du moins au départ,
comme la réalisation des rêves du patronat.
A caux qui avaient vécu la crise des années 30
et le Front populaire comme les signes avantcoureurs de la fin, le corporatisme offir l'avantage de « faire d'une pierre deux coups :
échapper à la fois à la lutte de classes et à
la concurrence ».
Mais l'apparence est cependant trompeuse. Si

vement de cette période délicate et la récons-truction de l'appareil patronal ne marqueront pea pour autant la restauration de leur pou-voir : les grands projets d'ouverture de l'éco-nomie française — Communauté du charbon et de l'acter, traité de Rome, décolonisation — se feraient avec un patronat parfois hostile, souvent indifférent et rarement favorable.

E pragmatisme est capendant la force principale des organisations patronales; R. Priouret (4) noteit que « les organisations patronales in R. Priouret (4) noteit que « les organisations patronales n'ont pas de doctrine foonomique, et encore moine de doctrine politique ». Leur opposition aux projets n'empêche pas leur ralliement aux réalisations : suivant Georges Villiers, le C.N.P.F. et les organisations patronales deviennent, dans les années 60, les chambres de l'Europe, et la « charte libérale » de 1965 ears, paradoxalement peut-être, le signal du ralliement à l'impératif industriel et à la restructuration économique.

La crise ouverte des relations économiques internationales n'est pas l'occasion d'une révision de ces positions. Elen su contraire, le discours officiel du C.N.P.F. renchérit sur la nécessité de l'exportation et justifie le rôla des multinationales : « La multinationalité, déclare J. Ferry, est un mode opérationnei qui est lié à la mondialisation des relations économiques, à la dispersion géographique des ressources en énergle et des matières premières, à la complémentarité des technologies, en particulier dans les industries de pointe. Elle entretient une division du travail tavorable au développement des échanges. Elle est, de ce tait, un facteur important d'ouverture du commerce international et elle contribue largement, par ses dimensions mêmes, à l'équilibre mondial entre ressources, capitaux, matières premières, main-d'ouver, etc... » [5].

Si l'on en juge par les applaudissements qui saluèrent ce discours ou, en d'autres circons-

Si l'on un juge par les applaudissements qui saluèrent ce discours ou, en d'autres circons-tances, par les votes approuvant les rapports présentés aux assemblés générales du C.N.P.F., presentes aux assembles generales du C.N.P.F.,
l'unanimité du patronat français sur cas positions estait absolue. Pour autant, de tels
indices ne sont pas tout à fait probants :
l'unité de vues des patrons français ne ee juge
pas selon les critères de la démocratie formelle (5) dans leurs organisations.

D IVERS craquements sont, en effet, déce-lables derrière cet unanimisme de façade. Et, tout d'abord, au niveau même de la direction du C.N.P.F. : certain même de la direction du C.N.P.F. : certain observateur bien informé remarque, en effet, que les stratégies de redéploiement de l'économie française face à la crise, pas plus d'ailleurs que les stratégies de lutte contre l'inflation, n'om jamais été véritablement dépatues ni étudiées dans les plus hautes instances du patronat. Est-ce seulement feute de moyens ? Toujours est-il qu'aucune tentative d'approfondissement n'a permis de mesurer réellement le degré d'acquiescement des différents participants à ces prises de position.

Au niveau des organisations patronales « de base », il s'en faut de beaucoup que de telles prises de position solent effectivement reprises

et réexpliquées aux adhérents. L'enquête que nous avons menée dans la région Rhône-Alpes nous a permis de découvrir, en effet, que, sur le vingtaine d'organisations professionnelles régionales ou locales visitées, la prise de position du C.N.P.F. sur l'Europe avait été discutée une fois dans une seule organisation. Certains permanents semblalent même l'ignorer. D'autres responsables n'ont pes hésité à critiquer ouvertament les documents préparatoires qui leur étaient transmis avant les assises de Litle : à teurs yeux, les problèmes abordés étaient traités dans l'optique des grandes entreprises, et leurs adhérents provinciaux, à la tête de petites ou moyennes entreprises, n'y retrouvaient guère leurs proccupations.

moyennes entreprises, n'y retrouvaient guere leurs préceupations.

Au niveau même des chels d'entreprise, l'enquête menée montre que al les précédentes assises avaient été des faits relativement marquants (encore que 62 % des cent quarante et un interviewès se soient révélés incapables de citer correctement le thême de l'une des trois manifestations), celles de Lille, blen qu'elles fussent les plus récentes, ont été les moins citées.

fussent lea plus récentes, ont été les moins citées.

Quant à la multinationalisation, il sa dégage bien, parmi nos interlocuteurs, une courte majorité (52 %) pour penser qu'il s'agit là d'un phénomène inéluctable. Mels les commentaires qui accompagnaient fréquemment cette réponse prouvaient à l'évidence qu'une telle évolution n'était pas du goût des patrons : « Tout porte à y croire » - « Hélas ! j'en ai bien peur » - « On y va tout droit mals je auls assez sceptique sur le résultat final », et ceux qui ne croyaient pas au développement obligatoire de ce type d'entreprise n'étaient pas moins durs à leur égard : « La grande antreprise devient trop administrative pour être dynamique » - « La grosse affaire ne sait pas s'adapter. »

CUTEFOIS, si les thèmes défendus dans les discours officiele du C.N.P.F. sont bien loin de représenter les idées et les opinions des patrons dans les entreprises, on ne peut en déduire que ces demiers sont restés les ardents défenseurs du protectionnisme d'antan. Pour autant qu'on puisse les comparer avec leurs homologues d'il y a quelques décarules, les patrons d'aujourd'hui n'ont plus les mêmes attitudes par rapport aux marchés extérieurs.

n'ont plus les memes attitudes par rapport aux marchés extérieurs.

Tout d'abord, et c'est dans notre échantillon un fait massif, ils pratiquent uns certaine exportation : eur les cent quarante et un chefs d'entreprise interrogés, saula 20 % déclarent écouler touts leur production dans les limites de l'Hexagone. Et une telle proportion serait encore plus réduits si l'on ne tenait pas compte du secteur bâtiment et traveux publics dont les marchés sont blen souvent strictement régionaux, voire locaux. De plus, et toujours sur l'ensemble, 60 % déclarent que la part de l'exportation dans leur chiffre d'affaires s'est accrue au cours des cinq derniers exercioss (enquête réalisée en 1975).

Cette présence eur les marchés Internationaux a feit perdre leurs complexes aux patrons français : seuls 13 % de nos interlocuteurs estiment que les entreprises françaises n'ont sucun atout dans la compétition internationale, et 50 % estiment qu'elles ne sont pas déravorisées.

En déduire que les patrons français sont tous des exportsteurs convaincus et rompue aux techniques du commerce international serait cependant rapide. Pour beaucoup, en effet, les ventes à l'extérieur des frontières nationales ne représentant qu'une part relativement faible du ohifire d'sifiaires. Et c'est d'autant plus vrai que les entreprises sont de faible faille : ainei pour 90 % les entreprises indépendantes (7) ayant moins de cent salariés exportent moins de 20 % de leur chiffre d'affaires. Ce taux passe à 66 % pour les exponent mons de 20 74 de laur chime d'affaires. Ce laux passe à 66 % pour les entreprises indépendantes de plus de cent salariés, à 67 % pour les filiales de groupes nationaux ou multinationaux et à 48 % pour les établissements indépendants. On peut également noter que 47 % seulement de nos interportatives déclarent moter présu des leurs plans leur plans. d'entreprise, des marchés étrangers à conqué-rir, et il ne s'agit pas, en général, des plus patites entreprises.

ES résultats d'une étude empirique ne surprendront guère. Chacun sait que la restructuration de l'appareil productif français s'est faite, sous l'égide de l'Etat, et grâce à ses impulsions, au profit des grands groupes de taille nationale ou internationale. A cette occasion, les patrons français se cont débarrassés d'une partie de leura complexes vis-à-vis de l'étranger, et sont même allés, par l'intermédiaire de leura organisations nationales, jusqu'à tenter d'assumer une certaine gestion des relations professionnelles. Ont-ils pour autant recouvré la confiance dans leur avenir, qui leur permettrait de se lancer réellement dans la concurrence internationale, sans souci de rechercher l'appui et le secours de l'Etat? Si telles avaient été laurs certitudes, la

crise les aurait profondément bouleversés : d'ailleura, ils ne pensent pas que cet évène-ment soit purement conjoncturel et d0 à crise est due à l'augmentation des prix du pétrole, alors que les deux tiers en voient la cause dans la politique des pays riches, solt au niveau de l'inflation. Et plus de la moitié de nos interlocuteurs persent que cette crise peut mettre en péril l'économie de marché. Les patrons français ont donc, en quel-que sorie, le sentiment d'assister à la fin d'un

que sorte, le sentiment d'assister à la fin d'un monde.

Ce qu'ils voient disparaître, ce n'est pas le système capitaliste au sens strict. L'échèance électorale de mars 1978 n'est pas le centre de leurs préoccupations. Les patrons français ne sont pas, at de loin, les détenseurs du programme commun et des nationalisations qui y sont incluses. Mais — et le renforcement actuel, voulu par l'Etat, de grands groupes privés ne leur paraît guère différent — pour 70 %, les chefs d'entreprise pensent que la nationalisation des grands groupes ne modification des grands groupes ne modification ne la volent pas iorcément d'un ceil maussade : « Rhône-Poulenc, c'ast mon premier fournisseur, ça m'errangeraît peut-être! » Une telle opinion n'est pas le propre des petits patrons propriétaires : les chefs d'établissement de grands groupes nationaux ou multinationaux ne verraient pes leur situation changer beaucoupéchivait un responsable d'organisation patronale, à ne plus dépendre d'une direction parielenne qui s'est douné depuis longiemps des l'autension du pouvoir des multinationales qu'il faut charcher la clef de ce entinente qu'il faut charcher la clef de ce entinente qu'il faut charcher la clef de ce entinente de fin de règne. Ce que les patrons voient disparaître, c'est l'initiative individuelle, la capacité de création, la poesibilité de l'indépendance. Et la disparition des grandes entreprises régionales, appartenant par leur taille aux leaders dans leur branche, at par leur structure aux entreprises familiales, apparaît comme la marque la plus nette de ce changement. Pour les patrons, la collectivisation est déjà réalisée, avant même que la gauche n'arrive au pouvoir : le règne des grands groupes, des grandes organisations, c'est la fin du règne des patrons.

des années 70, on a pu penser que res patrons françals e'étalient enfin convertis à l'économie libérals, au « laissez-faire, laissez-passer ». L'suphorie de la croissance et des bone résultats avait gommé les autres problèmes et pouvait leur laisser croire que la résolution des tensions sociales serail le simple produit de la croissance.

La crise actuelle révèle que leur adhésion au modéle de l'impératif industriel, de l'expansion, de l'exportation et de l'ouverture des frontières n's peut-être été qu'une adaptation pragmatique. Le protectionnisme d'autrefois n'était pas qu'une simple doctrine économique : il était l'un des aspects d'un mode d'organisation de la société qui permettait à chaque patron, abrité derrière un certain nombre de barrières et de règles, de préserver eon indépendance. Ce goût de l'indépendance, de l'autonomie pour sol, y compris par repport aux partenaires sociaux, est restée la valeur prépondérante dans le système de pensée patronale (8).

Dans une situation nouvelle, plus difficile pour eux, il peut fort bien se faire que l'ouverture des frontières et la poursuite de l'expansion n'apparaissent plus comme les solutions les meilleurse au maintien de ce projet

expansion n'apparaissent plus comme les solu-tions les meilleures au maintien de ce projet d'indépendance. Dès lors, on peut penser que le patronat francès, de la base au sommet, ne s'opposera pas avec la plus extreme vigueur à la renaissance de tendances pro-tectionnistes. expansion n'apparaissent plus con

(1) R. Priouret: Origines du patronet françois, Edit. Grasset, Paris. 1963, p. 61.
(2) J. Perry: Rapport de synthèse. L'ouverture sur le monde et les impératifs politiques in a Exporter pour survivre s. E.T.P., janvier 1975, p. 213. (3) B.O. Paxton : La France de Vichy, Ed. Seull, 1973.

(4) Op. cit., p. 250. (5) Op stt., p. 320.

(5) Cf. J. Bunel, a L'unité du patroust s in Economie et Humanisme, nº 238; a Patrons et Patronst s, juillet/soût 1977 (Economie et Humanisme 39, quai Clemencesu, 69300 Ce-luire, prix du numéro expédié : 21 F). luire, prix du numéro expédié : 21 F).

(7) Nous entendons loi par entreprises indé-pendantes celles qui ne sont rattanhées à aucun groupe national ou international. Les filiales sont des entreprises autonomes dont le capital est contrôle ou possédé par un groupe. Les établissements dépendants n'ont, quant à eux sucune autonomie juridique.

(8) Cf. J. Saglio : « L'Indépendance : Projet atroual », in Economie et Humanisme, p. 236.

· 1、有少尔维 科殊 維維

42 July 1 1

Francisco Co.

Objection of a

Marie Con

Salata والمنطقة أواجيعة فنسراها أأراء المساوية The second of th

المنتقل والمراد والمراد والمراد والمراد The state of the second Commence of the second

The second second

The second of the property of A Section of the second

Tu TANKS

Dans ce numéro : -

PAGES 2 et 3:

ID.

L'ALBANIE, UN PETIT PAYS QUI NE PRETEND PAS SE POSER EN MODELE, par Yves Letourneur

La rente foncière est-elle éternelle ? par Jean Poutge.

(Publicuta)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, etablissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations specialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue economique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les étapeuses de l'angues des examens et conquists.

épreuves de langues des examens et concours. Quel que soit le rythme de ros activités ou votre tieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles Appoints décisits dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des tréthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou casseties) et, pour œux

qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92). Cours tous niveaus (même débutant) Service Orientation Possibilité de prise en charge des droits d'inscription pur votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. Documentation gratuite (nº 1714) à LANGUES & AFFAIRES. 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél.: 270-81-88.

PAGES 4 et 5 :

La strategie du Front Polisario, après un an et demi de combats au Sahara occidental, par Raoul Weax-Suite de l'article de Philippe Pons sur la gauche japonaise.

PAGES 6 et 7:

LA FICTION DE L'AUTONOMIE AU KURDISTAN IRAKIEN, par Chris Kuischera. Correspondance.

CINEMA POLITIQUE : Ecrans arabes, par Ignacio Ramonet Salah Abou Séif et Diane de Saint-Mathieu.

ISLAM ET POLITIQUE: Domination ou libération?

— Le jeu changeant des pulsances coloniales, par H. Chérif. — En Afrique noire: distanciation et cecoménisme, par Pierre Alexandre. — Le nouvel élan des Frères musulmans, par le D-Abdel Asim Ramadan. — Iran: de l'indépendance religieuse à l'opposition politique, par Nikki Keddie. — Face à l'URSS, et aux nationalismes: pacte islamique et impérialisme, par Sami Mansour. — Une nouvelle approche de l'islam sunnite, par Essan Esnafi. — Pouvoir communiste et islam en Union soviétique, par Hélène Carrère d'Encausse. Dans les revues...

Suite de l'article de Ferdinando Scianne sur la polémique en Italie autour du P.C. et la décomposition de l'Etat.

Au festival de La Rochelle : Cinémas et sociétés, L R. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGES 16 à 19 :

LA THAILANDE, OU LA FRAGILITE DE LA MANIERE FORTE, reportage de Marcel Barang.

Les livres du mois.

PAGES 21 à 25 :

Supplément sur la Catalogne : De la résistance à l'autonomie.

PAGES 26 à 29 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1977 a été tiré à 106 500 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

